

● correspondance de presse internationale
inprecor



**ÉTATS-UNIS
AVANT LES
PRÉSIDENTIELLES**

**BIÉLORUSSIE
APRÈS LA
PRÉSIDENTIELLE**



**L'AUTORITARISME...
ET APRÈS**

- Arménie & Azerbaïdjan ● Pérou ● France - Santé ● État espagnol ● UE ●
- Léon Trotsky ● Walter Benjamin ● Ludwig van Beethoven ●

inprecor sur le web :
http://www.inprecor.fr

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



12

12

12

12

12

12

12

12

12

12

c b88/5a SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

août-septembre-octobre 2020 n° 677/678

Biélorussie

- Soutien total aux mobilisations contre l'autocratie de Loukachenko Bureau exécutif IV^e Internationale 3
- Les contradictions des mobilisations et ce que nous pouvons en apprendre Alexandre Bouzgaline 6

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

Algérie : Une séquence importante de l'histoire de la classe ouvrière se joue à Numilog Hocine G. 10

Arménie & Azerbaïdjan

- Lutte inégale au Karabakh Vicken Cheterian 11
- « Nous devons nous opposer à la guerre, mais la gauche ne doit pas provoquer les gens »
– Entretien avec Bahruz Samadov, militant azerbaïdjanais anti-guerre Thomas Rowley 13

Notes de lecture

- Guide du Bordeaux colonial et de la métropole bordelaise Didier Epszajn & Patrick Silberstein 16

États-Unis

- Pandémie, polarisation et résistance Entretien de Joseph Daher avec Ashley Smith 17
- Les militaires soutiendront-ils une déclaration de la loi martiale ?
– Entretien avec Garrett Reppenhagen (Vétérans pour la paix) Bill Resnick 21
- L'INTERRÈGNE – Après Sanders, la gauche débat
Tithi Bhattacharaya, Meagan Day, Justin Charles, Charlie Post 23

État espagnol

Splendeur et crépuscule de Podemos : LES RAISONS D'UN ADIEU Manuel Garí 33

France – Santé

Macron et la santé : De l'élection présidentielle à l'épidémie de Covid,
trois ans de contre-réformes et de résistances Jean-Claude Laumonier 39

Notes de lecture

- ALTERNATIVES SUD, Le Brésil de Bolsonaro : le grand bond en arrière Didier Epszajn 46

Union européenne

La crise déclenchée par la pandémie et l'économie politique de l'UE Daniel Albarracín 47

Pérou

- À propos du film « Hugo Blanco, Rio Profundo » Hans-Peter Renk 52
- « Je ne fus ni "guérillero castriste" ni "terroriste" » entretien de Roberto Ochoa avec Hugo Blanco 53
- Soutien massif à Hugo Blanco contre les attaques de l'extrême droite péruvienne Pepe Mejía 56

Marxisme

- Léon Trotsky (1879-1940), prophète de la révolution d'Octobre Michael Löwy 57
- 80^e Anniversaire de la mort de Walter Benjamin (1892-1940), Dix thèses
sur son apport à la Théorie critique Michael Löwy 61

Musique

Ludwig van Beethoven (1770-1827) : Le premier rocker Angela Klein 63

Erratum

Erreur de traduction de l'article de Manuel Kellner, « L'œuvre d'Ernest Mandel :
Un héritage important pour le combat révolutionnaire au XXI^e siècle » (Inprecor n° 676) (réd) 65

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ;
la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI,
27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation,
11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre
chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Soutien total aux mobilisations contre l'autocratie de Loukachenko !

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

1. Malgré une répression d'une brutalité extrême (déjà plus de 12 000 arrestations, des centaines de blessé-es, au moins 4 morts), la révolte de masse de la population biélorusse entre dans sa neuvième semaine, en s'étendant à la fois socialement et au-delà de la capitale, Minsk, sans réussir pour l'instant à se transformer en grève générale. Depuis la falsification des résultats de l'élection présidentielle le 9 août dernier, dans ce pays de 9,5 millions d'habitants situé entre l'UE et la Russie, chaque semaine des centaines de milliers de manifestants pacifiques, notamment des femmes, demandent :

- Le départ de Loukachenko (qui a organisé le 23 septembre son investiture dans le plus grand secret, sous la protection de l'armée et de la police qui ont bloqué le centre de la capitale) ;
- Des élections libres et équitables ;
- La fin des violences policières et la libération des prisonnier-es politiques.

Cette impressionnante mobilisation de résistance populaire a pris son élan après que les premières manifestations, suite à l'annonce des résultats officiels de l'élection, ont fait face à la terreur gouvernementale. Mais ses racines sont plus profondes : depuis plus de cinq ans – dans le contexte de la crise ukrainienne et des sanctions contre la Russie – la dégradation économique et sociale du régime autocratique de Loukachenko, sa politique néolibérale dans le domaine du droit du travail (notamment le remplacement des conventions collectives par des contrats individuels à durée déterminée), la persécution des chômeur-es, le blocage des salaires depuis 2015, le recul de l'âge de départ à la retraite, la négation de la dignité des travailleurs face à la pandémie... C'est contre un régime qui traite les gens comme une marchandise à usage unique, qui les frappe, les torture et leur ment au sujet du coronavirus, que la population biélorusse s'est soulevée.

2. Arrivé au pouvoir en 1994 avec un discours populiste, alors que la popu-



lation se mobilisait contre la politique de privatisations, Loukachenko va former un régime autoritaire pour poursuivre la restauration capitaliste. C'est un système particulier de capitalisme semi-périphérique, dans lequel le pouvoir économique et politique ne repose pas fondamentalement sur le grand capital privé, mais sur un appareil d'État bureaucratique-paternaliste dont Loukachenko est le symbole (mais pas le propriétaire). En consacrant une part substantielle des ressources de l'État au maintien de l'industrie, du secteur rural, des infrastructures et de la population, ce régime a subordonné les éléments du capital privé à ses fonctionnaires, limitant (contrairement à la Russie) la croissance des inégalités. Ainsi, c'est la nomenklatura, mêlée au capital privé, qui soumet et exploite les travailleurs à la fois de manière économique, administrative, politique et culturelle-idéologique. C'est ce système qui est entré en stagnation à partir de 2013. Et aujourd'hui, il a plongé dans une crise multidimensionnelle.

3. Proclamée à la fin des années 1990, l'Union de la Russie et de la Biélorussie, qui représentait une tentative de réintégration de l'espace post-soviétique au cours de la dernière décennie, s'est finalement transformée en une forme de dépendance économique du pays vis-à-vis de la

Russie tout en conservant l'autonomie politique du régime biélorusse. Il est clairement apparu que la Russie de Poutine comprend l'intégration des pays post-soviétiques seulement comme une opportunité d'expansion du grand capital russe et comme son rôle clé dans la privatisation des anciennes entreprises soviétiques. Pour Loukachenko, une telle intégration signifierait non seulement la perte du contrôle de la propriété, mais aussi la perte du pouvoir politique qui passerait aux mains des bureaucrates et des cadres supérieurs russes.

Le modèle économique et politique de Loukachenko en Biélorussie a dû constamment manœuvrer entre l'Union européenne et la Russie pour survivre. Ainsi, l'Occident, malgré son mécontentement face à l'autoritarisme de Loukachenko, l'appréciait pour son désir de maintenir son indépendance vis-à-vis de la Russie et sa résistance à l'expansion des bases militaires russes en Biélorussie. Ce statut de neutralité de la Biélorussie a permis à Minsk de devenir la

* Nous avons décidé d'employer le nom « Biélorussie » (recommandé par la Commission d'enrichissement de la langue française) et non « Bélarus », qui est une francisation du nom du pays en biélorusse. De même, nous utilisons la transcription du nom russifié du président autoproclamé Loukachenko, la plus courante (et non la transcription du son nom à partir du biélorusse : Loukachenka). Les transcriptions françaises de l'alphabet cyrillique sont toujours approximatives.

Biélorussie

principale plateforme de négociations entre la Russie, l'Ukraine et l'UE en 2014. Pour Poutine, en revanche, Loukachenko est resté un leader qui ne laissera jamais son pays se rapprocher de l'OTAN et qui maintient l'orientation d'une grande partie de l'économie biélorusse vers la Russie. Ainsi, Loukachenko ne jouissait de la confiance ni de la Russie ni de l'Occident, mais les satisfaisait en même temps car il garantissait la stabilité de la position actuelle de la Biélorussie.

Les protestations de masse qui ont commencé en Biélorussie après l'élection présidentielle du 9 août ont, comme nous l'avons dit, des raisons essentiellement internes. Au cours des derniers mois, nous avons vu que Loukachenko n'a pas réussi à résoudre cette crise par lui-même et s'est ouvertement tourné vers la Russie pour obtenir de l'aide. Les conseillers politiques russes et les représentants des agences spéciales de sécurité sont arrivés en Biélorussie. Et Poutine a ouvertement exprimé sa volonté d'envoyer la police anti-émeute russe pour aider Loukachenko. Maintenant, si Loukachenko parvient à rester au pouvoir, sa dépendance politique vis-à-vis de la Russie augmentera considérablement, et il sera extrêmement impopulaire à l'intérieur de son pays.

Après les récents entretiens entre Poutine et Loukachenko, il est apparu clairement que Moscou considère la crise biélorusse actuelle comme permettant de faire avancer par en haut une transformation graduelle du modèle autoritaire. Il s'agit de modifications de façade (réforme de la Constitution) avec le but de faciliter la privatisation des grandes entreprises étatiques biélorusses par le grand capital russe. L'UE dans son ensemble est prête à accepter un tel modèle, car elle ne peut offrir à la Biélorussie aucune alternative et elle craint de provoquer Poutine en créant ainsi un autre point de conflit (politique et éventuellement militaire) en Europe de l'Est.

En fin de compte, seul-e-s ces citoyen-e-s qui se sont levés pour protester sont intéressés par la transformation profonde et la démocratisation de la Biélorussie.

4. Si après les « élections » présidentielles de 2001, 2006, 2010 et 2015 – dont les résultats ont toujours été contestés par les oppositions (selon une récente déclaration du président du comité exécutif régional de Grodno, il n'existe pas de « *mode de dépouillement des votes* ») – il y a eu des manifestations de protestation, réprimées, la nouvelle vague de mobilisations a commencé en 2017 lorsque le régime a tenté d'imposer par décret un impôt aux chômeurs,

accusés de « *parasitisme* ». Non seulement à Minsk, mais aussi dans les villes régionales des milliers de manifestant-es ont scandé « *Non au décret n° 3 ! Loukachenko, dégage !* », obligeant le régime à remplacer cet impôt par une réduction des aides publiques perçues par les chômeurs. Ce qui est apparu comme un premier recul du régime.

Lorsque la pandémie Covid-19 a commencé, bien que la Biélorussie dispose d'un système de santé publique supérieur à beaucoup de pays développés (5,2 médecins pour 1 000 habitants, contre 3,9 en zone euro et 2,6 en Amérique du Nord), le système bureaucratique a été incapable de s'adapter à la crise. Le régime a qualifié la pandémie de « *psychose* », n'a pas assuré les équipements de protection et le matériel médical aux soignant-es ni fait face à la pénurie d'ambulances, et Loukachenko a qualifié cyniquement le premier mort officiel (un acteur connu) de « *pauvre bâtard* » qui « *ne pouvait pas tenir le coup* ». Les soignant-es qui ont osé parler de la pandémie ont été réprimés. C'est alors que l'auto-organisation de la population a commencé : la campagne *ByCovid19* a été capable de se substituer à l'incapacité de l'État, fournissant équipements et travailleurs bénévoles, mettant en place un réseau de coordination dans chaque région. Le régime a oscillé entre répression et collaboration avec ces volontaires, dont l'initiative « *a mis en évidence la nécessité de changements* », comme l'a dit le coordinateur de la campagne *ByCovid19*.

Craignant qu'« *ils viennent [le] chercher avec des fourches* » (comme il l'a dit le 26 avril 2020), Loukachenko a décidé d'empêcher ses principaux opposants libéraux – Viktor Babaryko (PDG de Belgazprombank), Valéri Tsepkalov (qui fut ambassadeur, vice-ministre et administrateur du Parc de haute technologie de la Biélorussie) et Sergueï Tikhanovski (entrepreneur, blogueur et animateur de la populaire chaîne YouTube Un pays à vivre) – d'être candidats à l'élection présidentielle. Fondamentalement machiste, il a cru qu'une femme candidate « *incapable de porter ce fardeau, allait s'effondrer* » et a fait accepter les centaines de milliers de signatures permettant à la femme de Sergueï, Svetlana Tikhanovskaïa, de se présenter. Cette enseignante, « *femme ordinaire* », qui affirmait ne pas aspirer au pouvoir, dont l'image correspondait à celle de la majorité des électrices et électeurs, soutenue par l'épouse de Tsepkalov et la directrice de campagne de Babaryko, a été capable de rassembler des dizaines de milliers de personnes dans ses meetings pré-électorales, à travers tout le pays. Et son score officiel –

10,9 % des suffrages – ne pouvait être admis par quiconque.

La répression extrêmement violente des premiers rassemblements de protestation populaire les 9, 10 et 11 août a fait le reste : comme l'a dit le sociologue biélorusse Andreï Vardomatski, « *lorsqu'on tire sur ta fenêtre, tout l'immeuble le voit* ». Contre l'injustice et la terreur, l'extension du mouvement de protestation a été immédiate : le régime Loukachenko ne tient plus que grâce aux forces de la répression. Combien de temps peut-on régner en étant « *assis sur une baïonnette* » ?

5. En répondant par la terreur, le régime Loukachenko espérait empêcher les concentrations des manifestants. Il a en réalité poussé les protestataires à manifester devant chez eux, dans les cours de leurs immeubles et dans les villes de banlieue, démultipliant ainsi les protestations et poussant à des formes d'auto-organisation locale autour des relations de voisinage – très fortes car le système bureaucratique de gestion des immeubles et des services sociaux fonctionne mal et oblige les voisins à régler entre eux les problèmes urgents. Avec le rôle des réseaux sociaux et des chaînes d'internet – populaires chez les jeunes et principales sources d'information dans un pays où le régime contrôle et censure les médias – le résultat fut l'apparition d'un immense réseau de protestations locales, spontanées, qui n'a pas de centre et pas de direction affirmée, mais une « *direction fluide* » : dès qu'une personne apparaissant comme « *leader* » est réprimée, une autre prend naturellement sa place localement. Ce qui caractérise ce mouvement, c'est une très grande créativité, les protestataires inventent sans cesse de nouvelles formes de contrôle, de lutte pacifique et tout cela circule, se répand et s'enrichit au travers des réseaux sociaux.

À partir du 10 août, les salarié-e-s ont rejoint **en tant que tels** les mobilisations. Les soignant-es (surtout des femmes, médecins et infirmières) des blessé-e-s sont descendus dans les rues protestant contre les tortures. Des arrêts de travail ont eu lieu dans un grand nombre d'entreprises (parfois avec le soutien des propriétaires dans le secteur privé) et, surtout, dans au moins une douzaine de très grandes entreprises d'État, conduisant à des rassemblements des ouvriers dans les usines, parfois des polémiques avec les directions et les représentants locaux du régime et même avec Loukachenko (renvoyé par les ouvriers de l'usine automobile de Minsk aux cris de « *dégage* » le 17 août). Des comités de grève sont apparus, mais il semble que nulle part il

n'y a eu de tentatives de grève avec occupation. Au contraire, les ouvriers sont sortis des usines pour manifester. Et, la répression (licenciements, parfois massifs comme à la Télévision d'État ou au Théâtre national de Minsk, ou menaces de licenciements, arrestations souvent suivies d'emprisonnement des « meneurs » réels ou imaginaires), la faiblesse ou l'absence de véritables syndicats ainsi que, parfois, les « conseils » des directeurs de passer à la « grève italienne » (c'est-à-dire une grève du zèle, invisible, laissant les salariés atomisés), le mouvement gréviste a reculé, les prolétaires se sont dissous dans le vaste mouvement de protestation. Les usines ne sont pas devenues le centre de la révolte et le prolétariat n'est pas (pas encore ?) parvenu à s'affirmer en tant que classe, autour de ses propres demandes, au sein du mouvement démocratique qui lutte contre le régime.

Face à la brutale répression des manifestations, les femmes **en tant que telles** ont organisé de nombreuses « chaînes de solidarité », offrant des fleurs aux forces de répression et les débordant par leur masse, très pacifiquement, ce qui a pendant un temps paralysé ce secteur très machiste, avant que les autorités ne lui donnent l'ordre de réprimer aussi les femmes et même leurs enfants. Cependant des revendications des droits de femmes ne sont pas (pas encore ?) apparues dans ces initiatives.

6. Alors que les candidats oppositionnels à la présidence écartés par le régime (V. Babaryko, V.Tsepalo et S.Tikhonovski), ainsi que Andreï Dmitriev (candidat de « *Dire la vérité* », qui officiellement a obtenu 1,21 % des suffrages) avançaient des programmes économiques libéraux, visant en particulier la « *liberté d'entreprendre* » du secteur privé et la nécessité de « *cesser de financer les entreprises non rentables* », cette thématique a quasiment disparu de la campagne présidentielle de Svetlana Tikhonovskaïa (sans être pour autant rejetée par la candidate). Depuis le 9 août 2020, elle n'apparaît pas non plus dans la révolte des masses contre le régime. Les manifestants n'avancent que les trois revendications démocratiques.

Les partis libéraux de l'opposition, écartés depuis 1994 et privés de toute représentation significative dans les institutions du régime, sont en réalité très faibles. Il en va de même des partis politiques se réclamant de la gauche (ce qui se mélange souvent avec une dose de nostalgie pour l'ancien régime du soi-disant « *socialisme réel* »), réduits à des clubs de discussion.

Enfin, si l'adhésion à un syndicat est obli-

gatoire, le mouvement syndical officiel n'a rien de commun avec le syndicalisme, même très bureaucratisé, mais joue le rôle d'une courroie de transmission de Loukachenko et, éventuellement, d'un cadre de promotion sociale pour ses fonctionnaires. Il faut souligner la rupture que fut sur ce plan la répression par Loukachenko de la très forte mobilisation ouvrière et syndicale au début des années 1990 au moment même où il mettait fin à la thérapie de choc libérale : les « *protections sociales* » de son capitalisme étatiste ont été organiquement associées à l'atomisation et à l'encadrement bureaucratique des travailleurs. Les syndicats indépendants – comme le Congrès des syndicats démocratiques de Biélorussie (BKDP), affilié à la Confédération syndicale internationale –, tolérés tout en étant réprimés, sont très faibles et peu présents dans les grandes entreprises.



La société modelée par Loukachenko était donc une société atomisée. C'est cela qui a changé au cours des derniers mois, en particulier depuis le début de la révolte populaire. Les appels à la solidarité avec les travailleurs et la population de Biélorussie émanant des réseaux de la CES – notamment de la CGT française, récemment affiliée à la CES – marquent un possible tournant important.

Quelles qu'en soient les limites, nous assistons au sein de ce mouvement démocratique de masse à une politisation intense, à l'apprentissage d'une auto-organisation civique qui met à l'ordre du jour l'apparition d'une structuration politique tout à fait nouvelle. Ce mouvement en faveur de la démocratie devra, tôt ou tard, construire un projet de société. S'il parvient à « *dégager* » Loukachenko et son régime autocratique, il va se diviser et les conditions pourront apparaître pour que les questions de classe et de genre, ainsi que les discussions sur quoi construire à la place, puissent s'épanouir.

Alors le rôle de la classe ouvrière (dont le début des grèves a obligé, un temps, Loukachenko à limiter la répression, montrant ainsi sa force), le rôle des femmes (dont les manifestations des samedis ont ouvert la voie à la poursuite des manifestations de masse les dimanches), les questions écologiques (la Biélorussie a déjà connu un sérieux début de changement climatique, le sud du pays devenant une région de steppes alors qu'il était il y a encore cinquante ans une forêt marécageuse) seront au centre des discussions.

7. Pour que tous les enjeux démocratiques, sanitaires, féministes, de classe et environnementaux qui alimentent l'actuelle politisation de la société biélorusse permettent l'émergence d'un front écosocialiste, la gauche internationaliste (syndicale, politique, associative) doit être capable de développer des liens concrets et solidaires, par en bas, avec le mouvement **démocratique** biélorusse dans son ensemble.

Solidarité ne signifie pas alignement sur telle ou telle décision de celles et ceux qui aujourd'hui prétendent symboliser le mouvement : le conseil de coordination autour de Svetlana Tikhonovskaïa (que la répression a fortement affaibli) ou les anciens partis politiques qui ont rejoint le mouvement en se taisant sur leurs programmes et finalités réelles – des privatisations pro- ou anti-russes, anti-sociales et non démocratiques. Cet enjeu-là apparaît désormais de plus en plus au grand jour, alors que la situation économique se dégrade : il faudra s'opposer à la fois au discours pseudo-protecteur de Loukachenko et à ses adversaires pseudo-démocrates.

Solidarité veut dire défense démocratique contre la répression, défense du droit pluraliste d'expression, soutien aux manifestations et grèves qui ont lieu. Solidarité implique aussi indépendance vis-à-vis des manœuvres des gouvernements des autres pays et du capital financier international, qui tentent de tirer profit des mobilisations des masses en Biélorussie.

- Solidarité internationale des travailleurs avec le mouvement démocratique en Biélorussie !
- Dehors Loukachenko et son régime !
- Élections libres et équitables en Biélorussie !
- Libre auto-organisation du débat sur l'avenir de la Biélorussie !
- Pour avancer vers une Biélorussie écosocialiste : liens transnationaux entre syndicats, mouvements féministes, de jeunes, de travailleurs !

26 septembre 2020

Les contradictions des mobilisations et ce que nous pouvons en apprendre

Par
Alexandre Bouzgaline*

La crise en Biélorussie s'intensifie et même si Alexandre Loukachenko parvient à se maintenir au pouvoir, son autorité restera précaire. Dans la population de ce pays, la compréhension de la nécessité du changement et la volonté de lutter pour cela mûriront encore davantage. Quelle que soit l'évolution de la situation, il est clair que la Biélorussie (et pas seulement la Biélorussie) ne sera plus la même qu'au cours du dernier quart de siècle. Une des questions posées est de savoir si les citoyens, la gauche et les gouvernements des pays post-soviétiques réussiront à comprendre les événements qui se déroulent actuellement en Biélorussie et à en tirer les leçons appropriées.

Une autre question, non moins complexe, est de savoir quel sera le contenu de ces leçons.

À la première de ces questions, je suis enclin à répondre par la négative. Il est fort probable que, une fois de plus, les personnes impliquées n'apprendront rien, mais cela ne devrait pas empêcher les théoriciens de gauche d'essayer de préciser la signification des événements. Le moment n'est pas encore venu de tirer des conclusions définitives, mais on peut et on doit s'aventurer vers certaines réflexions initiales.

Leçon 1 : La stagnation ne peut pas durer éternellement

Je commencerai par l'évidence : des systèmes qui paraissent complètement stagnants, dans lesquels le pouvoir économique et politique appartient fondamentalement à la bureaucratie tandis que les citoyens sont réduits à jouer le rôle de consommateurs

passifs « *d'actes bénéfiques* » plus ou moins significatifs de la part d'un État paternaliste, ne parviennent pas à exister pendant plus que quelques décennies.

La raison de leur dégénérescence est bien connue : les systèmes dans lesquels le pouvoir économique et politique est essentiellement exercé par la bureaucratie d'État sont instables par principe. Ils ne peuvent exister que comme des formes transitoires dans un processus général de développement. La tendance de ce développement est soit vers le pouvoir économique et politique des travailleurs, qui subordonnent la bureaucratie à leurs intérêts (c'est-à-dire le socialisme), soit vers le pouvoir économique et politique du capital à grande échelle (dans les conditions actuelles, capital transnational), qui emploie l'appareil d'État pour servir ses fins.

Pour le moment, nous mettrons la première variante de côté ; en 2021, cela fera trente ans que l'URSS a tourné le dos au futur, et plus les bases de discussion sur le socialisme du XXI^e siècle seront éloignées, plus elles se développeront.

Passons maintenant à la deuxième variante. Par souci de brièveté, nous le désignerons comme le « *système Loukachenko* ». Son essence est un capitalisme bureaucratique-paternaliste, et au cours de son existence de nouvelles forces intéressées par sa transformation se sont développées.

La première de ces forces est le capital privé, y compris le capital à petite échelle et « *humain* », dont l'ancien système bureaucratique a commencé par bloquer activement l'accumulation et le pouvoir. Les propriétaires de ce « *capital humain* » méritent une mention spéciale. La plupart sont jeunes, âgées de 16 à 30 ans. Ils et elles ont été éduqués ou sont éduqués dans un esprit néolibéral qui reproduit le « *fondamentalisme du marché* ». Ils et elles vivent dans un environnement culturel et informationnel totalement commercialisé, dit « *occidental* », et possèdent un certain potentiel pour gagner de l'argent (certains plus, d'autres moins, ces derniers pour la plupart uniquement dans leur imagination enflammée par la publicité), acquérir des produits de mar-

que et « *être tendance* ». Il ne fait aucun doute que le système Loukachenko leur convient.

Une deuxième force est la nouvelle génération de la nomenklatura du système Loukachenko, qui, par essence, vit dans le même environnement néolibéral et dont tout le cadre social est constitué de personnes (des conjoints et amants aux enfants et petits-enfants) qui vivent selon ces normes (« *occidentales* »). Pour les membres de cette strate, la Biélorussie, son peuple et même les emplois dans la hiérarchie étatique ne sont rien de plus qu'une base pour accumuler pour eux-mêmes du pouvoir et du capital. Durant un certain temps, ces personnes ont trouvé la vie au sein du système bureaucratique assez avantageuse. Mais dès que l'occasion se présentera pour eux de sortir du pouvoir de la hiérarchie et de gagner la « *liberté* » de devenir des entrepreneurs privés, ils commenceront avec un bel enthousiasme à démolir les structures mêmes de pouvoir qu'ils incarnaient si récemment. Un nombre important de personnes de l'entourage de Loukachenko le font déjà.

Qu'en est-il de la majorité des travailleurs – les travailleurs industriels, les enseignants, les personnels de santé ? Avant d'essayer de répondre à cette question, je dois souligner que la nature du capitalisme bureaucratique est telle qu'il passe inévitablement d'une croissance extensive à une stagnation, puis les masses passent d'un soutien forcé au système en tant que moindre mal à une vague résistance. C'est ce qui se passe actuellement en Biélorussie.

Dans ce pays, une tentative est en cours depuis une vingtaine d'années pour combiner capitalisme semi-périphérique et paternalisme bureaucratique. L'industrie, l'agriculture et les infrastructures se sont développées et, selon les normes de la semi-périphérie, des systèmes de soins de santé et d'éducation généralement accessibles et de qualité raisonnable ont été mis en place. (L'éducation, il faut le souligner, a été principalement de caractère mondialisé-libéral ; cela a beaucoup contribué à façonner les points de vue des jeunes à l'esprit libéral qui

* Alexandre Bouzgaline, économiste, enseigne à l'université de Moscou. Il est rédacteur en chef de la revue russe *Alternativy* (<https://www.alternativy.ru/ru>). Cet essai a d'abord été publié en anglais par la revue électronique socialiste canadienne, *The Bullet* : <https://socialistproject.ca/2020/09/contradictions-of-the-belarus-protest-what-we-can-learn/> (Traduit de l'anglais par JM).



sont passés par les universités, où ils ont appris les bases du fondamentalisme du marché ainsi que les mythes concernant la démocratie libérale.) Jusqu'à récemment, le niveau de différenciation sociale en Biélorussie était la moitié de celui de la Russie et un tiers de moins qu'aux États-Unis.

Il faut souligner à nouveau que le capitalisme bureaucratique-paternaliste est voué à la stagnation et à la crise s'il ne va pas dans le sens du socialisme. Loukachenko a pris la voie du renforcement du rôle du marché et du capital, entraînant la stagnation des revenus réels, la restriction des intérêts des travailleurs par le biais du Code du travail et de la réforme des retraites, etc. Tout cela a sapé les bases du système qui a pris forme sous son règne. Même les gens « ordinaires » en Biélorussie ont commencé à changer d'attitude à l'égard de l'homme qu'ils considéraient autrefois comme une sorte de figure parentale.

Tant que la bureaucratie et le capital ont fourni une certaine augmentation du niveau de vie, avec des garanties de sécurité et une existence stable, les travailleurs ont nourri une vague haine pour le système mais l'ont néanmoins toléré, se subordonnant et se réconciliant avec lui et le choisissant comme un moindre mal. Ils ne croyaient ni à leur force ni à celle de l'opposition de gauche, qui dans sa majorité était véritablement impuissante ou cédait la place aux autorités à chaque moment décisif.

Mais quand un ancien système entre en stagnation, sinon en crise, les gens commencent à se réveiller. À partir de là, les « gens ordinaires » – ouvriers, agriculteurs, ensei-

gnants, personnel médical – deviennent prêts à un moment décisif à déclarer : « *Nous ne sommes pas la racaille !* »

C'est pourquoi je me permets d'affirmer que la racine du problème réside dans la stagnation économique et les inégalités sociales, et pas seulement dans le déni des droits politiques et le manque de liberté d'expression. D'où la première leçon, une leçon pour les autorités (qui, bien sûr, trouvent qu'il est inconcevable de l'aborder) : si la nomenklatura capitaliste d'État n'est pas disposée à coopérer avec la majorité des travailleurs et ne garantit pas des réformes opportunes et approfondies à orientation sociale (un impôt progressif sur le revenu, une éducation et des soins de santé pour tous, des syndicats forts, etc.), ainsi qu'une croissance accélérée de l'économie nationale, alors cette nomenklatura est l'ennemi non seulement des forces pro-libérales mais aussi de la majorité des citoyens et, de plus, sera tôt ou tard trahie par la nouvelle génération de cyniques dans ses propres rangs. Cela, à proprement parler, a commencé à se produire en Biélorussie.

En Russie, la situation est quelque peu différente : la bureaucratie d'État ne s'est pas tellement subordonnée à un grand capital oligarchique qu'elle s'est liée avec lui. Pour l'essentiel, la bureaucratie russe sert les intérêts économiques et politiques du grand capital et possède par conséquent une base économique plus durable que le système Loukachenko. **À la base du pouvoir de l'État en Russie se trouvent les milliards de dollars détenus par les oligarques russes.** Mais cette alliance n'est pas non

plus éternelle. En Fédération de Russie, en outre, la stagnation et les politiques antisociales durent maintenant depuis plus d'une décennie, et la patience de la majorité est, semble-t-il, au point de rupture. Par conséquent, et contrairement à la situation en Biélorussie, il est possible que les résultats ne se limitent pas à des perturbations politiques, et puissent s'étendre plus loin et plus profondément, jusqu'à la révolution socio-économique.

Leçon 2 : Les gens ne sont pas la racaille et les principaux problèmes ne peuvent être résolus par la force

Je commencerai par une thèse très controversée (j'adresse ces mots aux patriotes russes) : il n'y a pas lieu de craindre l'activisme de ses propres citoyens. Le développement régulier d'un pays (et non la stagnation avec l'imitation de la prospérité !) nécessite des citoyens politiquement et socialement actifs, unis sur la base d'initiatives d'en bas, et il en a besoin comme il a besoin d'air. Des réformes sociales et démocratiques profondes, mises en œuvre sur la base d'initiatives d'en bas, sont une condition de la socialisation (au moins) du capitalisme du XXI^e siècle, sans parler d'une avancée vers la société du futur, vers le socialisme (le capital moderne mondial n'est pas une telle condition, car il n'a pas l'intention de suivre une telle voie, et stagne donc, pas seulement dans l'espace post-soviétique). **Des citoyens passivement tolérants et obéissants, qui se sont soumis au statu quo (comme le croient**

Biélorussie

les autorités et les patrons), constituent une base pour l'effondrement et la décadence du pouvoir d'État et même du business. C'est le cas du pouvoir étatique car il est de plus en plus obligé de s'appuyer sur les organes de coercition et sur la manipulation politique et idéologique – pour être tout à fait franc, sur la tromperie et la violence. Un tel système ne peut pas exister longtemps, encore moins se développer. Les entreprises perdent également stratégiquement dans un tel système, car dans une économie où le principal facteur de développement est le potentiel créatif humain, les travailleurs doivent être talentueux et créatifs, ce qui signifie qu'ils ont besoin de la possibilité d'une auto-organisation sociale et politique. De plus, le développement stratégiquement orienté est une question qui n'intéresse pas le capital à l'époque néolibérale ; le court-termisme et la domination de la financiarisation orientent les entreprises vers la spéculation, vers « *l'accumulation par dépossession* » (David Harvey), et parfois, vers le simple pillage féodal.

En ce qui concerne la politique, le système économique et politique néolibéral n'offre que des libertés d'imitation, remplaçant la démocratie par une manipulation politique de la part de ceux qui ont la main sur le capital, créant un système décrit à juste titre par les marxistes comme « *la démocratie pour quelques-uns* » (Michael Parenti). En Biélorussie et en Russie, la majorité des citoyens « *ordinaires* » sentent que leur démocratie est un mensonge, même s'ils ne comprennent pas pourquoi. Comme Aleksandre Blok (oui, le grand poète de la Russie de l'Âge d'argent !) l'a déclaré il y a un siècle, nous avons besoin de démocratie, mais pas à l'américaine. Nous avons besoin de véritables droits et libertés politiques, de la réelle opportunité de former des syndicats et des associations, de contrôler les autorités et de réaliser des initiatives qui émergent d'en bas.

Ce texte n'est pas le lieu pour élaborer sur ce qu'est la « *démocratie de base* » et sur son fonctionnement. Néanmoins, il faut dire que **là où les gens n'ont pas de réelle opportunité pour une action sociale et politique constructive commune, des manifestations de rue auront lieu, avec toutes leurs contradictions.** Comme aux États-Unis, ou avec les Gilets jaunes en France, et comme en Biélorussie. Ni la police secrète ni les troupes anti-émeute de l'OMON (forces spéciales du ministère de l'intérieur) ne pourront l'arrêter. Telle est la leçon de la Biélorussie.

Pourquoi la Biélorussie est-elle restée si longtemps silencieuse ? Il y a une explication

à cela. Une croyance formée au fil des siècles, le concept du « *bon tsar* », continue d'opérer dans l'étendue post-soviétique. En URSS (et jusqu'à récemment en Biélorussie également), cette croyance reposait sur une réelle sollicitude de l'État à l'égard des gens « *ordinaires* ». Nous pensions (et nous le croyons encore dans une certaine mesure) que le « *bon tsar* » punirait les « *mauvais boyards* » (ministres, députés), les patrons excessivement cupides et les bureaucrates voleurs, tout en défendant le pays contre les ennemis extérieurs (qui sont réels !) avec l'aide d'une armée forte, et, en général, résoudrait tous nos problèmes. Malheureusement, ce n'est pas une exagération, c'est ce que les autorités ont voulu inculquer aux « *simples gens* » en Biélorussie, et pas seulement là-bas. Ce n'est pas un hasard si, jusqu'à récemment, Loukachenko était qualifié familièrement de « *papa* ».

Néanmoins, les « *simples* » citoyens des pays post-soviétiques sont loin d'être simples. Nous sommes issus de la culture et de la pratique de l'URSS, et trente ans de capitalisme semi-périphérique ne nous ont pas entièrement dégradés. Cela vaut pour la majorité des citoyens de Biélorussie, et pas seulement de Biélorussie, quoi qu'il en soit des élites privilégiées qui ont adopté les valeurs néolibérales.

Si le capitalisme bureaucratique perpétue, ou pire, renforce la stagnation économique et l'injustice sociale, s'il augmente l'anarchie politique à laquelle la majorité est soumise, **les travailleurs qui étaient supposés être hypnotisés pour toujours se lèveront en signe de protestation.**

Ici, il est vrai, une réserve importante s'impose : le niveau réel de militantisme de la majorité des travailleurs, des paysans, du personnel de santé, des enseignants, etc. en Biélorussie n'est nulle part aussi grand que les dirigeants de l'opposition libérale tentent de le faire croire. Dans la plupart des cas, les actions qualifiées de « *grèves* » sont en fait des réunions de protestation organisées par des militants politiques. Parmi les véritables grèves, une certaine proportion est indirectement soutenue par des chefs d'entreprise qui considèrent que le régime de Loukachenko ne sert pas leurs intérêts, ou par des cadres supérieurs qui, comme en URSS à la veille de son effondrement, espèrent de cette vague de luttes la possibilité de privatiser des entreprises qui, pour l'instant, sont aux mains de l'État. Dans quelques entreprises – et c'est l'aspect le plus important pour nous – il existe un réel potentiel de grève. Cependant, de telles actions sont quasiment impossibles à organiser en raison de la législation draconienne et de la répression dirigée contre les

dirigeants des comités de grève. Lorsque les travailleurs dans ces circonstances ont pu organiser des grèves du zèle, dites « *italiennes* », il est possible et nécessaire de parler de véritable protestation ouvrière. Mais, même ici, il n'y a pas encore d'opposition indépendante, visant à défendre les intérêts des travailleurs et non à effectuer la transition d'un modèle bureaucratique vers un modèle néolibéral de capitalisme.

Leçon 3 : L'absence d'alternative à gauche pousse les travailleurs dans le camp des néolibéraux

Les masses populaires commencent à se soulever en signe de protestation. Mais ici la question se pose : que vont demander les gens ? À côté de qui se mettront-ils et contre qui leur colère sera-t-elle dirigée ?

Si – comme c'est encore le cas à l'heure actuelle – il n'y a pas d'opposition de gauche dans le pays, forte, organisée et capable d'une action constructive et positive, ces gens finiront par devenir des marionnettes dont les ficelles sont tirées par des politiciens néolibéraux – par des politiciens qui, sans surprise, seront qualifiés de « *pro-occidentaux* » (je dois souligner que ce n'est pas une question de géopolitique mais d'économie politique – derrière ces politiciens se trouvera la puissance économique, politique, médiatique et militaire du capital mondial). Si les travailleurs finissent comme des marionnettes, soumis à ce contrôle, ils perdront (et dans les faits, c'est nous qui perdons). La raison est simple : dans les pays post-soviétiques, le capitalisme néolibéral entraîne un degré encore plus grand de dégradation économique, d'inégalité sociale et d'anarchie politique que les systèmes qui l'ont précédé.

D'où les leçons suivantes, pour les autorités, pour les citoyens et pour l'opposition.

Pour ceux qui sont au pouvoir dans les pays post-soviétiques, la leçon est la suivante (elle ne sera pas assimilée, car elle ne conviendra pas, à court terme, aux objectifs de ces personnages) : **en transformant les citoyens de vos pays en figurants de votre spectacle, vous vous condamnez à l'isolement au « *moment de vérité* »** – c'est-à-dire au moment où le capital privé et la minorité pro-libérale active se détournent de vous, et où les éléments les plus actifs de votre camp se rendent compte qu'il est plus avantageux pour eux de vous trahir. Ajoutez à cela la puissante pression médiatique, économique et politique exercée par le capital mondial (je souligne : pas seulement les poli-

ticiens polonais ou lituaniens qui cherchent à exercer une influence sur la Biélorussie, mais le capital mondial), et si le peuple n'est pas avec vous mais contre vous, même si ce n'est pas activement, vous finirez tout seuls. **Tenter de s'appuyer sur l'appareil de coercition s'avérera inutile.** Non seulement la force se révélera incapable de résoudre le problème, mais au moment décisif, les personnes qui l'appliquent vont tout simplement vous abandonner, ne voulant pas finir du côté des perdants. C'est ce qui s'est passé en URSS en 1991 et en Ukraine en 2014...

Pour la masse de la population, la leçon est la suivante : **si au moment du conflit vous n'avez pas (nous n'avons pas) développé une conscience sociale et politique mature, si nous ne parvenons pas à comprendre qui nous sommes, à comprendre pourquoi nous luttons, qui nous défendons et où se situent nos intérêts stratégiques, et si nous nous comportons comme des moutons soudainement réveillés, alors, au mieux, nous serons parqués dans une nouvelle bergerie, et, au pire, abattus.** Les autorités utiliseront notre militantisme, soit les anciennes autorités, après nous avoir convaincus qu'elles représentent un moindre mal, soit les nouveaux détenteurs du pouvoir, accrochant le symbole de la « *liberté* » néolibérale tout en renforçant notre assujettissement au marché et au capital.

La leçon pour l'opposition de gauche est la suivante : si, au « *moment de vérité* », cette opposition n'est pas devenue puissante et constructive, le rôle que ses membres finiront par jouer ne sera même pas celui de figurants, mais plutôt celui de spectateurs. Les spectateurs d'une tragédie.

Enfin, en une sorte de post-scriptum, la leçon pour les patriotes russes : vous devez penser à plus que les intérêts géopolitiques de votre pays.

Cette section sera très controversée et relativement brève.

Aujourd'hui, l'écrasante majorité des hommes politiques, des journalistes et des analystes experts russes, lorsqu'ils réfléchissent sur la Biélorussie et la Russie, donnent la priorité aux questions de géopolitique. Pendant ce temps, ils expriment un refrain particulier, sévère sinon toujours proéminent : « *Nous (la Russie) devons réfléchir à nos intérêts, à ce qui est et n'est pas à notre avantage dans le conflit biélorusse, et en quoi il peut nous être utile ou pas utile.* » En même temps, et ce n'est pas moins évident,



ils répètent la ligne officielle, selon laquelle nous sommes deux peuples fraternels, deux pays dans un cadre uni...

Pour autant, il ne vient même pas à l'esprit de la plupart des Russes qu'une contradiction profonde est impliquée ici : si nous sommes frères, alors le peuple russe, en tant que vrais frères et camarades, devrait en premier lieu penser aux intérêts du peuple biélorusse, et pas aux avantages géopolitiques pour l'État russe, avantages qui sont trop manifestement vus par les intérêts commerciaux du grand capital russe.

Les Biélorusses sentent aussi ces motivations égoïstes des véritables propriétaires de la Russie.

Il est important de noter que nous, le peuple multinational de Russie, avons une véritable et profonde unité d'intérêts avec le peuple multinational de Biélorussie. Cela ne résulte pas seulement de notre passé historique commun, et pas seulement de la victoire héroïque dans la Grande Guerre patriotique (patriotique, ajouterais-je, pour les Russes, pour les Biélorusses et pour tous les peuples qui composaient l'URSS). Elle découle également de l'expérience inestimable que nos peuples ont accumulée de la construction du socialisme et de l'unité de nos cultures. Et le plus important de tous : il est plus facile et plus productif pour nous de nous développer ensemble dans ce monde plein de problèmes et de contradictions profondes.

Mais ! Mais les capitaux russes et biélorusses sont en concurrence. Nous produisons à peu près les mêmes choses, nous nous battons pour chaque dollar dans le prix des ressources énergétiques, et nous nous disputons les investissements « *bénéfiques* » de l'Ouest et de l'Est.

Mais en géopolitique, il n'y a pas d'amis, seulement des rivaux dans la lutte pour les sphères d'influence, pour le territoire, pour le profit de son capital.

Mais les « *patriotes* » (les guillemets ne sont pas un hasard) de notre pays affirment : « *La Russie n'a pas d'amis en dehors de son armée et de sa marine...* »

C'est donc ça. En conclusion, je voudrais donner une leçon aux patriotes (sans guillemets) et aux sections (politique, médiatique, culturelle) de l'establishment qui pensent véritablement à l'avenir des peuples de Russie et de Biélorussie, et non aux avantages pour le capital russe ou biélorusse, ni aux intérêts des bureaucrates des deux pays, etc. Cette leçon est simple : pour les peuples de Russie et de Biélorussie (et, en fait, pour tous les autres), il n'existe qu'une voie stratégique qui offre une promesse stratégique. C'est la voie qui mène à la transformation des travailleurs (pas seulement les travailleurs « *manuels* », mais tous les travailleurs et travailleuses modernes – les scientifiques, les programmeurs, les enseignants, les médecins, les artistes) de rouages passifs de la machine bureaucratique et d'esclaves de l'argent, des modes et des marques, en propriétaires de l'économie et de la politique. **Si la Russie offre à la Biélorussie (et pas seulement) une voie de ce genre, d'abord des réformes sociales puis du socialisme (je n'ai pas peur de ce concept, presque interdit dans les articles « *sérieux* »), alors la majorité des citoyens (pas les capitaux, pas les politiciens, mais les citoyens) de Biélorussie seront nos amis. Et pas seulement ceux de Biélorussie.**

Si nous recherchons des gains pour notre capital et des bénéfices pour nos intérêts géopolitiques, nous pouvons nous attendre à perdre tout et tout le monde, tout comme nous avons déjà perdu presque tous nos amis dans l'espace post-soviétique. **Pour le moment**, la Biélorussie l'est encore... ■

Moscou, 2 septembre 2020

Algérie

Une séquence importante de l'histoire de la classe ouvrière se joue à Numilog

Par
Hocine G.*

Il y a trois mois, la direction de Numilog (1), filiale de Cevital, a licencié abusivement trois travailleurs pour avoir participé à l'installation d'une section syndicale. Déclenchant par là un conflit social qui allait défrayer la chronique et retentir sur tout le territoire national et même au-delà. Pour punir les travailleurs de s'être solidarisés avec leurs collègues, l'employeur a tout simplement fermé l'entreprise et licencié les 196 travailleurs grévistes.

Se croyant au-dessus des lois, l'employeur a ignoré les mises en demeure et les rappels à l'ordre de l'inspection du travail et refusé d'appliquer les décisions de la justice lui ordonnant la réintégration des travailleurs licenciés, l'ouverture de l'entreprise et la reconnaissance du syndicat.

Trois mois durant, alors que le représentant emblématique de l'oligarchie civile algérienne croyait réduire au silence et les soumettre en leur coupant brusquement les vivres, nous saluons la grande dignité et la bravoure exemplaire de ces travailleurs qui continuent de brandir l'étendard de la lutte contre l'oppression ouvrière et de montrer la voie du salut à des milliers de travailleurs qui partagent la même histoire, à Samha Brandt Sétif, l'autre filiale de Cevital, où des centaines de travailleurs sont licenciés abusivement. Les travailleurs s'organisent pour combattre la terreur patronale et faire réintégrer leurs collègues.

De Numilog à Samha Brandt Sétif en passant par BSA El Kseur (2), les travailleurs inaugurent le renouvellement d'un syndicalisme combatif et



démocratique dans l'environnement hostile qu'est l'entreprise privée.

Nous saluons la lutte victorieuse des travailleurs de BSA El Kseur. En effet, après un mois de grève active et une procédure judiciaire qui a entretenu le suspense, avant de débouter l'employeur, la détermination des grévistes a eu raison de l'entêtement de l'employeur qui a finalement cédé sur la plateforme des revendications dans une réunion avec les représentants des travailleurs. Les résultats de la négociation ont ensuite été soumis à l'assemblée générale des travailleurs qui les a entérinés en votant à bulletin secret la reprise du travail.

La lutte des travailleurs de Numilog, une leçon de démocratie grandeur nature !

La grève de Numilog a le mérite de clarifier les choses en matière de démocratie, de démasquer tous les faux démocrates qui dénie aux travailleurs le droit de s'organiser et de choisir leur cadre d'organisation syndicale. Elle montre au grand jour ces pseudos militants de progrès qui défendent la démocratie de classe qui donne la liberté aux riches d'exploiter à leur guise des travailleurs. Cette grève a aussi le mérite d'aider à la décantation sociale entre ceux qui choisissent

volonté d'engager le combat pour leur émancipation.

Le coronavirus, l'instrument d'une guerre sociale contre les masses laborieuses !

Au niveau central, le pouvoir qui a mis à profit Covid-19 pour endiguer la reprise du hirak, met en place une politique d'étranglement de la vie sociale et économique dont la finalité est de liquider le reste des acquis sociaux et démocratiques des travailleurs. Dans les entreprises privées, les répercussions économiques de cette politique sont imputées aux travailleurs qui sont mis en congé sans solde, voire jetés à la rue comme de vulgaires objets usagés. Alors que la loi oblige les employeurs à mettre une partie de leurs travailleurs en congé spécial rémunéré, les patrons les mettent tous au chômage et exercent le chantage à l'emploi, pour obtenir de l'État des subventions et des crédits financiers. Autrement dit faire payer la crise aux masses laborieuses.

Le PST, allié objectif de tous ceux qui défendent les travailleurs !

À ceux qui s'évertuent à confondre le PST en pérorant sur son engagement dans les conflits sociaux en cours, on leur dit bravo, vous avez découvert le secret de polichinelle. Ces invétérés larbins de la bourgeoisie ne comprennent pas que le monde des travailleurs est le monde naturel du PST. Tous ceux qui touchent aux travailleurs touchent au PST. À ceux qui s'offusquent de la convergence de vue entre le PST et l'UGTA de Bejaïa dans ce contexte de luttes ouvrières, nous leur disons que le PST est l'allié objectif de tous ceux qui luttent en faveur des travailleurs. Le syndicat n'est pas une finalité, mais un cadre d'organisation de la lutte sociale des travailleurs. Le PST n'a aucune préférence syndicale quelconque. C'est la combativité des travailleurs qui détermine la valeur du cadre syndical et non l'inverse. La bureaucratie comme la démocratie ouvrière existent aussi bien à l'UGTA que dans les syndicats autonomes. Le PST n'a aucune gêne à soutenir l'UGTA quand elle défend les travailleurs et à la dénoncer quand elle les trahit, cela est également valable pour les syndicats dits autonomes. Aujourd'hui l'UGTA de Bejaïa appelle à la mobilisation ouvrière pour soutenir les travailleurs victimes de licenciement et de la répression patronale, et le PST est partie prenante de cette lutte. ■

* Hocine G. est militant du Parti socialiste des travailleurs (PST, Algérie).

1. Numilog est la principale entreprise logistique algérienne, implantée sur plusieurs pays (Algérie, Tunisie, Maroc, France et Italie). Numilog dispose en Algérie de 130000 m² de surface d'entreposage constituées de trois plateformes de tri à Bouira, Oran et Constantine, de trois agences de transport à Bouira, Oran et Béjaïa et de trente-cinq centres logistiques régionaux. Créé en 2007, c'est une filiale établie à Béjaïa du groupe Cevital – un conglomérat de l'industrie agroalimentaire, de la grande distribution, de l'industrie et des services, premier groupe privé algérien, qui est la propriété d'Issad Rebrab, l'homme le plus riche d'Algérie. Cevital a racheté en 2013 la société de fabrication de portes et fenêtres Oxso et le groupe électroménager Brandt en 2014. Cité dans le cadre de l'affaire

des *Panama Papers* parmi les personnalités ayant des comptes bancaires dans les paradis fiscaux, Issad Rebrab a été arrêté en avril 2019 pour suspicion de fausses déclarations liées à des transferts de capitaux vers l'étranger, surfacturation d'équipements importés et importation de matériel d'occasion et condamné à 18 mois de prison, dont 6 mois ferme, et une amende de 1,383 milliard de dinars (un peu plus de 10 millions d'euros) le 31 décembre 2019. Il a été libéré le 1er janvier 2020. Le journal *Marianne* du 3 mai 2019 a qualifié Issad Rebrab de « farouche adversaire » du clan Bouteflika et de « bête noire du régime », et les accusations dont il a fait l'objet de « fallacieux prétextes » (<https://www.marianne.net/monde/algérie-1-etranger-purge-du-general-salah>).

2. Les travailleurs de la Brasserie Star d'Algérie (BSA), basée à El Kseur dans la wilaya de Béjaïa, ont

déclenché une grève le 3 août 2020. Le 9 septembre, leurs revendications ont été pratiquement toutes satisfaites (intégration de 35 travailleurs sous CDI, un siège syndical équipé à l'intérieur de l'entreprise, paiement de la prime annuelle en ce mois de septembre, paiement majoré des journées de travail en période de repos légal...) et après discussion, l'AG des grévistes a majoritairement décidé de la reprise le lendemain. Selon un article de Mourad Bouaiche dans *DZVID*, « les travailleurs de Numilog et de BSA étaient en grèves interactives dans un même front syndical face aux attaques du capitalisme. Si la grève des travailleurs de BSA d'El Kseur a réussi, c'est grâce, en partie, à l'apport de la grève de leurs camarades de Numilog. » (<https://www.dzvid.com/2020/09/13/les-enseignements-de-la-grève-victorieuse-des-travailleurs-de-bsa-del-kskeur/>)

Lutte inégale au Karabakh

Par
Vicken Cheterian*

Le 27 septembre, l'Azerbaïdjan a lancé une attaque sur toute la ligne de défense du Karabakh. Attaques terrestres massives, soutenues par des mercenaires syriens, des drones turcs et probablement des avions de combat F-16, bombardant la ligne de front, des villages et des villes, détruisant des écoles et des théâtres dans la capitale Stepanakert, ainsi que la principale cathédrale de Sushî. Le dixième jour de cette attaque massive, les forces azerbaïdjanaises peuvent se vanter d'avoir progressé, ayant pris des villages au nord et la ville de Jabrayil au sud.

Alors que le monde est préoccupé par une deuxième vague de pandémie mondiale, une autre guerre a éclaté dans le Caucase. Les racines de ce conflit remontent au système soviétique et à la rapidité de son effondrement. Pour ajouter à sa complexité, il est également conditionné par l'une des pages les plus sombres de l'histoire du XX^e siècle, l'extermination des Arméniens ottomans par le gouvernement turc pendant la Première Guerre mondiale.

Héritage post-stalinien

Le problème du Karabakh a été initialement soulevé par des dissidents arméniens, qui voulaient apporter une correction à l'injustice – le fait qu'une région à majorité arménienne était placée à l'intérieur de l'Azerbaïdjan – dans le cadre institutionnel de l'Union soviétique et en utilisant le vocabulaire soviétique. C'est le Soviet du Karabakh (parlement) qui, le 20 février 1988, adopte une motion demandant d'être détaché de l'Azerbaïdjan soviétique et rattaché à l'Arménie soviétique. Les premières manifestations à Stepanakert, et plus tard à Erevan, portaient des affiches de Mikhaïl Gorbatchev et des « *slogans léninistes* » d'autodétermination. Avant de devenir publiques, des délégations de dissidents arméniens s'étaient rendues à Moscou avec des pétitions signées par des milliers de citoyens réclamant ce changement, et avaient trouvé les encouragements du



Politburo. De leur point de vue, ce problème pouvait être réglé par une simple décision de Moscou. Souvenez-vous, c'était l'Union soviétique, il n'y avait qu'un seul centre de pouvoir et c'était Moscou. Ils ne pouvaient pas prévoir au début de 1988 qu'une superpuissance allait s'effondrer quatre ans plus tard. Ils ne pouvaient pas non plus s'imaginer ce qui se passerait une semaine après.

En effet, une semaine plus tard, le 27 février 1988, des violences ont éclaté dans la ville industrielle de Sumgait au nord de Bakou. Pendant trois jours, des jeunes hommes ont attaqué les maisons des Arméniens locaux, dans un pogrom classique ; la police soviétique a laissé cela se produire. Les autorités évaluent le nombre de morts à 32 et plus de 200 blessés. Les violences étaient clairement organisées par les autorités locales, dans le but d'intimider le mouvement populaire émergeant au Karabakh et en Arménie. Une demande de changement politique dans le cadre institutionnel soviétique s'est heurtée à des pogroms ethniques. D'autres pogroms se sont poursuivis contre les communautés arméniennes à Kirovabad (1989, maintenant Ganja) et à Bakou même (1990), tandis que les Azéris vivant en Arménie ont été contraints de fuir.

Le conflit du Karabakh a conditionné l'émergence des deux républiques, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais très différemment. En

Arménie, un mouvement démocratique radical a émergé, qui s'est opposé au statu quo soviétique. L'argument était que les autorités soviétiques n'étaient pas une garantie de sécurité et que seule l'indépendance pouvait offrir cela. La nomenklatura locale a perdu le pouvoir, remplacée par le Mouvement national arménien et son chef Levon Ter-Petrossian, universitaire élu à la tête du Soviet suprême d'Arménie (1990). Pour lui, l'essence de la lutte était d'assurer la sécurité des Arméniens du Karabakh. En Azerbaïdjan, soutenue par Moscou qui essaie de maintenir le statu quo, l'ancienne nomenklatura soviétique a réussi à maintenir le pouvoir. Pour eux, le Karabakh était un territoire qui devait être maintenu dans les structures étatiques de l'URSS, ces deux approches exclusives se sont reflétées au niveau du droit international : la partie arménienne a insisté sur l'autodétermination de la population du Karabakh, tandis

* Vicken Cheterian, journaliste et écrivain, enseigne à Global Studies Institute de l'Université de Genève. Il est l'auteur de *War and Peace in the Caucasus: Russia's Troubled Frontier* (C. Hurst & Co. Publishers, London 2011), et de *Open Wounds: Armenians, Turks, and a Century of Genocide* (C. Hurst & Co. Publishers, London 2015) et a dirigé *From Perestroika to Rainbow Revolutions, Reform and Revolution After Socialism* (C. Hurst & Co. Publishers, London 2013). Cet article a d'abord été publié par la revue suisse en ligne *À l'Encontre*, le 12 octobre 2020 (<http://alencontre.org/asia/azerbaïdjan/lutte-inegale-au-karabakh.html>)

Arménie & Azerbaïdjan

que la partie azerbaïdjanaise a exigé l'intégrité de ses territoires.

La fin de l'Union soviétique a transformé le conflit du Haut-Karabakh en une guerre ouverte entre deux États nouvellement indépendants. Avec des attaques et des contre-attaques, y compris des crimes de guerre, comme à Khojali, commis par des combattants arméniens après la chute de l'aéroport régional. Les défaites azerbaïdjanaises sur les fronts de guerre ont déstabilisé l'ancienne nomenklatura toujours au pouvoir à Bakou. Le chef du parti Ayaz Mutalibov a été renversé en 1992 par le leader du Front populaire Abulfaz Elchibey, professeur universitaire de langue arabe. Alors que sous Elchibey, l'armée azerbaïdjanaise a remporté ses premières victoires et occupé le nord du Karabakh, les contre-attaques arméniennes ont conduit à un autre coup d'État à Bakou et le vieux dirigeant brejnévien Heydar Aliyev est revenu au pouvoir en 1993. Au moment où le cessez-le-feu de 1994 a été signé, les combattants arméniens avaient sous leur contrôle la majeure partie du Karabakh et de grandes parties de sept districts azerbaïdjanais qui l'entourent, provoquant le déplacement de 600 000 civils.

De 1994 à 2001, il y a eu plusieurs tentatives pour parvenir à une solution négociée, basée sur un accord par lequel la partie arménienne restitue les territoires occupés, tandis que l'Azerbaïdjan reconnaît le droit à l'autodétermination du Karabakh. Pourtant, elles ont finalement échoué. En 2008, après la guerre russo-géorgienne, Ankara a tenté de renverser sa politique dans le Caucase. Le président turc Abdullah Gül (2007-2014) et son homologue arménien Serzh Sargsyan (2008-2018) ont lancé une « diplomatie du football » aboutissant aux protocoles de Zürich d'octobre 2009 pour ouvrir les frontières communes et entamer des relations diplomatiques. Pourtant, l'accord n'a pas été ratifié en raison de la pression de Bakou, ainsi que de l'opposition d'Erdogan.

Traumatisme de la guerre

La guerre a eu un impact profond sur les deux sociétés. La souffrance humaine pendant la guerre, accompagnée du choc d'une défaite inattendue contre un voisin beaucoup plus petit, à un moment où le pays accédait à son indépendance, a laissé dans la psychologie collective de l'Azerbaïdjan un traumatisme profond. L'Arménie a vu son économie paralysée sous le double blocus de

l'Azerbaïdjan et de la Turquie. Cela a créé une mentalité de siège, avec les souvenirs du génocide de 1915 par les Turcs.

Lorsque Ilham Aliyev a succédé en octobre 2003 à son père pour faire de l'Azerbaïdjan une république dynastique, le pays est entré dans une nouvelle phase. Le principal oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, d'une capacité d'un million de barils par jour, a été construit en 2005. L'année suivante, des milliards de dollars du pétrole ont commencé à affluer, enhardissant Aliyev vers des positions maximalistes. Les dépenses de défense ont monté en flèche – de seulement 180 millions de dollars en 2003, à 1 milliard de dollars en 2007 et à 3 milliards de dollars en 2011 – plus que le total du budget de l'État arménien. La rhétorique des menaces de guerre a augmenté à Bakou, de même que la violence croissante sur les lignes de front. Le régime Aliyev a utilisé le traumatisme du peuple azerbaïdjanais dans un discours de haine anti-arménien. En 2016, l'Azerbaïdjan a déjà lancé une offensive majeure, qui a duré 4 jours et a fait près de 200 victimes.

Ilham Aliyev a établi un régime despotique : la rente pétrolière et la propagande militariste et nationaliste constituent le voile nécessaire pour cacher un régime corrompu.

Même les marges étroites des libertés, comme celle d'expression ou celle de l'activité politique, ont disparu. Une blague à Bakou disait que la meilleure université du pays était la prison de Gobustan – étant donné le grand nombre d'avocats, de journalistes, d'activistes et de professeurs qui y étaient jetés. En 2017, des journalistes d'investigation ont découvert ce qu'ils appelaient « *The Azerbaijani Laundromat* » (1), un système de corruption qui, entre 2012 et 2014, avait secrètement transféré 2,5 milliards d'euros via des banques européennes pour acheter des biens de luxe et de l'immobilier, mais aussi pour corrompre un certain nombre de politiciens et des parlementaires européens afin de les utiliser à des fins de propagande.

La politique intérieure arménienne a également souffert du même malaise. Les héros de la guerre du Karabakh sont arrivés au pouvoir à Erevan. Ils se sont divisés l'économie avec les oligarques émergents et ont monopolisé le pouvoir en falsifiant les élections. La révolution pacifique de 2018 en Arménie a éloigné Serzh Sargsyan du pouvoir, alors qu'il essayait de rester après les deux mandats constitutionnels. L'arrivée du leader populaire, Nikol Pashinyan, avec un programme anti-corruption, a créé des

Crise en Azerbaïdjan

La classe dirigeante pétrolière d'Azerbaïdjan n'est pas exactement une caste de guerriers ; ce sont les enfants de la nomenklatura soviétique qui se partageaient l'argent du pétrole – et qui perpétuaient une économie subventionnée par l'État qui, lui, gardait la population sous contrôle. Mais comme toutes les bonnes choses, l'ère des pétrodollars touche à sa fin. La production pétrolière azerbaïdjanaise est en déclin, les prix du pétrole sont bas, et les conditions graves de la pandémie ont provoqué une crise sociale profonde en Azerbaïdjan.

Avec moins d'argent à se répartir, les conflits au sein des différents clans des cercles dirigeants en Azerbaïdjan ont augmenté. Le président de l'Académie nationale des sciences, Ramiz Mehdiyev, ancien « cardinal gris » du régime d'Aliyev, a été démis de ses fonctions d'État début septembre. À la mi-août, le ministre des Affaires étrangères de longue date, Elmar Mammadyarov, a perdu son emploi. De nombreux diplomates ont été arrêtés pour « corruption ». Une petite guerre avec les Arméniens détestés pourrait effectivement distraire l'opinion publique azerbaïdjanaise.

Nouveaux dangers

Deux puissances régionales ont une grande influence dans le Caucase du Sud, la Russie et la Turquie, mais leurs positions diffèrent qualitativement.

La Russie est la puissance hégémonique historique dans la région, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont tous deux fait partie de l'Empire tsariste et plus tard de l'Union soviétique. La Russie dispose d'un système d'alliances militaires. L'une avec l'Arménie, où elle dispose de deux bases militaires. L'autre implique de bonnes relations avec l'Azerbaïdjan sur les plans diplomatique et économique, mais aussi une importante coopération militaire. La Russie a appelé les deux parties à désamorcer le conflit, mais elle espère aussi étendre encore plus son influence sur l'Arménie et l'Azerbaïdjan à la suite du conflit.

La Turquie, en revanche, a exprimé son soutien unilatéral à l'Azerbaïdjan. De plus, l'intervention directe de la Turquie est sans précédent. Ankara a une participation militaire directe en fournissant des drones d'attaque Bayraktar-2 et des experts pour les diriger. Des centaines de mercenaires syriens auraient également été transférés par la Turquie en Azerbaïdjan pour participer aux combats. La position partisane de la Turquie est un facteur de polarisation d'un conflit déjà complexe. La question reste de savoir comment la Russie et l'Iran vont réagir face à l'ingérence croissante de la Turquie dans les affaires du Caucase du Sud.

Extrait d'un article de Vicken Cheterian paru sur le site *Daraj*, en date du 30 septembre, traduit par la rédaction de À l'Encontre : <http://alencontre.org/laune/pourquoi-lazerbaïdjan-a-besoin-de-manieredeseperedune-guerrevictorieusedans-le-karabakh.html>.

attentes pour une nouvelle approche pour la résolution du conflit. Initialement, Pashinyan a fait des déclarations sur l'élargissement du processus de négociation pour parvenir à la paix entre les deux nations, mais son discours s'est durci à la suite de la lutte politique interne en Arménie.

Depuis le 27 septembre, nous observons donc une guerre entre deux États inégaux pour deux objectifs différents. L'Azerbaïdjan, avec une population trois fois supérieure à celle de l'Arménie, a lancé une attaque équipée de drones et de missiles israéliens et turcs modernes et soutenue par des militaires turcs et des mercenaires syriens. Leur

comportement sur le terrain montre que leur objectif n'est pas seulement de conquérir les territoires perdus en 1993-94, mais aussi le nettoyage ethnique de la population du Karabakh. D'un autre côté, les Arméniens considèrent ce combat comme un combat de survie, acculé entre deux États plus puissants, l'Azerbaïdjan et la Turquie.

Si l'armée azerbaïdjanaise parvient à gagner, la victoire donnera une légitimité à un régime corrompu qui perdait les moyens financiers de maintenir son despotisme. Toute possibilité de processus démocratique en Azerbaïdjan sera reportée de plusieurs décennies. Une défaite de l'Arménie pour-

rait mettre fin aux efforts en cours de démocratisation et de lutte contre la corruption, dans une partie du monde qui manque de systèmes démocratiques et de tradition de résolution pacifique des conflits.

La guerre est menée par des forces inégales: l'Azerbaïdjan qui a lancé l'offensive a des forces supérieures en nombre et en équipement. Il utilise également l'armée de l'air turque et des mercenaires syriens. Le cessez-le-feu médiatisé par la Russie signé le 10 octobre n'a pas tenu, relançant une guerre qui saignera les deux nations. ■

Genève, le 11 octobre 2020

« Nous devons nous opposer à la guerre, mais la gauche ne doit pas provoquer les gens »

Entretien avec un militant azerbaïdjanais anti-guerre

Entretien de Thomas Rowley avec Bahruz Samadov*

En Azerbaïdjan, rares sont les voix qui appellent à la paix. Depuis que les hostilités dans le Haut-Karabakh (Nagorny Karabakh) ont débuté le 27 septembre, les observateurs ont noté l'important soutien initial de la société azerbaïdjanaise à la guerre contre l'Arménie. Le 30 septembre, 17 militants azerbaïdjanais de gauche ont publié une déclaration anti-guerre. Elle appelle à mettre fin à la guerre et demande la restauration du dialogue. « *Nous condamnons fermement toutes les mesures prises pour prolonger le conflit et aggraver la haine entre les deux peuples. Nous voulons réexaminer notre passé et prendre les mesures nécessaires pour rétablir la confiance entre nos sociétés et nos jeunes. Nous rejetons tous les récits nationalistes et guerriers qui excluent toute possibilité qu'à nouveau nous vivions ensemble sur ce sol* », ont-ils écrit, proclamant que le véritable ennemi de l'Azerbaïdjan ce sont « ceux qui sont au pouvoir dans le pays », « qui appauvrissent et exploitent les citoyens et citoyennes ordinaires ainsi que les ressources de notre pays à leur seul profit depuis plus de deux décennies ». Le militant et chercheur Bahruz Samadov était l'un des signataires de la déclaration. Dans une récente chronique d'OC Media (1) il explique : « *Une société fractionnée et divisée fut brusquement*



consolidée par la puissance de l'action militaire (...). Le gouvernement, l'opposition et la majorité dépolitisée adoptent désormais la même rhétorique dominante, celle du devoir national de reprendre les terres perdues du pays. »

Thomas Rowley : *Quelle a été la réaction à cette déclaration – que ce soit en Azerbaïdjan, en Arménie ou à l'extérieur du pays ?*

Bahruz Samadov : C'était la première déclaration anti-guerre après le début de la guerre. *LeftEast* l'a publiée (2). Deux jours après le début de la guerre, nous nous sommes entretenus avec des militants de gauche qui vivent à la fois en Azerbaïdjan et à l'é-

tranger. Nous sommes immédiatement arrivés à la conclusion que nous devons nous prononcer contre la guerre, sensibiliser à ce qui se passe là-bas – et pas seulement pour notre public, pour le public inter-caucasien, mais aussi pour tous ceux qui s'intéressent à la région.

Pour moi, tant de réactions – d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de l'étranger – étaient inattendues. Peut-être parce que c'était la première fois. Après notre déclaration, deux

* **Thomas Rowley** est rédacteur en chef du site d'analyses *openDemocracy*. **Bahruz Samadov**, chercheur, est militant du mouvement civique Nida, fondé par des jeunes au début 2011 pour réaliser des changements démocratiques et sociaux en Azerbaïdjan. Il étudie actuellement les raisons de la stabilité du régime autoritaire au pouvoir et de la dépolitisation en Azerbaïdjan à l'Université Charles de Prague. Cet entretien a été publié par *openDemocracy* le 8 octobre 2020 sous le titre « "Prepare to be marginalised" : interview with Azerbaijani anti-war activist », puis traduit en français et publié par la revue en ligne suisse *À l'Encontre* (<http://alencontre.org/asi/azerbaïdjan/azerbaïdjan-preparez-vous-a-etre-marginalises-entretien-avec-un-militant-anti-guerre-azerbaïdjanais.html>). Nous le reproduisons avec quelques modifications.

1. *Open Caucasus Media* (OC Media, <https://oc-media.org/>) est un site web progressiste qui présente des nouvelles, des commentaires et des enquêtes concernant les Caucase du Nord et du Sud.

2. *LeftEast* est un site web est-européen en langue anglaise « explicitement orienté à gauche, c'est-à-dire à gauche de la social-démocratie classique ». La déclaration contre la guerre des jeunes azéris de gauche en anglais : <http://www.criticatrac.ro/lefteast/anti-war-statement-of-azerbaijani-leftist-youth/>

Arménie & Azerbaïdjan

autres déclarations ont été formulées – non pas par des militant·e·s de gauche, mais au nom d'une initiative pour la paix (3).

En ce qui concerne nos idées, nous avons montré que nous sommes une véritable opposition. Je dirais même une opposition radicale en termes positifs. C'est un moment où la société azerbaïdjanaise se consolide – l'opposition et le gouvernement partagent les mêmes discours. L'opposition soutient et exprime son admiration pour le président.

Dans cette déclaration, nous avons identifié le véritable ennemi : les gens au pouvoir et les élites qui exploitent depuis des décennies ce récit guerrier, ce récit qui dépolitise la population de notre pays.

Thomas Rowley : *Pouvez-vous donner un exemple de réaction à la déclaration anti-guerre ?*

Bahruz Samadov : Elle a été traduite simultanément en turc et en arménien. Pour moi, c'était un peu inattendu – la gauche turque l'a également commentée, malgré les opinions différentes qui la constituent. Le plus intéressant ? Sur Twitter, il y a quelques jours, j'ai lu le commentaire suivant : « *Regardez, comme toujours, les gauchistes sont perfides et ne représentent pas notre peuple.* »

Thomas Rowley : *Y a-t-il eu des expressions de soutien de la part de personnes en Azerbaïdjan ?*

Bahruz Samadov : J'ai reçu de nombreux messages de mes amis qui ont exprimé leur soutien, qui affirmaient qu'ils soutenaient la déclaration et ajoutaient leur signature. Mais en même temps, ces personnes sont du même cercle, elles partagent des valeurs

progressistes – elles sont peu nombreuses et je les connais personnellement. Mais je ne peux pas dire que nous avons reçu des messages de soutien de gens ordinaires. Comme vous le savez, les gens partagent – surtout maintenant – des sentiments nationalistes. C'est pourquoi nous ne nous attendions pas à être soutenus de l'intérieur du pays.

Thomas Rowley : *Vous avez mentionné d'autres déclarations, notamment la Déclaration de paix publiée sur les pourparlers dans le Caucase. Vous avez vous-même signalé que plusieurs personnes ayant signé cette déclaration en Azerbaïdjan avaient reçu des menaces sur Facebook à la suite de la publication...*

Bahruz Samadov : Malheureusement, nous avons effectivement été menacés sur Facebook. Quelqu'un a publié nos noms en disant : « *nous devrions les trouver et les juger* ». Cette réaction n'est pas stimulée par l'État. Je ne dirais pas que l'État est intéressé à nous persécuter maintenant. Mais bien sûr, en Azerbaïdjan, le nationalisme extrême est le discours dominant – même si je ne dirais pas que les gens sont idéologiquement extrémistes. Ils n'ont tout simplement pas accès à une vision alternative.

À ce stade, je ne dirais pas que c'est quelque chose de dangereux, mais nous ne savons pas ce qui se passera dans deux ou trois jours.

Thomas Rowley : *À votre avis, comment la société civile azerbaïdjanaise a-t-elle réagi à la guerre ?*

Bahruz Samadov : Deux choses. Tout d'abord, je ne peux vraiment pas dire qu'on peut observer un quelconque sentiment anti-guerre au sein de la société civile azerbaïdjanaise – en particulier parmi ceux qui sont d'anciens prisonniers politiques. En même temps, il y a des gens moins hostiles qui tolèrent notre camp et notre déclaration, seuls ceux-là nous ont soutenus. Certains d'entre eux ont écrit publiquement qu'ils savent qu'il y a des gens qui sont contre la guerre et que leur point de vue doit être respecté.

Quant aux adversaires de la guerre, je prédis qu'ils seront aux commandes dans cinq ou dix ans. Ils sont actifs et visibles. La déclaration pour la paix du *Caucasus Talks* comportait plus de 10 signataires azerbaïdjaniens. Nous pouvons donc dire qu'un espoir de changement existe au sein de la société civile à cause de ces personnes – qui s'opposent radicalement à la guerre, qui peuvent s'exprimer et qui ont suffisamment de motivation pour rester à Bakou après cela.

La déclaration anti-guerre affirme que les signataires ne soutiennent pas l'élargisse-

ment de la mobilisation et que son objectif principal est la restauration du dialogue. De toute évidence, les combats se poursuivent. Des civils et, en fait, des soldats meurent.

Thomas Rowley : *Dans votre récent article pour OC Media, vous avez écrit que les précédents appels à la paix en 2014 et 2019 « ont peu accompli et une telle impuissance ne devrait surprendre personne ». Vous avez ensuite critiqué le fait que les initiatives de paix n'ont jamais atteint un large public en Azerbaïdjan et qu'elles sont inefficaces parce qu'elles ont tendance à attirer des personnes bénéficiant de certains privilèges, mais doivent également opérer dans un environnement autoritaire. Dans ce contexte, quelles sont selon vous les premières étapes réalistes pour restaurer le dialogue ?*

Bahruz Samadov : Les précédents appels à la paix n'ont pas vraiment atteint la société. Mais contrairement à ces dernières, les deux déclarations récentes – malgré l'hostilité et les commentaires négatifs – sont parvenues à atteindre leur cible. Aujourd'hui, toutes celles et tous ceux qui sont présents sur les réseaux sociaux, savent que certaines personnes sont contre la guerre, modifient leurs photos de profil et signent la déclaration. Malgré toute l'hostilité, je pense que l'objectif principal est d'atteindre les gens pour leur montrer clairement ne serait-ce que l'existence d'un autre point de vue.

Comment restaurer le processus de paix ? Bien sûr, le problème, que mentionne la déclaration anti-guerre est l'approche définie par l'État. L'État a monopolisé le processus de dialogue et le processus d'interprétation du conflit. La dernière fois dont je me souviens à propos d'un dialogue, c'était en 1999-2000 quand il y a eu une brève période de démocratisation en Azerbaïdjan – une période de vrai dialogue. Dans ce contexte, nous avons pu observer un véritable processus de paix, puis les deux États ont monopolisé le processus. Comme vous le savez, la société civile azerbaïdjanaise a toujours été soumise à la pression, aux répressions. C'est l'absence de culture démocratique en Azerbaïdjan qui a empêché le processus plus large de négociations de paix entre les deux pays sur le Haut-Karabakh.

Le problème est la monopolisation par l'État et le manque d'initiatives dans la société civile – et bien sûr le fait que même les membres de la société civile partagent des valeurs autoritaires et la diabolisation de l'ennemi, et non une conception du dialogue. Si nous voulons restaurer le processus de dialogue, nous avons tout d'abord besoin de démocratisation, et deuxièmement, le

3. Cette « Déclaration pour la paix » a été signée par plus de 1000 personnes du Caucase et d'ailleurs, dont Bahruz Samadov. Voici son texte intégral :

« *À l'heure où vous lisez ce message, des gens meurent dans le Haut-Karabakh. De jeunes garçons et des hommes s'entretuent sans solution en vue. La principale victime de cette guerre n'est pas la vérité objective. Au contraire, elle anéantit la vie de vraies personnes, de vrais enfants. Cette bataille sera perdue pour toute la région du Caucase du Sud. Si aujourd'hui vous n'êtes pas affectés, la guerre ou ses conséquences vous atteindront demain. Jamais la guerre ne sera une solution au conflit. Elle ne fera que nous plonger dans un cercle plus sombre et plus vicieux de guerres durables et de griefs non résolus. Défendre la paix n'est pas une position neutre. Nous rejetons les positions militaristes conditionnées par les récits de guerre et cherchons plutôt des voies pour construire la paix. Cette guerre rappelle les tragédies et les blessures du passé. Elle ne fait rien pour les guérir, mais n'en crée que de nouveaux. Cette guerre n'aura pas de gagnants. Elle apporte la misère, la mort, la pauvreté et la perte d'indépendance dans toute la région du Caucase. Nous exhortons les puissances extérieures à ne pas provoquer de nouveaux affrontements et à ne pas participer à la guerre. Nous préconisons un cessez-le-feu immédiat et des négociations inclusives englobant toutes les parties arméniennes et azerbaïdjanaises au conflit.* »

processus ne doit pas être parrainé par l'État. Mais je ne pense pas que le régime autoritaire de l'Azerbaïdjan le permettra.

Thomas Rowley : *Pour revenir à votre point sur la démocratisation, nous ne savons évidemment pas comment cette guerre se terminera. Si Aliyev ne remporte pas la victoire, il y aura peut-être dans une certaine mesure une fenêtre d'opportunité pour la démocratisation. De même, Aliyev pourrait bien remporter une sorte de victoire, auquel cas les chances de démocratisation seront assez limitées. Comment voyez-vous cela ?*

Bahruz Samadov : Je crois qu'il y aura une sorte de « petite » victoire, comme cela fut le cas en avril 2016 – le Haut-Karabakh ne sera pas repris par la force, mais une victoire limitée sera suivie de négociations de paix. Maintenant, il est vraiment difficile de prédire, mais au moins nous savons que si les négociations de paix commencent vraiment, elles iront vite. Dans le même temps, je ne pense pas que ces négociations de paix incluront des progressistes en Azerbaïdjan, et je ne pense pas que nous puissions de quelque manière que ce soit impacter ces processus ou y participer.

Ce qui me préoccupe, c'est le fait que la cote d'Illham Aliyev est en ce moment très élevée. Si des élections avaient lieu bientôt, il est à 100 % certain qu'il les gagnerait sans avoir à en falsifier les résultats.

C'est, bien sûr, inquiétant pour les progressistes. Cela devrait également inquiéter l'opposition nationaliste, mais malheureusement sa subjectivité nationaliste l'emporte sur sa politique d'opposition – ses composantes ont toujours été la cible de répressions. C'est un paradoxe, mais c'est la logique de la guerre, c'est le problème : lorsque votre subjectivité politique est neutralisée par votre identité nationale et votre nationalisme. Lorsque nous posons la question : « Pourquoi n'y a-t-il pas de mobilisation démocratique en Azerbaïdjan ? », la réponse réside dans l'identité nationale, qui se construit autour de la perte du Haut-Karabakh.

Thomas Rowley : *Vous avez beaucoup parlé de l'importance de la perte du Haut-Karabakh sur la politique et la politisation en Azerbaïdjan. Pourriez-vous nous exposer votre réflexion à ce sujet ?*

Bahruz Samadov : Si nous étudions ce qu'il en est du processus de politisation-dépolitisation en Azerbaïdjan, nous devons d'abord constater que la société a toujours été marquée par la dépolitisation. On ne peut pas dire que l'opposition est parvenue à mobiliser l'opinion autour de certaines revendications. Par exemple, elle revendique constam-



ment des droits sociaux et économiques, mais ne gagne jamais rien. Elle formule également des revendications concernant le Haut-Karabakh, affirmant que le président ne soutient pas assez cette exigence. Mais qu'il s'agisse de leurs revendications concernant le Karabakh ou de celles concernant les droits sociaux, aucune n'est parvenue à mobiliser la population. C'est un fait.

Le problème avec la dépolitisation est que l'opposition n'a jamais présenté quelque chose de nouveau, quelque chose qui puisse briser les vieux récits. Et je ne peux pas dire que l'idéologie de l'opposition dominante est vraiment différente de celle du parti au pouvoir. De nombreux observateurs pourraient constater le manque de démocratie, y compris au sein de ces partis, pendant des décennies, les mêmes dirigeants politiques sont restés à leur tête, et toujours ils ont été faibles.

Mais il y a eu des mobilisations réussies. En 2013, des jeunes se sont organisés autour de revendications concernant l'amélioration du service militaire après la mort d'une série de soldats au cours de leur entraînement. Ces exigences avaient quelque chose de puissant, mais si nous allons plus loin, nous constatons que même ces exigences avaient un caractère nationaliste : « notre armée est faible et nous devrions l'améliorer pour vaincre nos ennemis extérieurs ». Quelles qu'elles soient, toutes ces revendications sont toujours en relation avec un ennemi extérieur.

Thomas Rowley : *Pouvez-vous nous expliquer comment vous comprenez la dépolitisation ? Comment ça marche à votre avis ? Est-elle forcée d'en haut ou émerge-t-elle en raison de différents facteurs ?*

Bahruz Samadov : En Europe, la situation est complètement différente – il y a un consensus autour de certaines idées, avec un basculement politique allant du centre-droit au centre-gauche, puis un retour. Mais en Azerbaïdjan, nous avons un consensus auto-

ritaire grâce auquel le régime d'Aliyev jouit de l'hégémonie. Les gens acceptent passivement ce fait. La société ne veut tout simplement pas s'engager dans une lutte politique.

Telle est la conséquence d'un ennemi extérieur : il a remplacé les antagonismes intérieurs. Le fait que tous les deux ou trois ans nous assistions à une escalade sur le Haut-

Karabakh, que plusieurs soldats y meurent chaque mois, maintient en vie ce traumatisme. Les gens ne veulent pas l'oublier.

Il y a eu plusieurs exemples de mobilisations sociales, tel le cas de Tofiq Yaqublu ou Mehman Huseynov, prisonniers politiques qui ont entamé une grève de la faim. Les gens les ont soutenus, des manifestations ont été organisées pour eux. Mais ces mobilisations n'étaient pas assez politiques. Les gens ont soutenu Huseynov et Yaqublu parce qu'ils « étaient des nôtres ». Ces campagnes n'ont jamais remis en question les racines du régime. Toutefois, le côté positif de ces campagnes fut le fait que la gauche azerbaïdjanaise a activement participé à toutes les deux, faisant preuve de solidarité même si idéologiquement ni Mehman ni Tofiq ne sont à gauche.

Tofiq Yaqublu est un vétéran de guerre avec une réputation impeccable, et nous avons organisé un rassemblement de protestation pour lui, malgré nos positions idéologiques différentes. C'était le premier rassemblement de ce type, organisé explicitement par la gauche. Et, bien sûr, les féministes et autres progressistes ont soutenu nos actions. Surtout, nous avons exprimé notre solidarité avec une figure de l'opposition réprimée. Si un combat intègre un agenda progressiste et démocratique, nous sommes prêts pour une large coalition anti-autoritaire.

Thomas Rowley : *Vous suggérez ici que le lien n'est jamais établi entre le régime Aliyev et les problèmes socio-économiques. La déclaration anti-guerre dit que le régime a « détourné des ressources des secteurs essentiels, tels que l'éducation, la santé et la protection sociale, vers l'armée, faisant des profits pour nos voisins capitalistes aux aspirations impérialistes – la Russie et la Turquie. Curieusement, chaque personne est consciente de ce fait, mais une soudaine vague d'amnésie frappe tout le monde dès que la première balle est tirée sur la*

Arménie & Azerbaïdjan • Notes de lectures

ligne de front entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. » *Quelle serait la position de gauche sur le traumatisme et les récits traumatiques autour de la perte du Karabakh ?*

Bahruz Samadov : La position de gauche devrait accepter l'existence de ce traumatisme. Nous ne devons pas blâmer les gens, les personnes déplacées qui veulent retourner sur leurs terres – elles y ont vécu des décennies et leurs ancêtres avant eux. Le problème réside dans le fait qu'ils ne sont pas totalement intégrés et vivent avec cette volonté de retourner dans Haut-Karabakh, ou généralement dans la dite « zone tampon ». La gauche devrait se focaliser sur la démilitarisation complète de la région. Et les personnes déplacées devraient avoir le droit de rentrer et de vivre où elles le souhaitent. Je ne blâmerais pas l'État sur ce point-là. Après deux

décennies, les personnes déplacées vivent dans des conditions plus ou moins normales, même si certaines personnes souffrent encore. Parfois, elles sont victimes de discrimination de la part de ceux qui pensent qu'elles bénéficient de privilèges, comme le fait de ne pas payer l'électricité ou lorsque leurs enfants entrent à l'université.

En ce qui concerne le Haut-Karabakh, la société doit se concentrer sur la démilitarisation et non sur son statut. On ne sait pas s'ils veulent être indépendants ou faire partie de l'Arménie. Nikol Pachinian (Premier ministre de l'Arménie depuis mai 2018) a déclaré cet été que le Haut-Karabakh faisait partie de l'Arménie. Cette approche étatique des deux côtés empêche la démilitarisation de la région. La gauche devrait critiquer les deux côtés et défendre objectivement les personnes déplacées et leurs droits.

Je dois mentionner que nous sommes maintenant marginalisés, dès lors comment affronter cette situation ? Pour mes amis qui vivent en Azerbaïdjan, ce qui se passe actuellement est psychologiquement douloureux. Ils subissent des pressions des deux côtés. Même dans nos familles, ce n'est pas facile à gérer. Les progressistes doivent soutenir les uns les autres, se préparer à être marginalisés et éviter de mépriser les gens pour leurs convictions – nous devons comprendre leur traumatisme. Nous devons nous opposer à la guerre, mais la gauche ne doit pas provoquer les gens.

Je pense que cette marginalisation ne durera pas et que nous devons faire preuve de patience. Je vois déjà que depuis quelques jours la position anti-guerre suscite moins d'agressivité qu'au début. ■

Notes de lectures

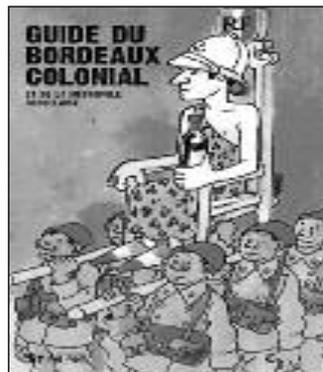
Ni s'incliner ni regarder ailleurs : interroger

Dans l'introduction les auteurs et autrices indiquent : « *Ce Guide prend la question de l'histoire de Bordeaux par le petit bout de la lorgnette, en la braquant sur les noms des rues et autres voies qui ont été retenus pour honorer ceux qui ont contribué à la construction de la France coloniale* ».

Des lieux magnifiques construits grâce aux fortunes réalisées dans le commerce colonial, la traite négrière et l'esclavage mais pas seulement, le « parti colonial », la constitution de l'État français comme État colonial, les luttes des dominés, Bordeaux et la constitution de l'empire, la place du commerce du vin en droiture (ou commerce triangulaire), les noms comme témoins de l'histoire et « de ce rôle assumé par les édiles dans leur dénomination »...

Les autrices et les auteurs précisent : « *Nous le redisons pour éviter les faux débats. Souvent ce n'est pas en tant que négriers, esclavagistes, sabreurs, administrateurs coloniaux, théoriciens du racisme, que beaucoup de personnalités ont été honorées. Mais elles ont été, à un moment de leur vie, clairement engagées dans ce système* ». Cela ouvre la discussion sur, entre autres, l'accusation d'anachronisme, la logique systémique, le tabou négrier, les lieux de mémoire, les référents racistes...

Après le *Guide du Paris colonial et des banlieues*, nous incitons à lire celui du Bordeaux et de la métropole



bordelaise, de discuter du présent et du passé, des mémoires et de l'avenir émancipé commun...

Des hommes, des pratiques, beaucoup de militaires, des négriers, des commerçants, des écrivains, des politiques, mais aussi des abolitionnistes, des anticolonialistes, beaucoup d'oubliés et d'invisibilisés. Un cahier d'illustrations et une belle couverture de Tardi. Et contre l'indignité, des notes d'humour...

En lien ou non avec les nominations et les analyses proposées ici, nous allons essayer de regarder sous certaines surfaces, de formuler des pistes de réflexion... « *Quel message délivrons-nous aux enfants, aux jeunes, aux étudiants en leur proposant comme référents Paul Bert ou Broca* ». Le premier, qui fut ministre de l'Instruction publique, gouverneur du Tonkin et président d'honneur de la Société pour la protection des colons et l'avenir de l'Algérie, écrivit : « *Il faut bien voir que les Blancs étant plus intelligents, plus travailleurs aussi, plus courageux que les autres, ont envahi le monde*

entier et menacent de détruire ou de subjuguier toutes les races inférieures. Et il y a de ces hommes qui sont vraiment inférieurs. » Le second, Paul Broca, « *invente l'anthropométrie crâniale, déterminant à partir de l'anatomie du crâne et du cerveau les capacités mentales et intellectuelles* ». Un scientifique affabule et fournit des bases pseudo-scientifiques à la hiérarchisation raciste et existe des êtres humains. Le racisme est bien en premier lieu une construction « savante ». Le rôle des intellectuels, médecins ou juristes (cf. les constructions raciales des nazis), des religieux, des hommes de pouvoir ne saurait être surestimé...

Des sabreurs, des galonnés et des médaillés, des tueurs et des massacreurs... Aujourd'hui nombre d'entre eux seraient qualifiables de criminels de guerre et de criminels contre l'humanité. Les autorités institutionnelles aiment bien honorer les va-t-en-guerre pilleurs et colonisateurs, les « tueurs assermentés », ceux qui permettent la continuité de l'État contre d'autres guerriers mais aussi contre toutes les insoumissions et rébellions. Certes, ils ont le plus souvent été nommés par des pouvoirs politiques mais cela n'enlève rien à la force de la hiérarchie militaire et à leurs responsabilités propres. La guerre et le complexe militaro-industriel, la colonisation et la marche des affaires, l'autorité et le devoir d'obéissance, des piliers d'une militarisation nécessairement antidémocratique... Nous comprenons alors mieux les hommages rendus, l'acharnement à ne pas vouloir

remiser au musée les images de ces brutes galonnées. Ils sont là pour l'exemple, la valorisation de l'obéissance et la hiérarchie, la défense d'un certain ordre social. Sans oublier les déguisements d'apparat, les médailles pour meurtres (à quand la réhabilitation pleine et entière des fusillés de la Première Guerre mondiale pour désertion et insubordination ?) ou exterminations...

Des noms de rue, des statues, en France particulièrement, des éditocrates, des politiques, des historien-es même, refusent le débat. Ils et elles confondent histoire et roman national, hommage et histoire. Ils et elles créent de fausses continuités (pensez un peu à ce mensonge de « nos ancêtres les gaulois ») à partir d'une lecture rétroactive du présent. Niant les événements, les changements et les ruptures, ils et elles tissent une toile d'araignée enfermant les possibles de chaque époque dans un déterminisme sans contradictions, sans acteurs et actrices. Ils et elles inventent un enchaînement magique, en le renforçant par des hommages anachroniques et insupportables, des statues glorifiant la mort, des noms affichés véritables insultes aux disparus et aux vivants. Il leur faut enfoncer le clou des moribondes méritocraties pour refuser l'égalité de/pour toutes et tous...

**Didier Epsztajn
Patrick Silberstein**

* *Guide du Bordeaux colonial et de la métropole bordelaise*, Éditions Syllepse, Paris 2020, 252 pages, 10 €.

Pandémie, polarisation et résistance

Entretien de Joseph Daher
avec Ashley Smith*

Joseph Daher : *Quels ont été les effets du Covid-19 sur la situation socio-économique des États-Unis?*

Ashley Smith : Nous sommes au milieu d'une catastrophe humanitaire avec des caractéristiques propres aux États-Unis. Plus de 7 millions de personnes ont été infectées par le virus, plus de 200 000 personnes sont décédées et les experts prédisent que pas moins de 400 000 personnes pourraient perdre la vie d'ici la fin de l'année. La grande majorité de ceux et celles qui sont décédés sont des personnes âgées dans des maisons de retraite, des personnes de couleur et des travailleurs et travailleuses essentiels obligés de travailler durant l'éclosion de la pandémie.

Bien entendu, aucun État-nation capitaliste n'a été épargné par les ravages de la pandémie. Tous ont été contraints par la logique du capitalisme de rouvrir leurs économies après les mesures de confinement afin d'accumuler à nouveau des bénéfices. Mais les États-Unis ainsi que d'autres États également dirigés par des gouvernements de droite comme ceux de Grande-Bretagne, d'Inde et du Brésil ont été particulièrement impitoyables en mettant les intérêts des entreprises avant la vie.

Aux États-Unis, comme l'a révélé le nouveau livre de Bob Woodward, *Rage*, le président Donald Trump a délibérément caché la gravité de la crise et est même allé jusqu'à bloquer un plan élaboré par l'agence postale pour distribuer gratuitement des masques par courrier.

Trump a mis les profits, sa campagne de réélection et son ego au premier plan, tandis que la vie des travailleur-e-s et des opprimé-e-s était reléguée au dernier rang.

Depuis le début, il était réticent à soutenir tout confinement et a fait pression sur les États du pays pour qu'ils rouvrent le plus rapidement possible. Pourquoi ? Parce que l'expansion économique sous sa direction était sa seule chance d'obtenir sa réélection à la présidence.



Ces intérêts économiques et politiques personnels l'ont conduit à nier puis à mal gérer la crise et à rejeter la faute de la catastrophe sur tout le monde, de la Chine au Parti démocrate. Son discours mêlait un déni de la science, des postures machistes toxiques contre le port du masque comme signe de faiblesse, et un vieux mépris misanthropique pour la classe ouvrière, et en particulier les personnes de couleur, pour justifier sa conduite criminelle.

Pendant ce temps, les corps s'entassent dans les morgues à travers le pays.

Joseph Daher : *Quels ont été les effets du Covid-19 sur la situation socio-économique des États-Unis ?*

Ashley Smith : Il est important de comprendre que l'économie mondiale se dirigeait vers une récession avant même que la pandémie ne frappe. Ses trois puissances – Chine, États-Unis et UE – montraient déjà tous les signes d'une crise imminente.

Le Covid-19 en a été le déclencheur et non la cause de la récession mondiale. Aux États-Unis, la crise est stupéfiante : le PIB réel s'est contracté de 31,7 % au deuxième trimestre et de 5 % pour l'année. L'effondrement de l'économie a jeté 20 millions de personnes au chômage, le portant à près de 15 %.

Aujourd'hui, bien que l'économie ait commencé à se redresser, voyant le taux de chômage tomber à 8 %, des millions de tra-

vailleur-e-s restent sans emploi et font face à des expulsions massives pour ne pas avoir pu payer leur hypothèque ou leur loyer.

Le gouvernement étatsunien s'est empressé de tenter d'arrêter la chute de l'économie, comme pendant la récession de 2007. La Réserve fédérale a versé plus de 2 300 milliards de dollars dans l'économie, en réduisant les taux d'intérêt, en faisant marcher la planche à billets, en achetant des titres et en accordant des prêts aux banques, aux entreprises et aux gouvernements des États et des municipalités. Le gouvernement fédéral a injecté 2 000 milliards supplémentaires pour maintenir en vie l'économie.

Si les Démocrates ont obtenu des avantages importants pour les travailleur-e-s, tels que l'augmentation des allocations chômage et le versement unique de 1 200 dollars par personne, Trump et le Parti républicain ont veillé à ce que l'essentiel du renfloue-

* **Ashley Smith**, membre des Democratic Socialists of America (DSA) à Burlington, Vermont, est rédactrice régulière de nombreuses publications, dont *Truthout*, *Jacobin*, *New Politics*, *Harpers*, *Spectre* et *Tempest*. **Joseph Daher** enseigne à l'Université de Lausanne (Suisse) et à European University Institute à Florence (Italie). Il est le fondateur du site web *Syria Freedom Forever*. Il a publié *Le Hezbollah, un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Éditions Syllepse, Paris 2019, 20,00 €). Cet entretien a paru le 24 septembre 2020 dans le bimensuel suisse *solidaritéS* n° 375 (<https://solidarites.ch/journal/375-2/pandemie-polarisation-et-resistance-aux-etats-unis/>)

États-Unis

ment revienne aux entreprises, maintenant en vie toutes sortes d'entreprises zombies qui, autrement, auraient disparu.

Mais, contrairement aux espoirs et aux prévisions des bourgeois, ce plan de sauvetage n'a pas produit une forte reprise. La pandémie en cours a forcé les États et les villes à se confiner ponctuellement, empêchant un fonctionnement économique normal.

Trump et les Républicains ont refusé de passer à un autre plan de relance. Ils sont réticents à augmenter la dette et le déficit du gouvernement et s'opposent à l'augmentation des allocations de chômage et des paiements individuels en espèces. Selon un mythe bien ancré qu'ils partagent, cela encouragerait les travailleuse-s à ne pas chercher d'emploi.

Néanmoins, le gouvernement étatsunien a encore une fois sauvé le capitalisme. Mais ce faisant, il a empêché le nettoyage des entreprises privées non rentables du système. Cela nous garantit que nous ne verrons pas une profonde récession suivie d'un fort rebond de la croissance, mais une récession prolongée, avec trop de sociétés produisant trop de choses qu'elles ne peuvent pas vendre à des taux de profit suffisamment élevés.

Ces conditions ont intensifié la profonde polarisation politique dans le pays. À droite, Trump, bien qu'il ne soit pas fasciste, a fait un pas de plus à droite avec son discours raciste de « *la loi et l'ordre* » contre le mouvement Black Lives Matter. Il a également donné son feu vert aux formations d'extrême droite et fascistes, qui se développent rapidement au sein de la petite bourgeoisie, une partie de la classe ouvrière et le lumpenprolétariat.

Malgré la gestion désastreuse par Trump de la pandémie et de l'économie, il conserve le soutien d'environ 40 % du pays. Cette nouvelle droite est là pour rester, quel que soit le résultat des élections d'automne.

À gauche, la pandémie et la récession ont alimenté la montée en flèche des membres des Democratic Socialists of America (DSA) ainsi que de toutes sortes de formations émergentes à gauche. Ceux-ci forment le noyau d'un nouveau mouvement socialiste dans les milieux des étudiant-e-s, de la classe ouvrière et de groupes opprimés.

Joseph Daher : *Quel est l'état actuel du mouvement Black Lives Matter ? Est-il toujours dynamique ?*

Ashley Smith : Le mouvement Black Lives Matter de cet été est la plus grande vague de manifestations de l'histoire des États-Unis. Pas moins de 26 millions de personnes ont participé aux mobilisations qui ont traversé le pays depuis le meurtre raciste de

George Floyd par la police à Minneapolis. Après 2014, il s'agit de la deuxième grande vague du mouvement, plus massive et, à certains égards, plus radicale que la première.

Cette rébellion multiraciale dirigée par les noir-e-s semble en grande partie spontanée, mais en son noyau on trouve des militant-e-s actifs en réseau dans des formations nationales et locales. Au-delà de ce noyau, il y a un courant de masse organisé de manière informelle, constitué de jeunes étudiant-e-s et travailleur-e-s qui ont discuté de livres antiracistes et organisé diverses actions depuis la première vague de manifestations. En conséquence, on trouve aujourd'hui dans le mouvement des militant-e-s expérimentés, armés d'idées et d'affiches, de bannières et de t-shirts Black Lives Matter.

La revendication centrale et radicale du mouvement est de démanteler la police. L'aile gauche du mouvement est très claire sur le fait que l'abolition de la police doit se revendiquer dans le cadre d'une lutte plus large pour un changement de système, par une mobilisation de masse dans les rues, les communautés et les lieux de travail.

En revanche, les courants libéraux et le Parti démocrate visent à contenir cette radicalité, à redéfinir le *defunding* (arrêt de financement) comme de simples coupes budgétaires dans les services de police. Ainsi, ils cherchent à rediriger cette contestation vers l'impasse de la réforme. Les Démocrates espèrent sortir le mouvement des rues et le mener à faire campagne pour Joe Biden. Ainsi, il y a une lutte au cœur du mouvement sur sa politique, ses stratégies et ses tactiques.

Le mouvement a prouvé une fois de plus que la lutte sociale, de classe et de masse est bien plus efficace que la politique électorale pour obtenir des réformes. Il a remporté plus de victoires en quelques mois que des décennies de vote et de lobbying pour les Démocrates. Il a contraint les villes à réduire les budgets de la police, à l'expulser des écoles de diverses villes et à rediriger les fonds vers les services sociaux et l'éducation.

Malgré ces avancées, nous sommes encore loin d'avoir remporté le démantèlement de la police. Elle continue de brutaliser et de tuer les personnes noires en toute impunité.

La frustration face à cette situation a peut-être permis l'action la plus radicale à ce jour – la grève menée par les basketteurs professionnels noirs de la NBA (National Basketball Association), revendiquant plus de justice raciale. Ils ont mis fin aux séries éliminatoires et ont déclenché une vague d'actions professionnelles de la part de joueuses de la WNBA (Women National Basket

Association) ainsi que d'athlètes dans des sports avec peu de joueurs noirs comme le baseball et même le hockey. Cette grève multiraciale a secoué le pays.

Alors que l'industrie du sport faisait face à des arrêts de travail de plus en plus suivis, Barack Obama est intervenu pour aider à négocier un accord afin que les joueurs de la NBA retournent au travail. Les patrons de clubs ont promis de soutenir le mouvement pour la vie des Noirs, et Obama a encouragé les joueurs à aider les électeurs et électrices à voter pour Biden.

À ce stade, le mouvement est en déclin, mais le massacre constant par la police de noir-e-s et des populations de couleur continue de provoquer des vagues de protestation dans diverses villes. La frénésie sans fin de meurtres policiers garantit que le mouvement explosera encore au cours des mois et des années à venir. Jusqu'à ce qu'un changement systémique soit effectué.

Pour l'instant, cependant, la plupart des forces organisées sont entraînées dans les élections d'automne et la campagne pour Joe Biden. Mais, loin d'être un partisan du mouvement, celui-ci s'oppose à sa principale revendication pour le *defunding* de la police. Néanmoins, la plupart ne voient pas d'autre alternative que de le soutenir afin de vaincre Trump.

Pendant ce temps, Trump a diabolisé le mouvement et rallié sa base pour soutenir la police. Il a placé son discours raciste au centre de sa campagne de réélection, célébrant la police, la répression des manifestations et à la caractérisation des noir-e-s comme de dangereux criminels. Son discours est la pire démagogie suprémaciste blanche de l'histoire de la politique bourgeoise moderne.

Joseph Daher : *Y a-t-il d'autres mouvements majeurs ayant une influence ?*

Ashley Smith : Depuis la grande récession de 2008-2009, nous avons assisté à des explosions épisodiques de luttes. Celles-ci ont commencé avec Occupy, le mouvement Black Lives Matter, et une poignée de grèves, dont la grève du syndicat des enseignant-e-s de Chicago en 2012, qui a inspiré les grèves des enseignant-e-s les années suivantes.

Depuis son élection, Trump a provoqué un nouveau cycle de protestations qui ont commencé par la Marche des femmes dès le début de son mandat. Depuis lors, nous avons vu des manifestations contre ses attaques contre les droits des immigré-e-s et des musulman-e-s et une vague de grève parmi les enseignant-e-s, à commencer par leur révolte en 2018 lorsque des enseignant-e-s ont fait grève illégalement dans plusieurs États contrôlés par les Républicains. Cette

révolte a inspiré d'autres enseignant-e-s à organiser des grèves dans des villes contrôlées par le Parti démocrate comme Los Angeles, Chicago et Denver.

La pandémie et la récession ont obligé les travailleur-e-s, en particulier les travailleur-e-s noir-e-s et de couleur dans les industries essentielles, à prendre des mesures pour protéger leur santé. Les travailleur-e-s des hôpitaux, des écoles, d'Amazon et des usines de transformation de la viande, pour n'en nommer que quelques-unes, ont organisé des manifestations et, dans certains cas, des grèves pour obtenir un équipement de protection individuelle et une prime de risque.

Nous sommes clairement aux premiers stades d'un regain de militantisme croissant après des décennies de recul, de défaite et de désorganisation. Mais les principales institutions de notre camp – les organisations du mouvement social, les ONG et les syndicats – sont fixées sur les élections. Elles subordonnent la construction de la lutte à la politique électorale dans le vain espoir que la victoire de Joe Biden et des Démocrates apportera une solution aux catastrophes du capitalisme américain.

Néanmoins, les inégalités de classe et sociales croissantes du capitalisme américain obligeront la base des syndicats et des mouvements à créer des organisations disposées à faire pression pour renforcer le militantisme et s'attaquer aux patrons et à l'extrême droite. Nous sommes au début d'une époque de crise, de polarisation politique et de lutte.

Joseph Daher : *Que reste-t-il du mouvement Sanders ? La gauche a-t-elle pu s'appuyer sur la dynamique de la candidature de Sanders ? Et DSA ?*

Ashley Smith : Les campagnes de Bernie Sanders pour l'investiture présidentielle du Parti démocrate étaient l'expression contradictoire de cette explosion épisodique de lutte sociale et de classe. D'une part, Sanders a rallié les étudiant-e-s et les jeunes travailleur-es de toutes les couleurs derrière l'idée du socialisme comme alternative au capitalisme. Il a contribué à donner du sens au socialisme pour toute une génération.

D'un autre côté, Sanders a enfermé le projet de lutte pour le socialisme au sein du seul Parti démocrate. Mais ce parti est capitaliste, ce n'est pas un parti social-démocrate ou un parti travailliste. Il est étroitement contrôlé par ses riches bailleurs de fonds, les bureaucrates du parti et ses politiciens bourgeois.

L'inscription de la candidature de Sanders dans le Parti démocrate a eu deux impacts négatifs. Premièrement, cela a

détourné l'énergie pour la construction d'un nouveau parti et a conduit ce projet dans une impasse. Deuxièmement, Sanders a redéfini le socialisme comme n'étant rien d'autre que le libéralisme du New Deal de Franklin Delano Roosevelt.

DSA a été le principal bénéficiaire à gauche des campagnes de Sanders. Ils sont passés d'une organisation moribonde de réformistes vieillissants inféodés au Parti démocrate à une organisation, renouvelée et rajeunie, de 70 000 socialistes, inspiré-e-s par les luttes par en bas et attiré-e-s par un socialisme version Sanders et ses propositions de réformes sociales comme Medicare for All.



Tragiquement et de manière prévisible, cependant, le Parti démocrate a bloqué les deux tentatives de Sanders de remporter la nomination à la présidentielle. En 2016, l'establishment Démocrate s'est rallié à Clinton. Il a fait de même avec Biden. En fait, Sanders a fait moins bien en 2020 qu'en 2016, prouvant que si les Démocrates tolèrent les « gauchistes » en leur sein, afin de les empêcher de construire un nouveau parti socialiste, ils bloquent toute tentative de leur part de prendre le contrôle du parti.

Après sa défaite, Sanders a tenu sa promesse de soutenir le candidat Démocrate et a rallié ses partisans derrière Biden. Pire encore, il donne à Biden un lifting en affirmant qu'il a le potentiel pour devenir le président le plus progressiste depuis Franklin Delano Roosevelt. Une lecture même superficielle de ce que Biden et son équipe disent à leurs soutiens de Wall Street contredit cette affirmation.

En conséquence, Sanders a largement désorganisé son mouvement et ses organisations et a tenté de les réorienter vers un soutien à Biden, au mieux en tant que progressiste et au pire en tant que moindre mal

pour détrôner Trump. Dans cette nouvelle situation, DSA a été mis au défi de se réorienter.

Alors que les sections et les membres de la DSA ont été actifs dans les vagues de lutte, la campagne de Sanders et des campagnes électorales similaires au sein du Parti démocrate sont venues occuper une place centrale dans l'organisation. Alors que DSA a continué de remporter quelques victoires électorales, en particulier à New York, la défaite de Sanders lui a fait perdre sa ligne directrice.

La priorité donnée aux échéances électorales a amené DSA à se détourner des nouvelles vagues de lutte. Par exemple, alors que ses membres se sont joints aux manifestations Black Lives Matter, DSA en tant qu'organisation nationale ainsi que la plupart de ses sections n'ont pas joué de rôle prépondérant dans le mouvement.

Joseph Daher : *Comment la gauche aux USA se positionne-t-elle pour l'élection présidentielle ?*

Ashley Smith : L'élection présidentielle de novembre n'est pas ce que la gauche et la DSA espéraient. Beaucoup, à tort, s'attendaient à ce que Sanders remporte la nomination Démocrate. Désormais, DSA et la gauche font face au piège peu attrayant et classique d'une élection entre un Républicain de droite, Trump, et un Démocrate de l'establishment, Biden, qui s'est engagé à restaurer les normes bourgeoises par le biais d'un gouvernement d'unité nationale.

Face à ce « choix », la gauche se divise en trois courants principaux. Premièrement, la gauche libérale est complètement derrière Biden, avec divers degrés d'illusion sur son programme. Certain-e-s se trompent en pensant qu'il sera aussi progressiste que le prétend Sanders, tandis que d'autres votent plus sobrement pour lui en sachant bien qu'il s'agit d'un capitaliste néolibéral, mais qu'il est le seul moyen de pousser Trump vers la sortie.

Dans la gauche socialiste, le courant principal accepte la position traditionnelle du moindre mal pour arrêter un mal plus grand. Certain-e-s promettent de faire campagne et de voter pour Biden, puis de le combattre dès le premier jour. D'autres répandent l'illusion qu'avoir Biden à la Maison Blanche facilitera l'obtention de réformes progressistes.

Un petit courant de socialistes révolutionnaires, dont je fais partie, se prononce contre ces deux positions. Nous soutenons qu'on ne peut pas combattre le plus grand mal en votant pour le moindre, pour trois

États-Unis

raisons. Premièrement, une fois que la gauche accepte le choix et s'aligne derrière le moindre mal, sa marge de manœuvre est réduite et ses exigences ignorées.

Deuxièmement, si et quand le moindre mal l'emporte, la gauche qui l'a soutenu sera tentée de coopérer avec lui au pouvoir, certain-e-s allant même jusqu'à rejoindre le gouvernement. Les autres restant à l'extérieur en lui offrant un « *état de grâce* » en espérant qu'il fera quelques réformes. Cela laisse l'extrême droite comme seule opposition. Dans ce cas, cette gauche sera tentée de défendre le gouvernement, achevant sa cooptation et sa neutralisation. Pendant ce temps, le moindre mal au pouvoir conclura des accords avec le plus grand mal. Biden a fait sa carrière avec de tels accords pourris.

Troisièmement, faire campagne pour le moindre mal n'est pas une décision individuelle mais collective aux conséquences énormes. Si la gauche soutient Biden, cela aidera et encouragera les bureaucraties qui contrôlent les syndicats, les organisations du mouvement social et les ONG à détourner temps, argent et énergie militante de la construction de la lutte pour combattre en faveur de ce que nous voulons vers une campagne et un vote pour ce que nous ne voulons pas – un moindre mal néolibéral.

DSA en tant qu'organisation principale de la gauche comporte tous ces courants. La résolution « *Bernie or Bust* » qu'elle a adopté lors de sa dernière convention lui interdit de soutenir officiellement Biden en tant qu'organisation. Mais les membres de certains de ses caucus (rassemblements électoraux locaux) font activement campagne pour Biden et beaucoup si ce n'est la plupart de ses dirigeant-e-s et membres voteront individuellement pour Biden, quels que soient leur méfiance ou leur mépris pour lui.

Joseph Daher : *Quel avenir pour les DSA et plus généralement la gauche aux USA ?*

Ashley Smith : Nous sommes au milieu d'une crise profonde du système capitaliste, avec de multiples caractéristiques interdépendantes – un marasme mondial prolongé, une pandémie en cours, le changement climatique et l'intensification de la rivalité inter-impériale entre les États-Unis et la Chine. C'est la crise systémique la plus grave depuis les années 1930.

Aux États-Unis, cela produit une profonde polarisation politique : vers la gauche incarnée par les DSA et le nouveau mouvement socialiste, et vers la droite sous la forme d'un Trump au sommet du Parti républicain avec les rangs croissants des milices d'extrême droite et fascistes organisées. L'establishment capitaliste est de plus en

plus orienté vers le Parti démocrate dans un espoir désespéré de stabiliser ce qui semble être un État et une économie en faillite.

Dans des conditions de profonde récession et de pandémie, les travailleur-e-s et les opprimé-e-s sont poussé-e-s à se battre pour leur vie, du soulèvement multiracial dirigé par les noir-e-s contre la brutalité policière jusqu'aux grèves. La gauche émergente devra se fondre dans une force, éventuellement un nouveau parti socialiste, qui peut aider à mener ces luttes par en bas et fournir une alternative pour défier à la fois l'establishment capitaliste du Parti démocrate, le Parti républicain trumpiste et l'extrême droite.

DSA est le mieux placé pour lancer l'effort de création d'un nouveau parti. Mais ses nombreux courants ne sont pas unis derrière ce projet : certain-e-s restent engagé-e-s dans le projet de Sanders de s'emparer du Parti démocrate ; beaucoup espèrent utiliser le scrutin en faveur du Parti démocrate pour constituer une force de politicien-e-s élu-e-s afin de lancer éventuellement un nouveau parti à l'avenir ; et la plupart sont orienté-e-s dans une voie électorale vers la formation de ce nouveau parti.

La question sera de savoir si la gauche révolutionnaire à l'intérieur et aux côtés des DSA peut plaider pour une stratégie différente, centrée sur la lutte de classe, la lutte sociale et le travail électoral local indépendant des deux partis capitalistes, dans le but de lancer un nouveau parti socialiste dès que cela sera possible. Tout le monde à l'intérieur de la gauche et dans DSA débat de ces idées dans la perspective des élections.

Dans le cas improbable bien que possible d'une victoire de Trump, nous sommes déterminé-e-s à mener le combat de nos vies contre une droite enhardie. Dans le cas plus plausible d'une victoire de Biden, nous devons faire en sorte que DSA s'engage dans une lutte à deux fronts – l'un pour forcer l'administration Biden à mettre en œuvre ce que nous voulons et l'autre contre une droite beaucoup plus radicale, militarisée et dangereuse que le Tea Party ne l'était sous Obama.

Si Biden gagne, le plus grand danger est qu'il se voit offrir un « *état de grâce*... » par la gauche, ouvrant la porte à la droite pour passer à l'offensive et fixer les conditions de la lutte en politique, dans la rue et sur les lieux de travail. Nous sommes au milieu d'une crise profonde aux proportions historiques, pleine de grands dangers à droite et d'énormes opportunités à gauche. Notre avenir est en jeu. ■

Bill Resnick : *Récemment, les Vétérans pour la Paix ont publié une déclaration condamnant le déploiement de troupes aux États-Unis :* « Les Vétérans pour la Paix condamnent les déclarations incendiaires de Donald Trump. Sa déclaration appelant à la présence de troupes militaires sur le sol américain pour réprimer les personnes exerçant leur droit découlant du Premier Amendement à la Constitution est incendiaire et incroyablement dangereuse. Nous sommes sans équivoque aux côtés des manifestants qui sont dans les rues et qui demandent la fin des meurtres insensés par des policiers et de la suprématie blanche.

« En plus des 200 000 soldats déjà déployés à travers le monde, les villes américaines seraient ainsi occupées par la force militaire. Des milliers de soldats lourdement armés, de militaires et de policiers ont déjà été déployés dans les villes du pays, alors que Trump demande à l'armée de "dominer les rues" et de passer outre tout contrôle local si les gouverneurs refusent de déployer la Garde nationale. Les menaces et l'intimidation sont des tactiques de terreur utilisées par cette administration. Cette déclaration de Trump ainsi que ses déclarations précédentes sont incendiaires et déclarent effectivement la guerre à nos communautés... »

« Les Vétérans pour la Paix appellent tous les chefs militaires et le personnel en service actif à refuser le déploiement de l'armée. En tant que vétérans, nous connaissons les terribles conséquences de la participation à des actions moralement répréhensibles contre des communautés dans d'autres pays. Le moment est venu de refuser de participer à des ordres injustes. »

C'est une déclaration lourde de sens, Garrett, pourquoi les Vétérans pour la Paix l'ont-ils faite ?

Garrett Reppenhagen : Nous ne voulons pas que l'armée américaine soit utilisée contre des manifestants pacifiques qui demandent l'arrêt de la violence des policiers dans leurs communautés, qui exigent l'égalité et qui contestent la suprématie blanche. Il n'y a pas de paix sans justice. Avec le déploiement de troupes par le gouvernement fédéral, nous allons voir des innocents tués – des manifestants qui ont tout à fait le droit d'exercer leurs droits constitutionnels. Et nous l'avons déjà vu. Dans le Kentucky, un homme a été tué par un garde. Je ne pense pas que nous ayons vu une violence militaire dans nos rues depuis ce qui s'est passé à l'université d'État de Kent (1).

En tant qu'anciens combattants, nous

Les militaires soutiendront-ils une déclaration de la loi martiale ?

Entretien de Bill Resnick avec Garrett Reppenhagen (Vétérans pour la paix)*

savons comment les soldats opèrent dans une zone de combat militaire et nous savons que nos gardes nationaux et nos troupes fédérales, s'ils sont déployés, agiront de la même manière, c'est-à-dire qu'ils écarteront toute menace à leur égard par une violence massive.

Cela va être moralement dommageable pour les soldats qui se déploient. Comme nous le voyons dans les pays occupés par l'armée américaine, cela conduit à des situations où on tue des passants et des femmes et des enfants innocents. Ici, cela conduira à tuer des concitoyens, cela placera les militaires du mauvais côté du mouvement des droits civiques dans ce pays.

Je ne crois pas que la plupart des militaires aient signé leur engagement pour faire cela. Les atrocités commises par les militaires à l'étranger sont horribles. Il n'en sera pas autrement ici, dans notre propre pays, si nous tuons nos propres citoyens.

Bill Resnick : *Trump pourrait bien réfléchir (à sa manière criminelle) à ses options s'il perd les élections. Il pourrait invoquer la fraude électorale, déclarer la loi martiale et ordonner à l'armée de la faire respecter. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles des militaires retraités très respectés, comme le général Mattis, se sont prononcés contre l'utilisation de troupes par Trump dans les rues de Washington, D.C.*

Garrett Reppenhagen : Eh bien, tout est possible et je ne pense pas que le président Trump écarterait quelque option que ce soit, comme on dit. Je suis sûr qu'il essayait de voir si les militaires seraient prêts à accepter son commandement et feraient quelque chose comme ça. Il a testé son contrôle sur les militaires. Je ne sais pas ce que pensaient ces généraux à la retraite et les hauts responsables lorsqu'ils ont défié le président sur ces questions, mais c'est bien qu'ils se soient prononcés contre lui.

Cependant, je tiens à vous mettre en garde. Premièrement, cette action de militaires à la retraite donne un faux sentiment de l'intégrité du commandement militaire amé-



ricain, alors qu'à bien des égards cette intégrité est toujours intéressée. Je pense qu'il y a des inquiétudes au sein du haut commandement, qui craint que l'armée américaine ne perde le soutien et l'image positive qu'elle a dans la population si l'on insiste beaucoup sur ce point, comme cela a été le cas vers la fin de la guerre du Vietnam, lorsque l'opinion publique soutenait de moins en moins l'armée américaine. Je ne pense pas qu'ils souhaitent que cela se reproduise.

Parce que ces militaires de haut niveau contestent Trump ou du moins ont quelques dissensions avec lui, les gens pourraient penser que sur un champ de bataille ils ont également leur morale et leur éthique. Nous savons que ce n'est pas toujours le cas. Nous l'avons vu en Afghanistan. Nous l'avons vu en Irak. Nous l'avons vu partout dans le monde depuis longtemps. Et je veux juste rappeler que les atrocités qui se produisent, comme à Abu Ghraib, ne sont pas perpétrées par le haut commandement ; le soldat du plus haut rang parmi les responsables des atrocités à Abu Ghraib était un E5, bien en dessous du grade d'officier. Ce n'est donc pas une institution éthique et morale, alors ne pensez pas qu'ils vont obéir à une morale, ne faire que des bonnes choses ou suivre leur conscience quand on va leur donner des ordres. Préparez-vous à cela. Et – si c'est possible et si cela sert les intérêts des militaires – je pense qu'ils occuperont les rues américaines si l'occasion se présente.

Bill Resnick : *Étant donné les nombreuses crises sociales, économiques et environnementales auxquelles ce pays sera confronté, je peux imaginer de vastes manifestations populaires dans les rues qu'une droite armée affronte. Alors un futur président pourrait bien ordonner aux militaires de se joindre à la police pour maintenir l'ordre. Qu'est ce qui peut être fait pour s'assurer que cela n'arrive pas ? Et qu'est ce qui peut être fait pour que les chefs de l'armée disent au Président que leurs troupes n'obéissent pas à ce genre d'ordre ? Y a-t-il quelque chose que nous puissions faire pour garantir qu'au moins de larges secteurs des troupes se rangent du côté des forces démocratiques ?*

Garrett Reppenhagen : Eh bien, je pense qu'il est vraiment important de faire pression sur les gouverneurs et les autres fonctionnai-

* **Garrett Reppenhagen** est le directeur exécutif de Veterans For Peace (Vétérans pour la paix). Il vient d'une famille de militaires : son père est vétéran du Vietnam, ses deux grands-pères ont servi pendant la Seconde Guerre mondiale. Il était tireur d'élite dans la première division d'infanterie de l'armée. Après les combats à Baquba, en Irak, il a été désillusionné par la guerre, a obtenu une libération honorable en 2005 et a immédiatement commencé à travailler comme défenseur des vétérans et militant. **Bill Resnick**, journaliste, est co-fondateur de l'émission Old Mole Variety Hour (Heure des variétés de la vieille taupe) à la radio KBOO de Portland, Oregon, où il réalise des entretiens. Il écrit également des articles politiques pour divers journaux, dont *Portland Alliance*, *Socialist Review*, *Against the Current*. Nous avons traduit cet entretien du site web de l'organisation socialiste Solidarity (organisation sympathisante de la IV^e Internationale aux États-Unis) et de sa revue *Against the Current* : <https://solidarity-us.org/will-the-military-support-a-declaration-of-martial-law/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Le 4 mai 1970, sur le campus de l'université d'État de Kent, dans l'Ohio, la Garde nationale de l'Ohio a tiré à 67 reprises en 13 secondes sur des étudiant-es qui manifestaient de manière pacifique ; quatre d'entre eux furent tués et neuf blessés (dont un paralysé à vie). Ces étudiants manifestaient contre l'intervention américaine au Cambodge, annoncée par le président Richard Nixon le 30 avril. En réponse à cette fusillade, il y a eu une grève et des manifestations impliquant quatre millions d'étudiants à travers tous les États-Unis. Ceci retourna en partie l'opinion publique déjà sensible à la présence militaire des États-Unis au Vietnam.

États-Unis

res au plus haut niveau. Donald Trump a menacé les gouverneurs en disant que s'ils ne mobilisaient pas la Garde nationale, il enverrait des troupes fédérales. Vous savez, il a un peu reculé. Mais la menace demeure et je pense que les gouverneurs ont besoin du soutien politique de leurs communautés pour dire « non » à Donald Trump. Nous pouvons faire comprendre très clairement aux gouverneurs que leur future réélection pourrait dépendre de la décision qu'ils prendront. Et si les gouverneurs refusent et que Trump envoie des troupes fédérales, alors au moins ce n'est pas la Garde nationale de l'État local qui est dans les rues de la ville et Trump aura beaucoup moins de légitimité.

Et si vous connaissez quelqu'un qui est dans l'armée ou dans la Garde nationale, tendez-lui la main, parlez-lui, discutez de cela avec lui. C'est bien beau que ces hauts responsables militaires s'expriment, mais en fin de compte, ce sont les soldats de base qui seront sur le terrain et qui devront prendre la décision d'appuyer ou non sur la gâchette. Je préfère qu'ils ne soient pas dans une situation où ils ont peur pour leur vie ou qu'ils ont peur de leur commandement militaire qui leur donne des ordres. Alors, parlons-leur. Il existe des moyens : GI Rights Hotline (téléphone d'assistance concernant les droits des militaires), the Military Law Task Force (le groupe de travail sur le droit militaire), Courage To Resist, About Face, Veterans Against War (Vétérans contre la guerre), et Veterans For Peace (Vétérans pour la paix)... Tous sont prêts à recevoir des appels et des courriels pour vous aider à trouver les moyens dont vous avez besoin si vous êtes engagé et que vous voulez rompre l'engagement ou refuser des ordres.

Bill Resnick : *Je me demande quel rôle l'organisation civile peut jouer pour décourager les troupes d'exécuter les ordres si elles sont chargées de faire respecter la loi martiale. Je pense que nous devons menacer d'une grève générale ou d'une autre façon de faire en sorte que le peuple refuse d'accepter l'occupation militaire. Il me semble que ce refus crée une certaine réticence parmi les militaires et l'élite politique qui, autrement, pourrait soutenir Trump. Qu'en pensez-vous ?*

Garett Reppenhagen : La grève générale est toujours importante. Je ne sais pas si nous avons la masse critique en matière d'organisation syndicale à ce stade pour pouvoir réaliser quelque chose qui sera efficace, mais nous devrions continuer à travailler dans ce sens. Je pense que la grève est un outil de changement incroyable, mais

vous voyez aussi que les manifestations dans les rues deviennent très efficaces. Vous voyez les communautés locales changer, parler de la réduction des dépenses militaires et policières. À Denver, dans le Colorado, qui est pour moi la grande ville la plus proche, le budget de la police représente environ un tiers de l'argent des impôts dépensé dans la ville. Et les gens exigent de réduire ce pourcentage. Si nous restons dans les rues, nous continuons à soutenir les vies noires, à contacter des organisations nationales comme le Mouvement pour les vies noires et d'autres coalitions locales pour voir ce que nous pouvons faire – je pense que c'est une véritable puissance.

J'aimerais y voir plus d'anciens combattants. Je pense que l'opposition de la communauté des vétérans à ces déploiements et mobilisations des troupes est vraiment essentielle en ce moment. Nous soutenons Veterans for Black Lives (Anciens combattants pour les vies noires) et Stand Down for Black Lives (Désengagez-vous pour les vies noires) comme moyen de s'organiser contre les forces militaires dans nos rues et pour la démilitarisation de nos forces de police. Je pense que cela commence vraiment à faire une différence.

Je suis curieux de voir s'il y aura un changement significatif dans les résultats des élections locales au Congrès et des élections dans les États, parce que la culture populaire s'éloigne du statu quo, des formes de colonisation que nous avons l'habitude de voir, de la suprématie blanche. Pas lors de l'élection présidentielle, car je ne fais pas beaucoup confiance à Joe Biden. Mais je pense que nous allons avoir beaucoup plus de leaders progressistes qui vont remporter des sièges au niveau local et je pense que cela peut vraiment changer beaucoup de choses.

Bill Resnick : *Oui, quand un important contingent de vétérans s'est rendu à Standing Rock pour participer à l'organisation contre le pipeline Keystone, cela a donné un énorme coup de fouet au mouvement. Un dernier point : dans la déclaration des Vétérans pour la paix, vous dites que « les vétérans connaissent les terribles conséquences de leur participation à des actions qui sont moralement condamnables contre des communautés d'autres pays ». Pouvez-vous nous donner une idée des conséquences des guerres injustes et des tueries ?*

Garett Reppenhagen : Bon, en premier lieu il faut avoir à l'esprit le sort des populations de ces pays, généralement occupés unilatéralement par une force militaire américaine écrasante. Et puis il y a les anciens

combattants qui y ont servi. Je veux juste dire que là-bas il n'y a pas d'égalité. Les militaires ne sont pas ceux dont le pays est occupé ; ils ne sont pas réprimés et terrorisés par une force armée ; leurs proches ne sont pas tués ; leur mode de vie est rarement bouleversé au point de bouleverser leur monde. Dans ce nouveau scénario, ces populations occupées seront des citoyens américains. Et je ne veux pas dire par là que la vie des Américains par rapport à celle des autres aurait une quelconque valeur ajoutée.

Cela étant dit, il y a aussi les conséquences pour les anciens combattants. Beaucoup s'engagent dans l'armée pour des raisons économiques, pour accéder à une profession, à l'éducation, etc. Il y a aussi ceux pour qui l'engagement dans l'armée est une tradition familiale, et ceux qui le font par devoir patriotique.

Mais, lorsque vous êtes sur le champ de bataille et que vous privez les gens de la vie, c'est un poids pour lequel vous n'avez pas été préparé. L'armée est très douée pour vous entraîner à tuer. J'étais très bon dans mon travail de tireur d'élite en Irak. Ce qu'ils ne vous apprennent pas, c'est ce qui vous arrive psychologiquement, émotionnellement et moralement après avoir pris la vie de quelqu'un. Et l'ambiguïté du conflit dans lequel vous vous trouvez, le manque de clarté sur la raison de votre présence là-bas, affecte également ce poids sur votre âme. Je me bats avec ces blessures morales tous les jours. La honte que j'éprouve d'avoir participé à la violence contre le peuple irakien est intense. Certains jours, je ne peux pas sortir du lit et je me punis pour tenir. Et je me punis parce que ma société me traite comme un héros. J'ai saboté ainsi mes relations d'amour, de famille, d'amitié... J'ai saboté des opportunités d'emploi, juste parce que j'ai ressenti le besoin de me punir et de retourner dans les ténèbres.

Alors vous pouvez imaginer le préjudice moral qu'un soldat va ressentir lorsqu'il braquera son arme sur une personne de sa propre communauté et la tuera alors qu'elle ne fait qu'essayer de plaider pour mettre fin à la violence policière dans sa communauté, souligner qu'il n'y a toujours pas d'égalité dans ce pays, que la fracture économique est si profonde. Ce sera un fardeau énorme et s'ils envahissent les rues de l'Amérique, les engagés en paieront un lourd tribut. À l'heure actuelle, nous perdons environ 22 vétérans par jour à cause du suicide. Vingt-deux par jour, ce n'est rien en comparaison des remords que les militaires éprouveront s'ils occupent les rues des États-Unis. ■

Portland, le 27 août 2020

L'INTERRÈGNE

Après Sanders, la gauche débat

Tithi Bhattacharaya, Meagan Day, Justin Charles et Charlie Post*

Pour la revue étatsunienne *Spectre*, Tithi Bhattacharaya s'est entretenue avec Meagan Day, Justin Charles et Charlie Post à propos de la gauche, de la stratégie électorale et des mouvements de classe et mouvements sociaux après la défaite de Bernie Sanders dans les primaires démocrates. Dans la première partie, chacun répond aux questions de Bhattacharaya, et dans la deuxième partie, ils se répondent les uns les autres.

1. À propos de la conjoncture

Tithi Bhattacharaya : *Tout le monde s'accorde à dire que nous assistons actuellement à un processus de radicalisation intense, bien que complexe, qui s'exprime sous de multiples formes, depuis les grèves sur les lieux de travail jusqu'aux soulèvements antiracistes et féministes en passant par une popularité sans précédent du socialisme. Selon vous, quelles sont les racines de cette radicalisation politique ?*



Meagan Day : Pendant une grande partie du XX^e siècle, l'opposition entre le socialisme et le capitalisme était une question vivante. Tant que l'agitation socialiste organisée et les expériences gouvernementales socialistes étaient en cours dans le monde entier, les capitalistes et leurs fonctionnaires politiques ont été poussés à démontrer la supériorité du capitalisme. Mais la fin de la guerre froide et l'ascension réussie du néolibéralisme dans l'Ouest capitaliste développé au début des années 1980 ont conduit à un sentiment omniprésent que cette question était réglée. Le capitalisme n'avait plus vraiment besoin de plaider en sa faveur, surtout aux États-Unis.

Pendant près de quatre décennies, jusqu'à la crise financière de 2008, la notion d'un changement transformateur économique et politique a donc été difficile, voire impossible, à appréhender pour les Américains "ordinaires". La crise économique a marqué un tournant. L'éthos des dernières décennies du XX^e siècle et de la première décennie du XXI^e siècle était individualiste et méritocratique : travaillez dur pour vous imposer, occupez-vous soigneusement de vos affaires, et tout ira bien pour vous.

Même de nombreux travailleur-es qui doivent constamment lutter pour s'en sortir, quels que soient leurs efforts, ont intériorisé cette logique. La crise financière de 2008 et les ravages qu'elle a causés dans tout l'éventail des non-élites a mis au jour de profondes failles dans le système et a ébranlé la confiance des Américains à son égard. Le consensus capitaliste de l'après-guerre froide a été mis à mal : le roi était nu.

Pendant les sept années suivantes, un appétit de transformation s'est développé dans la population américaine. Ce sentiment était politiquement incohérent. Il y a eu Occupy Wall Street et Black Lives Matter à gauche, mais aussi le Tea Party et les premiers éclairs d'une droite rajeunie. À cette époque est apparue la revue et le site web *Jacobin*, mais aussi *Breitbart* – et ce dernier était plus financé et beaucoup plus puissant. Heureusement, au moment où la droite, particulièrement la droite populiste ou anti-élitiste, commençait à montrer des signes de percée électorale, Bernie Sanders a décidé de se présenter à la présidence et de donner

à la gauche une expression électorale correspondante.

La première campagne présidentielle de Bernie Sanders a joué le rôle d'un aimant et d'une loupe, en assurant la cohésion d'une coalition diversifiée et en créant une identité politique œcuménique de gauche pour la première fois depuis longtemps, ainsi qu'en introduisant les radicaux de longue date ou potentiels à de nouvelles idées politiques, rapprochant les uns des autres, et à un sens élargi des possibilités.

Depuis que Bernie Sanders a annoncé sa candidature à la présidence, il n'y a pas eu d'accalmie dans l'activité radicale. Qu'il s'agisse de l'organisation des deux campagnes de Sanders ou des campagnes électorales des démocrates socialistes, d'adhésions dans des organisations revigorées comme les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), de grèves massives comme l'ont fait les enseignants en 2018 et 2019, ou des manifestations de rue pour protester contre le sexisme et le racisme comme nous l'avons vu au début de 2017 et comme nous l'avons encore vu en été 2020, l'élan de la gauche ne s'est pas ralenti depuis la première campagne présidentielle de Bernie Sanders. Les racines de la radicalisation actuelle sont donc complexes, mais l'effet des campagnes de Sanders est loin d'être négligeable.

* **Tithi Bhattacharaya** est co-rédactrice en chef de *Spectre*. Elle a coordonné *Social Reproduction Theory* (Pluto Press, London 2017) et a écrit, avec Cinzia Arruza et Nancy Fraser, *Feminism for the 99 % : A Manifesto* (Verso, London-New York 2019, traduit en français sous le titre *Féminisme pour les 99 %*. *Un manifeste*, La Découverte, Paris 2019). **Meagan Day** est journaliste à *Jacobin* et co-auteur avec Micah Uetricht de *Bigger Than Bernie : How We Go From the Sanders Campaign to Democratic Socialism*, Verso, London-New York 2020. **Justin Charles** est concepteur d'interactions, éducateur et syndicaliste. Il est membre de la Commission politique nationale des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), militant à New York et membre du caucus des Afrosocialistes et Socialistes de couleur et du caucus *Emerge* de DSA. **Charlie Post** est co-rédacteur en chef de *Spectre* et membre du secteur ouvrier de DSA de New York. Cette table ronde a été publiée par site de la revue *Spectre* le 22 septembre 2020 : <https://spectrejournal.com/the-interregnum/> (Traduit de l'anglais par JM).



Charlie Post

Charlie Post : La radicalisation actuelle trouve ses racines dans la crise économique capitaliste de 2008 et dans la réponse de l'administration démocrate d'Obama. La récession de 2008 a marqué la fin d'un long boom économique et a révélé les limites du néolibéralisme. Depuis les années 1980, les chefs d'entreprise et leurs représentants politiques ont affirmé qu'il « *n'y a pas d'alternative* » à une « *économie de marché* » dérégulée. Alors que le boom néolibéral a aggravé les inégalités sociales, la classe capitaliste a gardé l'espoir qu'une croissance ininterrompue finirait par « *profiter à tout le monde* ». La crise de 2008 a ouvert une brèche dans le culte du marché et a remis à l'ordre du jour politique la critique du capitalisme en tant que système social.

Face à la crise, les dirigeants de l'État capitaliste se sont empressés de trouver une solution qui permettrait d'éviter un effondrement mondial et de rétablir la rentabilité. Ils ont abandonné certains aspects de l'orthodoxie néolibérale – en renflouant les capitalistes jugés « *trop gros pour faire faillite* » – tout en intensifiant d'autres aspects : austérité des services sociaux, réductions de salaires et intensification du travail. Barack Obama, élu en promettant « *espoir et changement* », a embrassé l'orthodoxie révisée en sauvant les grandes banques et les sociétés industrielles, en démantelant les restes de l'État qui assurait la reproduction sociale, en accentuant l'oppression des sexes, en encourageant de nouvelles vagues de concessions des travailleurs syndiqués (de moins en moins nombreux) et en condamnant les minorités racialisées du monde entier à un chômage croissant et à des

emplois précaires.

Les premières réponses au programme de « *relance* » capitaliste sont venues de la droite populiste : le Tea Party, qui a fait des immigrants et autres travailleurs de couleur, des femmes, des homosexuels et de la gauche son bouc émissaire. Cependant, en 2010-2011, la radicalisation actuelle de la classe ouvrière, antiraciste et féministe a commencé. Le soulèvement du Wisconsin au printemps 2011, suivi par les campements Occupy à travers les États-Unis en automne, la grève des enseignants de Chicago en 2012 et la première vague de manifestations de Black Lives Matter en 2014 ont créé les conditions pour la candidature de Bernie Sanders à l'élection présidentielle démocrate en 2016.

Même après que les dirigeants démocrates eurent défait et intégré le défi Sanders, la radicalisation s'est poursuivie avec la croissance exponentielle des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) en réponse à l'élection de Trump en 2016, les occupations d'aéroports contre l'interdiction d'entrée des musulmans au début de 2017, la première grève internationale des femmes au printemps, la révolte des enseignants des États républicains de 2018, les vagues de grèves dans les soins de santé, les hôtels et l'industrie automobile. La vague actuelle d'actions sur le lieu de travail et le soulèvement prolongé contre la brutalité policière et le racisme structurel n'est que la dernière manifestation de cette radicalisation.

Justin Charles : Ce moment fait partie d'une séquence d'événements politiquement radicalisants. Il y a d'abord eu la guerre en Irak et le mouvement qui s'y opposait. Ensuite, il y a eu la crise financière de 2008 et l'élection de Barack Obama, et toute la déception qui allait suivre. Occupy Wall Street, le Movement for Black Lives en réponse à la terreur policière, et la résistance indigène à Standing Rock. Bien sûr, il y a eu la première campagne de Bernie Sanders pour la présidence. Puis l'élection de Trump a eu lieu et, dans une succession rapide, l'interdiction des musulmans, l'interdiction des trans, le rassemblement des tenants de la suprématie blanche à Charlottesville, l'escalade des raids de l'ICE (1) pour arrêter et expulser les sans-papiers, les divers soulèvements des enseignants, l'exode des migrants de l'Amérique centrale vers le nord, et bien plus encore.

Quelque part au milieu de tout cela, le nombre de membres de Socialistes démocrates d'Amérique est monté en flèche. Le militantisme ouvrier des grèves des enseignants s'est poursuivi et s'est étendu à d'autres sec-

teurs. Et tout cela pas seulement aux États-Unis. Récemment, nous avons assisté à des grèves générales en France et en Inde contre les attaques contre l'État-providence et le régime fasciste de Modi. Nous avons vu les Chiliens prendre le contrôle de leur métro pour exiger la gratuité et les Haïtiens se soulever contre l'austérité néolibérale. Aux États-Unis, nous avons également vu les Portoricains descendre dans la rue pour s'opposer à la mauvaise gouvernance et au colonialisme.

En 2020, Bernie Sanders a fait croire à beaucoup d'entre nous qu'il pourrait réussir – il suffisait de voir l'establishment démocrate se consolider rapidement derrière Joe Biden – mais l'électorat s'est contenté d'un pari qui lui semblait plus sûr – ce qui est fort douteux. Puis vint la pandémie, son impact économique et la réponse lamentablement inadéquate du gouvernement américain. Nous nous trouvons maintenant dans une nouvelle vague de ripostes à la terreur policière raciste, avec des soulèvements dans de nombreuses villes à travers le pays et le monde entier faisant apparaître les revendications de ne pas financer et d'abolir la police, suivis d'une répression violente par l'État. Tout cela se produit alors que le changement climatique se poursuit sans relâche.

Tithi Bhattacharaya : *Pour des millions de personnes, les campagnes électorales de Bernie Sanders ont sans aucun doute introduit le concept du socialisme et lui ont donné un nouveau sens. Cela a conduit une partie de la gauche à soutenir que les campagnes électorales comme celle de Bernie peuvent servir d'outils pour activer ou consolider la lutte des classes. Dans la conjoncture actuelle, quelles sont, à votre avis, les différences stratégiques entre la construction d'une base militante de masse et une base électorale populaire ?*

Meagan Day : Je ne vois pas de différences. Dans les faits, les secteurs de la gauche qui poursuivent une politique électorale populaire sont précisément ceux qui ont fait le plus de progrès vers la construction d'une base durable de militants de masse dans la période actuelle.

Je vais prendre une étude de cas pour illustrer ce que je considère comme l'interaction générative entre la politique électorale et non électorale. DSA-New York, comme toutes les organisations de DSA après l'explosion du nombre de membres et la transformation organisationnelle de 2016, cherche encore son équilibre. Ce faisant, il a touché un point crucial : si nous participons aux campagnes électorales et que nous réussis-

1. United States Immigration and Customs Enforcement (ICE) est une agence de police douanière et de contrôle des frontières du département de la Sécurité intérieure des États-Unis. Elle pourchasse les sans-papiers et les déporte, gère des camps où sont parqués les immigrants, fait détenir les mineurs en les séparant de leurs parents qui tentent de traverser la frontière mexicaine...

sons, nous aurons davantage d'occasions, fournies par nos élus, d'interagir avec d'autres mouvements sociaux entre les élections.

Par exemple, Julia Salazar, DSA-New York, a été élue au Sénat de l'État de New York en 2018. Elle a alors pu présenter et trouver des co-parrains pour la loi de 2019 sur la garantie du logement et la protection des locataires, la plus importante série de réformes en faveur des locataires depuis des décennies à New York. Sur le terrain, alors qu'il n'y avait pas d'élections, DSA-New York s'est organisé aux côtés des militants des droits des locataires et de la justice du logement pour faire pression afin de soutenir ce projet de loi.

Dans ce processus, DSA-New York a renforcé les liens avec les locataires et les militants du droit au logement, dont certains ont fini par rejoindre l'organisation. Entre autres, Marcela Mitaynes et Phara Souffrant, qui sont toutes deux entrées en contact avec DSA et le socialisme par le biais de notre travail sur la question du logement, puis ont rejoint l'organisation et ont commencé à s'identifier comme socialistes.

Cette année, Mitaynes et Souffrant se sont présentées aux élections sur la liste de DSA en tant que socialistes démocratiques et elles ont gagné. Elles vont maintenant rejoindre Salazar à Albany, la capitale de l'État de New York. Ainsi, DSA-New York est désormais plus fortement enracinée dans les mouvements pour les droits des locataires et la justice du logement, et son opération électorale ciblée a également permis d'élire des représentants de ces mouvements. En étant élues elles pourront sans doute renforcer encore plus ce type de pollinisation croisée entre la politique parlementaire et extra-parlementaire.

Charlie Post : Il ne fait aucun doute que la campagne de Sanders en 2016 a donné une expression électorale aux luttes de 2011-2014. Et sa défaite en 2020 a été le résultat des limites de ces mouvements indépendants. Plus important encore, la campagne de Sanders a donné un nom à la révolusion spontanée et inachevée de millions de personnes face aux échecs du néolibéralisme : le socialisme démocratique. Cependant, la campagne de Sanders n'a pas créé cette radicalisation ni une nouvelle couche militante massive.

Il existe des différences structurelles entre la construction d'une base massive de militants pour les mouvements sociaux perturbateurs et une base d'électeurs majoritaires pour une campagne électorale dont le but – même pour les politiciens les plus radicaux – est de gagner des sièges. Les campa-

gnes électorales dont le but est de gagner différent des mouvements de masse d'action directe contre le capital et l'État par leur impact sur le pouvoir, l'organisation et la conscience des travailleurs.

Pour gagner les luttes de masse, les gens doivent organiser des confrontations risquées avec le pouvoir en place ; il faut enfreindre la loi et construire une solidarité à



travers les multiples schismes de notre classe (race, sexe, citoyenneté, etc.). En conséquence, les mouvements de masse ont le potentiel de construire des organisations démocratiques durables, de contester les idées racistes et sexistes, de transformer les attitudes à l'égard du capitalisme, d'exposer la nature de l'État capitaliste et de remporter de véritables victoires. L'actuel soulèvement ouvrier multiracial contre le racisme de la police a, en quelques semaines, remporté des victoires qui semblaient impossibles (arrestation de flics brutaux, retrait de drapeaux, de monuments et de noms d'équipes racistes) et transformé des positions qui étaient marginales – ne pas financer, désarmer et abolir la police – en sujets de discussion dans les médias de masse.

Les campagnes électorales qui visent à gagner – les seules qui peuvent être menées au sein du Parti démocrate – n'impliquent pas que les participants affrontent le pouvoir en place ou prennent des risques. Ces campagnes, y compris celles de Bernie, n'apportent pas non plus aux participants les compétences et les connaissances nécessaires pour mettre sur pied des organisations de lutte des travailleurs et des opprimés. Comme les élections sont gagnées en mobilisant 50 % des voix plus une, il n'est pas ou peu nécessaire de s'attaquer à des questions « qui divisent » comme le racisme, la xénophobie ou le sexisme ; et les raisons ne manquent pas pour éloigner la campagne du

militantisme « aliénant » des luttes de masse conflictuelles. Enfin, des années d'élection de politiciens « progressistes » n'ont apporté que peu de gains aux travailleurs et beaucoup de déceptions.

Il est évident que les campagnes électorales peuvent donner une expression politique aux luttes de masse, mais seulement lorsqu'elles sont organisées par des militants du mouvement et qu'ils doivent leur rendre des comptes. Cela nécessite une indépendance politique par rapport au capital – une indépendance par rapport au Parti démocrate.

Justin Charles : Bien que je ne puisse pas attribuer à la seule campagne de Sanders le mérite de m'avoir fait passer, il y a quatre ans, d'une situation essentiellement inactive et désorganisée sur le plan politique à la direction d'une organisation socialiste, Bernie a été très important pour moi. Sa campagne m'a montré qu'il était possible de susciter les attentes des gens et de faire étinceler des imaginations politiques qui étaient atrophiées. Mais je pense

que les campagnes de Sanders en 2016 et à nouveau en 2020, aussi réussies soient-elles, n'ont pas nécessairement permis de construire une base électorale populaire, du moins pas assez importante pour gagner.

Je pense que le facteur clé sous-jacent est qu'une partie insuffisante de l'électorat primaire démocrate croyait qu'une grande partie de la plateforme Sanders était politiquement possible. Bernie a perdu parce que la plupart des gens croient que le monde est tel qu'il est et qu'il ne peut pas changer de manière significative. Bernie et beaucoup de ceux qui l'ont soutenu ont parlé d'un mouvement, mais je pense qu'il n'existait pas, malgré tous ses efforts pour le construire.

Construire un mouvement de masse pour le socialisme, cette base massive de militants, signifie permettre à plus de gens de s'engager dans la lutte, de faire l'expérience de la solidarité et de continuer de lutter ensemble pour obtenir plus. Cela signifie qu'il faut réussir à canaliser l'énergie qui reste des campagnes de Bernie pour l'organiser à long terme lors des élections, mais le plus souvent en dehors des élections. Cela signifie qu'il faut reconstruire les anciennes institutions du pouvoir ouvrier et en créer de nouvelles. Cela signifie voir toutes les manifestations de la lutte des classes et utiliser l'organisation dont nous disposons pour amplifier, soutenir et faire avancer cette lutte.

Tithi Bhattacharaya : *En parlant de ques-*

États-Unis

tions stratégiques, Eric Blanc et Seth Ackerman ont popularisé le concept de « dirty break » [une rupture sale] avec le Parti démocrate. Ils soutiennent que les socialistes devraient utiliser les listes électorales du Parti démocrate pour gagner en puissance, jusqu'à ce que nous soyons, soit assez puissants pour rompre avec les Démocrates, soit « virés » du parti à cause de notre engagement politique socialiste. Ma question ne porte pas tant sur la rupture proprement dite, mais sur le lendemain de la rupture. Que se passe-t-il si et quand les socialistes gagnent des sièges dans de telles circonstances ? Peuvent-ils être nos tribuns au Congrès ?

Meagan Day : La « sale rupture » décrit une stratégie visant à orienter les socialistes démocratiques ouvertement affiliés à une organisation (dans ce cas DSA) sur n'importe quelle liste électorale, y compris celle du Parti démocrate – ce qui est le plus logique pour atteindre un large public et avoir une chance de gagner –, afin de promouvoir la politique de classe du haut d'une plateforme aussi grande que possible. L'idée est donc de développer de nouveaux tempéraments politiques, de nouvelles compréhensions, hostilités et allégeances au sein de l'électorat.

Parallèlement à notre travail non électoral d'organisation, qui nous aide à établir une présence plus permanente dans la classe ouvrière (et qui est facilité par notre travail électoral, comme illustré ci-dessus), la théorie est que cela va graisser les rouages de la construction d'un parti indépendant car il ne sera pas voué à l'insignifiance à ses débuts.

« Après cette sale rupture » décrit ensuite une situation (ni proche ni facile à réaliser) dans laquelle nous avons réussi à créer notre propre parti, et non pas un tout petit parti de protestation de plus, mais un parti de masse capable d'obtenir une part significative des votes. Si des socialistes gagnent des sièges après que nous avons créé un tel parti, elles et ils pourront certainement agir en tant que notre tribune au Congrès. En fait, elles et ils auront beaucoup plus de facilité pour le faire que dans cet intervalle, pendant lequel nous serons confrontés à des obstacles sérieux et légitimes, imposés en particulier par le Parti démocrate.

En tant que représentant·es d'un parti ouvrier indépendant de masse (ou parti ouvrier, ou parti socialiste, distinctions qui méritent d'être débattues), nos élu·es après ce dirty break pourront non seulement légiférer au nom de la classe ouvrière mais aussi organiser des rassemblements de masse et des événements médiatiques pour promou-

voir la plateforme du parti, mener ouvertement des combats avec les partis capitalistes et faire de l'agitation contre nos ennemis par le biais du parti et de sa presse, de même qu'encourager l'auto-activité ouvrière non électorale en amplifiant les luttes et la résistance des travailleuses et des travailleurs depuis les couloirs du pouvoir. Le monde de l'après-dirty est plein de promesses – le hic, c'est d'y arriver !

Charlie Post : Je pense que les socialistes ont été confrontés à toute une série de problèmes lorsque nous avons élu des candidats au nom du Parti démocrate. Ces mêmes problèmes se poseraient si nous essayions de présenter des candidats indépendants après avoir tenté de remporter l'investiture démocrate.

Les élus, même les socialistes les plus radicaux qui se présentent comme membres de partis indépendants, sont soumis à d'énormes pressions pour « aller en avant pour s'entendre ». En l'absence d'une lutte de masse montante et d'organisations fortes capables de contrôler leurs élus, les exigences quotidiennes liées à l'adoption de lois et à « servir les électeurs » poussent les élus à chercher des alliés parmi les élus d'autres partis pour « faire avancer les choses ». Le prix de ces accords est l'abandon de programmes radicaux au profit de programmes plus modérés et « réalistes ». Ces pressions sont toujours intensifiées en période de crise économique, comme aujourd'hui. La pression pour « relancer l'économie » (restaurer la rentabilité) a été le banc d'essai de nombreuses expériences électorales plus ou moins radicales, depuis le gouvernement socialiste français de Mitterrand dans les années 1980 jusqu'au Syriza grec en 2015.

La stratégie de la « sale rupture », avec sa longue période de travail des socialistes au sein du Parti démocrate, ne fera pas grand-chose pour atténuer ces pressions. Bien que je doute de l'affirmation selon laquelle c'est une « sale rupture » qui a permis de créer le parti des travailleurs agricoles du Minnesota dans les années 1920, cette stratégie a peu de chances de réussir aujourd'hui car les Démocrates sont encore moins « perméables » aux mouvements sociaux et ouvriers qu'ils ne l'étaient dans les années 1960 et 1970. Les Démocrates sont devenus une clique de collecte de fonds dirigée par



des comités d'élus qui n'ont pas de comptes à rendre et qui ont très bien réussi à vaincre ou à contenir les défis de la gauche depuis les années 1990. Pour dire les choses simplement, la perspective d'une « sale rupture » dans le Parti démocrate, où la gauche construit ses forces dans une organisation qui n'a aucune forme d'adhésion militante, est irréaliste.

Nous pouvons constater aujourd'hui, alors que la « sale rupture » n'est absolument pas à l'ordre du jour, que DSA n'a pas été en mesure de demander des comptes aux candidats et aux membres qui se présentent et sont élus aujourd'hui. Si des candidat·es soutenus par DSA rompent effectivement avec les Démocrates, se présentent comme indépendants après une défaite aux élections primaires et, par miracle, gagnent effectivement, comment pourrions-nous faire en sorte qu'ils agissent comme nos « tribunes » ? Le Parti démocrate n'est pas une arène où l'on peut construire une auto-organisation démocratique ou des luttes de masse tumultueuses. Et ce sont les conditions nécessaires pour garantir que les candidats indépendants ne capitulent pas devant le réalisme capitaliste.

Justin Charles : Hypothétiquement, disons que nous avons obtenu un tel succès en nous présentant en tant que Démocrates, nous leur avons forcé la main à un tel point, que l'establishment estime qu'il doit changer les règles et les lois de sorte que nous ne puissions pas continuer à le faire. Ne serions-nous pas également dans une position où nous aurions déjà la puissance nécessaire pour faire de réels dégâts en nous présentant ainsi ? N'aurions-nous pas été suffisamment nombreux à être élus pour obtenir des victoires politiques significatives ?

Je pense qu'il ne faut pas faire de fixette sur comment se présenter aux élections. Le mode de scrutin dans ce pays et le système de partis sont faits de manière à ce que les tiers ne puissent pas gagner. Si nous jouons à ce jeu, nous devons jouer pour gagner. Nous devrions continuer à présenter les socialistes sous l'étiquette du Parti démocrate avec des programmes qui parlent du monde tel que nous le voulons.

À DSA-New York, nous avons fait cela avec Julia Salazar, et elle a contribué à ouvrir la voie à une législation historique sur la protection des locataires. Nous venons d'élire quatre autres législateurs socialistes de l'État, à savoir Jabari Brisport, Phara Souffrant Forrest, Marcela Mitaynes et Zohran Mamdani. Dans le cas de Julia, elle est arrivée à Albany aux côtés de plusieurs progressistes, et je pense qu'elle leur a donné l'espace nécessaire pour légiférer d'une manière qu'ils n'auraient pas pu avoir autrement. Les récentes primaires pour les élections législatives de l'État ont permis à encore plus de progressistes d'arriver en tête, ainsi qu'un autre socialiste, que nous n'avons pas soutenu.

Je pense que les élections fédérales sont une tout autre affaire. Les élus ayant le talent et le savoir-faire d'Alexandria Ocasio-Cortez (que tout le monde appelle AOC) sont rares et le Congrès est exceptionnellement hostile à la gauche. Je pense que notre mouvement est actuellement le mieux placé pour obtenir des victoires au niveau des municipalités et des États. Là, nous pouvons adopter des lois pour faciliter des conquêtes de la classe ouvrière, pour créer un environnement qui aide la lutte des classes en étant ces tribunes du peuple dont nous avons besoin et en exposant la politique de classe pour que plus de gens la voient.

Tithi Bhattacharaya : *Où pensez-vous que nous, en tant que gauche, devrions concentrer nos énergies et nos ressources en ce moment où une pandémie fait rage et qu'une récession se profile à l'horizon ? Autrement dit, si vous vous adressez à un groupe de lycéens qui viennent d'organiser une manifestation de masse dans leur ville contre la violence policière, et qui sont déjà conscients de plusieurs sources systémiques d'oppression, sur quel sujet leur demanderiez-vous de mettre leur temps et leur énergie ?*

Meagan Day : Je leur demanderais de rejoindre une organisation socialiste, plus précisément DSA – ou s'il s'agit de lycéens, YDSA, la branche jeunesse de l'organisation. Quant à savoir sur quoi l'organisation devrait se concentrer, je pense que cela dépend des

circonstances. Il incombe à DSA d'organiser les travailleurs essentiels tout au long de la pandémie, de participer pleinement et avec enthousiasme aux manifestations de masse de cet été, tout comme il nous incombera d'être solidaires des grèves des enseignants contre la réouverture si elles ont lieu au début de l'automne, puis de se joindre aux efforts de la coalition pour obtenir l'appui de la population à l'égard des mesures visant à taxer les riches et à financer les services sociaux, lorsque ces mesures seront mises en œuvre à la fin de l'automne. Dans les mois à venir, nous devrions en particulier être à l'affût de toute possibilité d'action de masse contre le dangereux déconfinement de l'économie et contre la cruelle négligence et l'exploitation de la classe ouvrière pendant le confinement.

La politique évolue rapidement, et les socialistes organisés doivent être suffisamment flexibles pour les suivre. Il y a toujours le problème de « *courir derrière les mouvements sociaux* », c'est-à-dire la tendance des groupes socialistes, généralement marginaux, à se jeter sur ce qui est populaire et généralement de gauche (les campagnes de Bernie Sanders étaient, curieusement, l'exception !) et à ne jamais tenter d'établir leur plan d'action à l'avance. Dans cet état d'esprit, nous devons élaborer des stratégies pour concevoir, lancer et réaliser nos propres campagnes, que ce soit pour faire élire une candidate ou pour renforcer une initiative valable du mouvement ouvrier ou autre. Mais même alors, nous devons prendre ces décisions en tenant compte de l'actualité.

J'ajouterai plus concrètement que chaque fois que nous nous trouvons en position de concevoir des campagnes à partir de zéro – au lieu de simplement réagir à des circonstances changeantes et urgentes – je pense que les meilleures façons pour déployer nos efforts sont la politique électorale, dans le but de l'utiliser pour promouvoir la conscience de classe et intensifier la lutte de classe, ainsi que le mouvement ouvrier, dans le but de favoriser l'organisation et le militantisme de base. Nous devons entreprendre ces projets dans l'esprit d'un renforcement institutionnel durable. Les socialistes ne doivent pas perdre de vue les organes qui nous ont menés le plus loin dans le passé : le parti et le syndicat.

Charlie Post : La première priorité est de créer des organisations durables pour poursuivre la lutte pour la réduction du financement, le désarmement et le démantèlement de la police. Le capital et ses représentants politiques ont été pris au dépourvu par la rébellion. Ils tentent de reprendre l'initiative

en accordant des demandes peu coûteuses (retirer les statues et les drapeaux, renommer les équipes et les stades) ou en cherchant à donner à la classe moyenne de couleur une plus grande place en tant que force modératrice sur les travailleurs, tout en résistant aux demandes radicales et redistributives de réduction des budgets de la police, de financement des services sociaux, des soins de santé, des écoles et des emplois. Nous avons besoin d'une nouvelle organisation, similaire au SNCC (Comité de coordination non-violent des étudiants) dans les années 1960, qui puisse continuer à construire un mouvement social perturbateur pour la politique radicale d'abolition de la police.

La priorité suivante sera de nous organiser pour ne pas faire payer aux travailleurs la pandémie et la dépression. Ces deux crises ont frappé les personnes racisées et les femmes, qui sont surreprésentées parmi les « *travailleurs essentiels* » à bas salaires, non syndiqués et qui ont de très grandes responsabilités dans la reproduction sociale largement privatisée. Non seulement nous sommes obligés de retourner sur des lieux de travail dangereux, sacrifiant notre vie pour les profits de nos employeurs, mais il y aura des expulsions et des saisies massives et un nouveau fléau de sans-abrisme se profile à l'horizon. Dans les années 1930, les anticapitalistes ont organisé des manifestations de masse, des occupations de bureaux gouvernementaux et une résistance directe aux expulsions et aux saisies, réclamant des emplois syndiqués ou des allocations de chômage et un moratoire permanent sur le paiement des loyers et des hypothèques. Nous devons faire de même aujourd'hui.

Nous devons déployer la révolte sur nos lieux de travail. Des millions de personnes ont appris que si on fout tout en l'air, on gagne. Rien ne fait plus peur à la classe capitaliste que la perspective d'une nouvelle génération d'agitateurs multiraciaux qui réorganisent les entrepôts, les usines, les écoles, les hôpitaux et les bureaux à travers les États-Unis.

Enfin, nous avons besoin d'un nouveau parti socialiste pour organiser les socialistes dans les mouvements de masse et pour éduquer au socialisme. Un tel parti peut et doit commencer, dès aujourd'hui, à présenter des candidats indépendants pour les représentations locales et nationales, en particulier dans les régions à « *parti unique* », où nous pouvons facilement éviter les accusations de saboter l'élection. Seules les campagnes menées indépendamment des Démocrates ont le potentiel d'obliger les candidats de rendre des comptes à nos organisations socialistes, de sorte qu'ils clairon-

États-Unis

nent les revendications de notre mouvement, plutôt que « *d'aller en avant pour s'entendre* » dans les institutions.

Justin Charles : Nous devrions nous organiser contre la réouverture des écoles et pour le sauvetage des gens et des budgets partout. La pression en faveur de l'austérité sera implacable et nous devrions être à la hauteur de cette intensité en plaidant pour le financement intégral du type de société que nous voulons. Les appels à l'arrêt du financement, au désarmement et à l'abolition de la police ainsi qu'à l'investissement dans nos communautés doivent se poursuivre.

Ce que je préfère dans ces révoltes, c'est la jeunesse de chacun. Ils semblent aussi comprendre très clairement que les flics ne sont pas là pour les protéger et que nous devons transformer fondamentalement notre société. Je veux donc que ces person-

nes fassent partie d'organisations. Si je m'adressais à un groupe de lycéens qui ont organisé une manifestation de masse contre la violence policière, je les encouragerais à recommencer et à continuer à s'organiser autour des questions qui les touchent directement.

Je leur dirais de rejoindre des organisations qui se concentrent sur ces questions, là où elles existent, et si elles n'existent pas, qu'ils les construisent eux-mêmes. Je ferais de mon mieux pour qu'ils adhèrent à l'YDSA et créent des sections dans leurs écoles. Je leur dirais de s'associer à leurs parents et à leurs enseignants pour lutter contre les dangereuses réouvertures des écoles cet automne et pour financer entièrement l'apprentissage en ligne pour eux. Et je leur dirais qu'ils peuvent m'appeler à tout moment et que je ferais tout ce que je peux pour les aider.

2. Répondre et débattre

Justin Charles : Je pense que Meagan, Charlie et moi-même sommes largement d'accord sur les conditions qui ont donné naissance à cette vague actuelle de radicalisation. Sur la question d'une base électorale populaire, d'une base d'activistes de masse, et où celles-ci convergent et divergent, je n'ai pas réussi à faire comprendre que je pense que malgré certaines différences, nous avons besoin des deux. La construction d'une base d'activistes de masse implique d'engager de plus en plus de personnes qui ont souffert de la croyance dépolitisante dans l'impossibilité d'un changement transformateur et de les amener dans la lutte pour les politiser de telle sorte qu'elles croient que nous pouvons construire le monde que nous voulons.

L'exemple de DSA-New York, que Meagan et moi citons, illustre une voie vers un véritable mélange du domaine électoral et celui des mouvements de masse. Avant même que nous n'obtenions des victoires électorales, il y a une continuité. Depuis la lutte pour le réaménagement de l'armurerie de Bedford-Union et la campagne électorale de Jabari Brisport pour le conseil municipal, jusqu'à la victoire de Julia Salazar contre un lobby immobilier. C'est ce qui a permis d'obtenir une loi historique sur les droits des locataires, mais cette victoire n'a pu être remportée qu'aux côtés du mouvement des locataires pour la justice de New York, rendant possible notre contact avec Marcela Mitaynes et Phara Souffant Forrest et notre victoire aux législatives de l'État en juillet. Nous nous retrouvons maintenant avec qua-

tre des nôtres à l'assemblée à Albany, dans des circonstances désastreuses pour des milliers de locataires de cette ville, à la suite de la pandémie et de la fin de la protection contre les expulsions.

Au niveau municipal à New York, nous voyons maintenant plus de possibilités de liens de rétroactions fortes entre les luttes des mouvements radicaux et la politique électorale. Alors que nous avons vu Minneapolis et d'autres villes comme Los Angeles réduire le budget de la police en réponse à une vague d'actions de rue, notre conseil municipal a adopté un budget embarrassant. Il n'a pas réduit le financement ou le personnel de la police de New York de manière significative, faisant plutôt un tour de passe-passe en transférant l'argent de la police de New York à l'éducation... pour ce qui sera encore une police dans les écoles.

En attendant, nous assisterons à des coupes budgétaires et à des licenciements généralisés dans le secteur public de la ville, dans des services qui ont déjà souffert de l'austérité pendant des décennies. C'est ce que fait le Conseil alors que nous entrons dans le cycle d'élection du conseil municipal de 2021 et que 35 sièges se libèrent en raison de la limitation du nombre de mandats. Les candidats socialistes ont une occasion en or de présenter un argument en faveur du type de ville qu'ils veulent que New York devienne après la pandémie. S'affranchir de la violence policière raciste et investir dans les New-Yorkais sera un facteur déterminant dans ces arguments et nécessitera de tra-

vailer aux côtés des mouvements.

En réponse à la critique de Charlie concernant les campagnes pour les primaires démocrates, je dirais que les candidats de NYC-DSA en 2020, et Julia Salazar en 2018, ont directement affronté l'acteur politique le plus puissant de la ville et de l'État : le lobby immobilier. Nous avons contribué à rendre tabou pour les autres candidats de prendre l'argent de l'immobilier. Je suis d'accord avec les préoccupations concernant le contrôle des élus, mais je pense que nous pouvons minimiser ce genre de problèmes en formant les candidats issus des rangs de notre organisation et en les attirant vers nous grâce au travail que nous effectuons dans les mouvements sociaux, comme nous l'avons fait. Alors que nous entrons l'année prochaine dans le cycle électoral du conseil municipal, la lutte contre la police et son racisme profondément enraciné ainsi que contre la politique d'aménagement du territoire conduisant aux expulsions devront être au cœur de notre action.

En ce qui concerne la question de la « *sale rupture* », je pense qu'en raison des limites structurelles et juridiques de notre système électoral, nous devons nous présenter en tant que candidat·es du Parti démocrate. Je suis d'accord avec toutes les critiques que tu as à l'égard du Parti démocrate, Charlie. Le danger que les candidat·es que nous présentons ainsi soient assimilés dans l'appareil est réel. C'est pourquoi il est d'autant plus important que nous renforçons nos organisations et nos mouvements et que nous fassions en sorte qu'ils fournissent le soutien et les ressources qui leur donnent leur force.

Nous avons besoin de solides opérations volontaristes de collecte de fonds à la base. Nous devons être suffisamment forts pour qu'ils n'aient pas besoin « *d'aller en avant pour s'entendre* ». Les organisations peuvent y parvenir grâce à la démocratie interne, à l'engagement d'une base de membres actifs et au développement et à l'adhésion à un programme politique. Allons-nous appeler cela un parti ? Je ne sais pas, peut-être. Et peut-être pas.

Si nous définissons strictement un parti comme une organisation qui présente des candidats en son nom, cela m'intéresse moins en ce moment. Mais si nous parlons d'un parti dans le sens d'une organisation radicale de combat et d'élaboration, qui se construit à partir de et en parallèle aux luttes en cours pour aider à les unir entre elles afin de faire face aux pouvoirs qui maintiennent notre exploitation et notre oppression, et qui utilise les élections comme un outil pour y parvenir, alors cela m'intéresse beaucoup.

Ce type d'organisation n'a pas nécessairement besoin de ses propres candidatures aux élections pour faire son travail.

En ce qui concerne la question de savoir ce que nous devrions faire ensuite, je suis d'accord avec Charlie à peu près sur tout, sauf sur la manière dont nous devrions présenter nos candidatures. Nous avons besoin d'organisations qui peuvent continuer à s'engager dans la lutte actuelle contre la police, contre le complexe industriel carcéral dans son ensemble. Nous avons peut-être déjà cela dans des organisations comme Critical Resistance, mais je pense que nous en verrons aussi de nouvelles.

Nous devons rendre l'abolition de la police déchiffrable pour ceux qui ne la comprennent pas mais qui sont honnêtes. Nous devons faire comprendre qu'il s'agit de la présence des institutions qu'une société juste devrait avoir ainsi que de l'absence de celles qu'elle ne devrait pas avoir. Nous devons également être prêts à lutter contre l'austérité, le dangereux déconfinement de l'économie, la crise des expulsions et les retombées économiques de la pandémie qui se profile à l'horizon et nous pouvons nous tourner vers nos prédécesseurs du début du XX^e siècle pour trouver des exemples de la manière dont nous pourrions y parvenir.

Pour répondre à Meagan, je suis d'accord pour dire que nous devons marcher sur le fil du rasoir pour rester agiles et capables de répondre aux développements politiques au fur et à mesure qu'ils se présentent, tout en ayant une vision à long terme et en travaillant toujours à nos propres objectifs selon nos propres conditions. Je crois également que nous devons poursuivre notre engagement dans les campagnes électorales et le mouvement syndical.

J'ajouterai seulement qu'entre ces deux pôles, il existe de nombreuses manifestations de la lutte des classes. Beaucoup de luttes et de modes d'organisation souvent qualifiés de « marginaux » sont tout le contraire. Ils sont des composantes essentielles d'une politique ouvrière et socialiste : l'abolition et l'autodétermination, le féminisme socialiste et l'ouverture des frontières sont tous des sujets centraux de la lutte des classes. Ces dernières années, elles ont rassemblé dans la rue certains des courants les plus divers et ont posé la question du pouvoir politique.

Meagan Day : Je tiens à remercier mes interlocuteurs pour leurs contributions réfléchies et à exprimer ma gratitude à Spectre pour m'avoir invitée à participer. Il semble qu'entre nous trois, il y ait de nombreux points d'accord. En attendant, les points de



↑
Marcela Mitaynes

désaccord sont, à mon sens, des questions légitimes et urgentes qui méritent une attention soutenue et un examen attentif, ce qui est le but de cette table ronde. C'est pourquoi, compte tenu de mon temps de réponse limité, je me concentrerai sur les points de désaccord.

Je pense que Justin et Charlie accordent beaucoup trop peu d'importance au rôle de Bernie Sanders dans leur analyse de la radicalisation contemporaine. Je suis d'accord avec la contextualisation par Justin de la première campagne de Sanders dans les épisodes de résistance des vingt dernières années, mais je ne pense pas qu'il lui accorde la considération particulière que je crois qu'elle mérite. La première campagne de Sanders a marqué un départ important dans la vie politique du pays pour trois raisons distinctes mais liées.

Premièrement, elle a permis de mettre en cohérence les luttes intenses mais diffuses sur le plan politique et organisationnel des décennies précédentes. Deuxièmement, elle a mis en cohérence cette base autour d'un programme minimum de revendications populaires et a expliqué à son public de masse pourquoi nous n'avons pas ces choses : le pouvoir des milliardaires, les compagnies d'assurances, le complexe militaro-industriel et Wall Street. Troisièmement, sa campagne a orienté un mouvement à l'échelle nationale pour exiger de l'État fédéral et a représenté un moyen plausible de gagner sur ces revendications.

Occupy Wall Street et d'autres moments de révolte ont certainement injecté des politiques ouvrières perturbatrices dans le discours dominant, mais le mouvement qui les faisait avancer était souvent politiquement incohérent, à court d'infrastructures et de revendications, et plus propagandiste que stratégique. Les campagnes de Sanders sont intervenues dans cet état de fait en mar-

quant l'émergence d'un programme qui s'adressait directement aux besoins matériels de la classe ouvrière, au-delà des différences culturelles, et qui a commencé à faciliter le développement de nouvelles coalitions dépassant largement les frontières des scènes militantes et progressistes. De plus, la compétition présidentielle s'est accompagnée de conditions de victoire et de défaite claires, ce qui l'a rendue plus concrète que les mouvements de protestation qui l'ont précédée.

Au cours de la première campagne de Sanders, la perspective de taxer les riches et de redistribuer leurs richesses mal acquises pour financer les soins de santé publics et l'enseignement supérieur public est devenue une proposition vraiment crédible pour des millions de travailleurs ordinaires à travers le pays. Jusqu'à présent, le fait que la politique présidentielle ait une portée nationale fait une grande différence, et bien que je sois d'accord avec Justin pour dire que nous n'aurons peut-être pas beaucoup d'opportunités dans ce domaine dans un avenir proche, nous devrions les souhaiter.

Dans sa première réponse, Charlie affirme que le Parti démocrate a « vaincu et intégré » la première campagne de Sanders. Il s'agit là d'une sous-estimation dramatique de l'intervention de Sanders. Tout d'abord, le crépuscule de la campagne de Sanders en 2016 a inauguré un afflux important de nouveaux militant·e·s vers la politique socialiste organisée, principalement (mais pas exclusivement) marquée par la croissance rapide de DSA. Dans le contexte d'une gauche américaine historiquement désorganisée, cela a marqué un énorme élan de confiance politique et d'organisation. Ce n'est pas une coïncidence si les rangs du mouvement socialiste organisé ont commencé à gonfler à partir de sa marée basse historique dans le sillage direct d'une course

États-Unis

à la présidence qui a vu un socialiste démocratique contester sérieusement le pouvoir politique de la classe capitaliste au sein du Parti démocrate.

Si la première campagne de Sanders (comme la seconde) n'a pas remporté le pouvoir de l'État, elle a néanmoins stimulé la renaissance du mouvement socialiste organisé. En outre, en motivant et en activant politiquement les principaux organisateurs – de leur propre aveu, comme le montrent le livre d'Eric Blanc *Red State Revolt*, les pages de Jacobin et le journal de DSA *Democratic Left* – et en contribuant à une atmosphère générale de polarisation politique génératrice, accompagnée d'un fort courant anti-austérité, la campagne Sanders a contribué de manière significative à la montée en puissance du militantisme ouvrier, dont le mouvement des enseignants #RedforEd a été le fer de lance en 2018 et 2019 – la plus grande vague de grève aux États-Unis depuis quarante ans.

Je suis plus encline à être d'accord avec Justin qu'avec Charlie sur l'efficacité et le potentiel de la politique électorale. Quand Charlie dit que « *les mouvements de masse ont le potentiel de construire des organisations démocratiques durables, de contester les idées racistes et sexistes, de transformer les attitudes à l'égard du capitalisme, d'exposer la nature de l'État capitaliste et de remporter de véritables victoires* », je ne peux pas être en désaccord. Mais au cours des quatre dernières années, j'ai également vu les campagnes électorales socialistes faire chacune de ces choses à maintes reprises. Ceux qui affirment ne pas avoir été témoins de cela, je les accuserais de ne pas avoir prêté suffisamment attention aux six conseillers municipaux de DSA de Chicago, aux cinq candidate-s de DSA qui viennent de gagner un ticket pour l'assemblée à Albany afin d'y rejoindre une sixième, aux activités d'AOC, de Rashida Tlaib et d'Illhan Omar au Congrès, ou aux activités de Kshama Sawant, de l'Alternative socialiste, au sein du conseil municipal de Seattle, pour n'en citer que quelques-uns.

Il est plausible d'affirmer que l'activité électorale socialiste pourrait entraver l'activité extra-parlementaire de masse, mais un bilan des quatre dernières années démontre que dans notre conjoncture actuelle, il existe une boucle de rétroaction positive importante entre les campagnes pour le pouvoir d'État et les mouvements sociaux. J'ai donné un exemple de ce à quoi cela peut ressembler lorsque nous gagnons dans ma précédente contribution à ce débat. Mais c'est également vrai même lorsque nous ne gagnons pas. Par exemple DSA d'East Bay :

nous avons mené une campagne législative d'État que nous avons perdue fin 2018, puis nous avons rapidement réorganisé cet appareil électoral pour servir d'infrastructure et de base militante à une campagne, extrêmement ambitieuse et créative, de soutien à la grève historique des enseignants d'Oakland début 2019.

En fin de compte, il me semble imprudent d'opposer la politique électorale et non électorale, alors que nous pourrions plutôt élaborer une stratégie sur les meilleures façons d'utiliser les élections pour renforcer l'activité extra-parlementaire. C'est dans cet esprit que DSA a adopté, lors de sa convention nationale de 2019, une résolution visant à poursuivre les « *élections de lutte des classes* », avec l'intention expresse d'utiliser la politique électorale pour stimuler et renforcer l'activité non électorale.

Cela nous amène naturellement à la question du parti, qui semble être le désaccord le plus prononcé entre les trois participants à ce débat. Pardonnez-moi si je caractérise trop grossièrement, mais pour tenter de résumer, Charlie ne pense pas que le fait de présenter les socialistes avec un (D) à côté de leur nom soit une tactique ayant quelque chose à offrir au mouvement socialiste et aimerait que cette pratique cesse complètement aujourd'hui. En attendant, Justin pense qu'il est inutile de faire une fixation sur la question du sigle et que nous devrions continuer à faire campagne pour les socialistes au sein du Parti démocrate et voir où cela nous mène, en restant ouverts à la possibilité d'un réalignement comme étant la voie de moindre résistance vers un parti fonctionnel pro-travailleurs.

Pour répondre d'abord à Justin, ma position est qu'il est essentiel de plaider explicitement en faveur de la création d'un parti indépendant pour promouvoir les intérêts de la classe ouvrière. Si nous agissons en gardant ce but à l'esprit, il éclairera nos décisions stratégiques en cours de route. Je suis assez favorable à l'argument selon lequel si nous sommes assez forts pour nous séparer sans être immédiatement écrasés ou oubliés, nous sommes aussi probablement assez forts pour dominer une coalition pendant un certain temps – mais je pense que nous devrions viser plus haut que la domination fragile dans une coalition qui comprend les ennemis directs du projet socialiste.

L'organe idéal pour la lutte électorale socialiste est un parti politique qui n'est pas une coalition interclasse, explicitement. En d'autres termes, il est préférable qu'il n'y ait pas de capitalistes qui se baladent encore dans le parti, et qui tentent nécessairement de retrouver la domination (ce qu'ils seront

bien placés pour faire, puisqu'ils sont après tout la classe dominante). Je ne suis pas non plus particulièrement optimiste quant à la possibilité que la classe capitaliste quitte volontairement le Parti démocrate en réponse à la menace que nous représentons. Je m'attends à ce qu'ils jugent avec perspicacité que l'abandon de l'un de leurs deux principaux atouts politiques (les deux grands partis politiques américains) est un coup d'échec stupide. Par conséquent, je pense que nous allons finir par vouloir construire un parti séparé, lorsque les conditions seront réunies, et je crois que nous devrions essayer de créer ces conditions.

Cependant, je ne pense pas que ces conditions soient réunies pour le moment, et en fait je ne pense même pas qu'elles soient imminentes. C'est la moitié de mon désaccord avec le point de vue de Charlie. Selon moi, nous n'avons pas de circonscription électorale suffisamment importante ou politiquement cohérente – malgré les progrès considérables réalisés au cours des cinq dernières années en particulier – pour résister à l'inévitable assaut si nous refusons de nous présenter avec l'étiquette du Parti démocrate et si nous ne nous présentons plus qu'avec notre sigle à partir de maintenant.

Nous devons préparer le terrain avec assiduité, et cela passe par une politique électorale, idéalement sur une plateforme aussi large que possible, ce qui signifie souvent se présenter avec l'étiquette du Parti démocrate. Tout en prenant au sérieux les obstacles dressés par l'establishment du Parti démocrate, nous devons également prendre au sérieux la menace de dépenser notre précieuse énergie en ce moment crucial pour construire un parti séparé, pour ensuite avoir mal jugé sa viabilité et finir par le voir déperir, ses architectes mis à l'écart et démoralisés.

L'autre moitié de mon désaccord avec le point de vue de Charlie est que, bien que je pense qu'il a raison sur les nombreuses limites qu'il y a à se présenter et à gouverner en tant que Démocrate, je ne pense pas que ces obstacles soient plus redoutables que les obstacles posés par l'absence de toute présence électorale crédible. Quelque chose peut être extraordinairement difficile et en même temps la voie de la moindre résistance. Ils nous combattront ; nous nous défendrons ouvertement et profiterons de l'occasion pour expliquer la nature de classe du conflit politique et cultiver une circonscription qui peut servir de base partielle à un futur parti indépendant.

Ils chercheront à coopter et à castrer nos représentant-e-s élus ; nous chercherons à construire des institutions qui soient suffi-



samment grandes, efficaces et organisées pour que même nos représentante·s les moins fidèles (et nous devrions en fait nous efforcer d'en trouver de fidèles !) doivent tenir compte de notre position lorsqu'ils déterminent leur ligne de conduite. Ce ne sera pas facile, mais nous devons nous y atteler avec les yeux grands ouverts.

Charlie Post : Je tiens tout d'abord à remercier ma camarade co-rédactrice en chef de Spectre, Tithi Bhattacharya, pour avoir organisé ce débat, ainsi que mes co-répondants pour leurs contributions. Bien qu'il y ait des désaccords évidents entre nous, je suis impressionné par le ton très politique de cette discussion. Je suis également encouragé par le fait qu'aucun d'entre nous n'a adopté le « *moins mal* » en appelant la gauche à « *se tirer dans la jambe* » en faisant campagne pour que Biden – un Démocrate néolibéral raciste – batte Trump. J'apprécie également le fait que Justin place la radicalisation actuelle dans une perspective internationale. Trop souvent, dans notre désir légitime de nous enraciner dans la réalité de la politique américaine, la nouvelle gauche socialiste a tendance à être un peu provinciale.

Meagan rejette la distinction entre la construction d'une base militante pour la lutte de masse et la construction d'une large circonscription électorale pour les candidate·s de gauche et socialistes. Elle affirme que « *les secteurs de la gauche qui poursuivent une politique électorale populaire sont précisément ceux qui ont fait le plus de progrès vers la construction d'une base durable de militants de masse dans la période actuelle* ».

Elle met en avant la combinaison réussie par DSA de la ville de New York (NYC) entre l'élection de Julia Salazar à l'Assemblée de

l'État de New York (NYC) en 2018 et la construction d'une alliance militante avec les organisations de locataires comme preuve. Le fruit de cette stratégie a été « *la plus importante série de réformes en faveur des locataires depuis des décennies à New York* » en 2019. En outre, DSA a pu recruter des militants clés du mouvement des locataires, dont deux (Marcela Mitaynes et Phara Souffrant) font partie des quatre membres de DSA-New York qui ont remporté les primaires démocrates pour l'Assemblée de l'État de New York en 2020, garantissant ainsi leur élection dans des districts fortement pro-Démocrates.

En conséquence, affirme-t-elle, « *DSA-New York est désormais plus fortement enracinée dans les mouvements pour les droits des locataires et la justice du logement, et son opération électorale ciblée a également permis d'élire des représentants de ces mouvements. En étant élues elles pourront sans doute renforcer encore plus ce type de pollinisation croisée entre la politique parlementaire et extra-parlementaire.* »

Un examen plus approfondi de la loi de 2019 sur la garantie du logement et la protection des locataires révèle une réalité beaucoup plus complexe et contradictoire. Il est vrai que cette loi contient plusieurs réformes substantielles en faveur des locataires. Ces changements substantiels apporteront une plus grande sécurité aux millions de New-Yorkais de la classe ouvrière, en particulier les immigrants et les personnes de couleur, qui sont des locataires à loyer stabilisé.

Cependant, comme le reconnaissent même les partisans les plus enthousiastes de la réforme de 2019, la loi ne comporte pas de disposition relative aux expulsions seulement « *pour motif valable* ». Les propriétaires ne sont pas tenus de renouveler les baux, même pour les locataires qui ont régulièrement payé leur loyer ! Les propriétaires restent libres d'expulser les locataires et, dans le cas de la moitié des locataires de New York qui sont dans des appartements « *au prix du marché* », d'augmenter les loyers pour les nouveaux locataires.

L'absence de protection, même minimale, de la clause d'expulsion « *pour motif valable* » – selon laquelle les locataires ne peuvent être expulsés que pour défaut de paiement du loyer – rend les locataires de la ville et de l'État de New York vulnérables dans la période actuelle. Même la presse économique reconnaît que les États-Unis sont confrontés à un tsunami potentiel d'expulsions. Alors que le chômage de masse se poursuit au milieu de la récession/dépession

et de la pandémie Covid-19 et que le Congrès semble prêt à mettre fin à la prime de 600 dollars par semaine pour l'indemnisation du chômage, des millions de travailleurs – comme toujours sous le capitalisme, les femmes seules avec enfants et les personnes de couleur en nombre disproportionné – sont confrontés à la perspective de devoir choisir entre acheter de la nourriture et payer un loyer. Plus de 25 % des ménages locataires consacrent actuellement plus de la moitié de leur revenu avant impôt au loyer et aux services publics. Alors que même le New York libéral est prêt à mettre fin à son moratoire temporaire sur les expulsions, la réforme de 2019 ne fera pas grand-chose pour empêcher une augmentation du nombre de sans-abri à un niveau que les États-Unis n'ont plus vu depuis les années 1930.

Les organisations de défense des droits des locataires et pour le droit au logement avec lesquelles DSA a noué des relations dans le cadre de la campagne Salazar sont-elles prêtes à s'organiser efficacement contre les expulsions massives ? Les deux organisations les plus importantes impliquées dans l'obtention des réformes de 2019 sont le Metropolitan Council on Housing, basé à New York, et l'organisation Tenants & Neighbors, présente dans tout l'État de New York. Toutes deux ont une longue histoire de défense des locataires : organisation du lobbying auprès des élus de la ville et de l'État, représentation juridique des locataires et organisation de grèves de loyers autorisées par la loi (lorsque les propriétaires ne font pas l'entretien le plus élémentaire, les associations de locataires sont tenues de déposer le loyer retenu sur un compte bancaire et de payer l'arriéré de loyer lorsque le propriétaire effectue des réparations).

Malheureusement, ces organisations sont mal préparées pour mener le type d'action directe, d'organisation illégale qui sera nécessaire pour mettre fin aux expulsions dans la période à venir. Au plus fort de la Grande Dépression des années 1930, les communistes, les socialistes et d'autres radicaux ont organisé les chômeurs multiraciaux pour exiger une aide en espèces (allocations de chômage), des vêtements de secours et contre les expulsions. Le mouvement des chômeurs n'a pas eu recours au lobbying auprès des élus ou aux tribunaux, mais à l'organisation de manifestations qui se sont confrontées physiquement à la police pour empêcher les expulsions ou pour remettre les meubles et les biens des gens dans leurs appartements.

La clause d'expulsion seulement « *pour motif valable* » a été obtenue à Philadelphie en 2018 grâce à une approche très différen-

te. L'Union des locataires de Philadelphie (PTU), une organisation de base, a organisé des manifestations de rue, des grèves des loyers et des actions directes de résistance à l'expulsion pour faire pression sur le conseil municipal de Philadelphie afin qu'il adopte l'une des mesures anti-évacuation les plus strictes des États-Unis – sans aucune implication dans la machine électorale du Parti démocrate. La campagne du PTU fournit une base beaucoup plus solide pour le type de résistance aux expulsions par action directe qui sera à l'ordre du jour dans la période à venir.

Il n'y a pas moyen d'éviter, dans la pratique, les différences fondamentales entre la constitution d'un cadre militant pour des mouvements sociaux perturbateurs, et une base électorale majoritaire pour une campagne électorale dont le but est de remporter un siège, même si c'est pour le politicien le plus radical. Les mouvements exigent des actions illégales et risquées, une organisation démocratique et la construction d'une solidarité au-delà des différences de race et de sexe. Ils gagnent en fait des réformes et construisent une conscience radicale. Les campagnes électorales exigent de remporter plus de 50 % des voix dans les bureaux de vote ; elles exigent peu de contrôle de la part des participants, tendent à éviter les revendications qui divisent ou sont radicales et, en général, ne permettent pas d'obtenir des changements adéquats ni de construire une conscience radicale.

Justin le reconnaît dans son analyse des raisons pour lesquelles la campagne de Bernie pour 2020 n'a pas été aussi fructueuse que celle de 2016 : « *Le facteur clé sous-jacent est qu'une partie insuffisante de l'électorat primaire démocrate croyait qu'une grande partie de la plate-forme Sanders était politiquement possible. Bernie a perdu parce que la plupart des gens croient que le monde est tel qu'il est et qu'il ne peut pas changer de manière significative. Bernie et beaucoup de ceux qui l'ont soutenu ont parlé d'un mouvement, mais je pense qu'il n'existait pas, malgré tous ses efforts pour le construire* ».

Malheureusement, la nouvelle gauche socialiste a tiré une leçon négative de ces différences au cours de l'été. DSA, en tant qu'organisation nationale, a rencontré d'énormes difficultés pour passer d'une orientation quasi exclusive vers la politique électorale à un engagement actif dans le soulèvement multiracial antiraciste. Il a fallu des efforts concertés dans plusieurs villes par les « *personnes de couleur* » socialistes et les membres non électoraux pour que DSA lance des actions avec les militants de #BlackLivesMatter contre le racisme de la

police. Aujourd'hui, la plupart des membres de DSA semblent à nouveau s'orienter vers des campagnes électorales à bas prix plutôt que de travailler avec des militants nouvellement radicalisés pour construire de nouvelles organisations antiracistes indépendantes.

Il est clair que les socialistes peuvent utiliser les élections pour donner une expression politique aux luttes sociales et qu'ils le font – à condition que leurs campagnes soient indépendantes de nos ennemis de classe et lorsqu'ils sont responsables devant nos mouvements. Si vous pensez que le changement passe par l'obtention d'un mandat électif et que votre objectif est de gagner à tout prix, alors le recours au « *sigle du Parti démocrate* » est tout à fait logique. Toutefois, si notre objectif est de faire entendre la voix de notre classe et de ses luttes – véritable source de radicalisme et de pouvoir – nous devons reconnaître que le Parti démocrate est une machine politique capitaliste très disciplinée qui écrasera ou désamorcera constamment tout défi radical.

Justin a raison de dire que le système électoral et de partis américain pèse lourd face aux contestations des tiers. Cependant, ces défis ne sont pas et n'ont pas été insurmontables. Au début des années 1920 et au milieu des années 1930, les radicaux travaillistes et les syndicats locaux ont créé des partis travaillistes locaux et d'État (et des syndicats agricoles) qui ont remporté des élections, sans aucune période de gestation au sein du Parti démocrate ou républicain avant une « *sale rupture* ». La clé de leur succès à l'époque, c'étaient des luttes de masse dynamiques qui ont fait évoluer les consciences d'une minorité importante de travailleurs. Ça reste le cas aujourd'hui. Leur expérience du pouvoir par le biais de grèves, d'occupations et de marches de masse les a rendus prêts à « *gaspiller leur vote* » pour des candidats qui n'avaient pas de chance immédiate de succès électoral. Construire et soutenir la lutte de masse doit être la priorité de la nouvelle gauche socialiste aujourd'hui.

Finalement, je voudrais soulever ce qui semble être un dilemme pour les partisans contemporains de la « *sale rupture* ». D'une part, si les candidats DSA se présentant comme Démocrates perdent systématiquement, les camarades soutiendront qu'il est prématuré de rompre parce qu'ils n'ont pas réussi à accumuler les forces nécessaires pour un nouveau parti des travailleurs. D'autre part, si les candidats de DSA continuent à gagner, les pressions pour essayer de réformer/réorienter les Démocrates augmenteront à chaque succès électoral. Quand, alors, la « *rupture sale* » devient-elle possible ? ■

La création de Podemos dans l'État espagnol a été une importante tentative de construction d'un parti de masse anti-néolibéral et pluraliste, à gauche du social-libéralisme. Cette expérience qui a très bien commencé s'est finalement achevée très mal. Peut-être pour cette dernière raison, le titre de cet article aurait bien pu être « *Splendeur et crépuscule de Podemos... comme projet politique pour l'émancipation* ». L'objectif de cet article est d'expliquer pourquoi il a été nécessaire de le créer et pourquoi il a fallu l'abandonner. Ce qui conduit également à réfléchir sur le bilan et les leçons que l'on peut tirer de l'intervention de Izquierda Anticapitalista, aujourd'hui Anticapitalistas (1).

Podemos a pu naître parce que la gauche social-démocrate et eurocommuniste se trouvait dans une impasse après la crise de 2008. L'irruption des Indigné-e-s du 15M, le 15 mai 2011, a été le catalyseur de l'apparition de nouvelles attentes politiques dans un cadre caractérisé par l'irrésistible ascension du Parti Populaire (PP) de droite face au gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero (avril 2004-décembre 2011). Izquierda unida (IU) se montra incapable de faire front aux politiques néolibérales et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en fut un des exécuteurs. Les deux partis assumant un lourd héritage : ils ont contribué à la création du régime politique de la Transition grâce au pacte politique scellé avec les forces issues du franquisme et consacré par la Constitution espagnole de 1978. Les deux partis faisaient partie de ce régime et le PSOE en a été un des principaux piliers.

Par ailleurs, il y avait une terrible apathie et une démobilisation sociale, provoquées en premier lieu par la stratégie erronée du pacte social à tout prix (la concertation sociale) des syndicats majoritaires – Commissions ouvrières (CCOO) et Union générale des travailleurs (UGT) – mais aussi par l'incapacité des organisations minoritaires à construire une nouvelle hégémonie au sein du mouvement ouvrier, à l'exception des syndicats de classe au Pays basque – LAB (Langile Abertzaleen Batzordeak) et ELA (Eusko Langileen Alkartasuna). Cela a permis la réforme de l'article 135 de la Constitution qui a fait du paiement de la dette publique la priorité du budget général de l'État et imposé deux réformes régressives du travail : d'abord celle approuvée par le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero, aggravée ensuite par le gouvernement du Parti Populaire (PP), présidé par Mariano Rajoy (décembre 2011-juin 2018). Ces contre-réformes ont détruit les conventions collectives, restreint le rôle des syndicats dans les entreprises et entamé ou annu-

Splendeur et crépuscule de Podemos : LES RAISONS D'UN ADIEU

Par
Manuel Garí*

lé des droits importants de la classe ouvrière. Tout cela a produit une importante érosion des salaires, une augmentation des inégalités, un poids plus important des revenus du capital par rapport aux salaires dans le produit intérieur brut (PIB), un accroissement du travail précaire et une montée de la pauvreté, avec un impact particulier sur la jeunesse, pratiquement expulsée du marché du travail.

Le mouvement du 15M fut le produit de tout cela, une protestation face à la détérioration de la situation sociale et le rejet du marais politique. Cela a ouvert une fenêtre d'opportunité pour modifier substantiellement la carte politique. Podemos est venu remplir un vide et s'est présenté comme l'outil à même de créer un nouveau rapport de forces sur le terrain politique qui, s'il se consolidait, pouvait stimuler un renforcement de la mobilisation sociale et de son organisation.

Dans ce panorama, il convient de faire une exception et signaler l'importance qu'ont eue les mobilisations massives des Journées nationales de la Catalogne (tous les 11 septembre), ou des manifestations de 2014 et des 1^{er} et 3 octobre 2017 en Catalogne, qui exprimaient les aspirations nationales et l'exigence du droit à décider de tout un peuple, suscitant la plus importante fissure que l'on ait connue au sein de la trame du régime de 1978, au point de devenir son principal facteur de crise. Ce furent des moments où la gauche politique – y compris Podemos et ses alliés en Catalogne – laissa passer une occasion en or de prendre la tête du mouvement populaire de masse démocratique de ces dernières décennies dans l'État Espagnol et en disputer l'hégémonie et la direction politiques aux autres acteurs.

Mais Podemos a rapidement vieilli jusqu'à atteindre la décrépitude parce qu'il a fini par accepter le cadre et les limites de la Constitution de 1978, de l'économie de marché et de l'Union européenne comme seul horizon possible. Cela a provoqué un échec du projet de Podemos et une défaite pour la

gauche qui l'avait impulsé. Et pourtant, essayer était incontournable. Et souhaitable.

Les forces et faiblesses des Indigné-e-s dans la généalogie et la raison d'être de Podemos

L'irruption du mouvement des Indigné-e-s du 15 mai 2011 sur les places et les rues de Madrid, qui s'est immédiatement étendu à toutes les villes de l'État espagnol, y compris la Catalogne, le Pays basque et la Galice, c'est l'irruption sur la scène de la mobilisation sociale d'une nouvelle génération qui ne s'identifiait pas aux partis politiques parlementaires (« *ils ne nous représentent pas* »), était particulièrement touchée par les politiques d'austérité (« *nous ne payerons pas cette crise* »), affrontait les élites financières bénéficiaires des aides d'État pour le sauvetage du secteur bancaire (« *ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie* ») et dénonçait les limites du régime politique (« *ils l'appellent démocratie et ce n'en est pas* »).

C'était donc un mouvement à vocation anti-régime, configuré autour de demandes démocratiques radicales, qui a mis en cause le modèle bipartite concocté par le PSOE et le PP, mais également l'alternance gouvernementale – socialiste ou conservatrice – ainsi que le modèle électoral. Mais il s'est constitué aussi en tant que mouvement anti-austérité face aux politiques économiques et sociales prédatrices et contraires à la souveraineté populaire, tout particulièrement après la réforme de l'article 135 de la Constitution et les sauvetages du secteur bancaire espagnol, avec un investissement public estimé à l'heure actuelle à 65 milliards d'euros par la Banque d'Espagne. C'est pour cela que le 15M, même si c'était de façon assez basique, réclamait une autre économie, un autre modèle de société et la nécessité d'une nouvelle Constitution. C'est cela qui a été son grand apport, avec le déploiement de son énergie créatrice fondée sur l'activité des secteurs des masses. Le 15M a réussi à gagner la sympathie de la majorité de la population excédée par la période d'austérité initiée en 2008 et par la sclérose politique du système.

Le 15M a été un avertissement à

tous les partis et syndicats du système et a ouvert la voie à une mobilisation populaire soutenue par des secteurs divers (ce que l'on a appelé les marées de l'enseignement, de la santé, des travailleuses et travailleurs de la fonction publique, etc.), réalisée relativement en marge des bureaucraties et avec des formes nouvelles d'organisation et de coordination. Le mouvement 15M a généré des formes de lutte, de désobéissance, d'un type nouveau, basées sur l'assemblée comme organe de décision, qui très vite ont débordé les organisations traditionnelles. Au 15M se sont joints les activistes écologistes et féministes ainsi que des secteurs de la jeunesse qui faisaient leur première expérience politique.

Il faut signaler tout particulièrement que le 15M, grâce à sa critique du régime de 1978, a rendu possible le débat sur la nécessité d'une rupture démocratique et l'ouverture d'un processus destituant/constituant, qui, à mesure que le temps passait, a emmené Anticapitalistas et d'autres secteurs à en parler au pluriel, car on avait besoin d'un ensemble de processus constituants qu'il fallait coordonner en prenant en compte les questions nationales et pas seulement la dimension de l'État espagnol.

Mais le 15M a aussi montré les limites du mouvement social sans une expression politique et, concrètement, sans une représen-



* Manuel Garí est membre d'Anticapitalistas (section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol) et du conseil de rédaction de *Viento Sur*. Cet article a été d'abord publié sur le site de *Viento Sur* le 9 septembre 2020, puis traduit en français par le site *À l'Encontre* (nous avons repris cette traduction en la corrigeant).

1. Izquierda Anticapitalista a participé au processus de création de Podemos en 2013 et 2014 et a pris plus tard le nom d'Anticapitalistas. Puisqu'il y a une continuité politique et organisationnelle absolue entre les deux dénominations, j'utilise le nom d'Anticapitalistas dans tout l'article par commodité et pour faciliter la lecture de ceux qui accèdent au texte. Pour mieux connaître ce changement formel : <https://vientosur.info/spip.php?article9779>

État espagnol

tation électorale. En 2013, la situation politique était bloquée. Très vite, parmi les secteurs les plus avancés des activistes, un débat s'est amorcé sur la nécessité d'un outil politique. Bien que tous aient convenu qu'aucune force politique qui surgirait ne pourrait s'arroger la représentation du mouvement du 15M, il ne fait aucun doute que Podemos a bénéficié de l'esprit des Indigné-e-s.

Les dilemmes d'Anticapitalistas

Que faire ? Au sein d'Anticapitalistas le débat s'était structuré autour de trois positions au cours des mois précédant le lancement de Podemos.

- Une première était favorable à la construction d'un front de gauche ou d'une alliance tactique avec IU. Son inconvénient, c'était l'histoire récente de cette organisation, qui s'était subordonnée au Parti socialiste, tant lors des accords préélectoraux au niveau de l'État que dans le co-gouvernement en Andalousie et dans de nombreuses municipalités, sans compter également son discrédit croissant auprès de la jeunesse de gauche.

- Une autre préconisait d'impulser un front d'organisations d'extrême gauche, toutes étant petites excepté au Pays Basque et partiellement en Catalogne, très peu implantées et passablement sectaires, ce qui aurait précisément signifié pour Anticapitalistas de se situer en dehors du large courant de radicalisation massive qui avait émergé avec le 15M.

- Une troisième, défendue par la direction, proposait d'impulser un nouveau type d'initiative, car elle considérait que les structures de gauche existantes à ce moment-là se révélaient incapables d'être utiles pour faire le saut à même d'opérer le passage de la lutte sociale au plan politique. C'est cette dernière option qui a finalement obtenu la majorité.

Anticapitalistas, comme Espacio Alternativo (Espace Alternatif) qui l'a précédé, avait déjà débattu de la nécessité de soutenir la naissance d'organisations anti-néolibérales de masse, démocratiques et aptes à livrer les batailles électorales de façon complémentaire avec les luttes sociales impulsées à partir des mouvements. C'est pour cela qu'en concevant Podemos on donna une grande importance à l'idée de mouvement, structuré à partir de la base dans ce que nous avons appelé les cercles.

Contrairement à d'autres secteurs de la gauche, Anticapitalistas, qui était aussi une des rares organisations à ne pas se méfier du 15M, a été la première qui s'est posé la

question de la possibilité et de la nécessité d'opérer un saut politique. Elle considérait en effet que cette initiative politique n'allait pas impliquer un frein pour la mobilisation, qui, assurément, montrait déjà des symptômes d'épuisement, suite au blocage de l'État et à la récupération de certaines initiatives de la part des partis du régime qui commençaient à sortir de leur confusion et de leur paralysie initiale devant un mouvement de protestation aussi ample qu'inattendu. Bien au contraire, Anticapitalistas a estimé qu'il était urgent et possible de canaliser toute l'énergie surgie à la suite du 15M vers une nouvelle bataille qui débloquerait un paysage politique objectivement verrouillé. Effectivement, dans le secteur social et politique il y avait une grande puissance sans représentation. Dans ce cadre, Anticapitalistas a fort justement eu l'audace tactique d'impulser **l'initiative Podemos**, dont la portée et la nature étaient d'une telle envergure qu'elle allait mettre à l'épreuve toutes les forces et capacités de l'organisation.

Que serait-il arrivé si Anticapitalistas ne l'avait pas fait ? Nous ne pouvons pas le savoir puisque cela ne s'est pas produit. Ce que nous savons par contre c'est que les groupes de la gauche radicale qui n'étaient pas liés à Podemos se sont suicidés par sectarisme. Anticapitalistas aurait peut-être suivi la voie de l'insignifiance politique dans laquelle se sont engagés une bonne partie des groupes qui sont restés en dehors. Elle n'aurait sans doute pas démultiplié ses forces militantes et elle n'aurait pas bénéficié de la large audience qu'ont réussi à avoir ses porte-parole politiques. Son organisation ne se serait pas étendue à toutes les communautés autonomes. Et elle n'aurait pas pu organiser des rassemblements politiques de masse, autant en présentiel qu'online, comme elle les a réalisés pendant la pandémie Covid-19. Aucune de ses propositions sur la question nationale ou sur les inégalités sociales n'aurait eu l'impact médiatique qu'elles ont obtenu. Elle n'aurait pas pu marquer l'agenda politique de l'avant-garde, et ne serait pas devenue une référence idéologique et politique pour les secteurs militants les plus conscients. Elle n'aurait pas pu mener à bien l'expérience de travail auprès des institutions locales, régionales et européennes sur des thèmes anti-austérité et démocratiques en faveur des classes populaires. Sur ce point, il faut signaler que très vite Pablo Iglesias et son équipe ont obstrué, par le biais du recours à l'abus de règlements antidémocratiques, la possibilité de représentation anticapitaliste à l'Assemblée nationale, où Anticapitalistas eut une présence

limitée et seulement au cours d'une législature.

Mais ces éléments et d'autres qui sont à porter au crédit d'Anticapitalistas ne sauraient occulter deux problèmes :

- ❶ Celui déjà mentionné : le projet de Podemos a échoué et les thèses d'Anticapitalistas ont été défaites ;

- ❷ Anticapitalistas a commis de graves erreurs au cours du processus, erreurs qui ont contribué au triomphe des positions des Pablo Iglesias.

C'est pour cette raison qu'il convient de rappeler/reconstruire de manière critique l'histoire de Podemos et tirer le bilan des avancées d'Anticapitalistas pour avoir une vision d'ensemble et pouvoir comprendre également l'autre grande décision : celle de quitter Podemos et donner une impulsion à Anticapitalistas en tant que nouveau sujet politique.

Le phénomène Podemos dans toute sa complexité

La première caractéristique de Podemos c'est qu'il a repris le sentiment d'indignation existant après la crise de 2008 et la perception répandue dans toute la société qu'une minorité était sortie bénéficiaire grâce au fait qu'une majorité avait perdu – et beaucoup perdu. Et que cette question sociale était intimement liée à la question démocratique. Pablo Iglesias, le 22 novembre 2014, au moment où il était le plus radicalisé, quand les sondages donnaient Podemos comme première force politique, à partir d'un langage nettement populiste de gauche mais opérationnel pour les positions de la gauche révolutionnaire, affirmait : « *La ligne de fracture oppose à présent ceux qui, comme nous, défendent la démocratie (...) à ceux qui sont du côté des élites, des banques, du marché ; il y a ceux d'en haut et ceux d'en bas (...), une élite et la majorité.* »

Une deuxième caractéristique singulière de la naissance de cette formation politique est le rôle significatif et déterminant joué par une petite mais active organisation marxiste révolutionnaire, Anticapitalistas, dans la création et lors de la première étape du développement de Podemos. Le document de fondation « *Faire bouger les lignes, transformer l'indignation en changement politique* » autant que le programme électoral pour les élections au Parlement européen de 2014 – malgré les compromis de langage dus aux convergences de cultures différentes – reflètent l'hégémonie des approches marxistes révolutionnaires dans les réunions et assemblées de militant-e-s. De même le concours d'Anticapitalistas fut indispensable

sur d'autres terrains : conférer une légitimité à la proposition électorale face à la gauche sociale, faciliter les premiers moyens financiers, mettre à disposition du projet sa petite structure d'organisation et impulser l'organisation d'adhésions à la base, les cercles, sur quasiment toute l'étendue du territoire de l'État espagnol.

La troisième caractéristique, c'est que Podemos est né comme un parti complètement ouvert à l'incorporation de courants divers de la gauche sociale et politique, ce qui très vite s'est traduit par l'incorporation de secteurs en rupture avec IU, incapable de sortir de sa crise interne et d'offrir de nouvelles alternatives aux demandes d'une nouvelle génération de militants. Podemos a également suscité l'intérêt des mouvements sociaux, tout particulièrement parmi les secteurs de l'écologie politique et du féminisme. En outre, il a su capter l'intérêt de la génération des jeunes de vingt ans qui était étrangère à la politique.

C'étaient là les trois conditions sine qua non pour que le projet Podemos puisse se construire et être utile. Qu'il conserve sa radicalité de discours, qu'il établisse des liens organiques stables avec les secteurs ouvriers et populaires les plus conscients et les plus combatifs, et qu'il se configure en interne de façon démocratique afin de permettre la délibération, la participation des adhérents aux décisions et la coexistence créative et fraternelle de la large pluralité idéologique et politique qui était présente dès le début en son sein. Cette pluralité couvrait des aspects très divers, avec un spectre de différences plus large que celui que présentaient les trois composantes politiques principales regroupées autour de la figure de Pablo Iglesias, de celle d'Iñigo Errejón et d'Anticapitalistas, dont les porte-parole publics les plus connus étaient Teresa Rodríguez et Miguel Urbán. Dès son origine Podemos est devenu un champ de bataille interne entre ses trois âmes.

Celle qui était représentée par le courant anticapitaliste – plus large que l'organisation qui l'animait – affirmait l'importance du programme et de l'organisation dans la construction commune du nouveau parti, ainsi que la nécessité d'impulser l'auto-organisation et la mobilisation sociale, l'implantation dans le monde ouvrier et la combinaison de ces tâches avec une lente accumulation électorale et institutionnelle qui devrait se mettre au service de ces objectifs par le biais d'une relation de va-et-vient entre le parti et le peuple travailleur.

Face à cette proposition une alliance s'est constituée entre le secteur populiste de gauche d'Iñigo Errejón et le secteur de Pablo

Iglesias lors de la première assemblée citoyenne de Podemos, connue comme Vista Alegre I (d'après le nom du lieu du rassemblement). Cette alliance s'est traduite par la création d'une clique bureaucratique composée de deux fractions, en remodelage constant suivant les rapports de forces internes, qui s'est donné pour mission le contrôle absolu de Podemos. L'objectif à court terme de l'alliance étant de battre les positions marxistes révolutionnaires.

L'objectif spécifique de Pablo Iglesias était de se constituer comme le leader incontestable avec une autonomie absolue, sans expliciter d'autre projet que de parvenir à dépasser électoralement le PSOE et à gouverner rapidement. Dans ce but, il n'a pas hésité à radicaliser ou à modérer son discours selon les occasions. Il n'a jamais proposé un projet de société, un programme de gouvernement ou une stratégie à suivre. Il ne s'est même pas préoccupé des conditions ou des mesures à prendre pour affronter les attaques du capital. Il n'a pas non plus tiré de leçons de l'intervention de la Troïka dans le cas grec de Syriza. La vieille confusion réformiste entre accéder au gouvernement et avoir le pouvoir se répétait, mais avec des discours radicaux en connexion avec l'esprit de contestation du moment. Toute son action politique a été présidée – le tout accompagné d'un discours plus ou moins gauchiste – par le fait d'exercer un hyperleadership dans une imitation simpliste des aspects les moins intéressants de l'expérience bolivarienne, mais également par ce que nous pourrions qualifier d'un relativisme programmatique qui consiste à sortir des propositions d'un grand sac – ou à les faire disparaître – au gré des convenances tactiques du moment, sans aucun rapport avec un projet de société ni de stratégie pour y parvenir. Son hypothèse stratégique était que « nous sommes nés pour gouverner », c'est-à-dire accéder au gouvernement, comme une fin en soi.

Pour cette tâche, dans une première étape, Iglesias a trouvé un allié plus commode en Errejón, adepte à l'époque des thèses d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (2) qui affirmaient l'autonomie absolue de la politique et la négation du rôle joué par les classes sociales et des débats des marxistes sur l'économie concernant le mode de production capitaliste. On a alors vu, à partir de ce secteur, des discours et même des articles de presse, remplis d'un fatras abstrait sur la construction du sujet peuple par le biais de la création d'une base électorale interclassiste, idéologiquement transversale, rassemblée sentimentalement derrière un leader capable de faire en sorte que le peuple

affronte une petite minorité oligarchique. Ce qui impliquait que les catégories de gauche et de droite ou les analyses de classe étaient inappropriées, et ainsi de suite.

Errejón avait théorisé la possibilité d'une victoire électorale rapide, à laquelle il fallait tout subordonner : efficacité **versus** démocratie, hiérarchie **versus** organisation à la base dans les cercles, machine de guerre électorale (expression formulée littéralement) **versus** parti de masse, participation plébiscitaire **versus** délibération démocratique. Après la première victoire interne de la clique, les cercles ont cessé d'avoir la capacité de prendre des décisions et l'élection des dirigeants s'est réalisée en dehors des cercles, par les votes sur internet des personnes inscrites via un formulaire sur le site web. C'était le seul engagement de ces adhérents. Des élections sans débat et personnalistes. C'était un fonctionnement absolument antinomique avec celui d'un parti militant et celui d'un parti de masse organisé. Et qui rendait donc impossible que la base contrôle et révoque les dirigeants.

Ces théorisations n'ont pas entraîné de débats théoriques et idéologiques de qualité, que ce soit dans les milieux universitaires ou politiques – au-delà de ceux menés par une minorité très impliquée dans la construction de Podemos (qu'elle ait soutenu une thèse ou l'autre) – ou par ceux qui défendaient l'establishment bipartite. Les élections au Parlement espagnol de 2015 et 2016, bien qu'elles aient abouti à un résultat important pour Podemos, n'ont pas entraîné le **dépassement** électoral tant désiré. Le déclin électoral a commencé avec la quête des votes au moyen de l'abandon de toute radicalité. Le **moment populiste**-laclausien diffusé dans tout l'État espagnol par Chantal Mouffe par le biais du principal journal diffusé dans l'ensemble du pays, *El País* (3) – s'est vu réduit à sa seule dimension populiste. Les urnes ont réduit en cendres ces théorisations.

Au congrès suivant, à Vista Alegre II, en mars 2017, le secteur d'Iglesias a viré à gauche et a réalisé l'épuration du secteur d'Errejón. Le choc entre ces deux appareils bureaucratiques pour le contrôle du parti exprimait ce que Jaime Pastor et moi-même

2. Du coup, pendant un court laps de temps, les vitrines des librairies se sont remplies de leurs œuvres : E. Laclau, *la Raison populiste* ; E. Laclau et C. Mouffe, *l'Hégémonie et la stratégie socialiste* ; C. Mouffe et I. Errejón, *Construire un peuple, Hégémonie et radicalisation de la démocratie*. Ce que je ne sais pas, c'est s'ils ont vraiment eu un succès en nombre de lecteurs.

3. Chantal Mouffe, « Tribuna. El momento populista », *El País* du 10 juin 2016 : https://elpais.com/elpais/2016/06/06/opinion/1465228236_594864.html

État espagnol

avons décrit comme « *Pablo Iglesias contre Iñigo Errejón : un eurocommunisme ressuscité face au néopopulisme du centre* » (4). Selon certaines appréciations – comme celle du sociologue et membre de Podemos, Emmanuel Rodríguez – ce choc relevait de la conception de Podemos en tant que simple moyen de générer des élites, la lutte entre elles et la réalisation des aspirations de composantes universitaires d'une classe moyenne progressiste sans futur (5). Le degré d'affrontement sectaire entre les deux factions des ex-alliés à travers la presse et les réseaux sociaux avant la tenue de la seconde assemblée citoyenne a atteint de tels sommets qu'elle a failli mettre celle-ci en danger. Malgré l'atmosphère de folie générale, le congrès a pu se tenir grâce au travail et au sens de la mesure d'Anticapitalistas, ainsi qu'un journaliste, Raúl Solís, peu proche du marxisme révolutionnaire, l'a décrit dans sa chronique, s'étonnant de ce que la gauche marxiste révolutionnaire ait une attitude sensée (sic) (6). Pendant quelques mois le virage à gauche de Pablo Iglesias a été favorable à la politique d'Anticapitalistas. Mais Iglesias s'en est pris au pluralisme. Il a d'abord marginalisé Errejón, authentique Épiméthée (le Titan qui « *réfléchit après coup* ») de cette histoire, qui en découvrant le type de parti qu'il avait lui-même dessiné et ayant pu constater ce qui jaillissait de cette boîte de Pandore, a décidé de rompre pour des raisons politiques, mais surtout parce qu'il ne pouvait plus respirer dans une organisation sans démocratie. Immédiatement après, l'épuration d'Anticapitalistas a commencé, au moyen de mesures bureaucratiques.

Très vite une évolution s'est amorcée, avec des tournants à droite et à gauche de la part de Pablo Iglesias, qui revenait à ses conceptions de jeunesse et à ses racines eurocommunistes. Il a même récupéré la mémoire de Santiago Carrillo (1915-2012), le dirigeant du Parti communiste d'Espagne (PCE) de 1960 à décembre 1982, qui de concert avec Enrico Berlinguer, du Parti communiste italien, et Georges Marchais du Parti

communiste français, furent les pères de l'eurocommunisme – une nouvelle manière (comme ils l'ont dit eux-mêmes) d'accéder au gouvernement à travers le système parlementaire. Iglesias a commencé à revendiquer les bienfaits de la Constitution comme bouclier social démocratique, comme si celle-ci pouvait être découpée en tranches et que chaque article n'avait aucun lien avec les autres ni n'avait répondu à une légitimation du régime libéral postfranquiste. Sur un sujet aussi crucial, il est passé, comme cela a été analysé dans d'autres articles dans *Viento Sur*, de la remise en cause de la Constitution à sa réforme partielle « *quand ce sera possible* ».

Bien que Pablo Iglesias ait eu recours à la boîte à outils conceptuelle de Laclau, il n'en était probablement pas un disciple fidèle, mais seulement le bénéficiaire. Les théories de l'intellectuel postmarxiste s'accordaient parfaitement avec la voie électorale vers le pouvoir et au rôle prééminent d'Iglesias dans le processus. Les appels abstraits à la démocratie comme outil de transformation de la société dans le cadre des institutions de la démocratie libérale – qui ne sont pas remises en question – conduisent à l'impuissance du populisme de gauche et de l'eurocommunisme à gouverner en améliorant substantiellement, de manière durable, les conditions de vie des gens dans une situation de crise économique. Et permettent encore moins de transformer la société. Stathis Kouvelakis a raison quand il critique Laclau parce que son concept de démocratie radicale, qui exclut la rupture avec l'ordre socio-économique capitaliste et avec les principes de la démocratie libérale, suppose une autolimitation. Et il rappelle que, contrairement à ce qu'affirme Laclau, « *c'est donc bien la référence aux contradictions de classe qui agit comme un opérateur de déconstruction de l'unité réifiée du "peuple" projetée par la "raison populiste"* » (7).

Dans chacun des scrutins suivants, y compris ceux de 2019 – où Pablo Iglesias a pris la tête de la coalition Podemos et IU, Unidas Podemos (UP) – la perte en voix et en sièges est constante et accablante. Le poids et la présence dans les médias diminuent. Podemos ne marque plus l'ordre du jour politique ni les thèmes du débat public. Et le prestige de l'organisation, qui à ses débuts était au plus haut, est en chute libre dans chaque sondage d'opinion. Et c'est alors qu'a commencé la recherche désespérée d'espaces plus traditionnels de gauche et de centre-gauche pour aller chercher les voix qui manquaient. Más País, la scission d'Iñigo Errejón, obtient des résultats similaires et suit le même destin.

Si, à ses débuts, Podemos a eu une grande capacité d'attraction avec son discours contestataire et conquérant, les résultats électoraux ont transformé cet élan en l'affirmation misérable et possibiliste : « *nous sommes nés pour gouverner* ». Ce tournant s'est vu encouragé par le processus de régression de IU avec le triomphe des thèses gouvernementalistes et de subordination croissante à Podemos. UP a abandonné toute velléité de maintenir un profil propre et différencié de gauche et cela s'est concrétisé symboliquement par le fait de resserrer les rangs dans sa défense de Nadia Calviño (ex-membre de la Commission européenne, ministre de l'Économie et troisième vice-présidente du gouvernement espagnol) aussi bien face à l'Union européenne qu'en ce qui concerne les événements au sud des Pyrénées.

Les faiblesses et les erreurs d'Anticapitalistas

Le résultat de la confrontation entre réformistes et révolutionnaires au sein de Podemos n'était pas déterminé à l'avance. Mais, tout en comprenant les difficultés qu'il y avait de mener une politique anticapitaliste à l'intérieur et à partir de Podemos, il existait de réelles possibilités de le faire. Cela exigeait de sortir de la zone de confort dans laquelle sont installés tant de petits groupes et sectes de la gauche radicale qui limitent leur activité à l'auto-construction, à la dénonciation, à la mise en demeure des autres forces politiques et au propagandisme sans avoir la volonté ni la capacité de concevoir des projets politiques pour l'action des masses et en relation avec elles. Anticapitalistas osa ce pari fort, eut de l'audace et déploya son potentiel programmatique et tactique.

La tâche était herculéenne : créer en partant de rien un parti de masse dans une situation de crise sociale, mais avec peu de traditions et de culture de militantisme organisé. Ceci dans un contexte de crise du régime politique – compte tenu de la désaffection de la jeunesse et de l'ampleur du conflit catalan avec l'État central –, mais avec l'appareil d'État postfranquiste indemne, sans fissures. Avec une crise du bipartisme qui provoquait une situation d'ingouvernabilité, mais avec un Parti socialiste stabilisateur qui conservait la confiance du « *peuple de gauche* », certes diminuée mais toujours majoritaire... Dans ces conditions, la construction de l'alternative était une mission difficile. Les facteurs qui expliquent l'existence de l'espace qui s'ouvrait pour la construction de Podemos pouvaient être en même temps

4. Cet article a été traduit dans *Inprecor* n° 659/660 de janvier-février 2019.

5. Emmanuel Rodríguez, « El podemismo como problema y como ideología », *Viento Sur* (7 février 2017), <https://vientosur.info/El-podemismo-como-problema-y-como-ideologia>

6. Raúl Solís, « La cordura de los anticapitalistas de Podemos », http://www.huffingtonpost.es/raul-solis/la-cordura-de-los-anticap_b_14635506.html?Ncid=engmodushpmg00000009

7. Stathis Kouvelakis, « Contre la raison populiste – Les impasses d'Ernesto Laclau », *Contretemps* (24 juin 2019) : <http://www.contretemps.eu/raison-populiste-impasses-laclau/>

son talon d'Achille : des années de destruction et de régression de la conscience du mouvement ouvrier par exemple et l'effondrement de la gauche politique réformiste et révolutionnaire ; mais surtout le fait que la crise organique ne s'était pas encore produite. Tout cela a objectivement rendu difficile le succès du projet d'Anticapitalistas de faire de Podemos un levier pour l'émancipation.

Néanmoins, il est nécessaire de mettre en évidence certaines

erreurs et faiblesses qui, outre les difficultés objectives, ont pesé sur Anticapitalistas. Une première erreur a été d'accepter de facto le cadre étroit que la clique a imposé avec la légalisation de manière secrète et manœuvrière de statuts antidémocratiques et hiérarchiques qui accordaient la propriété juridique du parti à l'équipe Iglesias. En faisant cela, cette équipe cherchait à effacer Anticapitalistas comme étant sujet politique fondateur et à présenter ses militants comme des conspirateurs extérieurs, « *entristes* » et ennemis du projet (sic) qu'ils avaient eux-mêmes créé ! Les lectrices et lecteurs se souviennent de la photographie du rassemblement où interviennent Lénine et Trotsky, qui a été censurée et modifiée par la magie photographique de Staline pour effacer la mémoire et devenir le propriétaire de la révolution. Eh bien, quelque chose comme cela s'est passé à Podemos. Comment parler de l'attitude d'Anticapitalistas ? Aujourd'hui, il n'y a qu'une seule qualification : une confiance naïve et irresponsable.

Il y a eu une surestimation volontariste de la capacité d'action de nos modestes forces militantes organisées. Non pas tant pour structurer la réponse initiale, spontanée et massive de militant·es, que pour faire face à l'hyper-leadership construit dans les médias et au lien plébiscitaire existant (et fomenté) entre le leader charismatique et les masses dans une situation où il n'y avait pas de processus de politisation profonde, de formation de cadres, de structuration systématique du militantisme et de relations organiques avec de larges secteurs de la population de gauche. Et cela alors même qu'il existait un profond besoin de changement, de nouvelles directions et de nouveaux représentants. Ce fut un facteur déterminant pour permettre le niveau d'autonomie atteint par Pablo Iglesias dans son rôle de secrétaire général – qui s'est fait élire en dehors du reste de la direction, de manière plébiscitaire. Il a ainsi pu imposer sa dynami-



Teresa Rodríguez
(députée au Parlement
d'Andalousie)
et Miguel Urbán
(député européen) à la
tribune de Visalegre II
au nom d'Anticapitalistas

que à Podemos, écarter toute proposition de structuration démocratique et justifier toutes sortes de glissements politiques en fonction de ses intérêts conjoncturels.

C'était le temps où Podemos mit en place le « *commandement médiatique* » – comme l'a appelé Santiago Alba, essayiste et philosophe marxiste – qui, pendant une courte période, a été efficace pour révolutionner la communication politique tant sur les réseaux sociaux que dans sa relation avec les médias audiovisuels. Le tandem Iglesias-Errejón s'est approprié en exclusivité ce dispositif de parti. Face à cela, Anticapitalistas – étant donné que l'accès aux ressources de Podemos lui était fermé par le veto de la clique bureaucratique – n'a pas organisé un système de communication, aussi modeste soit-il ne serait-ce qu'à l'état embryonnaire, lui permettant d'exprimer de manière autonome ses positions dans les médias et les réseaux. Cela a constitué pendant longtemps l'une des entraves les plus lourdes qui ont pesé sur son activité.

Dans l'État espagnol le néocaudillisme s'est inspiré idéologiquement, politiquement et organiquement des expériences populistes latino-américaines, aujourd'hui en déclin. Mais la direction de Podemos a défendu sa nécessité « *conjoncturelle* » et « *instrumentale* » – feignant de le faire à contrecœur – avec le mantra de sa convenance et de son opportunité face à « *la logique électorale et communicationnelle dans la société du XXI^e siècle* ». Le problème suivant, lié au précédent et qu'Anticapitalistas n'a pas détecté à temps, c'est que ce caudillisme a très bien aggloméré les secteurs issus d'expériences poststaliniennes et les secteurs les plus dépolitisés, qui acceptaient volontiers la hiérarchisation de l'organisation dans laquelle beaucoup d'entre eux ont commencé à se désigner eux-mêmes comme des **soldats**.

Ce processus rapide de bureaucratization a été favorisé par le fait que certains secteurs militants de la gauche des mouvements sociaux, auxquels manquaient un peu

de conscience politique, ont d'abord méprisé Podemos, et au moment crucial le secteur anticapitaliste n'a pas pu compter sur leur aide. Après le succès électoral du nouveau parti, ils y ont été attirés aveuglément, tels des moustiques par la lumière – trop tard pour modifier l'organisation sur le plan démocratique. Sans direction politique, certains se sont installés dans la nouvelle situation, d'autres ont simplement cherché un emploi dans les interstices institutionnels et la

plupart ont quitté Podemos avec une grande partie de ceux qui l'avaient rejoint.

Dans cette situation, Anticapitalistas a commis une erreur au cours du congrès Vista Alegre I. Le conflit étant centré sur le modèle organisationnel, nous avons concentré nos efforts presque exclusivement sur la réponse à la question démocratique interne – une question vraiment importante – sans mettre en avant de façon suffisamment énergique la bataille pour un projet politique permettant d'agréger autour d'Anticapitalistas les courants de radicalisation existants. Une leçon à retenir pour l'avenir : établir la relation entre projet politique et aspiration à une société écosocialiste et féministe est la condition sine qua non pour construire des groupements politiques stratégiques ayant pour horizon une société post-capitaliste. Ce n'est qu'ainsi qu'il est possible de créer et d'unifier un bloc historique antagoniste. Anticapitalistas n'a pas réussi à placer cette question au centre de la construction de Podemos et cela a permis aux dirigeants de Podemos de manœuvrer et de changer de position politique à volonté et, par conséquent, de définir les objectifs en fonction de leurs intérêts immédiats.

Alors que la tâche était herculéenne, le principal problème fut qu'Anticapitalistas avait non seulement un déficit numérique, mais aussi un déficit dans son implantation sociale et, plus important encore, dans son degré de cohésion politique avant d'entreprendre le projet que proposait la direction du parti. C'est pourquoi il y a eu des départs d'un secteur moins audacieux, plus sectaire et gauchiste qui allait devenir inexistant peu de temps après. Mais il y a aussi eu des pertes d'un secteur qui réduisit ses attentes à la voie électorale et qui ne voyait plus la nécessité de l'existence de l'organisation marxiste révolutionnaire dans le cadre d'une organisation plus large.

La direction d'Anticapitalistas a fait une bonne lecture de la conjoncture qui a conduit à la conclusion de fonder Podemos,

État espagnol

mais pas suffisante en ce qui concerne les exigences politiques nécessaires pour faire un tel saut. En réfléchissant à nos tâches après Podemos, une leçon peut être tirée de cela : la nécessité d'avoir une préparation idéologique et stratégique significative du parti avant de prendre des décisions de cette ampleur. Mais comme on ne peut deviner magiquement ni prédire scientifiquement les situations dans lesquelles se présenteront de nouvelles opportunités qui permettent de réaliser des sauts qualitatifs, il est indispensable de créer, de façon consciente et planifiée, une cohérence interne supérieure à celle qui se construit au jour le jour. Cela doit constituer une tâche centrale constante qui sera d'une grande utilité pour agir à l'unisson, avec une réflexion stratégique, une habileté tactique et une créativité organisationnelle, afin que les opportunités et possibilités se transforment en forces et réalités.

Nous nous reverrons dans les luttes

Comme l'a expliqué Raúl Camargo dans une interview (8), il y a deux raisons principales au départ d'Anticapitalistas de Podemos.

D'une part, l'inexistence de vie démocratique interne dans une organisation dont les organes se réunissent ou délibèrent rarement, où la proportionnalité n'est pas respectée en ce qui concerne l'élection aux postes de direction internes ou les candidatures électorales décidées par le secrétaire général – autant de facteurs qui empêchent le développement d'une vie pluraliste de l'organisation.

D'autre part, parce que le processus d'acceptation du cadre constitutionnel du régime de 1978 et d'adaptation flexible à l'économie de marché de l'équipe Iglesias s'est accompagné d'un rapprochement avec le PSOE, qui a culminé dans la formation d'un gouvernement conjoint dans lequel Unidas Podemos (UP) joue un rôle subordonné et secondaire.

Les accords budgétaires de l'UP avec le PSOE et le programme du gouvernement de coalition ont été subordonnés aux exigences du Pacte de stabilité et de croissance. C'est

un gouvernement qui, sous l'hégémonie et la vigilance attentive de la ministre Nadia Calviño, a une politique économique et sociale déterminée par les limites fixées à tout moment par la Commission européenne, le Conseil, l'Eurogroupe ou la BCE. L'âme sociale qui inspire Podemos est indéniable, mais ses propositions, et cela a été démontré au cours de la pandémie, ont une portée limitée. Les mesures de défense des plus démunis sont nécessaires comme palliatifs mais insuffisantes. Celles ayant trait à la législation du travail ont une date d'expiration et font le pari d'un endettement encore plus grand des caisses de l'État et d'une réduction des taxes sur les profits des entreprises.

Durant la brève expérience du soi-disant gouvernement du progrès, UP a fait une cascade de concessions, renonçant même aux points du programme convenu avec le PSOE, et a silencieusement consenti à d'importants reculs politiques et à des décisions économiques régressives. L'un des prochains tests sera son attitude face à la crise flagrante de l'institution monarchique, qui ne sera pas renversée par des déclarations au sein du parlement.

Il est peu utile de regrouper « le peuple », de faire appel aux intérêts des gens, d'avoir une présence électorale ou de faire partie d'un gouvernement si ce n'est pas pour réaliser un projet qui mettra fin à leur aliénation. Ce qui, à plus forte raison, nous oblige à rappeler des catégories telles que classe sociale et exploitation ; à concevoir la majorité sociale non pas comme une somme arithmétique d'individus mais comme un agrégat algébrique de la classe des travailleurs avec tous les secteurs sociaux qui ont un compte à régler avec le système et sont capables de configurer un nouveau bloc hégémonique. En d'autres termes, concevoir le peuple comme un véritable sujet politique antagoniste et candidat au pouvoir dans tous les sens. Ceci est tout à fait différent de circonscrire les avancées à la simple occupation de quelques rares portefeuilles ministériels marginaux par une nouvelle élite de jeunes politiciens professionnels.

Podemos est devenu un appareil électoral plébiscitaire qui, bien que représentant une partie – de plus en plus réduite – de la gauche, est un obstacle au développement de l'auto-organisation populaire. D'une part, parce que sa direction a réduit la lutte politique à un combat purement institutionnel. D'autre part, parce qu'elle entretient une relation instrumentalisée avec les organisations sociales. Ceci est complémentaire et fonctionnel à l'orientation gouvernementa-

liste d'Iglesias, consistant à gouverner à tout prix et donc s'insérer dans la structure de gestion progressiste de l'appareil d'État, en limitant les tâches selon des critères possibilistes et en renonçant à l'objectif de transformation du système politique, économique et social. C'est-à-dire en assumant constamment la logique du moindre mal, comme on peut le voir en ce moment dans la gestion de la crise sociale du Covid-19.

En résumé, la radiographie actuelle de Podemos est celle d'un parti hiérarchisé dont les organes de direction n'ont pas de vie, sont identifiés au groupe parlementaire et aux membres du gouvernement. C'est un parti qui a presque complètement perdu sa base militante – celle qui se rassembla lors de sa naissance – et qui a réduit son action politique à une présence institutionnelle, qui n'a pas d'idées et de propositions transformatrices. Et son principal objet de réflexion est sa place dans la structure de l'État et dans les avatars de Podemos lui-même. Un parti qui, selon la classification faite par Antonio Gramsci dans ses *Notes sur Machiavel*, se consacre à la « *petite politique* », aux « *questions partielles et quotidiennes qui se posent au sein d'une structure déjà établie par les luttes de prééminence entre les différentes factions d'une même classe politique* » et qui a abandonné la « *grande politique* », celle qui « *traite réellement des questions d'État et des transformations sociales* ». L'erreur – contre laquelle Gramsci avait déjà mis en garde – est que « *chaque élément de la petite politique* » devient « *une question de grande politique* ».

Ce ne sont pas de bonnes nouvelles. La situation politique actuelle n'est pas favorable aux positions de gauche. Elle présente de grandes difficultés et de grands défis en l'absence de la médiation d'un parti de masse. Mais ce constat ne doit pas occulter les aspects positifs déjà évoqués : cette expérience a permis à Anticapitalistas de continuer à jouer un rôle actif dans la crise du régime de 1978, comme le souligne Brais Fernández (9). Anticapitalistas devra donc promouvoir de nouvelles alliances politiques et sociales face aux politiques d'austérité, continuer à œuvrer pour la création de nouveaux groupements anti-néolibéraux à influence de masse, comme Adelante Andalucía, promouvoir l'organisation de luttes syndicales, sociales, environnementales, féministes, de la jeunesse, en défense du service public, et être un référent idéologique et culturel dans les débats existants pour définir un nouveau projet écoféministe et social. ■

8. Aitor Riveiro, « Raúl Camargo: "El Podemos del Gobierno con el PSOE no es el original, ha evolucionado hacia posiciones más moderadas" », *El Diario* du 17 mai 2020, https://www.eldiario.es/politica/raul-camargo-podemos-gobierno-psoe_1_5963428.html

9. Brais Fernández, « Y despues de Covid-19, ¿qué hacemos? Notas para una discusión en la izquierda », *Viento Sur* (14 avril 2020), <https://vientosur.info/Y-despues-de-Covid19-que-hacemos-Notas-para-una-discusion-en-la-izquierda>

Macron et la santé :

De l'élection présidentielle à l'épidémie de Covid, trois ans de contre-réformes et de résistances

Par
Jean-Claude Laumonier*

Même Jupiter (1) peut se tromper et il lui arrive même de le reconnaître. Le 16 mai 2020, lors d'une visite mouvementée à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, Emmanuel Macron esquaissa une autocritique. Parlant de son plan « *Ma santé 2022* » il admettait : « *On a sans doute fait une erreur dans la stratégie annoncée il y a deux ans* ». Pourtant, Jupiter ne pouvant avoir tout à fait tort, il ajoutait immédiatement « *c'était une super stratégie mais à faire dix ans plus tôt* », moyen commode de renvoyer les responsabilités à ses prédécesseurs.

La pandémie de Covid-19, la prise de conscience et les mobilisations qu'elle a entraînées ont contraint le pouvoir à réajuster sa « *super stratégie* ». Il a dû répondre (partiellement) à certaines revendications. Il n'entend pas, pour autant, renoncer aux contre-réformes de la protection sociale et du système de santé et veut même exploiter la situation pour les accélérer. Tel est le bilan du « *Ségur de la santé* » (2), la grande « *concertation* » qui s'est achevée le 21 juillet 2020. Comme l'écrit très lucidement Solveig Godeluck dans le journal proche des milieux patronaux *les Échos* : « *De fait, le Ségur reprend et amplifie les grands axes de la stratégie Ma Santé 2022, dévoilée en septembre 2018 et déclinée il y a un an dans une loi, ainsi que des ordonnances et des textes réglementaires qui sont loin d'avoir été tous adoptés à ce jour* » (3).

Depuis la campagne présidentielle de 2017, qui fit accéder Emmanuel Macron au pouvoir, la santé a été un des grands enjeux de la situation politique en France. Pendant trois ans, l'affrontement s'est poursuivi entre la détermination de l'exécutif à imposer, quoi qu'il arrive, la voie de l'austérité et de la privatisation, et les résistances auxquelles il a été confronté. Cette tension a été portée à son paroxysme par l'épidémie. En France comme ailleurs, les mois qui viennent de s'écouler ont été un moment de vérité pour les politiques de santé libérales menées avec continuité par tous les gouvernements



depuis le dernier quart du XX^e siècle et qu'E. Macron entendait parachèver (4).

Présidentielle 2017 : la « *santé publique* », paravent des politiques libérales

À l'automne 2016, l'élection à la présidence de la République de François Fillon, désigné « *candidat de la droite et du centre* », semblait assurée. Le naufrage ultérieur de sa campagne, suite aux révélations sur les emplois fictifs accordés à ses proches, a fait oublier que celle-ci avait buté, beaucoup plus tôt, sur son programme de santé et de protection sociale.

Se revendiquant ouvertement de Margaret Thatcher, Fillon avait annoncé la suppression de 500 000 emplois de fonctionnaires (incluant les personnels hospitaliers), au moment même où des reportages télévisés montraient des patients attendant des heures dans les couloirs sur des brancards, aux urgences des hôpitaux et un personnel épuisé par la surcharge de travail.

Fillon avait également inscrit dans son programme la privatisation explicite d'une partie du système de santé. Il entendait réserver le financement des soins par la Sécurité sociale au « *gros risque* » (c'est-à-

dire les actes lourds et coûteux). Le « *petit risque* », c'est-à-dire les soins courants, sans hospitalisation, consultations médicales, actes médicaux et paramédicaux effectués au domicile, médicaments..., aurait relevé d'un financement par des assurances. Cela revenait à octroyer ouvertement au secteur sanitaire privé et aux assurances, la partie rentable du « *marché* » des soins, en laissant au secteur public et au financement public ce qui ne l'était pas.

* Jean-Claude Laumonier, infirmier retraité, syndicaliste, membre de la commission santé sécu social du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France), est militant de la IV^e Internationale.

1. Au début de son mandat, Macron avait présenté sa méthode de gouvernement comme « *jupitérienne* ».

2. Le ministère de la Santé se trouve avenue de Ségur, à Paris.

3. « Transformation du système de santé : Olivier Véran desserre l'étoupe sur les hôpitaux », *les Échos* du 21 juillet 2020.

4. Voir mes quatre précédents articles publiés dans *Inprecor* : « Assurance maladie et hôpital : contre-réformes libérales et droit à la santé » (n° 543/544 de novembre-décembre 2008) ; « Santé : une grande continuité dans "le changement" » (n° 588/589 de décembre 2012) ; « Le "pacte de responsabilité" : de l'austérité à la liquidation de la sécurité sociale » (n° 607/608 d'août-septembre 2014) ; « Sécurité sociale et système de santé, quand l'État organise la privatisation » (n° 623 de janvier 2016).

Ces propositions firent scandale. Mouvements d'opinion et pétitions se multipliaient. Tous les autres candidats à la présidentielle, de l'extrême droite à la gauche radicale, les dénoncèrent violemment. Elles furent désavouées y compris parmi les soutiens de Fillon qui dut réécrire, en catastrophe, la partie « *santé* » de son programme.

Macron et son équipe dont la campagne débutait, surent mieux évaluer les rapports de forces et comprendre que la santé était une question trop sensible politiquement pour être abordée en promettant « *du sang et des larmes* ». Bien que son projet n'ait pas été, sur le fond, très différent de celui de Fillon, Macron avait compris que la brutalité des annonces de son concurrent n'était pas tenable. Il mit en avant une « *stratégie de santé* » qui masquait habilement la poursuite des politiques d'austérité et de privatisation, derrière des préoccupations de santé publique. À Nevers, le 8 janvier 2017, il consacra à la santé son premier meeting de campagne en province, et prit ouvertement le contre-pied des propositions de Fillon : « *Le défi de la santé en France est l'une des principales préoccupations de nos concitoyens. Mais on n'y répond pas en déremboursant des soins ou en prétendant couper des têtes* ».

Il promettait de développer la prévention, parent pauvre du système de santé français, de lutter contre les « *déserts médicaux* » c'est-à-dire la disparition sur des territoires entiers de cabinets médicaux, de rembourser intégralement certains modèles de prothèses dentaires et de lunettes (qui l'étaient très peu) et d'améliorer « *l'efficience* » du système de santé en le « *décloisonnant* ». Il affirmait aussi prendre en compte la tension insupportable dans laquelle travaillaient les personnels hospitaliers en promettant la remise en cause du mode de financement des hôpitaux (la « *tarification à l'activité* » dite T2A) dont le but était l'amélioration, sur le mode de l'entreprise privée, de la « *rentabilité* » et de la « *productivité* » de l'hôpital.

La montagne de la « *stratégie de santé* » accouche d'une souris

Une fois l'élection gagnée, il revint à la nouvelle ministre de la Santé, Agnès Buzyn, la tâche de rendre compatibles, en les vidant

de tout contenu réel, les annonces de la campagne présidentielle avec la réalité du projet d'Emmanuel Macron, programme de diminution des dépenses publiques et de protection sociale, de démantèlement des services publics.

La « *priorité à la prévention* » trouva sa seule application concrète dans l'augmentation du nombre de vaccinations obligatoires pour les enfants. Il passa de trois à onze. Cette mesure était contre-productive dans le contexte de méfiance existant vis-à-vis des vaccinations. Elle illustre bien la conception de la « *démocratie* » du nouvel exécutif : remplacer par l'injonction et la sanction le débat contradictoire et l'effort de conviction. Dans le monde de Macron, la santé n'est pas conçue comme un bien commun à construire avec la population. Ceux qui savent et ont le pouvoir, les « *premiers de cordée* », sont là pour imposer les « *bonnes* » décisions, accompagnées d'une « *pédagogie* » condescendante et autoritaire à un peuple ignare et crédule.

L'une des très rares mesures positives du pouvoir précédent avait été l'instauration du tiers payant. Elle permettait au patient de ne pas faire l'avance des frais de consultation médicale. C'était un moyen de favoriser l'accès aux soins, alors qu'un malade sur quatre reconnaît différer ou renoncer à des soins pour des raisons financières. Déjà édulcorée par le Conseil d'État, la mise en œuvre du tiers payant fut reportée puis abandonnée définitivement, pour ne pas entrer en conflit avec les lobbies de médecins libéraux.

Le plan de lutte contre les déserts médicaux annoncé le 13 octobre 2017 n'apporta que des réponses dérisoires à ce mal de plus en plus envahissant du système de santé. Plus de 8 % de la population (soit plus de 5 millions d'habitantes) vit, en France, dans l'une des 9 000 communes où il manque des médecins généralistes et spécialistes. Dans les campagnes, mais aussi dans les quartiers populaires des villes, le manque de médecins libéraux exerçant « *en ville* » se cumule avec la disparition des services hospitaliers de proximité pour rendre l'accès aux soins de plus en plus difficile, tant pour des raisons d'éloignement que pour des raisons financières.

La seule mesure concrète cherchant à conforter l'image du « *président qui tient ses promesses* » est intervenue en 2018, avec l'instauration du reste à charge zéro, pour les modèles les moins chers de lunettes, de prothèses dentaires et auditives, très peu remboursées jusqu'à présent. La bonne nouvelle était que les patients n'avaient plus à contribuer directement à leur achat. Elle se doublait d'une mauvaise. La mesure serait largement prise en charge par les assurances complémentaires santé avec pour effet une

nouvelle augmentation des tarifs de celles-ci. C'était un nouveau pas dans le basculement du financement de la santé par les assurances.

Les lois de financement de la Sécurité sociale, vérité de la politique de Macron

Derrière l'écran de fumée de la « *santé publique* », la vérité de la politique de Macron est inscrite dans les lois de financement de la Sécurité sociale, qui fixent chaque année les recettes et dépenses de la protection sociale. Le projet annoncé de l'exécutif était de faire, au cours du quinquennat (2017-2022), 25 milliards « *d'économies* » dans la sphère sociale dont 15 sur l'assurance maladie. Sur les 3 milliards par an de restrictions imposées à cette branche de la Sécurité sociale, la moitié revenait au système hospitalier. Les frais de personnel représentant plus de 70 % de ces dépenses, ils en sont la principale « *variable d'ajustement* ».

Contre l'évidence, à l'automne 2017, Agnès Buzyn continuait de prétendre qu'il « *n'était pas question de baisser les effectifs soignants* » (5). Pourtant peu critique vis-à-vis du pouvoir, le président de la Fédération hospitalière de France (6) était contraint de lui répondre que c'était mission impossible. Il affirmait : « *On demande aux établissements de ne pas toucher à l'emploi et à l'offre de lits, tout en réalisant toujours plus d'économies* ». Après 1,1 milliard d'économies en 2017, l'effort exigé pour 2018 était encore accru : 1,6 milliard. Inéluctablement le déficit des établissements se creusait.

Quant à la remise en cause de la « *tarification à l'activité* », pivot de la transformation de l'hôpital en entreprise, elle n'a cessé d'être reportée jusqu'à aujourd'hui.

Hôpitaux, EHPAD, psychiatrie, des vagues de luttes aux fortes répercussions politiques

La détermination du pouvoir à poursuivre et faire passer à une étape supérieure les politiques libérales s'est trouvée confrontée à des résistances qu'il n'attendait pas. Malgré l'absence de toute perspective nationale de la part des fédérations syndicales de la santé, les luttes des personnels hospitaliers se sont poursuivies, étendues aux EHPAD (7) et à la psychiatrie.

Dans les hôpitaux, l'épuisement professionnel généralisé, les effets désastreux du « *management d'entreprise* », les restructurations et le manque de personnel ont continué de nourrir une multitude de grèves par services. Ainsi au CHU de Toulouse, de sep-

5. Interview à *Sud Radio* le 19 décembre 2017.

6. Organisme qui sert de chambre patronale aux directeurs d'hôpitaux publics.

7. Les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), publics et privés, accueillent les personnes âgées à un prix fort élevé.

tembre 2017 à avril 2018, pas une semaine s'est passée sans qu'un service n'entre en lutte avec, dans plusieurs cas, des succès. Dans des villes petites et moyennes, des mobilisations ont rassemblé les personnels et la population contre les fermetures des urgences, des maternités, de la chirurgie dans les établissements de proximité.

Dans les EHPAD, la grève de 117 jours du personnel de l'établissement du groupe privé les Opalines à Foucherans dans le Jura a été le détonateur d'une mobilisation qui s'est étendue dans tous les pays.

À l'automne 2017, un « rapport flash » rédigé par une mission parlementaire sur les EHPAD reconnaissait les conditions de travail des personnels « particulièrement préoccupantes tant d'un point de vue physique que psychologique » et soulignait « un taux d'absentéisme moyen de 10 % et un taux d'accident du travail de deux fois supérieur à la moyenne nationale, plus important que dans le secteur du BTP [bâtiment et travaux publics] ».

Le 30 janvier 2018 eut lieu une journée exceptionnelle de grève dans ce secteur pourtant très peu syndiqué, à laquelle se sont joints des résidents, leurs familles, ainsi que les organisations syndicales de retraités. Ensemble ils et elles dénonçaient par milliers la « maltraitance institutionnelle » dont étaient victimes les résidents et sa cause : le manque de personnel. Ils exigeaient des recrutements permettant d'atteindre le ratio d'un professionnel pour un résident (alors qu'en France il n'est en moyenne que de 0,57), l'arrêt des baisses de dotations et le maintien de tous les effectifs des EHPAD. Les contrats précaires « aidés », que l'État voulait supprimer devaient être transformés en emplois pérennes.

La réponse du pouvoir fut une nouvelle fois dérisoire : A. Buzyn annonça un plan censé créer 20 000 postes... en 7 ans (soit en moyenne moins de 3 par établissement), alors que le nombre de personnes âgées dépendantes augmente chaque année, et que les professionnels estiment les besoins à 200 000 emplois supplémentaires.

Les luttes en santé s'étendirent à la psychiatrie, elle aussi parent pauvre et maltraité du système de soins, coincé entre coupes budgétaires, management stressant et exigences sécuritaires. Les avancées des décennies précédentes vers des soins psychiques plus respectueux de la personne en souffrance, où la relation humaine jouait un rôle essentiel, ont été remises en cause au profit d'une psychiatrie du traitement rapide à coups de « protocoles » standardisés et de traitements médicamenteux permettant une sortie rapide de l'hôpital au moindre coût. Le

dispositif de soins publics et gratuits permettant de soigner, dans la ville ou le quartier, (la « psychiatrie de secteur ») a été démantelé, provoquant un nouvel afflux vers des services hospitaliers débordés, tandis que se renforçaient les pratiques de contention et d'enfermement.

Une série de grèves se sont succédé pour exiger les moyens de soigner humainement en psychiatrie. Au centre hospitalier du Rouvray, près de Rouen, après plusieurs semaines de mobilisation infructueuse, un groupe de salarié·es et de militant·es syndicaux décident d'engager une grève de la faim. En mettant leur santé en danger (plusieurs seront hospitalisés et remplacés par des collègues), ils parviennent à fédérer l'ensemble du personnel de l'hôpital, syndiqué ou non, à mobiliser largement l'opinion sur la ville, avec notamment le soutien des familles de patient·es et des cheminot·es en grève, et contraignent le ministère à satisfaire une partie des revendications. Cette victoire déclenche d'autres luttes radicales, notamment au Havre (des soignant·es sont restés « perchés » sur le toit de l'hôpital, en pleine canicule, jusqu'à la fin de la grève) et à Amiens.

La floraison des luttes de ce début 2018 montrait la possibilité de les coordonner pour imposer les exigences de tous les secteurs de la santé, alors même que le pouvoir faisait face à la longue grève des cheminots et à des mobilisations dans les universités. Le profond affaiblissement du mouvement syndical hospitalier doublé de l'absence de toute volonté de ses principales directions d'aller vers une coordination des luttes laissèrent à l'exécutif les mains libres pour manœuvrer.

Il se contenta de retarder à l'automne les annonces de son plan.

Un nouveau paysage sanitaire

Le plan Ma santé 2022 présenté le 18 septembre 2018 par Macron se situe dans la continuité des contre-réformes des gouvernements précédents (8). Il s'inscrit dans un paysage sanitaire en pleine transformation avec la montée en puissance d'un « capitalisme sanitaire ».

La diminution organisée de la part des soins remboursée par la Sécurité sociale a ouvert la voie à l'expansion et à la concentration des assurances santé privées dites « complémentaires » commerciales, « mutualistes » ou cogérées par le patronat et les syndicats. Elles sont indispensables pour accéder aux soins. Ces groupes sont désormais des puissances financières et structurent autour d'elles des réseaux de

soins concurrentiels de professionnels libéraux, d'établissements de santé, de fournisseurs de biens médicaux.

Les cliniques privées, les pharmacies, les laboratoires d'analyses, autrefois propriété des médecins, pharmaciens ou biologistes qui y exerçaient, passent eux aussi sous la coupe de groupes financiers.

Cinq groupes de cliniques (Ramsay-Générale de santé, Elsan, Médipôle-Partenaires, Vivalto-Santé et Capiro) représentent près du tiers du parc de l'hospitalisation privée. Ils sont adossés à des fonds d'investissement étrangers. Il faut y ajouter Korian et Orpea, acteurs majeurs dans les EHPAD.

Dans le domaine de la biologie médicale, douze groupes couvrent 57 % de la population française et totalisent 57 % des biologistes et 59 % des infirmières et techniciens. Le même mouvement a lieu pour les pharmacies : la fusion des groupes PHR, Pharmactiv et Réseau Santé a créé un réseau de plus de 3 300 pharmacies, soit près de 15 % de l'ensemble des pharmacies d'officine en France. Dans la région toulousaine le fonds d'investissement Five Arrows Principal Investments (banque Rothschild) a acquis la majorité du capital des pharmacies Lafayette, le rachat s'accompagnant d'un accord avec quatre banques (BNP, Société Générale, Crédit Agricole, HSBC).

Enfin le développement de la « santé numérique » a vu l'expansion de start-up, comme la plateforme de prise de rendez-vous médicaux Doctolib (9) qui en quelques années a acquis le statut de « licorne » (10).

Elle se présente comme un moyen de simplifier la prise de rendez-vous médicaux, tant pour les patients que pour les médecins auxquels le service est facturé 129 € par mois. Doctolib est en passe de devenir un intermédiaire indispensable pour accéder non seulement aux professionnels libéraux, mais aussi aux consultations hospitalières à l'AP-HP (hôpital de Paris) et dans d'autres établissements publics. En prenant le pouvoir sur l'accès aux rendez-vous médicaux, cette plateforme privée acquiert la possibilité d'orienter les choix du patient dans les soins.

8. Voir les articles précédents parus dans *Inprecor* cités en note 4.

9. Consulter à ce sujet l'article de Justin Delépine, « Doctolib bouscule les professionnels de la santé » par dans *Alternatives économiques* du 18 avril 2019 (<https://www.alternatives-economiques.fr/doctolib-bouscule-professionnels-de-sante/00089033>). Outre la Banque publique d'investissement, les actionnaires de Doctolib sont Eurazeo et Kernel, rejoints par le fonds d'investissement étatsunien General Atlantic.

10. Les start-up dont la valorisation est supérieure à 1 milliard de dollars.

Outre les dangers, souvent soulignés, de mainmise sur les données de santé (11) la porte est ainsi ouverte à une « *ubérisation* » de la médecine, médecins et professionnels de santé étant soumis aux exigences de la plateforme ou de partenaires privés de celle-ci.

Ces transformations permettent de mieux comprendre le « *virage ambulatoire* » que veut accélérer l'exécutif : de l'hôpital vers les soins dits « *de ville* ». « *L'ambulatoire* » commence à échapper au contrôle des professionnels libéraux. La tendance est à une prise de pouvoir dans ce secteur par des entreprises qui encadrent de manière de plus en plus stricte leur pratique et la soumettent à des impératifs de rentabilité.

Le plan « *Ma santé 2022* » accompagne cette réorganisation du système de santé. Pour y parvenir, l'exécutif, poursuivant l'œuvre de ses prédécesseurs, entend d'abord verrouiller les dépenses hospitalières et limiter la place de l'hôpital public ouvrant ainsi la voie au développement du marché de la santé privée. Complétant les réformes Bachelot et Touraine, un des volets de ce plan annonçait une nouvelle loi santé, accélérant les restructurations hospitalières. Ce sera la « *loi Buzyn* » votée en 2019 (voir plus loin).

La réduction de la place de l'hôpital public est censée être compensée non par le développement d'un service public hors hôpital mais par la coordination d'une « *offre* » d'acteurs publics et privés. La prise de rendez-vous sur des plateformes, les « *téléconsultations* », une meilleure coordination des acteurs au sein de « *communautés professionnelles territoriales de santé* », le regroupement des professionnels dans des maisons médicales de professionnels libéraux, la « *complémentarité* » des cliniques privées et de l'hôpital prétendent se substituer à la régression ou à l'absence du service public.

Sous l'impulsion de l'État, les soins de ville sont appelés eux aussi à se rentabiliser et à « *s'industrialiser* ». Ainsi le plan « *Ma santé 2022* » prévoit-il la création de 4 000 postes « *d'assistants médicaux* » auprès de médecins libéraux. Les praticiens bénéficiaires de cette mesure devront en contrepartie recevoir en moyenne six patientes par heure au lieu de quatre (dix minutes par patiente,

contre quinze actuellement), et leurs assistants médicaux douze patientes par heure. Cette médecine à la chaîne, par vidéoconférence, sans examiner directement le malade, ou lors d'une consultation expresse instaure une « *médecine du tri* ».

Exemple de ces pratiques : dans les régions où l'accès à un rendez-vous d'ophtalmologue prend plusieurs mois voire une année, les centres privés « *Plus belle vue* » proposent des rendez-vous rapides avec des orthoptistes qui examinent le patient. Ils sont connectés avec un ophtalmologiste en Espagne qui prescrit, le tout avec dépassement d'honoraires et refus de la couverture maladie universelle (CMU).

L'exemple de la psychiatrie illustre de manière éclairante la signification du prétendu « *virage ambulatoire* ». La psychiatrie était en effet jusqu'à présent la seule partie du système de santé français où le service public offrait une réponse globale et gratuite. Dans le cadre des « *secteurs* » psychiatriques, la même équipe publique de soins répondait aux besoins d'une population en ville (centres de santé gratuits dans les villes et les quartiers appelés CMP, centre médico-psychologique, visites à domicile, hôpitaux de jour...) et, si nécessaire, à l'intérieur de l'institution hospitalière.

L'austérité et les contre-réformes ont démantelé ce dispositif tant dans les services hospitaliers qu'à l'extérieur. Entre 2011 et 2019, plus de 600 centres médico-psychologiques ont été fermés. Le prétendu « *virage ambulatoire* » a donc d'abord consisté, en psychiatrie, à détruire le dispositif « *ambulatoire* » public.

Sur ses ruines, le pouvoir veut faire émerger une nouvelle « *offre ambulatoire* » faite de « *partenariats public/privé* » dans laquelle une fondation appelée FondaMental joue un rôle clé (12). Très liée au *think tank* ultralibéral Institut Montaigne, cette fondation est présidée par David de Rothschild (ancien PDG de la banque du même nom). Elle bénéficie d'un financement public, mais reçoit majoritairement les dons de grandes entreprises du CAC 40 (Bouygues, Pinault, L'Oréal...), de la SNCF, de cliniques privées psychiatriques (comme Clinea, filiale du groupe Orpea) ou de grands laboratoires comme Servier, Roche, Sanofi ou Lilly. On s'étonnera peu dans ces conditions que la recherche pratiquée par cette fondation soit davantage orientée vers des protocoles médicamenteux ou l'utilisation d'applications numériques pour s'assurer des bons comportements du patient, que vers la relation humaine.

Ses « *centres experts* » ou « *plateformes d'orientation et de coordination* » installés

dans des hôpitaux publics font des diagnostics et « *orientent* » les patients selon leurs évaluations vers les professionnels ou structures publiques ou privées.

Le « *virage ambulatoire* » est un virage vers plus d'inégalités de santé : une médecine de qualité, humaine, prenant le temps de l'examen et du soin restera bien sûr possible, pour celles et ceux qui en auront les moyens, qui pourront s'offrir l'assurance santé « *haut de gamme* » et les dépassements d'honoraires. La « *fast médecine* » sera le fait des contrats d'assurance « *premiers en prix* », tandis que les plus précaires et les sans-papiers, dont l'accès à l'aide médicale d'État (AME) ne cesse de se réduire, n'ont d'autre solution que les soins prodigués par les associations humanitaires et caritatives.

Toute la difficulté pour Macron et son gouvernement, comme pour ses prédécesseurs, était de faire accepter ces régressions comme une amélioration du système de santé, d'autant plus que la prétendue alternative « *ambulatoire* » n'existe que sur le papier.

Dans beaucoup de territoires ruraux ou dans les banlieues, la disparition des services hospitaliers, l'allongement des distances et des délais pour accéder à des consultations et des soins à l'hôpital, sans dépassement d'honoraires, sont bien visibles. L'alternative « *ambulatoire* » n'apparaît ni crédible ni satisfaisante, avec le développement des déserts sanitaires, sous-dotés en médecins libéraux, les barrières financières créées par les dépassements d'honoraires et la nécessité d'avancer les frais médicaux. C'est ce quotidien, vécu de plus en plus difficilement, que va porter avec force le mouvement des Gilets jaunes.

Gilets jaunes et loi santé

Pendant six mois, hors de tout cadre organisé existant, politique, syndical ou associatif, les Gilets jaunes, des milliers de salariées, actifs et retraitées, d'artisans ou « *d'indépendantes* » précaires, vivant pour beaucoup dans des villes petites et moyennes, ont occupé les ronds-points et manifesté. Ils ont exprimé, malgré une répression brutale, leur colère et leur détermination à changer leur vie et à en finir avec le mépris et le sentiment d'abandon dont ils se sentaient victimes de la part des « *élites* » dont Macron est l'expression. Les revendications concernant la santé y furent nombreuses.

Les retraitées, nombreux sur les ronds-points et dans les manifestations, s'opposaient à la hausse de la CSG (13). Cette hausse avait pour conséquence la baisse des

11. Celle-ci est déjà largement amorcée par les GAFAM, entreprises géantes du numérique, via les données recueillies par les objets connectés ou le stockage des données qui leur sont confiées. Ainsi l'hébergement de la plateforme de mise à disposition des données de santé du gouvernement français, le *health data hub*, a été attribué à Microsoft.

12. Lire à ce sujet : Mathieu Bellahsen et Rachel Knaebel, *la Révolte de la psychiatrie*, la Découverte, Paris 2020.

pensions nettes, dont le niveau restait bloqué depuis des années. Elle s'accompagnait de l'augmentation des tarifs des assurances santé « complémentaires », sans lesquelles il est devenu impossible de se faire correctement soigner.

De nombreuses femmes, exerçant des professions de santé, en particulier aides-soignantes, ont participé au mouvement des Gilets jaunes et y ont joué un rôle d'animatrices. Elles soulignaient le manque de reconnaissance et les bas salaires de ces professions.

Enfin, parmi les revendications arrivant en tête des cahiers rédigés par les Gilets jaunes, figurait le maintien ou le retour des services publics de proximité, en tout premier lieu de l'hôpital, permettant à toute la population d'accéder aux soins proches et gratuits, dans les villes petites et moyennes.

Pour sortir de cette crise, Macron prétendit avoir « entendu » le message. Il organisa un « grand débat » pour recevoir les « attentes » de la société civile. Mais pendant qu'il faisait son spectacle sur les estrades, le gouvernement organisait dans la plus grande discrétion la reprise accélérée des contre-réformes.

La ministre de la Santé Agnès Buzyn présentait en conseil des ministres, le 13 février 2019, le projet de loi santé, débattu en quelques jours et qui fut adopté définitivement avant l'été, empêchant ainsi toute discussion publique sur ses enjeux.

Ce texte s'oppose en effet frontalement aux revendications des Gilets jaunes, des comités de défense des hôpitaux et des personnels hospitaliers. Il donne au gouvernement la possibilité de modifier par ordonnances (c'est-à-dire sans aucun débat) la « carte sanitaire ». Il facilite ainsi les restructurations et fermetures d'établissements et de services. La « labellisation » de cinq à six cents « hôpitaux de proximité », présentée comme une garantie, est un leurre. Pour la loi Buzyn, « l'hôpital de proximité » n'est, en effet, rien d'autre qu'une maison de retraite médicalisée avec éventuellement quelques consultations et le cas échéant quelques lits. Il ne dispose d'aucun des services fondamentaux d'un hôpital : urgences, maternité, chirurgie. Olivier Véran, député, conseiller santé de Macron qui allait remplacer Agnès Buzyn au ministère de la Santé, le formulait sans détours : « Les hôpitaux de proximité existent déjà dans les territoires. C'est ce qu'on appelle des EHPAD, des soins de suite et de réadaptation [SSR], c'est-à-dire des hôpitaux dont [où] la moyenne d'âge est de 84 ans. Il n'y a pas d'urgences, pas de lits de médecine ». « Ils seront capables de développer une activité de médecine de proximi-

té pour éviter aux papys/mamys des territoires ruraux d'aller se taper 80 bornes pour faire la queue aux urgences », ajoutait-il.

Le vote de la loi santé fut un nouveau rendez-vous manqué pour le mouvement syndical.

Même si les délais étaient courts, le débat parlementaire aurait pu être l'occasion d'une convergence des luttes entre les personnels hospitaliers avec leurs syndicats, les Gilets jaunes et les comités de défense des hôpitaux et maternités pour le retrait du projet. Il n'en fut rien, le minimum d'information sur le contenu et les dangers de la loi santé n'ayant même pas été effectué.

De la grève des urgences aux mobilisations de l'automne 2019

Le pouvoir avait marqué un point mais, dès le mois de mars 2019, la mobilisation hospitalière rebondit, avec la longue grève des services d'urgences qui s'est poursuivie tout au long de l'année. Elle a débouché à l'automne sur des mobilisations de l'ensemble du monde hospitalier. C'est autour de cette lutte que s'est organisée la résistance à l'offensive libérale contre l'hôpital au cours de l'année 2019.

Le 18 mars 2019, suite à plusieurs agressions, le service d'urgences de l'hôpital Saint-Antoine à Paris entre en grève illimitée. Il est suivi par ceux de quatre autres établissements dont l'hôpital Lariboisière où un patient est décédé en salle d'attente, faute de prise en charge suffisamment précoce. Le collectif inter-urgences (CIU) se crée, regroupant aides-soignant·es et infirmier·es, syndiqués et non syndiqués. Lors d'une première assemblée générale, le 25 mai, il se constitue en association disposant d'une centaine de bases, en France « métropolitaine » et aux Antilles. Soutenu par SUD, la CGT et FO, le mouvement s'élargit.

Placées à l'interface entre la médecine de ville et l'hôpital, les urgences hospitalières concentrent la crise du système de santé. Le nombre de passages y a doublé (passant de 10 à 20 millions) en 20 ans.

Faute de structures publiques de santé proches et gratuites, les urgences sont souvent le seul moyen d'accéder rapidement et gratuitement à des soins. Débordées, faute de réponse adaptée « en amont », les urgences sont saturées, faute de lits et de place dans les autres services de l'hôpital « en aval » – 100 000 lits ayant été fermés dans les hôpitaux en 20 ans. Les équipes passent en vain des heures à « chercher des lits » dans les services. Les médecins et personnels soignants des urgences doivent faire face à

des situations de plus en plus invivables : attente pendant des heures des patient·es, qui s'entassent sur des brancards, avec le risque de ne pas être pris en charge à temps ; montée de la violence due pour l'essentiel à ces délais d'attente inadmissibles ; rythmes de travail et stress insupportables, avec en permanence le risque de la faute professionnelle. L'épuisement professionnel, les démissions et, dans certains cas, les suicides, en sont les conséquences.

Une nouvelle fois, la réponse du pouvoir fut le mépris et le déni. Mais contrairement à ses attentes, la grève des urgences s'est poursuivie et étendue pendant l'été. À l'automne la mobilisation s'est élargie à tout l'hôpital. Une partie du corps médical et certains soignants se rassemblent dans le Collectif inter-hôpitaux. Fait nouveau, une partie des médecins hospitaliers, des internes et étudiants en médecine entrent en lutte avec le personnel hospitalier. Syndicats et collectifs (14) exigent l'augmentation des effectifs en fonction des besoins, la revalorisation des salaires de 300 euros pour tous, l'augmentation des budgets hospitaliers (ONDAM) d'au moins 4 %.

Le 14 novembre, la grève nationale rassemblant médecins et personnels hospitaliers, à l'appel de tous les collectifs et syndicats, est très suivie. De 15 000 à 20 000 personnes manifestent à Paris, et partout en France ont lieu des mobilisations d'ampleur.

À l'approche d'un conflit majeur contre sa réforme des retraites, le gouvernement tenta alors de désamorcer la crise hospitalière par un nouveau plan, mais une nouvelle fois sans rapport avec les besoins et les revendications, et en restant dans la logique de la réorganisation du système de santé qui marginalise l'hôpital. Les mesures annoncées ne faisaient que réduire la ponction sur les budgets. Elles ne les augmentaient pas. Elles ne permettaient ni réouverture de lits ni recrutement significatif de personnel. La reprise par l'État d'un tiers de la dette hospitalière ne s'attaquait pas aux causes de celle-ci. L'attribution d'un saupoudrage de primes, sans rapport avec les 300 euros réclamés pour tous, ne faisait que diviser et mécontenter.

Neuf cents chefs de service hospitalier de toutes spécialités et de toutes régions démissionnèrent de leurs responsabilités administratives afin de « forcer le gouverne-

13. La contribution sociale généralisée (CSG) est une taxe prélevée essentiellement sur les salaires et les pensions pour financer la Sécurité sociale en remplacement des cotisations versées par les employeurs.

14. Collectif inter-urgences, Collectif inter-hôpitaux, Printemps de la psychiatrie.

ment à ouvrir un Grenelle (15) de l'hôpital public avec un vrai plan financé répondant aux besoins ».

Une partie des hospitaliers se joignit aux manifestations contre la réforme des retraites, qui les contraignait à travailler plus longtemps pour des retraites plus faibles.

Le pouvoir et les contre-réformes à l'épreuve du Covid

L'épidémie de Covid-19 a été, en France comme partout dans le monde, un moment de vérité pour les politiques de santé.

Macron avait fait de la « *prévention* » et de la « *santé publique* » des slogans électoraux. Face au Covid il fallut pourtant se rendre à l'évidence : l'exécutif n'avait rien anticipé ni préparé pour faire face à une épidémie de ce type, dont la probabilité (après les épidémies VIH, SRAS, H1N1, Ebola, Zika...) était pourtant annoncée depuis plusieurs années.

Alors que le virus se répand dans le monde, l'exécutif français a d'autres priorités : en finir avec les grèves contre la réforme des retraites qui durent depuis deux mois, faire voter le texte au Parlement et préparer les élections municipales qui se présentent mal pour lui.

La ministre Agnès Buzyn a beau annoncer le 14 février « *nous sommes prêts* », la réalité est l'absence de masques (les stocks stratégiques ont été abandonnés en 2013 pour économiser 50 millions d'euros), l'absence de tests et de matériel de protection, l'absence de lits d'hôpitaux, l'absence de candidats vaccins contre les coronavirus. Pour tenter de couvrir cette impréparation, le pouvoir tente de la justifier. Au lieu de reconnaître la pénurie, les déclarations ministérielles expliquent que les masques seraient inutiles, voire dangereux.

Sur ordre de Macron, alors que la vague du Covid arrive, la ministre de la Santé quitte son poste pour prendre la tête de la campagne du parti présidentiel pour les élections municipales à Paris.

Le mercredi 26 février, son successeur, Olivier Véran fanfaronne encore : « *Il n'y a pas d'épidémie en France, nous faisons toujours face à des cas de patients isolés* ».

Mais, dans la nuit, la réalité rattrape le pouvoir avec l'extension brutale du nombre de personnes touchées dans le département de l'Oise et le décès d'un patient. Le lendemain matin Macron se rend à l'hôpital de la

Pitié-Salpêtrière et change de ton : « *On a devant nous une crise, une épidémie qui arrive. Cela suppose de s'organiser et de l'affronter au mieux* ». Ce qui n'empêche pas le conseil des ministres extraordinaire consacré au Covid de... décider d'une procédure d'exception pour faire voter en urgence la réforme des retraites.

L'imprévision et l'aveuglement ne sont pas seulement le fait d'une absence de clairvoyance individuelle. Ils ont un fondement de classe : la priorité donnée au court terme, à la rentabilité immédiate, aux intérêts de quelques-uns sur l'intérêt de tous à long terme sont inscrits dans les gènes du capitalisme.

Face au Covid, selon l'exécutif, l'hôpital et le système de santé auraient « *tenu* ». La réalité est plus sombre. Dans plusieurs régions (l'Est et le Nord, la région parisienne), les services d'urgences et ceux de réanimation ont été débordés. Au pic de l'épidémie, il a fallu organiser des évacuations sanitaires par train et avion vers d'autres régions et des pays frontaliers (Allemagne). Si l'hôpital ne s'est pas effondré, c'est uniquement grâce à l'extraordinaire mobilisation de ses personnels, ne disposant ni des tests, ni du matériel de protection nécessaire (masques, surblouses), ni des moyens indispensables (médicaments, appareils respiratoires) pour remplir sa tâche, ni surtout des effectifs de personnel indispensables et formés. Ces personnels ont pris de très gros risques pour eux et leurs proches et ont payé un très lourd tribut. Certain·es ont perdu la vie, d'autres en garderont des séquelles sévères, et les effets à long terme du stress vécu dans cette période ne peuvent être encore aujourd'hui mesurés. Une sélection de fait des patients à sauver en priorité a été effectuée, au prix de déchirements éthiques, dans les régions les plus touchées. Au pic de l'épidémie, comme l'a établi la commission sénatoriale d'enquête, le nombre de patients âgés envoyés à l'hôpital a fortement chuté, avec une très forte perte de chance d'être sauvés.

La crise a mis en évidence tous les effets négatifs des contre-réformes libérales. La réduction des moyens de l'hôpital public, du nombre de lits et du personnel ont montré leurs conséquences. Les effets pervers de la gestion de l'hôpital public sur le mode de l'entreprise, ont été mis en relief. L'hôpital étant rémunéré selon le nombre d'actes fournis, un lit vide est un lit « *non rentable* », et le « *taux d'occupation des lits* » doit être le plus élevé possible. Pas de possibilité dans ces conditions pour faire face à des événements « *imprévus* ».

Les patients Covid n'en ont pas été les seules victimes. Pour pouvoir les accueillir,

toutes les « *activités non urgentes* » ont été annulées ou reportées. Des opérations chirurgicales nécessaires ont été déprogrammées. Des retards ont été pris dans le diagnostic et le traitement de pathologies graves comme les cancers. La possibilité d'accéder à l'IVG (interruption volontaire de grossesse) dans des délais rapides s'est restreinte. Isolées et confinées, des personnes âgées se sont laissées « *glisser* ». Des patient·es de psychiatrie, condamnés à un isolement strict et violent en institution, ou sans soins à leur domicile, ont vu leur état s'aggraver.

Les scandales d'un système de santé privé, tourné vers le profit ont été visibles dans les EHPAD. La course aux profits s'est payée en nombreux décès, pour une part évitables. Malgré des tarifs prohibitifs et des profits insolents, des groupes comme Korian sont accusés par les familles de n'avoir pas mis en œuvre les mesures indispensables à la protection des résident·es.

Les événements ont démontré de manière dramatique la nécessité d'un hôpital public, présent sur tout le territoire et disposant d'un personnel suffisamment nombreux et formé et celle d'un service de santé de proximité, public et gratuit pour assurer, dans les villes et les quartiers, la prévention, le dépistage, le suivi, l'éducation sanitaire. La nécessité de rompre avec les contre-réformes a été rendue visible aux yeux de tous. Une grande partie de la population en a pris une conscience beaucoup plus aigüe et l'a manifesté chaque soir pendant la durée du confinement en applaudissant à 20 heures les personnels hospitaliers, en leur apportant des témoignages de solidarité (repas, par exemple) sur leur lieu de travail, en essayant de leur procurer le matériel qui pouvait leur manquer.

La tentative de l'exécutif de se placer à la tête de ce mouvement en faisant des soignants les « *héros* » d'une « *guerre* » dont Macron et les siens auraient été les généraux, et en soudant ainsi « *l'unité nationale* » fut un échec. Les hospitaliers firent savoir qu'ils n'étaient pas des héros, mais des professionnels non reconnus, avec des salaires dérisoires, souhaitant disposer des moyens pour remplir leur mission. Ils n'avaient que colère et mépris pour ce pouvoir qui les contraignait à monter « *au front* » sans protection et sans moyens suffisants pour combattre le virus. Ceux qui les soutenaient chaque soir partageaient très largement ce point de vue, comme en attestent les enquêtes d'opinion.

Le 12 mars, Macron avait eu beau déclarer : « *Ce que révèle déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, [ce]*

15. Grenelle : nom donné aux négociations entre gouvernement, patronat et syndicats (rue de Grenelle) lors de la grève générale de Mai 1968.

ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe (...). Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ». Ces paroles de circonstance furent immédiatement démenties par les actes.

Obligé, au plus fort de la crise, de desserrer l'étau budgétaire et gestionnaire sur l'hôpital « *quoi qu'il en coûte* », le pouvoir monta très rapidement, une fois le pic de l'épidémie passé, qu'il n'avait pas l'intention de rompre avec les contre-réformes. Au prix de concessions et d'ajustements inévitables il entendait même, comme il le faisait depuis trois ans, utiliser cette crise pour en accélérer le rythme.

Pour « *solde de tout compte* », une prime unique de 500 euros pour les uns, de 1 500 euros pour « *les plus exposés* » fut annoncée aux hospitaliers et étendue au personnel des EHPAD. Progressivement, les directeurs et l'encadrement reprirent en main le management et la gestion comptable des établissements. Les effectifs provisoires de personnel venus soutenir les équipes, ne furent ni pérennisés ni remplacés, alors que la période des congés, toujours difficile, approchait. Le sentiment que « *le jour d'après* » serait semblable à celui d'avant, en pire, se répandit dans les établissements.

Tentant de détourner le sens de l'élan de solidarité, le pouvoir commença à instiller l'idée d'un recours à la charité pour financer les dépenses supplémentaires de l'hôpital. « *Tous unis contre le virus* » – une fondation rassemblant la Fondation de France, les hôpitaux de Paris et l'Institut Pasteur – fit appel aux dons. D'autres hôpitaux lancèrent eux aussi des appels pour leur fournir le matériel qui leur manquait. Dans un but nullement désintéressé, l'avionneur Dassault, le groupe de produits de luxe LVMH ou le pétrolier Total s'empressèrent de répondre à la sollicitation de cette « *nouveauté* » bien archaïque qu'est le financement de l'hôpital par les « *bonnes œuvres* ».

Dans le même esprit, le Parlement vota un projet de loi autorisant le don d'une journée de congé par les salariés pour permettre de financer les vacances des personnels hospitaliers.

Le « *Ségur* » : des concessions pour continuer comme avant

Au sortir du confinement, le pouvoir dut toutefois se rendre à l'évidence : il ne suffirait pas d'une prime et d'une médaille distribuée aux hospitaliers à l'occasion du 14 Juillet pour calmer leur colère et répondre aux attentes de la société. Il décida donc

d'organiser ce qu'il avait toujours refusé jusqu'à présent : une grande négociation sur l'hôpital et le système de santé, le « *Ségur de la santé* ».

Pendant plusieurs semaines ces discussions, par vidéoconférence sous la présidence de l'ancienne secrétaire de la confédération syndicale CFDT, Nicole Notat, furent des palabres sans aucun contenu, que seule la fédération SUD-Santé-Sociaux eut le courage de dénoncer en claquant la porte.

Mais pendant que le « *dialogue social* » tournait à vide, les mobilisations de soignantes et de leurs soutiens se multipliaient. Des mardis et jeudis de la colère devant les hôpitaux et dans les rues, rassemblant des centaines de participantes à Paris et en province avaient lieu chaque semaine.

Le 16 juin, fut une démonstration de force, à l'appel de tous les collectifs, syndicats, comités de défense des hôpitaux, auxquels se sont joints des Gilets jaunes. 180 000 personnes dans plus de 220 rassemblements dans le pays, dont 20 000 à Paris, se sont mobilisées dans les hôpitaux, où la grève a été très suivie, et ont manifesté. Il y avait, pour l'exécutif, urgence à éteindre l'incendie. Un embrasement du monde de la santé, avec le soutien du grand mouvement de solidarité avec l'hôpital qui avait accompagné l'épidémie, aurait changé la situation politique en donnant un contenu concret à l'aspiration à un « *monde d'après* ».

Le ministre Véran, absent jusqu'alors du Ségur, fut contraint de revenir à la table des négociations, avec des propositions chiffrées et financées. Jour après jour, pour obtenir un accord des syndicats les plus adeptes de la signature, le gouvernement dut faire concession sur concession, pour atteindre la somme de 8,2 milliards d'euros affectée à l'augmentation des rémunérations du personnel et des médecins : 183 euros net par mois en deux fois pour le secteur public, 160 euros pour le secteur lucratif. Cela reste encore loin des « *300 euros pour toutes et tout de suite* », qui auraient remis les salaires dans la moyenne de l'OCDE et permis de rattraper 20 ans de décrochage par rapport à l'inflation.

Mais ces concessions importantes, résultat du rapport de force, avaient une contrepartie.

La revendication principale, la formation et le recrutement massif de personnels hospitaliers qui était au cœur de toutes les mobilisations pour redonner sa place à l'hôpital public et permettre au personnel de travailler dans de bonnes conditions, n'a reçu qu'une réponse dérisoire. Les syndicats signataires de l'accord (CFDT, FO, UNSA) ont

dû accepter une nouvelle détérioration des conditions de travail par l'aggravation de la flexibilité : remise en cause de fait des 35 heures, forfait mensualisé d'heures supplémentaires, réduction à 11 heures de la durée de repos quotidienne. L'accord prévoit des négociations par établissement, faisant éclater le cadre national de la fonction publique et renvoyant à des rapports de force locaux, souvent défavorables. Alors qu'il aurait fallu au moins 120 000 créations de postes dans les hôpitaux et 200 000 dans les EHPAD, il n'est question que de 15 000 postes dont ni le calendrier ni le financement ne sont précisés. La réouverture des lits nécessaires se limite à la possibilité de rouvrir 4 000 lits temporairement, « *à la demande* » – moins que la suppression permanente de lits : 4 200 lits au cours de la seule année 2018.

Au prix de concessions sur les salaires, le pouvoir entend ainsi préserver l'essentiel pour lui : poursuivre dans la voie du déclin de l'hôpital public, du basculement vers « *l'ambulatoire* » privé et l'hospitalisation privée, tout en imposant au personnel hospitalier des conditions de travail encore plus dures.

Deuxième vague, marée blanche et alternative anticapitaliste

Au moment où ces lignes sont écrites, l'épidémie se poursuit dans le monde et rebondit en France. La question n'est pas de savoir s'il y aura une « *deuxième vague* », mais quelle sera son ampleur et à quel point elle sera supportable pour un système hospitalier épuisé par des années de restrictions et la tension des derniers mois.

L'augmentation – « *exponentielle* » selon les termes officiels – du nombre de cas et de foyers épidémiques en cette fin août 2020 montre que l'épidémie reste pour l'instant hors de contrôle et le « *nous sommes prêts* » d'Olivier Véran n'est guère plus crédible que celui d'Agnès Buzyn en février. Les files d'attente interminables, les délais de plusieurs jours pour faire un test, puis obtenir les résultats, montrent qu'on est encore très loin des besoins en la matière. Dans les hôpitaux et les EHPAD, la situation risque de redevenir critique avec une remontée, même modérée, du nombre de patients arrivant aux urgences et en réanimation. L'épuisement des équipes reste partout la règle. Le 16 août, à Laval, dans un département (Mayenne) où le virus circule fortement, le service chargé d'accueillir les patients atteints du Covid s'est mis en grève, épuisé faute de renforts. À Saint-Brieuc, les médecins urgentistes se sont mis en grève.

L'absence de toute perspective d'amélioration des conditions de travail au lendemain du Ségur, alors qu'il faudra vivre avec le virus pendant encore des mois ou des années ne permet pas aux hospitaliers d'envisager l'avenir avec optimisme. La seule voie possible dans ce contexte est celle de la mobilisation, portée par la prise de conscience et le soutien de la société qui a saisi les enjeux et fait

du droit à la santé une question politique.

Face à un pouvoir bien déterminé, dans ce domaine comme dans les autres, à poursuivre dans la même voie, la perspective pour les anticapitalistes reste la construction d'une « marée blanche » des personnels hospitaliers, soutenus par la société mobilisée pour défendre l'hôpital public et un système public de santé financé par la Sécurité

sociale, pour faire de la santé un bien commun accessible à toutes et tous. Un combat en lien avec l'ensemble des mobilisations sociales pour une issue écosocialiste, face à une crise sanitaire, économique, écologique qui n'en est qu'à ses débuts. ■

Le 31 août 2020

Notes de lectures

Un agenda ultralibéral et autoritaire

« Comment et pourquoi un médiocre parlementaire d'extrême droite, nostalgique de la dictature militaire, ouvertement raciste, misogyne et homophobe a-t-il pu se hisser à la tête du plus grand pays d'Amérique latine ? » Dans son éditorial Laurent Delcourt analyse les « ressorts et conséquences d'une révolte à rebours ». Il revient sur le cycle ininterrompu de croissance économique et de développement social et l'enlèvement socio-économique, le mouvement de protestation du printemps 2013 : « le pays est le théâtre d'un mouvement de contestation sans précédent qui fait descendre des centaines de milliers de jeunes Brésiliens dans la rue. Péle-mêle, les manifestants dénoncent la hausse des tarifs de transport, la flambée du prix du logement, les dépenses excessives consenties par le pays pour organiser la Coupe du monde (2014), réclament de meilleurs services publics et dénoncent la corruption ».

C'est le « virage libéral et vers plus d'austérité », assumée par la « gauche » au gouvernement, qui « ne fait qu'aggraver les effets de la crise qui efface les gains économiques engrangés durant la décennie précédente ». Les pots-de-vin et le financement illégal des partis, l'explosion de la criminalité, favorisent la « montée en puissance et l'articulation de nouvelles droites militantes »...

Il insiste sur le nouveau cycle de mobilisations entre 2014 et 2016, sa coloration proprement conservatrice. Il me semble important de comprendre l'enjeu et les significations de l'utilisation de la rue et d'un répertoire d'actions – anciennement ancré dans la gauche – par la droite et l'extrême droite.

L'éditorialiste revient sur les contre-réformes de Michel Temer, « plafonnement des dépenses publiques pour une durée de vingt ans, révision du code du travail et des retraites,

privatisations, coupes budgétaires dans les secteurs de la santé, de l'enseignement et les programmes sociaux, etc. », et sur l'effondrement des « droites traditionnelles ». C'est l'ascension de Jair Bolsonaro, qui « se présente alors comme le candidat de la "rupture", le sauveur d'une "nation" en danger. Ses violentes charges contre le PT, qu'il accuse d'avoir "brisé le pays", ses promesses d'en finir avec la corruption et la criminalité, de débarrasser les institutions, le secteur culturel, les organismes publics ou les universités de l'influence de la gauche, et ses appels à préserver la famille contre les "ravages" de la théorie du genre et du marxisme culturel lui valent bientôt le soutien de très larges secteurs. »

« Évangéliques, catholiques conservateurs, militaires, ruralistes (propriétaires terriens et acteurs de l'agrobusiness), personnel des secteurs de la sécurité appuient sa candidature. Et, une bonne partie des classes moyennes blanches du Sud – et même des couches populaires – finissent par s'identifier à l'ex-capitaine dont elles partagent en grande partie les frustrations ».

L'éditorialiste poursuit avec le « néolibéralisme autoritaire », la place de l'extrême droite et celle des militaires, celle de l'« Église universelle du royaume de Dieu », les réductions budgétaires à l'exception du domaine des « politiques de sécurité », la soumission des « politiques environnementales aux intérêts économiques de l'agro-industrie et géostratégiques des forces armées », le détricotage des « mécanismes légaux de protection de l'environnement et des peuples indigènes », le maillage du territoire par la mobilisation de « milices virtuelles », l'explosion des inégalités et de la pauvreté, la suspension de fait de la campagne contre la corruption, les annonces sinistres et les effets mortifères dans le contexte de la pandémie de coronavirus, l'impuissance de la « gauche » et la responsabilité du PT. « Déjà, gronde la rumeur d'une possible destitution. Si tel est le cas, il

convient toutefois de ne pas crier trop vite victoire. C'est que les conditions qui ont favorisé son ascension sont toujours réunies. Et que les forces conservatrices qui l'ont propulsé au pouvoir – les militaires en particulier – se tiennent déjà prêtes à prendre leur tour. »

Esther Solomo Gallego souligne la résurgence d'un courant conservateur « enraciné dans la société brésilienne, qui interprète la crise actuelle non pas comme une crise du néolibéralisme renforcée par l'héritage raciste et colonial, mais comme une crise de valeurs, provoquée par l'influence grandissante de la gauche, des féministes et des gays ».

Luis Felipe Miguel aborde plus particulièrement la stratégie du PT et son évitement des confrontations, les courants de l'extrême-droite brésilienne « le "libertarianisme", le fondamentalisme religieux et le recyclage de l'ancien anticommunisme », l'opposition entre la so-disant liberté individuelle et l'égalité, la réification de la séparation entre la politique et l'économie, les « vérités » qui annulent « toute possibilité de débat », la sélectivité de la révolte contre la corruption (ici comme ailleurs, il est des corruptions – déguisées sous d'autres noms – valorisées par les néolibéraux), la volonté d'éradiquer les outils de « solidarité sociale », les visions conspiratrices (qu'une partie de la gauche et de la gauche radicale partagent malheureusement)...

Rosa Maria Marques analyse le durcissement néolibéral, les projets économiques de Jair Bolsonaro : la défense du marché, la place de l'Etat, la comparaison entre comptes publics et comptes d'une famille, les présentations inventives des réalités du budget et de la dette, la contre-réforme du droit du travail, l'économie informelle, les secteurs du pétrole et de la construction, les mouvements de capitaux, la contre-réforme de l'enseignement supérieur, la militarisation de l'école primaire, la contre-réforme des retraites, le programme de privatisation «

jusqu'aux prisons et aux parcs »...

Edson Teles discute des violences policières, de la « logique du combat contre l'ennemi intérieur », des violences physiques et des homicides et féminicides, de la violation des droits des populations, du racisme et du sexisme, de la discrimination comme norme des pratiques sociales, de la production de la peur, de la militarisation de la vie et des stratégies de guerre, de la construction symbolique de l'ennemi et « la célébration de la puissance purificatrice et pacificatrice de l'État »... Et des résistances : « l'émergence d'une infinité de collectifs anticorruptifs, féministes (féminisme noir) »...

Dans un dernier texte – *Que faire maintenant, Brésil ?* – Boaventura de Sousa Santos propose des pistes pour s'extraire de la « pourriture rance, dégageant la puanteur la plus pestilentielle et se présentant aujourd'hui comme le parfum même de la nouveauté et de la candeur ». L'auteur revient sur les causes de la dictature de 1964-1985, la constitution de 1988 « imprégnée d'un profond esprit de démocratisation qui n'a jamais été pris au sérieux par les élites brésiliennes », la continuité en matière d'alignement géostratégique, l'absence de réforme radicale de la possession/utilisation de la terre, les interventions papales de Jean-Paul II pour se débarrasser « du potentiel émancipateur de la théologie de la libération » qui ont permis « au vide qui s'est formé dans les périphéries pauvres d'être comblé par la théologie dominante de la prospérité », les recommandations néolibérales et leurs applications dans le sous-continent... Il souligne que « Jair Bolsonaro n'est pas un créateur, mais plutôt une créature. La paralysie frappant la société politique progressiste et organisée remonte à très loin ».

Didier Epsztajn

* *Alternatives Sud, Le Brésil de Bolsonaro : le grand bond en arrière*, Centre Tricontinental, Éditions Syllepse, Bruxelles-Paris 2020, 13,00 €.

La crise déclenchée par la pandémie et l'économie politique de l'UE

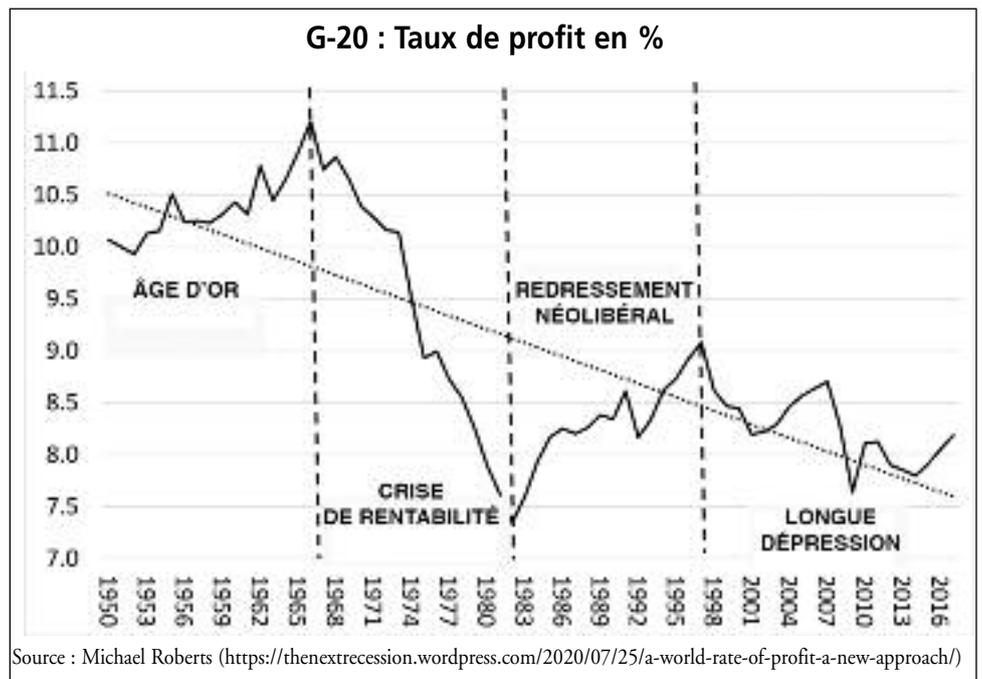
Par
Daniel Albarracín*

Cet article abordera la crise pandémique du point de vue de l'économie politique et, en particulier, des décisions fondamentales prises par l'Union européenne, dont les mesures devront prendre une forme précise une fois que sa procédure institutionnelle aura été achevée.

Pandémie ou déclenchement d'une crise latente

La pandémie de Covid-19 a submergé notre espèce en raison du choc qu'elle a causé à la santé publique, mais plus encore en raison de la profondeur de la dépression économique qu'elle a déclenchée, provoquant une catastrophe sociale qui nous plonge dans l'incertitude. Cette crise, aggravée et accélérée par la pandémie, se situe dans un contexte où les symptômes d'épuisement du cycle économique capitaliste, bref et fragile, faussement sorti de la crise de 2008, se sont manifestés au préalable (1). La pandémie a augmenté la dimension de ses fardeaux : faible rentabilité, épuisement de la croissance de la productivité, endettement élevé – d'abord privé puis public (2) –, investissements inutiles, chômage élevé et modèle de travail instable et disciplinaire, modèle de production fondé sur l'énergie fossile, services publics réduits voire partiellement privatisés, etc.

Cependant, la pandémie donne à cette crise sa propre forme, non seulement en raison de la mise en place de mesures de confinement partiel de l'économie, mais aussi en raison du désordre et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement internationales et des chaînes de valeur capitalistes. En fait, les difficultés de relance de l'économie seront importantes dans un contexte où le capital n'attend pas de rentabilité dans de nombreux secteurs économiques, sauf dans les secteurs qui ont bénéficié de la pandémie en raison des circonstances imposées par les précautions sanitaires (technologie, produits pharmaceutiques, distribution en ligne et à



domicile, réformes immobilières, certains secteurs alimentaires).

Les prévisions les plus réalistes contredisent clairement l'idée que les conséquences macroéconomiques prendront la forme d'un « V ». Sa forme sera plutôt similaire à celle du logo de Nike, avec une chute profonde et une sortie lente (3).

Nous sommes face à un de ces événements qui modifient la structure, tant en rompant les fragiles équilibres économiques existants que par les nouvelles doctrines appliquées. Sans remettre en cause l'ordre établi, ces dernières vont développer ce que nous avons appelé un néolibéralisme d'État.

C'est là que l'intervention des institutions publiques apparaît comme décisive, prenant un rôle novateur de premier plan, non pas tant en raison de l'inauguration d'une nouvelle relation avec le privé, mais en raison de sa proportion. Face à la nécessité de répondre aux besoins sanitaires, sociaux et d'emploi de la population, comme à l'urgence d'une transition écologique du modèle énergétique et productif, en promouvant des investissements publics conformes à ces objectifs, le financement public sera utilisé.

Par le biais de la dette et de la fiscalité régressive il sera parasité par les entreprises privées, sous forme de prêts bon marché ou semi-garantis, d'aides directes et de marchés publics selon des formules de partenariat public-privé, mettant les ressources publiques au service du profit privé.

Non seulement la pandémie aggrave la crise préexistante, mais les mesures prises pour lui faire face peuvent conduire à une intensification de la concentration des capitaux, en poussant les « *majors technologi-*

* Daniel Albarracín, économiste et sociologue, collaborateur de la revue *Viento Sur*, est militant d'Anticapitalistas (section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol). (Traduit de l'espagnol par JM)

1. Éric Toussaint, « La pandémie du capitalisme, le coronavirus et la crise économique », *Inprecor* n° 672/673 de mars-avril 2020.

2. Pas seulement la dette publique des États membres, mais aussi la dette publique européenne, car la BCE avait, fin 2018, racheté pour 2,1 billions de dette souveraine des divers pays (en fonction de leur poids dans l'économie) dans le cadre des programmes d'assouplissement quantitatif. Cette dette devra être ajoutée à celle émise par le nouveau Fonds de relance.

3. M. Lucia et D. Albarracín, « El virus de la obediencia a la arquitectura económica europea » <https://vientosur.info/spip.php?article15900> (22/04/2020).

Union européenne

ques » opaques et oligopolistiques et en verrouillant géopolitiquement les économies face à la guerre commerciale. La pandémie peut à son tour ligoter le monde du travail, en le contraignant à accepter des conditions de travail qui augmenteraient le taux d'exploitation (4) dans un contexte de chômage élevé, d'extension du télétravail sans garantie de réglementation et de la poursuite des réformes du travail sans oublier l'introduction de nouvelles mesures néfastes concernant le droit au chômage (modèle autrichien) et à la retraite (augmentation de l'âge effectif de départ à la retraite). Dans tous ces cas, il s'agit de conditions préalables à la récupération du taux de rendement du capital, qui est l'objectif des classes dominantes.

Ces questions sont sur la table. Seule une réponse organisée du monde du travail – avec la nécessaire collaboration des mouvements sociaux et des forces politiques transformatrices audacieuses – sera en mesure de freiner les intérêts d'une minorité privilégiée. C'est seulement en adoptant une perspective politique de dépassement, fondée sur l'organisation de la société civile, que l'on pourra mettre en place un type de société et d'économie répondant aux besoins sociaux, sanitaires et à ceux de notre planète.

Le bouclier de l'architecture politique de l'UE

La conception de l'Union européenne, malgré sa propagande et ses mythes fondateurs, n'est pas destinée à protéger ses citoyens en général, et encore moins ses classes ouvrières. Ses pierres angulaires sont la défense de la libre circulation des capitaux et des marchandises et, éventuellement, la mobilité des personnes à l'intérieur de ses frontières quand cela est utile pour accroître la rentabilité et la compétitivité de ses entreprises. Les aspects de cohésion qu'elle peut

contenir sont loin de contrebalancer cette priorité.

Alignés sur le développement d'une économie capitaliste, ces principes – pratiquement irréfutables après le traité de Maastricht et le traité sur le fonctionnement de l'UE – ont pris forme selon une formule institutionnelle consolidée dans un système intergouvernemental, où les politiques et les institutions européennes ne reflètent que ce qui est décidé par ses États membres. Dans la pratique, ces décisions sont prises par les grands pays de l'Eurogroupe, un organe hors-la-loi et totalement antidémocratique. Pour que les changements soient établis, les initiatives importantes requièrent l'unanimité ou une majorité qualifiée, ce qui aboutit souvent à des coalitions de blocage (généralement celles des États ordo-libéraux du centre de l'Europe et des pays scandinaves d'orientation néolibérale qui cherchent à renverser leur tradition sociale-démocrate, ou celles des États d'orientation réactionnaire : les pays de l'Est du groupe de Visegrád). La procédure formelle de prise de décision institutionnelle commence par des propositions de la Commission européenne. Cependant, le dernier mot revient au Conseil européen. Le Parlement européen peut à peine corriger des aspects mineurs, jouant un rôle de légitimation politique dans un cadre très délimité.

Avec ce modèle de prise de décision, l'UE assure un fonctionnement qui garantit que son orientation économique continue sur pilotage automatique en cas d'absence d'accord et de nouveaux développements. S'il y a des blocages, le fonctionnement se poursuit. Lorsqu'elle promeut des initiatives et des réformes, ce qui est assez souvent le cas, elle le fait en laissant ses principes pratiquement intacts, car ils doivent toujours être respectés.

L'UE s'est dotée d'une architecture économique qui consiste à articuler :

● La Banque centrale européenne (BCE) soi-

disant indépendante (au service du système financier privé et des grandes entreprises) ;

● Un budget annuel européen, de dimension dérisoire et décroissante – contraint par le Cadre financier pluriannuel (CFP) pour des périodes de 7 ans –, incapable de stimuler l'investissement et de mettre en place de véritables mécanismes de cohésion et de convergence ;

● Le Pacte de stabilité et de croissance (PSC), les pactes fiscaux associés et le « *Semestre européen* » (5) qui fixe l'obsession du contrôle du déficit et des dépenses publiques, de même qu'il empêche les réformes fiscales progressistes, au nom de la priorité au remboursement des dettes publiques.

Tout ceci est sous le sceau de la monnaie unique qui conduit à une divergence, pour laquelle aucun mécanisme substantiel de compensation ou de correction n'a été établi, entre d'une part les pays centraux et, d'autre part, les blocs du Sud et de l'Est. Ce qui fait de ces derniers une périphérie dépendante et les pousse à appliquer une politique de dévaluation interne (réduction des salaires, des services publics et des droits sociaux et du droit du travail) comme moyen compétitif d'adaptation de leurs économies (6).

La BCE est le principal instrument de politique économique de l'UE dans cette crise. Elle poursuit et approfondit la politique monétaire connue sous le nom d'assouplissement quantitatif. Il s'agit de formidables facilités de crédit, à des taux d'intérêt réels négatifs (et nominaux nuls), auxquels seul le système financier privé a accès, ainsi que de l'achat à grande échelle d'obligations d'entreprises privées. Dans la période actuelle, outre la création massive de monnaie pour l'achat d'actifs et de facilités de crédit, il convient de souligner la possibilité d'acheter de la dette publique sur les marchés secondaires, ce qui contribuera à réduire les coûts financiers du secteur public, mais surtout sera une source de négoce pour les banques et pour ceux qui négocient de gros volumes d'obligations publiques sur les marchés financiers. Les banques privées qui contracteront des prêts à un taux réel négatif auprès de la BCE seront en mesure de faire des affaires car elles sont le seul acteur capable de financer le secteur public lors de l'émission prochaine des dettes, européenne et des États, qui devraient prendre des proportions sans précédent.

À la tête de la BCE, Christine Lagarde a mis en marche un véritable bazooka chargé de 750 milliards d'euros supplémentaires, le fameux Fonds européen de relance, qui s'ajoute aux programmes inaugurés lors de la crise précédente (7) et constitue une source

4. N'oublions pas que l'UE, en tant que marché, est écrasée par l'emprise de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, et que la seule voie qui semble être tentée est celle de l'augmentation du taux d'exploitation du travail, après l'échec d'autres politiques au sein du capitalisme.

5. Introduit en 2010, en plein cœur de la crise commencée en 2008, le « *semestre européen* » est un mécanisme de contrôle des budgets et des projets de réformes des États membres. Dans ce cadre la Commission européenne exerce une activité de surveillance et de recommandations. À propos de ces dernières, T. Kucharz a écrit : « *Entre 2011 et 2018, il a*

recommandé 105 fois aux États membres de l'UE de réduire les pensions et 50 fois de prendre des mesures contre les augmentations de salaire. À 63 reprises, la Commission a même appelé à des coupes et à la privatisation du système de soins de santé ». (T. Kucharz, « La Troïka, sentada en el Consejo de Ministros ». <https://www.elsaltodiario.com/lopinion/tom-kucharz-troi-ka-sentada-consejo-ministros-acuerdo-recuperacion-next-generation> (23/07/2020).

6. Il est intéressant de noter que les tribunaux allemands sont d'avis contraire, déclarant que le capital allemand a des taux d'intérêt réels plus élevés que les pays périphériques,

qui ont une inflation plus élevée. Il faut dire que les tribunaux allemands et la Bundesbank reflètent ici les intérêts des capitaux allemands opérant sur son marché national, et non sur le marché européen, et il va sans dire que ce prétendu dommage, manifestement mineur, est compensé par les avantages qu'elle apporte aux capitaux allemands tournés vers l'exportation en Europe.

7. D. Albarracín et M. Lucía, « ¿Del plan Marshall soñado a la farsa de los Pactos de la Moncloa? » <https://vientosur.info/del-plan-marshall-sonado-a-la-farsa-de-los-pactos-de-la-moncloa/> (23/04/2020).

de financement de plus grande dimension que le Fonds européen « *Next Generation UE* », puisqu'il s'agit de mobiliser un total de 1,4 trillion d'euros, sans la conditionnalité requise des gouvernements. Cette politique vise à stimuler le crédit pour l'investissement, afin d'atténuer les conséquences de la récession. Cependant, comme nous l'avons vu au cours des dix dernières années, quelle que soit l'ampleur des injections de fonds de la BCE dans l'économie, si les attentes de rentabilité sont faibles, cet argent alimentera les circuits de thésaurisation ou de spéculation et, surtout, couvrira les grandes entreprises qui souffrent de passifs financiers peu solvables (8).

Bien que cette politique produise un allègement des taux d'intérêt de la dette publique, elle favorise en pratique, d'une part, un formidable sauvetage des grandes entreprises privées et, d'autre part, une concentration de capitaux sans précédent, car ce financement n'atteindra pas les entreprises se trouvant en dehors du réseau des sociétés transnationales. Il s'agit d'une politique monétaire spécifique ultra-expansive, qui ne suit pas une vocation post-keynésienne en raison de sa vocation claire de sauvetage et de financement du secteur privé. Elle n'est pas non plus comparable à celle de la Banque d'Angleterre, qui a la souveraineté sur la livre sterling, car elle ne va pas jusqu'à monétiser la dette.

Cela permet de combiner un sauvetage financier des entreprises, en particulier des capitaux du centre de l'Europe, avec des facilités financières pour la périphérie afin de soutenir les exportations des pays centraux, en maintenant, pendant un certain temps, le pouvoir d'achat des marchés cibles. C'est ce que devaient penser Merkel et Macron lorsqu'ils ont changé d'avis sur le Fonds européen de relance. Il est à noter que les pays du Sud, en absence d'une banque publique propre et digne de ce nom, seront plus dépendants de ces financements, tant pour leurs entreprises que pour leurs États. L'attitude soumise des gouvernements du Sud, alignés sur la France et l'Allemagne, est frappante. Ils ont exclu la formation d'une coalition alternative avec une proposition propre, montrant une fois de plus leur faiblesse et leur absence de projet.

Pour sa part, le budget européen, alimenté principalement par des contributions nationales en fonction de la taille économique du pays, atteint une dimension relative très faible, encore plus après le départ du Royaume-Uni. Les budgets sont encadrés, avec des plafonds rigides, par le Cadre financier pluriannuel (CFP). En attente de sa ratification par le Parlement, le prochain CFP ne

serait doté que de 1 074,3 milliards d'euros pour la période 2021-2027, un chiffre inférieur aux 1 134,58 milliards qui étaient la proposition de la Commission européenne en février 2020 (ce qui représentait déjà à peine 1,11 % du revenu national brut européen) (9) et aussi inférieur au CFP 2014-2020, qui s'élevait à 1,16 % du RNB européen. Dans la version du Conseil, la plus restrictive des institutions européennes, le budget ne dépasserait pas 1,074 % du PIB de l'UE, y compris les réductions dans les investissements dans la santé, la recherche ou la transition écologique. Il est probable qu'il sera légèrement plus élevé, bien que de manière symbolique, dans sa version finale, après les négociations avec le Parlement européen. Il s'agit d'une réduction en termes absolus (10), plus importante que prévu, d'un CFP qui, ne l'oublions pas, comprenait déjà une réduction de 12 % du Fonds de cohésion et de 14 % de la politique agricole commune (11).

Le troisième pilier de l'architecture économique européenne repose sur le Pacte de stabilité et de croissance (PSC). Cela implique des politiques visant à limiter le déficit public à 3 % du PIB et la dette publique à 60 % du PIB – politiques toujours beaucoup plus strictes pour les pays périphériques que pour les pays centraux, qui ne s'y conforment généralement pas (ce qui d'habitude ne se dit pas). Rappelons que la dette publique moyenne dans l'UE atteint 80,7 % du PIB (12).

Événement sans précédent et signe de la gravité de la crise, le PSC a été suspendu (peut-être jusqu'en 2023), même si son esprit continuera à dominer et à être appliqué par le biais de l'instrument du « *Semestre européen* », qui surveille la politique macroéconomique des États membres dans les domaines fiscal, budgétaire et macroéconomique. Il va sans dire qu'une fois terminée, cette suspension temporaire (qui a déjà plusieurs paramètres différents dans les chapitres du déficit et de la dette, suite à un effondrement de la croissance et des recettes fiscales) se traduira vraisemblablement par une série de politiques publiques : des coupes et des ajustements dans les services publics ainsi que dans les droits sociaux et le droit du travail, et une probable augmentation des impôts indirects, qui sont ceux qui nuisent le plus aux classes qui consacrent la plus grande partie de leurs revenus à la consommation.

Le point culminant de cette architecture économique n'est autre que la circulation de la monnaie unique. Ce système de taux de change irrévocablement fixe profite aux exportations des puissances du centre de

l'Europe, qui voient ainsi leurs monnaies devenir moins chères, et représente un coût supplémentaire pour les pays dont la balance des paiements est déficitaire. C'est essentiellement la condition des périphéries européennes, subordonnées dans la chaîne de valeur européenne dominée par l'Allemagne et la France, avec une productivité plus faible. La monnaie unique, en l'absence d'une harmonisation fiscale progressive, d'une politique économique commune forte et redistributive, ainsi que d'une politique de convergence réelle contribuant à une politique commune de solidarité et à la lutte contre le cycle économique, provoque une divergence permanente qui accroît le fossé entre les économies, entre le capital transnational et national et entre les classes sociales.

La réponse des politiques européennes au Covid-19

L'UE a proposé au moins quatre instruments, dont certains ne sont qu'une simple extension de certains préexistants, pour faire face à la crise déclenchée par la pandémie.

Il est important de noter que les chiffres vertigineux présentés par les institutions européennes ne sont que des estimations maximalistes du potentiel financier (qui suppose un effet multiplicateur d'injections en réalité moins importantes du capital). Il faut garder à l'esprit qu'un investissement direct, une subvention pour une dépense ou un prêt n'ont pas le même effet, et nous devons également étudier la politique de fourniture

8. La dette privée des entreprises représente déjà 110 % du PIB de la zone euro (Michel Husson, « L'économie mondiale en plein chaos », *À l'encontre*, <http://alencontre.org/economie/leconomie-mondiale-en-plein-chaos.html>).

9. Il faut tenir compte du fait que si le PIB quantifie la production totale réalisée dans un espace économique indépendamment de la résidence du facteur productif qui la génère, le RNB, au contraire, n'inclut que les produits ou services obtenus par les facteurs productifs résidant dans le pays.

10. Il convient de noter qu'en termes relatifs, il va être difficile d'en estimer le poids dans l'économie européenne, car le revenu national brut européen pour les prochaines années est difficile à estimer et pourrait subir une baisse notable en raison de la dépression que nous traversons.

11. Nous ne devons pas oublier que le nouveau budget prévoit des fonds pour la sécurité et la militarisation de l'Europe : 23 milliards d'euros supplémentaires pour la fermeture des frontières extérieures et 20 milliards d'euros supplémentaires pour l'industrie de l'armement (cf. l'article de T. Kucharz mentionné en note 5).

12. L'Allemagne « sera endettée à hauteur de 118,7 milliards de plus que ce que permet la règle budgétaire ancrée dans la Constitution allemande. En outre, la dette allemande atteindra 77 % du PIB en 2020, ce qui est nettement supérieur à la limite de 60 % définie dans le pacte de stabilité de l'Union européenne » (T. Kucharz, op. cit. note 5).

Union européenne

de garanties et d'avaux pour l'émission d'obligations sur les marchés financiers, les conditions d'accès ou la destination de leur utilisation admissible. Les dits instruments financiers (qui fournissent des capitaux pour soutenir une émission d'obligations) offrent généralement un multiplicateur financier plus élevé, d'où les chiffres spectaculaires, bien que dans la pratique ils se concrétisent rarement tels qu'ils étaient annoncés. Cela présuppose un jeu avec les banques, les spéculateurs et les entreprises, qui opèrent avec un argent bénéficiant du soutien des ressources publiques, en laissant sur le chemin des commissions, des paiements de prêts échus et des investissements publics préférentiels non réalisés. De plus, ceux qui en subissent les conséquences et ceux qui en bénéficient ne sont pas les mêmes, car les prêts entraînent des dettes et profitent généralement aux entreprises privées qui peuvent y accéder en favorisant des solutions de marché rentables. Parallèlement, les subventions et les investissements publics directs sont généralement orientés vers des politiques qui ne sont pas nécessairement soumises aux entreprises privées, sauf lorsqu'elles sont mobilisées par des formules de coopération public-privé.

Face à la pandémie, l'Union européenne a initialement mis en place une aide financière allant jusqu'à 540 milliards qui dépendra en dernière instance des sollicitations des États membres (13). Il s'agissait de :

- Programmes par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement (BEI). Les États fourniront 25 milliards supplémentaires pour ce programme. En émettant des obligations sur les marchés, garanties par ce capital public, ils pourraient bénéficier d'un effet multiplicateur allant jusqu'à 200 milliards sous forme de prêts garantis pour les entreprises au niveau européen.

- Programme SURE (soutien pour atténuer les risques de chômage en cas d'urgence) : 100 milliards d'euros seront alloués pour couvrir les coûts salariaux résultant de la cessation de l'activité économique. Dans le cas espagnol, il pourrait servir à « couvrir l'ERTE » (14) en le faisant entrer dans le cadre du financement du programme d'aide de l'UE pour le chômage, soutenu par des garanties publiques des États à hauteur de 25 %. Ce programme n'a pas la vocation de devenir un système européen de réassurance chômage.

- Le Mécanisme européen de stabilité (MES), avec 240 milliards d'euros (15) des prêts potentiels, et un maximum de 2 % du PIB pour chaque pays (16). Ces prêts sont soumis à une conditionnalité par le biais d'un protocole d'accord et d'un contrôle de la Troïka, exigeant le respect de la discipline budgétaire et des dépenses. L'expérience de la Grèce en 2015, entre autres, est la plus connue. Tous les États pourront y adhérer à condition de consacrer l'argent aux questions liées aux soins de santé. Nous pensons que cette ressource sera utilisée une fois que les autres seront épuisées, car c'est celle qui implique le plus d'engagements.

Suite à cela, et en attendant la ratification et la spécification du Parlement européen et du Conseil européen, l'Eurogroupe a conclu en juillet dernier un accord pour mobiliser un Fonds européen de relance, appelé « *Next Generation EU* », qui, pour la première fois, utilisera le budget européen comme garantie pour émettre une dette publique européenne, pour un montant financier potentiel de 750 milliards d'euros. En d'autres termes, il a été décidé de créer un macro-instrument financier soutenu par le budget européen, ce qui est une nouveauté par rapport à l'ancien système intergouvernemental canalisé par la Banque européenne d'investissement.

Sur ce montant, 390 milliards d'euros seront versés sous forme de transferts, soit à peine 0,7 % de la production économique de l'UE sur trois ans (17). Le reste serait sous forme de prêts. Ils seront moins utilisés, voire plus tard, car la politique monétaire de la BCE permettra de se financer plus facilement et à moindre coût sur les marchés financiers.

Les enveloppes financières du « *Next Generation EU* » seront organisées en programmes (18). Il s'agira de :

- Facilité pour la reprise et la résilience (RRF), qui sera le principal, avec un total de 672,5 milliards d'euros, dont 360 milliards d'euros de prêts et 312,5 milliards d'euros de transferts. Il financera des programmes définis par le gouvernement au-delà de l'approbation du reste des États membres.

- REACT-EU (47,5 milliards d'euros) soutiendra des initiatives dont le profil est à peine défini et qui pourraient faire place à des formules de capitalisme vert, profiter à l'énergie et aux entreprises connexes ainsi qu'à l'économie numérique (19).

- Horizon Europe : 5 milliards d'euros pour des initiatives de recherche et scientifiques.

- InvestEU : 5,6 milliards d'euros pour promouvoir l'investissement, surtout privé, dans l'UE. L'expérience montre que cela finance des investissements qui seraient faits de toute façon, en se concentrant sur les économies les plus rentables.

- Développement rural : 7,5 milliards d'euros.

- Fonds pour une transition juste (FTJ) : 10 milliards d'euros. Il encouragera les investissements publics et privés conçus dans le Pacte vert européen, conformément aux paramètres du capitalisme vert critiqués par Daniel Tanuro (20).

- RescEU : 1,9 milliard d'euros. Il s'agit d'un mécanisme de protection civile qui, cette fois-ci, cherchera également à combler le manque d'équipements médicaux, par la production, l'achat et le stockage centralisé.

En somme, les destinations d'utilité sociale, en matière sanitaire et écologique, qui sont celles qui représentent une priorité, ne disposent que de 11,9 milliards d'euros pour l'ensemble de l'UE, et d'ailleurs sous une forme susceptible d'être en grande partie négociés par l'initiative privée.

La définition de nouvelles ressources propres, imposées pour financer le budget européen, reste à décider. Il est question d'une taxe sur le plastique, sur des permis de polluer, de droits d'émission de carbone pour les entreprises importatrices, qui, selon le Conseil européen, pourraient, au total, rapporter 31 milliards d'euros par an. Ils ne suffiront pas à eux seuls, ne vont pas résoudre le problème climatique et représentent des taxes régressives. La taxe sur les transactions financières, la taxe Google ou une certaine harmonisation de l'impôt sur les sociétés – qui seraient plus intéressantes, bien qu'insuffisantes et loin d'une fiscalité progressive ou d'une coopération fiscale harmonisée (21) – sont plus sérieuses.

Le Fonds « *Next Generation EU* » per-

13. D. Albarracín et M. Lucia, op. cit. note 7.

14. Expediente de Regulación Temporal de Empleo (ERTE) est une procédure permettant à une entreprise de suspendre l'emploi d'un ou des travailleurs dans une situation exceptionnelle, sans forcer le licenciement. Le salaire est alors compensé à 70 % par une allocation de chômage durant au maximum 180 jours.

15. Ce montant a été donné en mars 2020. Cf. : D. Albarracín, « ¿Qué es el MEDE y porqué debería importarnos? » ; <https://poderpopular.info/2020/04/15/que-es-el-mede-y-por-que-deberia-importarnos/> (15/04/2020).

16. Le MES dispose d'un capital de 80 milliards, ce qui lui a permis jusqu'à présent d'émettre des obligations avec un potentiel de prêt allant jusqu'à 500 milliards d'euros.

17. T. Kucharz, op. cit. note 5.

18. Cf. : <https://www.consilium.europa.eu/media/45109/210720-euco-final-conclusions-en.pdf>

19. L'économie numérique représente un éventail disparate d'initiatives alignées sur les nouvelles technologies, l'automatisation, le télétravail, la robotisation et d'autres formules de la « quatrième révolution industrielle » qui, soit dit en passant, implique une consommation d'énergie impossible à assumer en termes généraux dans le contexte de la crise énergétique.

20. Cf. Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, La Découverte, Paris 2010.

21. D. Albarracín, A. Merlo et M. Lucia, « Cooperación fiscal armonizada y auditorías de la deuda, un nuevo concepto solidario para una nueva Europa » : <https://rebelion.org/cooperacion-fiscal-armonizada-y-auditorias-de-la-deuda-un-nuevo-concepto-solidario-para-una-nueva-europa-2/> (16/06/2020).



mettra aux gouvernements de proposer leur programme économique en vue d'un financement. La troïka ne sera pas là, mais son esprit imprègnera toute l'initiative. Non seulement les institutions européennes devront le valider, mais il disposera également d'un frein d'urgence que tout État membre pourra activer s'il estime qu'un autre pays enfreint les principes de l'accord, c'est-à-dire une combinaison entre la réactivation privée de l'économie et la capacité à rembourser les dettes. L'esprit de la troïka ne sera pas incarné directement par la BCE, le FMI ou la Commission européenne, mais il siègera dans chaque cabinet gouvernemental, s'autocensurant, ou sera ensuite contrôlé par le veto potentiel de l'un des gouvernements non favorables, comme les Pays-Bas ou l'Autriche, jaloux des principes d'austérité dans les politiques publiques.

Comme si cela ne suffisait pas, non seulement on regardera autrement le non-respect des droits humains dans les pays du Club de Visegrád, comme la Hongrie ou la Pologne, mais les rabais sur les contributions au budget européen accordés aux pays centraux (qui existaient déjà sous la forme du fameux rabais britannique, aujourd'hui disparu) seront maintenus, afin qu'ils n'aient pas à contribuer comme ils le devraient. Jusqu'à 1,124 milliard d'euros par an ne seront plus versés par les pays « *frugaux* », ce qui a servi à les persuader d'accepter ce fonds. C'est le cas des Pays-Bas (dont le rabais passe de 1,576 à 1,921 milliard d'euros par an), du Danemark (de 197 à 377 millions d'euros), de l'Autriche (de 237 à 565 millions d'euros) et de la Suède (de 798 millions à 1,609 milliard d'euros). Quant à l'Allemagne, elle se limite à préserver son rabais (3,671 milliards d'euros par an).

Au total, nous estimons le financement maximal de ces mesures à 1,29 billion d'euros, ce qui, ajouté à la politique de prêt et d'achat de la BCE, représenterait un potentiel de 1,94 billion d'euros. En arrondissant,

cela pourrait représenter 13,9 % du PIB européen, à condition de considérer que ces stimuli seront répartis sur près de six ans et qu'ils ne pourront probablement pas être utilisés même pendant la moitié de cette période. À titre de comparaison, en variation annuelle au deuxième trimestre 2020, le PIB de l'UE a chuté de 14,4 % par rapport à la même période l'année dernière. La reprise de l'économie sera donc lente. En d'autres termes, la politique publique européenne est très loin de pouvoir faire face, tant par son ampleur que par son contenu, à cette crise ou à celles à venir.

Les fonds européens, une manne pour la politique de l'État ?

Prenons l'exemple de l'État espagnol, qui pourra accéder à 140 milliards d'euros sur six ans, dont 72,7 milliards de transferts (22). C'est ce second montant qui sera obtenu en priorité et qui est le plus important. Il est significatif, mais très éloigné de ce qui est nécessaire, d'autant plus que toute la politique économique développée par le gouvernement – qui fera passer la dette publique à au moins 115,6 % en 2021 soit vingt points de plus en un an – a confié sa couverture aux fonds européens. Le gouvernement a ainsi renoncé à une politique autonome, basée sur une réforme fiscale progressive sérieuse (un impôt sur les grandes fortunes ou une forte augmentation du taux effectif de l'impôt sur les sociétés ont été écartés), sans promouvoir une politique d'investissement public solide dans la santé, l'éducation ou le changement de modèle énergétique, en se limitant à des améliorations peu significatives et en abandonnant, par exemple, la révision des engagements de la dette publique ou de l'article 135 de la Constitution (23).

Étant donné que les politiques nationales attendent que les fonds européens couv-

rent leurs initiatives et qu'aucune politique budgétaire ambitieuse n'est envisagée, on ne peut guère s'attendre à ce que le secteur public puisse faire face à la crise économique, énergétique ou climatique. Et il n'en sera pas autrement en ce qui concerne cette crise provoquée par la pandémie. Nous craignons fort que tout cela n'aboutisse qu'à une combinaison de dette publique, de futures réductions des services publics, d'ajustements salariaux, de chômage et peut-être de nouveaux impôts indirects. Dans le domaine des politiques de santé, il est prévisible que la politique de coopération public-privé sera approfondie, c'est-à-dire le financement par l'argent public de la prestation de services privés, qui est beaucoup utilisé par des gouvernements régionaux comme ceux de Madrid, de la Galice et, de plus en plus, de l'Andalousie. Compte tenu de ces circonstances, le temps viendra pour le domaine central : la remise en cause des acquis des travailleurs et des droits sociaux.

Les maigres ressources disponibles ne seront pas non plus utilisées pour une grande politique d'investissement public dans le domaine social et sanitaire, de soins, pour la transition énergétique ou le changement du modèle de production. Les mesures de protection sociale proposées, même si elles constituent un différentiel du gouvernement espagnol, ne sont pas suffisantes, n'arrivent pas là où elles étaient annoncées, ni ne résolvent les problèmes de fond. En absence d'une politique fiscale ou de la remise en cause des dettes, elles augmenteront la dette de la période suivante. Et les dettes d'aujourd'hui provoqueront demain des réductions budgétaires et la marchandisation du commun, la précarité des droits du travail, l'intensification du travail et l'inégalité sociale.

Tant que les privilèges de la minorité capitaliste et les politiques qui la servent ne seront pas combattues avec force, par des réglementations, des expropriations et la démocratisation de secteurs entiers, la ten-

22. S. Hernández-Ranera, « España obtendrá 140 000 millones en ayudas de la UE : "La cuestión es si será suficiente" », <https://mundo.sputniknews.com/economia/202007211092143632-espana-obtendra-140000-millones-en-ayudas-de-la-ue-la-cuestion-es-si-sera-suficiente/> (21/07/2020).

23. L'article 135 de la Constitution de l'État espagnol a été modifié en septembre 2011 à l'initiative du gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero (PSOE), avec le soutien du Parti populaire de Mariano Rajoy, faisant du remboursement de la dette une « *priorité absolue* » (article 135.3). Voir à ce sujet : Jérôme Duval et Fátima Martín, « Le changement constitutionnel du PSOE qui nous soumet à l'esclavage de la dette est illégal » : <http://cadtm.org/Le-changement-constitutionnel-du>

dance sera celle-là, dans un contexte où le taux de chômage monte en flèche et où le pouvoir de négociation du monde du travail s'affaiblit.

La crise économique, aggravée par la pandémie, a généré un très grave contexte de socialisation des pertes, des coûts du travail et des dettes privées, faite dans le dos du Trésor public. L'interruption du pacte de stabilité est temporaire. Une fois la crise sanitaire passée, la période d'exception terminée et le pacte de stabilité et de croissance à nouveau applicable, la troïka ou une politique équivalente reviendra.

En l'absence d'un fonds de solidarité suffisant, par exemple un grand fonds souverain supranational commun et redistributif, pour promouvoir une politique d'investissement public axée sur le domaine social et sanitaire et sur un changement de modèle de production, la crise sera forte et durable, et l'augmentation de la dette publique implacable.

Une fois de plus, les classes travailleuses ne peuvent pas continuer à faire confiance à ceux qui sont pris au piège de leurs horizons étroits, de la peur, de la méfiance à l'égard des classes populaires et de la pauvreté de leurs idées et qui n'organisent pas la société civile face aux défis auxquels elle est confrontée, en termes de transformation. Les travailleuses et les travailleurs doivent faire irruption sur la scène, s'organiser, avoir confiance en tant que classe, tirer des leçons et présenter une proposition de politique démocratique qui implique de s'emparer des ressources économiques sur les lieux de travail, la sphère publique et les biens communs et de les diriger d'une manière solidaire, durable, inclusive et alternative.

Nous sommes confrontés à la plus grande crise que le fonctionnement du capitalisme ait jamais connue. Face à cette situation, la conception de l'architecture institutionnelle, décisionnelle et économique de l'UE doit être remise en question. Il n'y a pas d'autre solution que de construire une alliance tant au niveau étatique qu'international pour réaliser des solutions coopératives favorables aux classes populaires, à la santé publique et à la biosphère, en désobéissant dans chaque pays aux traités européens qui bloquent de telles solutions. Il faudra le faire en marge des institutions européennes telles qu'elles sont définies, en les débordant et en construisant des institutions qui les dépassent, partout où cela est possible, en commençant peut-être par les peuples périphériques en large alliance avec les classes travailleuses, organisées et solidaires, où qu'elles se trouvent. ■

23 août 2020

À propos du film *Hugo Blanco, Río Profundo*

Par
Hans-Peter Renk*

La rencontre, en 1999, lors d'une assemblée de la Confederación campesina del Perú (CCP, Confédération paysanne du Pérou), d'une jeune cinéaste avec un vétéran des luttes populaires a débouché sur un film (tourné en 2019), *Hugo Blanco, Río Profundo* (1). Soixante ans après les luttes paysannes au Pérou pour la réforme agraire, ce film suscite l'intérêt et la controverse.

Lauréat du concours national des projets de distribution de longs-métrages 2019, le film fut dénoncé (en juin 2020) par des militaires et des politiciens de l'extrême droite péruvienne comme « *apologie du terrorisme* ». Ces calomnies ont suscité un manifeste de soutien à Hugo Blanco signé en moins de 48 heures par plus de 2 000 personnalités, que nous publions ainsi qu'un entretien récent.

Âgé aujourd'hui de 86 ans, Hugo Blanco a joué un rôle important, depuis les années 1960, dans les luttes paysannes pour la réforme agraire. Issu d'une famille métisse, né en 1934 dans l'ancienne capitale inca de Cuzco et parlant le quechua, la langue des indigènes péruviens, il milita longtemps activement au sein de la IV^e Internationale.

En 1960, à son retour d'Argentine, Hugo Blanco regagna Cuzco et travailla dans une hacienda de la vallée de La Convención. À l'époque, la campagne connaissait un régime semi-féodal hérité du colonialisme (contre l'autorisation de cultiver une parcelle, le propriétaire exigeait du paysan de travailler à l'hacienda et d'y effectuer toutes

sortes de tâches domestiques). Les syndicats paysans déclenchèrent une grève illimitée, qui rencontra l'opposition (y compris violente) des latifundistes et suscita la création de structures d'autodéfense.

Capturé en mai 1963, après un assaut contre une caserne de la garde civile, Hugo Blanco fut jugé en 1966 par un tribunal militaire. Grâce à une campagne mondiale impulsée par la (alors très petite) IV^e Internationale (2) – qui recueillit de nombreux soutiens (Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Isaac Deutscher, Bertrand Russell, pour ne citer que les personnalités les plus célèbres) – Hugo Blanco échappa à la mort et fut condamné à 25 ans de prison. Il fut libéré en 1970 par le régime du général Juan Velasco Alvarado, qui cherchait l'appui de la gauche péruvienne. Déporté au Mexique en 1971, Hugo Blanco vécut ensuite au Chili jusqu'au coup d'État du 11 septembre 1973 contre le gouvernement de l'Unité populaire.

Réfugié au Mexique, puis en Suède, il regagna le Pérou et fut élu en 1978 député du Frente obrero, campesino, estudiantil y popular à l'Assemblée constituante. De 1980 à 1986, il fut député du Partido revolucionario de los trabajadores et, de 1990 à 1992, sénateur de la coalition Izquierda Unida.

Membre honoraire de la CCP, Hugo Blanco s'est consacré dans les années 1990 à la défense des intérêts des paysans de Cuzco et de la feuille de coca (menacée de criminalisation). En 2006, il a créé le périodique *Lucha Indígena* pour la défense des peuples indigènes, affirmant que ceux-ci pratiquent l'écocapitalisme depuis des centaines d'années (3).

Le film de Malena Martínez Cabrera permet à travers la personnalité de Hugo Blanco de récupérer la mémoire des luttes paysannes. Car, après le conflit armé des années 1980 à 2000 (guérilla du groupe mao-stalinien Sentier lumineux), estime la cinéaste, « *au Pérou, souvent, l'expression "luttes sociales" est confondue avec lutte armée : je trouve encore cela incroyable ! Les luttes sociales se font pour le changement social et peuvent ne rien avoir à faire avec les armes. Encore aujourd'hui au Pérou, quelqu'un qui lutte pour les droits sociaux est suspecté de sympathiser avec le terrorisme* » (4). ■

* Hans-Peter Renk, militant du mouvement anticapitaliste, féministe, écosocialiste solidaritéS de Suisse, a réalisé ce dossier pour *Inprecor*.

1. <https://vimeo.com/319345132>

2. « Arrachons la libération de Hugo Blanco », *Quatrième Internationale* n° 109 (novembre 1966), pp. 6-10.

3. Michael Löwy, « Vers un écosocialisme ? », *Mouvements* n° 70 (2012), pp. 107-113 : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2012-2-page-107.htm>

4. Entretien avec Malena Martínez Cabrera pour son film *Hugo Blanco, Río Profundo* : <https://blogs.media-part.fr/edition/cinemas-damerique-latine-et-plus-encore/article/270719/entretien-avec-malena-martinez-cabrera-pour-son-film-hugo-bl>

Hugo Blanco :

« Je ne fus ni "guérillero castriste" ni "terroriste" »

Entretien de Roberto Ochoa avec Hugo Blanco Galdós*

Il réside au Mexique, mais il s'est rendu en Europe pour connaître sa nouvelle petite-fille née en Allemagne. Auparavant, il voulait aller voir sa fille Carmen en Suède et ce fut là que la pandémie le surprit. Farik Matuk nous mit en contact avec Carmen Blanco, qui nous demanda aimablement d'envoyer les questions par écrit, parce que Hugo Blanco « ne peut plus répondre par téléphone ». Voici donc les réponses sur la controverse provoquée par le documentaire *Hugo Blanco, Río Profundo*.

Roberto Ochoa : Êtes-vous au courant des remous provoqués par la projection du documentaire *Hugo Blanco, Río Profundo* ?

Hugo Blanco : Oui, je suis au courant des remous causés au Pérou et à l'échelle internationale. Et je suis aussi ému par les multiples expressions de solidarité qui me parviennent depuis plusieurs endroits du Pérou et du monde. Tant de la part de ceux qui mènent des luttes proches des miennes, mais aussi des jeunes qui jusqu'alors ne connaissaient pas mon existence, mais qui s'intéressent maintenant à ma trajectoire de luttes.

Quotidiennement, me parviennent, ainsi qu'à ma fille Carmen, des dizaines de messages solidaires par courrier électronique et par d'autres réseaux sociaux. Je remercie toutes ces expressions de solidarité, y compris celles de personnalités, de syndicats et d'organisations qui ont pris position. Une fois de plus, la solidarité nationale et internationale me reconforte, comme ce fut le cas dans les années 1960 quand on demandait contre moi la peine de mort, durant tout le procès, quand j'étais prisonnier à Arequipa et à El Frontón, ainsi qu'à l'occasion d'autres tentatives de m'éliminer ou de me stigmatiser qui ont eu lieu ultérieurement, par exemple dans les années 1980.

Roberto Ochoa : Avez-vous aimé le documentaire ?

Hugo Blanco : Le documentaire est construit à partir du point de vue d'une jeune



femme, dont la vie fut influencée tant par les luttes pour la terre, indirectement à travers les récits de son père, que par les processus historiques sanglants de la décennie 1980-1990.

Ainsi le documentaire part des perceptions de la cinéaste, mais il contribue en même temps à récupérer des fragments de l'histoire des luttes collectives au Pérou et aide les nouvelles générations à connaître l'histoire des luttes collectives, qui n'est pas normalement celle que l'on enseigne dans les écoles. C'est donc très important que ce documentaire soit projeté dans les provinces et les localités du pays, comme cela s'est produit ces derniers mois, de manière à ce que les jeunes comprennent que les luttes collectives de leurs aïeux ont ouvert des brèches pour leurs droits. Ceci en opposition à des secteurs qui, bien qu'ayant l'intention de combattre les injustices, se croient propriétaires de « la vérité » et tentent de l'imposer par la force.

Personnellement, ce que je considère comme le plus important dans la trajectoire de ma vie, c'est la lutte pour que la terre appartienne à qui la travaille, l'organisation de cette lutte d'une manière démocratique par la prise de décisions en assemblée et la revendication pour la dignité de la population indigène et paysanne. Et il est aussi important de se souvenir des conséquences que ces luttes entraînent pour les militants sociaux, dans mon cas personnel la longue

peine de prison dans le pénitencier de l'île El Frontón.

Mais je ne suis ni cinéaste ni documentariste, au contraire de Malena Martínez. C'est donc elle qui sait pourquoi elle a abordé certains aspects dans le film et pas d'autres. Et j'apprécie que le documentaire ait aussi ouvert la voie à des réflexions et des discussions sur ces processus. Ainsi qu'à des entretiens comme celui-ci qui me permettent de dire ce que je considère important.

Roberto Ochoa : Des militaires retraités contestent la projection du documentaire, en le qualifiant « d'apologie du terrorisme » et vous traitant de « guérillero castriste ». Que leur répondriez-vous ?

Hugo Blanco : Je voudrais préciser que je ne fus ni « guérillero castriste » ni « terroriste ». Le processus collectif auquel j'ai participé était une réaction contre les abus et l'exploitation de la paysannerie de La Convención et contre la servilité policière envers les latifundistes de type féodal, qui abusaient de leur pouvoir et exerçaient la violence contre les paysans. Alors, l'assemblée des délégués de la paysannerie indigène de la province de La Convención (département de Cuzco) décida d'organiser l'auto-

* Cet entretien a été d'abord publié par *La República* (Lima) le 22 juin 2020 : <https://larepublica.pe/cultural/2020/06/22/hugo-blanco-tras-documental-no-fui-guerrillero-castrista-ni-terrorista-rio-profundo/> (Traduit de l'espagnol par Hans-Peter Renk).

Pérou

défense armée, et cette assemblée me désigna démocratiquement pour diriger cette autodéfense. La paysannerie quechua de la Fédération provinciale des paysans de La Convención et Lares (FEPCACYL) a initié la réforme agraire qui liquida le latifundium semi-féodal, en faisant passer la terre aux mains de celles et ceux qui la travaillent. Voyant cela, les indigènes et d'autres paysans de la sierra péruvienne commencèrent ou continuèrent aussi leurs luttes respectives pour le droit à la terre et contre le système des grandes propriétés.

Roberto Ochoa : *Il y a un an, on a célébré les 50 ans de la réforme agraire velasquiste. Si vous avez précisément lutté pour cette réforme, pourquoi avez-vous été déporté par le général Velasco (1) ?*

Hugo Blanco : Comme je vous l'ai dit, la paysannerie quechua de la Fédération provinciale des paysans de La Convención et Lares (FEPCACYL) a initié la réforme agraire qui liquida le latifundium semi-féodal, en faisant passer la terre aux mains de ceux qui la travaillent.

Ces événements ont inspiré d'autres indigènes et paysans de la sierra péruvienne à commencer de récupérer les terres des grandes propriétaires qui, durant des siècles, avaient usurpé la terre des indigènes.

Face à ces processus qui menaçaient de bouleverser et déborder le système, le général Velasco tenta de chercher une issue ne menaçant pas la racine du problème de la terre, un problème historique du continent américain depuis l'invasion et la conquête. Il initia ainsi un processus de réforme agraire, c'est-à-dire de redistribution de la terre, mais en conciliation avec les grands propriétaires.

Velasco défendait donc les intérêts du système capitaliste, qui désirait se défaire des vestiges féodaux pour passer à un système d'exploitation de la terre plus adapté au capitalisme. Or, j'obéissais aux ordres des organisations paysannes désirant que la terre soit non seulement travaillée, mais aussi organisée selon leurs propres critères, probablement inspirés par des formes historiques d'organisation de l'agriculture.

Je fus poursuivi et arrêté sous la présiden-

ce de Belaunde Terry (2). Ensuite, grâce à un coup d'État, le général Velasco devint président. Après quelque temps, il m'amnistia ainsi que d'autres camarades qui avaient lutté pour le droit à la terre. Néanmoins, face à mon refus de coopérer avec son gouvernement, il m'imposa de vivre à Lima et de ne pas retourner dans la sierra. Un châtement pour quelqu'un dont la base de lutte se trouve à la campagne. Probablement, Velasco craignait que je me réintègre à la lutte paysanne.

Comme je n'étais pas d'accord avec cette mesure, il choisit ensuite de me déporter, ce qui est anticonstitutionnel, vu qu'on ne peut pas déporter des citoyens de leur propre pays.

Roberto Ochoa : *Croyez-vous que cette réforme a fonctionné ?*

Hugo Blanco : La réforme agraire de Velasco n'a fonctionné que partiellement. Non seulement parce que la redistribution et la nouvelle organisation furent effectuées de manière verticaliste, selon les critères des fonctionnaires agraires de l'État, mais aussi parce que la paysannerie dut payer les usurpateurs, descendants des conquérants, pour leur propre terre. Ces paysans qui avaient été des serfs non payés devaient payer leur terre, restant ainsi sans argent pour des outils, des semences, des fertilisants, pour l'éducation de leurs enfants, les médicaments, etc.

Plus tard, il y a eu une contre-réforme agraire néolibérale, impliquant que même si les grandes propriétés en tant que telles n'existent plus, ce sont aujourd'hui les entreprises agroexportatrices – spécialement sur la côte – qui contrôlent d'immenses étendues de terres. On ne les cultive pas pour satisfaire les besoins alimentaires des Péruviens, mais pour fournir des aliments à d'autres pays. Ainsi, au Pérou, situé au milieu des Andes – historiquement l'un des centres agraires du monde, qui avait domestiqué des aliments comme la pomme de terre, le quinoa, le maïs, etc. –, notre population souffre de malnutrition. Et cela se passe scandaleusement et primordialement dans les zones rurales.

Roberto Ochoa : *L'historien et archéologue Luis Guillermo Lumbreras nous a dit, dans un entretien récent, que « Velasco correspondait à une stratégie internationale pour empêcher des processus comme celui qui s'est produit au Pérou avec le Sentier lumineux (3). Ce ne fut pas une initiative exclusivement péruvienne. En réalité, on a construit une plateforme d'action étatique pour tenter d'empêcher le succès des grandes revendications populaires. L'une de ces revendications était la*

question du pétrole, de la réforme agraire... ». Partagez-vous cette opinion ?

Hugo Blanco : Je partage cette analyse. C'était une époque où le système capitaliste voyait que la répartition injuste et inégale de la terre dans toute l'Amérique latine pouvait mener à une explosion sociale, multiple et synchronisée, et qu'il fallait l'éviter. Ils ont vu que la lutte pour la terre gagnait en force dans plusieurs endroits de la région latino-américaine, cette fois non seulement sur la base de l'accès injuste à la terre, mais aussi inspirée par la révolution cubaine qui, quelques mois après son début, commença une réforme agraire.

Par conséquent, soit ils réalisaient eux-mêmes des réformes agraires sous le contrôle du pouvoir, soit ils couraient le risque de réformes agraires, qui ne se limiteraient pas à ce point, mais pourraient se développer en révolutions mettant en cause non seulement les inégalités par rapport à la possession de la terre, mais pouvant mettre en cause les inégalités à tous les niveaux.

Raison pour laquelle, pays après pays, durant les années 1960 et au début des années 1970, ils se hâtèrent ou « furent poussés » à effectuer des réformes agraires, atténuant partiellement les injustices à la campagne et freinant ainsi les luttes paysannes.

Roberto Ochoa : *Une question personnelle. Pourquoi êtes-vous en Suède et non au Mexique ?*

Hugo Blanco : Mon fils Marco David et sa compagne, qui vivent en Allemagne, allaient avoir un bébé ; ma compagne Ana et moi-même voulions être là. Avant la naissance de ma petite-fille, j'en ai profité pour rendre visite à ma fille Carmen qui vit en Suède. Mais, quelques jours avant mon arrivée en Suède, la pandémie s'est déclarée et je reste là jusqu'à ce que la situation sanitaire mondiale se normalise et que je puisse revenir au Mexique où vit ma compagne. Vu mon âge, j'appartiens au groupe qui court les plus grands risques et voyager en ce moment ne serait pas du tout sensé.

Roberto Ochoa : *Quand étiez-vous pour la dernière fois à Cuzco ?*

Hugo Blanco : J'ai effectué une courte visite l'année passée, et jusqu'il y a trois ans je vivais à Lima, de sorte que je pouvais souvent y aller. J'aime beaucoup Cuzco, qui est comme ma mère, et je me souviens d'une chanson en quechua, apprise quand j'étais enfant : « *Qosqo llaqta / Ohapaq mamay / Inka yawarniq samisqan* » (4).

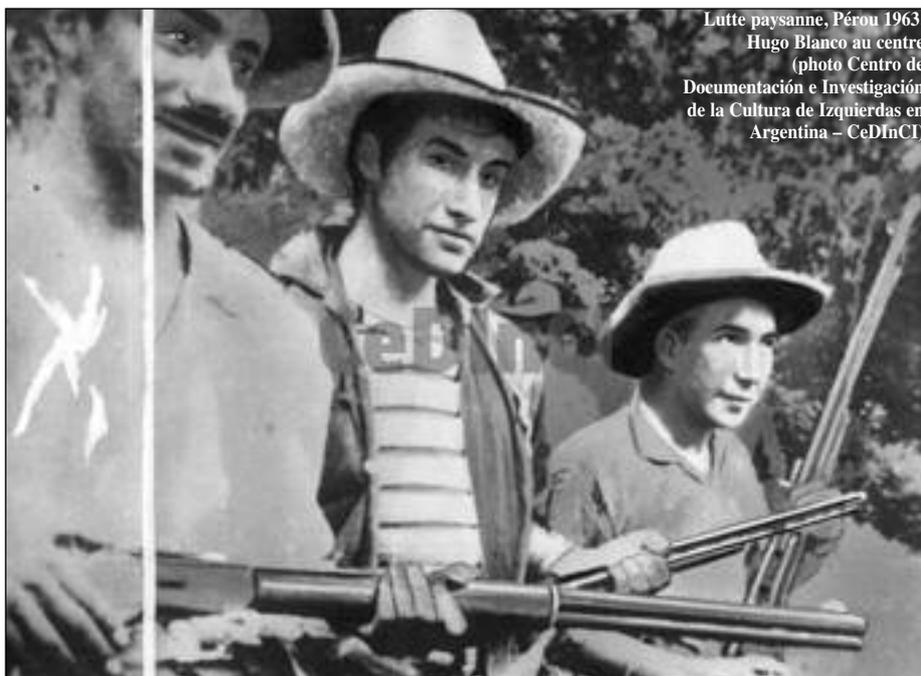
Roberto Ochoa : *Maintenez-vous des contacts avec les paysans avec qui vous luttiez à La Convención ?*

1. Juan Velasco Alvarado (1910-1977) : général péruvien, président de la République (1968-1975).

2. Fernando Belaúnde Terry (1912-2002) : homme politique péruvien, deux fois président de la République (1963-1968, 1980-1985).

3. Le Sentier lumineux : Partido comunista de Peru-Sendero Luminoso (PCP-SL), organisation maoïste, fondée dans les années 1970 par Abimael Gúzman (alias président Gonzalo). Déclenche sa lutte armée en 1980.

4. « *Ville de Cuzco / Mère puissante / Imprégnée de sang Inca* ».



Lutte paysanne, Pérou 1963,
Hugo Blanco au centre
(photo Centro de
Documentación e Investigación
de la Cultura de Izquierdas en
Argentina – CeDInCI)

Hugo Blanco : Il y a environ six ans, j'ai célébré mes 80 ans en parcourant des lieux emblématiques de ces luttes et en visitant mes camarades de La Convención. Ce fut très important pour moi. Malheureusement, de nombreux paysans appartenant à ma génération, avec lesquels j'ai lutté, ne maîtrisent pas Internet, mais parfois quand leurs enfants ou leurs petits-enfants communiquent avec moi, ils me transmettent leurs messages. Récemment, ce fut très douloureux pour moi d'apprendre, par sa petite-fille, la mort de Gerardo Carpio, l'un de ceux qui ont lutté avec moi dans l'autodéfense.

Et maintenant, avec les remous provoqués par le documentaire, plusieurs petits-enfants de mes camarades de lutte à La Convención ont pris contact avec moi, car ils voient aussi ces attaques comme des agressions contre les luttes de leurs pères et de leurs grands-pères. Des jeunes d'autres endroits m'ont aussi contacté, ce sont les enfants de gens que j'ai accompagnés dans leurs luttes, que ce soit sur le thème de la terre comme à Puno dans les années 1980 ou dans des luttes contre l'extractivisme à Ayabaca et Tambogrande, à Piura, Celendin y Bambarca, à Cajamarca, dans divers endroits du département de Cuzco, comme par exemple Espinar, Valle de Tamba à Arequipa, etc. Ils me contactent en disant qu'ils se souviennent de moi quand ils étaient enfants ou que leurs pères leur ont raconté m'avoir connu et parfois ils me racontent qu'eux-mêmes sont aussi insérés dans les luttes actuelles, des messages qui suscitent chez moi des espoirs pour le futur. Par exemple, le syndicat unique des travailleurs de la construction civile à La Convención s'est prononcé il y a quelques

jours pour m'appuyer, j'en déduis que des fils ou des petits-enfants de ceux qui ont lutté avec moi pour la terre se trouvent dans les rangs de ce syndicat ou que ces jeunes portent la mémoire collective en eux.

Roberto Ochoa : *Que recommanderiez-vous à la gauche péruvienne ?*

Hugo Blanco : Je leur recommanderais de lier entre elles les luttes sociales traditionnelles et les luttes en défense de la Pachamama (5). Ces luttes défendent la vie elle-même et devraient impliquer tous ceux qui sont affectés par le système. Le capitalisme perpétue systématiquement des écocides partout, ces agressions contre les écosystèmes menacent la reproduction de la vie et sa continuité. Les incendies de forêts, le manque d'eau et son empoisonnement, les catastrophes naturelles et probablement cette pandémie sont la conséquence du mépris de ce système pour la vie. Raison pour laquelle je recommanderais à la gauche, si elle ne le fait pas déjà, d'unir les luttes sociales que la gauche a toujours menées aux luttes pour la défense de la Pachamama. Je leur recommande pour cela de réaliser des assemblées des différents secteurs des opprimés, où l'on montre comment tout est connecté et lié. La vie est un tissu vivant et c'est l'heure pour les formations de gauche de défendre tout ce tissu vivant. Et, en passant, je leur recommanderais d'écouter et d'apprendre de ces luttes diverses, et de les respecter. Cela signifie laisser de côté les dogmes et le verticalisme qui caractérisent la gauche traditionnelle.

Roberto Ochoa : *Est-il vrai que vous avez été membre de l'APRA (6) avant de militer dans un parti trotskyste ?*

Hugo Blanco : Je n'ai jamais été militant de l'APRA, mais ma sœur et mon frère aînés, Luisa et Oscar, y appartenaient et ils furent réprimés pour cette raison. Ainsi, très jeune, je sympathisais aussi avec l'APRA à l'époque où c'était encore un parti anti-impérialiste et avant sa déformation et son virage à droite, mais je ne suis jamais entré dans ce parti.

Roberto Ochoa : *La pandémie a mis en évidence les énormes inégalités sociales et la précarité dans l'État péruvien. Comment voyez-vous le Pérou, à la veille de célébrer le bicentenaire de l'indépendance ?*

Hugo Blanco : Pour commencer, je dirais à l'instar de secteurs radicaux dans de nombreux endroits de l'Amérique latine, où se sont déjà produits les 200 ans du début de l'étape républicaine : « Il n'y a rien de rien à célébrer ».

D'un côté, les injustices contre les indigènes et les afro-descendants continuent, de larges secteurs des sociétés latino-américaines restent plongés dans la pauvreté, car les dépossession, les saccages et les écocides initiés il y a 500 ans continuent. Tout comme l'inégale distribution de la terre et de l'eau, vitale pour la subsistance. Le racisme et le machisme aggravé etc., continuent aussi.

C'est pourquoi nos pays ne sont nullement « indépendants », mais ils sont dirigés aujourd'hui non par un pays colonialiste, mais par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les multinationales qui pillent la planète. L'« indépendance » fut l'indépendance politique par rapport à l'Espagne, dont nous étions une colonie ; mais nous sommes encore insérés dans un système global injuste de domination qui nous traite comme la colonie des entreprises et des organismes internationaux susmentionnés. De plus, dans nos sociétés, se maintient une manière colonisée et colonisatrice de voir non seulement de la Pachamama, mais aussi les êtres qui y vivent, y compris les gens.

Roberto Ochoa : *Vous avez eu une vie de cinéma. Vous repentez-vous de quelque chose dans votre trajectoire politique ?*

Hugo Blanco : J'ai probablement commis de nombreuses erreurs, mais je ne m'en repens pas. Car quand c'est arrivé, je l'ai fait sans savoir que je me trompais. ■

5. Pachamama (Terre-Mère) : déesse-terre dans les cultures indigènes de l'ancien empire inca (peuples Aymara et Quechua).

6. APRA : Alliance populaire révolutionnaire américaine, parti politique péruvien, à ses origines anti-impérialiste, fondé en 1924 par Victor Haya de la Torre.

Soutien massif à Hugo Blanco contre les attaques de l'extrême droite péruvienne

Par
Pepe Mejía*

En moins de 48 heures, plus de 2 000 personnes ont signé un manifeste de soutien à l'une des références historiques du mouvement paysan, indigène et écologiste du Pérou et de l'Amérique latine, le légendaire homme politique de gauche, Hugo Blanco, qui a été vilipendé, diffamé et attaqué par des secteurs d'extrême droite au sein des forces armées, de la police nationale péruvienne, des journalistes et des politiciens.

Parmi les signataires, figurent la célèbre et prestigieuse anthropologue et féministe argentine, Rita Segato, le secrétaire technique du gouvernement territorial autonome du peuple Wampis, Shapiom Noningo, l'eurodéputé Miguel Urbán, l'intellectuel uruguayen Raúl Zibechi, Alberto Acosta, président de l'Assemblée constituante équatorienne en 2007, Bo Lindblom, ex-président de la section suédoise d'Amnesty International, l'actuel maire de Cádiz José María González Santos, la dirigeante asháninka Ketty Marcel López, tout le Conseil du peuple Maya (Guatemala).

Ont également signé : l'intellectuel Boaventura de Sousa Santos (Portugal), Maristella Svampa (Argentine), Edgardo Lander (Venezuela), Joan Martínez-Alier (Catalogne), Alberto Chirif (Pérou), Jaime Pastor, politologue et éditeur de Viento Sur (Espagne), ainsi que les congressistes péruviens Indira Huilca, María Elena Foronda, Marisa Glave, Rodrigo Arce et Marco Arana, les députés espagnols Gerardo Pisarello et María Dantas, la députée Mireia Vehi des CUP (Candidaturas d'Unitat Popular, Catalogne), les ex-députés de l'Assemblée de Madrid Raúl Camargo, Carmen San José, et David Llorente, de Castille La Mancha, entre autres, ainsi que le journaliste Pepe Mejía, l'économiste et écosocialiste Manuel Gari, l'économiste suisse Charles-André Udry, l'écrivain et professeur de

l'UAM (Université autonome de Madrid) Jorge Riechman. Par leurs signatures, ils/elles appuient cette brève prise de position.

Cette déclaration répond à un communiqué de l'Association des officiers généraux et amiraux du Pérou (Adogen-Perú), une association qui appuya le coup d'État du président Alberto Fujimori, lorsque celui-ci a dissous le Congrès le 5 avril 1992. Lorsque de nombreux officiers de haut rang des forces armées péruviennes furent accusés de corruption, l'Adogen ne publia aucun communiqué de condamnation. Elle s'est aussi manifestée contre le rapport final de la Commission de la Vérité, constatant l'implication de militaires dans la violation des droits humains, les disparitions, les tortures et les exécutions extra-judiciaires.

Dernièrement, lorsque l'implication de haut gradés militaires dans le narcotrafic a été dénoncée – une information avalisée par l'ambassade des États-Unis à Lima et divulguée entre autres par le major de l'armée péruvienne Evaristo Castillo – l'Adogen n'a publié aucune déclaration de presse.

La note de l'Adogen, signée par son président, le général brigadier Raúl O'Connor, dit : « *Nous exprimons notre totale indignation et notre rejet du documentaire parrainé et diffusé par le ministère de la Culture, mettant en valeur la figure du guérillero Hugo Blanco, un individu qui assassina et tortura des membres de la police nationale péruvienne et des paysans péruviens, lors d'un clair soulèvement contre la nation et l'État de droit, en violant de manière flagrante la Constitution et les lois de la République...* ».

Par la suite, plusieurs politiciens situés à la droite de la droite péruvienne – comme Ántero Flores-Aráoz et Javier Villa Stein, à travers la Coordination républicaine – exprimèrent leur rejet du documentaire et de la figure du mythique dirigeant paysan Hugo Blanco.

Mais le fait qui retient l'attention, c'est qu'au nom de ladite Coordination républicaine s'exprima aussi Luis Giampietri, qui rejette « *de manière catégorique et nette la publication de la propagande Hugo Blanco, Río Profundo, un film qui sous couverture d'un documentaire fait uniquement l'apologie du terrorisme et exalte le terroriste assassin et criminel Hugo Blanco, qui exécuta et assassina de sang-froid de courageux membres de la police effectuant leur travail constitutionnel* ».

Alors vice-amiral et spécialiste en renseignement naval et opérations spéciales, Luis

Alejandro Giampietri Rojas participa, le 18 juin 1986, à la tuerie des pénitenciers où moururent plus de 300 prisonniers. Dans l'île de El Frontón, en face des côtes de Callao, les militaires bombardèrent le « *Pavillon bleu* », où s'étaient retranchés les détenus. Beaucoup de ces derniers moururent écrasés par la chute des lourdes parois du bâtiment, mais beaucoup d'autres furent abattus par les balles tirées à bonne distance par l'infanterie de marine en action.

En 2006, Giampietri occupa la première vice-présidence aux côtés du président social-démocrate Alan Garcia.

Hormis des militaires retraités et des politiciens, des journalistes d'extrême droite ont diffusé des diffamations contre l'ex-sénateur, ex-député et membre de l'Assemblée constituante de 1979, Hugo Blanco Galdós, à propos de la projection du documentaire *Hugo Blanco, Río Profundo*, réalisé par Malena Martínez. Dans la bande-annonce officielle de ce documentaire, qui a remporté des prix internationaux, on entend le dirigeant de Cuzco expliquer : « *Je suis complètement contre le terrorisme, je crois qu'il faut convaincre les gens par des paroles... Mais quand les gens décident de s'armer pour se défendre, c'est de l'autodéfense* ».

Les deux mille personnes signataires en appui à Hugo Blanco affirment :

« *Les soussigné·e·s, citoyen·e·s de l'Amérique latine et d'autres continents, rejettent cette accusation qui, 50 ans après les événements ayant vu se soulever les paysans appauvris de la vallée de La Convención et Lares, prétend criminaliser et discréditer l'homme politique, l'ex-député, l'ex-sénateur et le persévérant activiste pour les droits de la nature. Aujourd'hui, âgé de 86 ans, Hugo Blanco Galdós est considéré comme l'un des dirigeants pionniers dans les luttes pour la réforme agraire et contre l'extractivisme qui perce les entrailles de nos territoires.*

« *Hugo est un exemple par son engagement infatigable en faveur de la justice et avec les peuples, que ce soit à Pucallpa, Cajamarca, La Convención et El Cauca. Aussi parce qu'il est l'un des rares dirigeants de gauche ayant pu aujourd'hui faire un tournant significatif, sans perdre ses convictions, vers une autre lutte revendicative : pour l'environnement. Blanco le résume d'une manière implacable : avant de lutter pour le socialisme, il s'agit aujourd'hui de lutter pour la survie de notre espèce.* » (1) ■

* Pepe Mejía, journaliste, est un des signataires de l'appel en soutien à notre camarade Hugo Blanco Galdós. L'article original a paru dans *Poder Popular*, site d'informations publié par Anticapitalistas (État espagnol), le 21 juin 2020 : <https://poderpopular.info/> (Traduit de l'espagnol par Hans-Peter Renk).

1. Les signatures continuent à être recueillies à l'adresse suivante : <https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScRC5hrZYPj6UcT5v1kXkQdOTMZXK-3YAeK3iwXF4aLhpGVw/viewform>

Léon Trotsky (1879-1940), prophète de la révolution d'Octobre

Par
Michael Löwy*

Léon Trotsky a été un des rares sinon le seul marxiste russe à avoir prévu dès 1905, dans ses grandes lignes – la « révolution permanente » –, le cours des événements d'Octobre 1917. Mais il ne s'est pas contenté de prévoir : comme « prophète armé », il a activement contribué à la réalisation de ses prédictions.

Mais ce ne fut pas la seule « prophétie » du jeune Trotsky. Dans un pamphlet de 1904, *Nos tâches politiques*, il critique – de façon analogue à Rosa Luxemburg – le jacobinisme des bolchéviques et leur tendance au substitutisme. Après son adhésion au parti bolchévique en 1917, Trotsky n'échappera pas à cette logique « substitutiste », surtout pendant les années 1920-22 – avant de devenir, à partir de 1923, le principal critique du stalinisme.

Théorie de la révolution permanente

La théorie de la révolution permanente de Trotsky – d'abord uniquement rattachée à la problématique russe, sans aspirer à une signification universelle – est née dans la tourmente révolutionnaire de 1905-1906 en Russie. Les thèses de Trotsky sur la nature de cette révolution constituaient une rupture radicale avec les idées dominantes dans la Deuxième Internationale au sujet de l'avenir



de la Russie. Marx et Engels n'avaient pas hésité à suggérer, dans leur préface à l'édition russe du *Manifeste communiste* (1882), que « si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste » (1). Cependant, après leur mort, cette piste – suspecte d'affinité avec le populisme russe – fut abandonnée. Bientôt il est devenu une prémisse universelle – presque un acte de foi – chez les marxistes « orthodoxes », russes ou européens, que la future révolution russe aurait nécessairement, inévitablement, un caractère strictement démocratique bourgeois : abolition du

tsarisme, établissement d'une république démocratique, suppression des vestiges féodaux dans les campagnes, distribution des terres aux paysans. Toutes les fractions de la social-démocratie russe prenaient cette présupposition comme leur point de départ incontesté ; si elles se disputaient entre elles, c'était sur les différentes interprétations du rôle du prolétariat dans cette révolution bourgeoise, et de ses alliances de classe : fallait-il privilégier la bourgeoisie libérale (menchéviques) ou la paysannerie (bolchéviques) ?

Trotsky a été le premier et pour beaucoup d'années le seul marxiste à mettre en question ce dogme sacro-saint. Il fut, avant 1917, le seul à envisager non seulement le rôle hégémonique du mouvement ouvrier dans la révolution russe – thèse partagée aussi par Parvus, Rosa Luxemburg et, dans certains textes, Lénine – mais aussi la possibilité d'une transcendance de la révolution démocratique en révolution socialiste.

C'est au cours de l'année 1905, dans divers articles pour la presse révolutionnaire, que Trotsky va formuler pour la première fois sa nouvelle doctrine – systématisée plus tard dans le célèbre essai, écrit en prison en 1906, *Bilans et Perspectives*. Il a été sans doute influencé par Parvus, mais celui-ci n'a jamais dépassé l'idée d'un gouvernement ouvrier accomplissant un programme strictement démocratique (bourgeois) : il voulait bien changer la locomotive de l'histoire mais par ses rails... (2)

* Michael Löwy, militant de la IV^e Internationale, est sociologue et philosophe écosocialiste. Né en 1938 à São Paulo (Brésil), il vit à Paris depuis 1969. Directeur de recherche (émérite) au CNRS et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, il est l'auteur de très nombreux livres parus en vingt-neuf langues dont : *la Pensée de Che Guevara, un humanisme révolutionnaire*, Paris 1970, Maspéro et Paris 1997, Syllepse ; *la Théorie de la révolution chez le jeune Marx*, Paris 1970, Maspéro ; *Paysages de la vérité – Introduction à une sociologie critique de la connaissance*, Paris 1975, Anthropos ; *The politics of uneven and combined develop-*

ment, The theory of permanent revolution (les Politiques du développement inégal et combiné, la théorie de la révolution permanente), Londres 1981, Verso ; *Patries ou Planète ? Nationalismes et internationalismes de Marx à nos jours*, Lausanne 1997, Éditions Page 2 ; *Walter Benjamin : Avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris 2001, Presses universitaires de France ; *Franz Kafka, rêveur insoumis*, Paris 2004, Stock ; *Écosocialisme – l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris 2011, Mille et une nuits (nouvelle édition augmentée : Paris 2020, Le temps des cerises) ; *la Cage d'acier : Max Weber et le mar-*

xisme wébérien, Paris 2013, Stock ; *Affinités révolutionnaires : Nos étoiles rouges et noires* (en collaboration avec Olivier Besancenot), Paris 2014, Mille et une nuits ; *le Sacré fictif – Sociologie et religion : approches littéraires*, Paris 2017, Éditions de l'éclat (avec Erwan Dianteill) ; *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire*, Paris 2018, Le temps des cerises ; *la Lutte des dieux – Christianisme de la libération et politique en Amérique latine*, Paris 2019, Van Dieren Éditeur.

1. K. Marx, F. Engels, *le Manifeste du Parti communiste, Préface à l'édition russe de 1882* : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1882/01/kmfe1882012>

1.htm

2. À propos des différences entre Parvus et Trotsky, voir Alain Brossat, *Aux origines de la révolution permanente : la pensée du jeune Trotsky*, Maspéro, Paris 1974. En ce qui concerne les convergences et les divergences entre Lénine, Luxemburg et Trotsky on lira avec intérêt le livre de Norman Geras, *The legacy of Rosa Luxemburg*, New Left Books, Londres 1976 ou, en français, Norman Geras et Paul Le Blanc, « Marxisme et parti 1903-1917 (Lénine, Luxemburg, Trotsky) », *Cahiers d'Étude et de recherche* n° 14, 1990 (https://iire.org/sites/default/files/iire-shop/pdf_cer_14.pdf)

Marxisme

Le terme « *révolution permanente* » semble avoir été inspiré à Trotsky par un article de Franz Mehring dans la *Neue Zeit* en novembre 1905 ; mais le sens que lui attribuait l'écrivain socialiste allemand était beaucoup moins radical et plus vague que celui qu'il recevra dans les écrits du révolutionnaire russe. Trotsky a été le seul à oser suggérer, dès 1905, la possibilité d'une révolution accomplissant des « *tâches socialistes* » – c'est-à-dire l'expropriation des grands capitalistes en Russie – hypothèse unanimement rejetée par les autres marxistes russes comme utopique et aventurière.

Une étude attentive des racines de l'audace politique de Trotsky et de sa théorie de la révolution permanente montre que ses positions étaient fondées sur une interprétation du marxisme et de la méthode dialectique très distincte de l'orthodoxie régnant dans la Deuxième Internationale. Cela peut s'expliquer, au moins en partie, par l'influence de Labriola, le premier philosophe marxiste étudié par le jeune Trotsky, dont la démarche, d'inspiration hégélo-marxiste, était aux antipodes du positivisme et du matérialisme vulgaires si influents à l'époque. Voici quelques-unes des caractéristiques distinctives de la méthodologie marxiste à l'œuvre dans les écrits du jeune Trotsky et dans sa théorie de la révolution russe :

❶ Partisan d'une conception dialectique de l'unité des contraires, Trotsky critique la séparation rigide pratiquée par les bolchéviques entre le pouvoir socialiste du prolétariat et la « *dictature démocratique des ouvriers et des paysans* » comme une « *opération logique, purement formelle* ». De même, dans un passage étonnant d'une polémique contre le menchévique Tcherevanine, il condamne le caractère analytique – c'est-à-dire abstrait, formel, pré-dialectique – de sa démarche politique : « *Tcherevanine met sur pied une tactique comme Spinoza construisait son éthique : par la méthode géométrique* » (3).

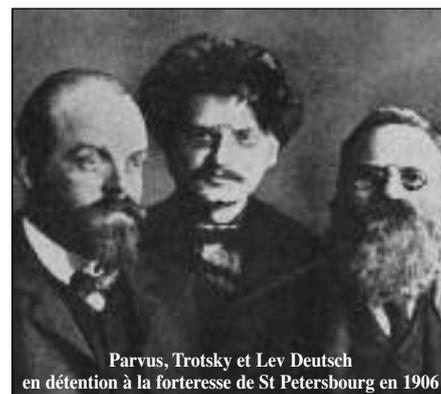
❷ Trotsky rejette explicitement l'économisme, un des traits essentiels du marxisme de

Plekhanov. Cette rupture est une des pré-suppositions méthodologiques fondamentales de la théorie de la révolution permanente, comme l'atteste ce passage bien connu de *Bilan et Perspectives* : « *Imaginer que la dictature du prolétariat dépende en quelque sorte automatiquement du développement et des ressources techniques d'un pays, c'est tirer une conclusion fautive d'un matérialisme "économique" simplifié jusqu'à l'absurde. Ce point de vue n'a rien à voir avec le marxisme* » (4).

❸ La conception de l'histoire chez Trotsky n'est pas fataliste mais ouverte : la tâche du marxisme, écrit-il, c'est de « *découvrir, en analysant le mécanisme interne de la révolution, les possibilités qu'elle présente dans son développement* » (5). La révolution permanente n'est pas un résultat déterminé d'avance, mais une possibilité objective, légitime et réaliste, dont l'accomplissement dépend d'innombrables facteurs subjectifs et événements imprévisibles.

❹ Tandis que la plupart des marxistes russes tendent, à cause de leur polémique avec le populisme, à nier toute spécificité à la formation sociale russe, et insistent sur la similitude inévitable entre le développement socio-économique de l'Europe occidentale et l'avenir de la Russie, Trotsky formule une position dialectique nouvelle. Critiquant aussi bien le particularisme slavophile des Narodniks et l'universalisme abstrait des menchéviques, il développe une analyse concrète qui rend compte simultanément des spécificités de la formation russe et de l'impact des tendances générales du développement capitaliste sur le pays.

C'est la combinaison de toutes ces innovations méthodologiques qui fait de *Bilans et Perspectives* un texte unique. À partir d'une étude du développement inégal et combiné en Russie – qui a pour résultat une bourgeoisie faible à moitié étrangère, et un prolétariat moderne et exceptionnellement concentré – il aboutit à la conclusion que seul le mouvement ouvrier, soutenu par la paysannerie, peut accomplir la révolution démocratique en Russie, en renversant l'autocratie et le pouvoir des propriétaires fonciers. En réalité, cette perspective d'un gouvernement ouvrier en Russie était partagée par d'autres marxistes russes – notamment Parvus. La nouveauté radicale de la théorie de la révolution permanente est située moins dans sa définition de la nature de classe de la future révolution russe que dans sa conception de ses tâches historiques. La contribution décisive de Trotsky, c'est l'idée que la révolution russe pouvait dépasser les limites d'une profonde transformation démocratique et commencer à prendre des



Parvus, Trotsky et Lev Deutsch en détention à la forteresse de St Petersburg en 1906

mesures anticapitalistes à contenu clairement socialiste. Son principal argument pour justifier cette hypothèse iconoclaste était tout simplement que « *la domination politique du prolétariat est incompatible avec son esclavage économique* ». Pourquoi le prolétariat, une fois au pouvoir et contrôlant les moyens de coercition, devrait-il continuer à tolérer l'exploitation capitaliste ? Même s'il voulait se limiter d'abord à un programme minimum, il serait conduit, par la logique même de sa position, à prendre des mesures collectivistes. Cela dit, Trotsky était aussi convaincu que, sans l'extension de la révolution en Europe occidentale, le prolétariat russe pourrait difficilement se maintenir longtemps au pouvoir.

Commentant les idées avancées par Trotsky dans *Bilans et Perspectives*, Isaac Deutscher écrivait, dans un des plus beaux passages de sa biographie du fondateur de l'Armée rouge : « *Que son message suscite l'horreur ou l'espoir, que l'on tienne son auteur pour le héros inspiré d'une ère nouvelle unique dans l'histoire par sa grandeur et ses réalisations, ou comme le prophète de la catastrophe et du malheur, on ne peut qu'être impressionné par l'ampleur et l'audace de la vision. Il embrassait l'avenir comme, du sommet d'une haute montagne, on découvre un immense territoire inconnu dont on distingue, dans le lointain, les grands axes d'orientation. [...] Il se méprit sur la direction exacte d'une grande route; plusieurs jalons distincts lui apparurent comme s'ils n'en faisaient qu'un ; et il n'aperçut pas l'un des dangereux ravins escarpés où il devait un jour faire une chute fatale. Mais la compensation fut l'ampleur unique du panorama qu'il avait sous les yeux. Comparées au tableau que Trotsky esquissa dans sa cellule de la forteresse, les prédictions politiques des plus illustres et plus avisés de ses contemporains, sans excepter Lénine et Plekhanov, apparaissent timides et confuses* » (6).

En effet, les événements de 1917 ont dramatiquement confirmé les prévisions

3. L. Trotsky, *1905*, éditions du Minuit, Paris 1969, pp. 374 et 383.

4. L. Trotsky, « *Bilan et perspectives* », dans *1905*, op. cit. p. 420.

5. Ibid., p. 397.

6. Isaac Deutscher, *Trotsky, le prophète armé* (Julliard 1962) UGE 10/18, Paris 1972, t. 1, p. 290. Deutscher ajoute : « *Cette brochure de quatre-vingts pages comprend toute la substance de sa pensée. Pendant tout le reste de sa vie, comme dirigeant de la révolution, comme créateur et chef de l'armée, comme animateur de la nouvelle Internationale et enfin comme exilé pourchassé, il défendra et explicitera les thèses qui se trouvent ramassées dans son ouvrage de 1906.* » (p. 291)

fondamentales de Trotsky douze années plus tôt. L'incapacité des partis bourgeois et de leurs alliés dans l'aile modérée du mouvement ouvrier à répondre aux aspirations révolutionnaires de la paysannerie, et au désir de paix de la population, a créé les conditions pour une radicalisation du mouvement révolutionnaire de février à octobre. Ce qu'on appelait « *les tâches démocratiques* » n'a été réalisé, en ce qui concerne la paysannerie, qu'après la victoire des soviets (7). Mais une fois au pouvoir, les révolutionnaires d'octobre n'ont pas pu se limiter à des réformes uniquement démocratiques ; la dynamique de la lutte de classe les a obligés à prendre des mesures explicitement socialistes. En effet, confrontés au boycott économique des classes possédantes et à la menace croissante d'une paralysie générale de la production, les bolchéviques et leurs alliés ont été conduits – bien plus tôt que prévu – à exproprier le capital : en juin 1918, le Conseil des Commissaires du peuple décrétait la socialisation des principales branches de l'industrie.

En d'autres termes, la révolution de 1917 a connu un processus de développement révolutionnaire ininterrompu depuis sa phase « *bourgeoise-démocratique* » (inachevée) de février jusqu'à sa phase « *prolétarienne-socialiste* » qui commence en octobre. Avec le soutien de la paysannerie, les Soviets ont combiné les mesures démocratiques (la révolution agraire) avec les mesures socialistes (l'expropriation de la bourgeoisie), ouvrant une « *voie non capitaliste* », une période de transition au socialisme. Mais le parti bolchévique n'a pu prendre la direction de ce gigantesque mouvement social qui a « *ébranlé le monde* » que grâce à la réorientation stratégique radicale initiée par Lénine en avril 1917, selon une perspective assez proche de la révolution permanente. Inutile d'ajouter que Trotsky, en tant que président du soviet de Petrograd, dirigeant du parti bolchévique et fondateur de l'Armée rouge, a lui-même joué un rôle déterminant dans la « *transcroissance* » socialiste de la révolution d'Octobre.

Dangers menaçant la démocratie ouvrière de l'intérieur

Reste la question controversée de l'extension internationale de la révolution : les événements ont-ils confirmé la prévision conditionnelle de Trotsky – sans révolution en Europe, le pouvoir prolétarien en Russie est condamné ? Oui et non. La démocratie ouvrière en Russie n'a pas survécu à la défaite de la révolution européenne (en 1919-

23) ; mais son déclin n'a pas produit, comme le pensait Trotsky en 1906, une restauration du capitalisme – celle-ci n'aura lieu que bien plus tard, après 1991 – mais un développement imprévu : le remplacement du pouvoir ouvrier par la dictature d'une couche bureaucratique issue du mouvement ouvrier lui-même.

Or, si Trotsky n'avait pas prévu, en 1905-1906, cette issue, il n'en a pas moins eu l'intuition, vers la même époque, des dangers qui menaçaient, de l'intérieur, la démocratie ouvrière.

Peu après le Congrès de 1903 de la social-démocratie russe, qui a vu la scission entre menchéviques et bolchéviques, Trotsky a publié un pamphlet intitulé *Nos tâches politiques* (1904). Comme Rosa Luxemburg vers la même époque (voir son article « *Questions d'organisation de la social-démocratie russe* », publié dans la revue des socialistes allemands *Neue Zeit* et dans l'*Iskra* russe en juillet 1904) il critique Lénine et ses camarades pour leurs conceptions « *centralistes* » et autoritaires, d'inspiration jacobine. Lénine n'avait pas hésité à écrire dans *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904) que le social-démocrate révolutionnaire n'était autre chose qu'un « *jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat* » (8). Or, selon le jeune Trotsky, il faut choisir entre le jacobinisme et le marxisme, parce que le social-démocrate révolutionnaire et le jacobin représentent « *deux mondes, deux doctrines, deux tactiques et deux mentalités, séparés par un abîme* » (9).

Le leitmotiv du pamphlet était le danger de « *substitutisme* » représenté par les méthodes prônées par Lénine : selon Trotsky, les conceptions de l'auteur de *Que faire ?* conduisent à ce que le parti se substitue à la classe ouvrière, tandis que, à l'intérieur du parti lui-même, « *l'organisation du parti – un petit comité – commence par se substituer à l'ensemble du parti ; puis le comité central se substitue à l'organisation et finalement un "dictateur" se substitue au comité central* » (10). On peut considérer ces critiques injustes envers Lénine, mais elles ne constituent pas moins – avec une intuition visionnaire – un miroir fidèle de l'avenir stalinien de l'URSS (11). Rejetant ce type de démarche, Trotsky lance deux mots d'ordre alternatifs : « *Vive l'auto-activité du prolétariat ! À bas le substitutisme politique !* »

Plus encore que contre Lénine, Trotsky s'insurge contre les inquiétantes doctrines exposées par certains comités bolchéviques, comme par exemple ceux de l'Oural, dans un texte publié en supplément de l'*Iskra* : « *les auteurs de ce document ont le courage d'affirmer tout haut que la dictature du pro-*

létariat leur apparaît sous les traits de la dictature sur le prolétariat : ce n'est pas la classe ouvrière qui, par son action autonome, a pris dans ses mains le destin de la société, mais une "organisation forte et puissante" qui, régnant sur le prolétariat et à travers lui sur la société, assure le passage au socialisme » (12). Dictature sur le prolétariat : en peu de mots l'enjeu central du débat était posé.

Face à ce « *Manifeste ouralien* » qui « *n'est pas une curiosité, mais le symptôme d'un danger beaucoup plus grave, menaçant notre Parti* », et dont les conclusions « *font froid dans le dos même à ceux qui ne sont pas particulièrement peureux* », Trotsky insiste sur la nécessité d'une démocratie pluraliste dans l'exercice du pouvoir révolutionnaire : « *Les tâches du nouveau régime sont si complexes qu'elles ne pourront être résolues que par la compétition entre différentes méthodes de construction économique et politique, que par de longues "discussions", que par la lutte systématique, lutte non seulement du monde socialiste avec le monde capitaliste, mais aussi lutte des divers courants et des diverses tendances à l'intérieur du socialisme : courants qui ne manqueront pas d'apparaître inévitablement dès que la dictature du prolétariat posera par dizaines, par centaines, de nouveaux problèmes, insolubles à l'avance. Et aucune "organisation forte et puissante" ne pourra, pour accélérer et simplifier le processus, écraser ces tendances et ces divergences : il est bien trop clair qu'un prolétariat capable d'exercer sa dictature sur la société ne souffrira aucune dictature sur lui-même* » (13).

Si la conclusion est bien trop optimiste, on ne peut qu'être frappé par le caractère prémonitoire, prophétique même, de ce texte de Trotsky, de sa capacité à percevoir les dangereuses tendances – autoritaires et antidémocratiques, « *à donner froid dans le*

7. Comme Lénine l'écrivit plus tard : « *Mais en 1917, dès le mois d'avril, bien avant la Révolution d'Octobre et la prise du pouvoir par nous, nous disions ouvertement et expliquions au peuple : maintenant la révolution ne pourra s'arrêter là [...] la faillite qui atteint des proportions inouïes exigera (qu'on le veuille ou non) la marche en avant, vers le socialisme.* » (V. Lénine, *Œuvres*, vol. 28, Éditions sociales & Éditions en langues étrangères, Paris-Moscou 1961, p. 310).

8. V. Lénine, « *Un pas en avant, deux pas en arrière. (La crise dans notre parti)* », *Œuvres*, t. 7, Éditions Sociales-Éditions du Progrès, Moscou-Paris 1966, pp. 401.

9. L. Trotsky, *Nos tâches politiques*, Belfond, Paris 1970, p. 187.

10. Ibid. p. 132-135.

11. Isaac Deutscher, *Trotsky*, op. cit. p. 138-140.

12. L. Trotsky, *Nos tâches politiques*, op. cit., p. 198.

13. Ibid., p. 201-202.

Marxisme

dos » – à l'œuvre au sein de certains courants du mouvement bolchévique.

En juillet 1917, Trotsky va adhérer au parti bolchévique. Cette décision découle d'une part de sa rupture définitive avec les menchéviques (avec lesquels il avait constitué en 1912 une alliance, le « bloc d'Août ») depuis 1915, et d'autre part des transformations profondes qu'avait connues le bolchévisme. Non seulement il était devenu un parti inséré dans le mouvement des masses, mais il avait fait, sous l'impulsion des *Thèses d'avril* de Lénine, un tournant à gauche qui incorporait l'essentiel de la stratégie de la révolution permanente (certains « vieux bolchéviques » accuseront même Lénine d'être devenu « trotskyste » en avril 1917...). Cette adhésion de Trotsky au bolchévisme était durable : à partir de cette époque, et jusqu'à sa mort en 1940, la référence au léninisme et la conviction de l'importance cruciale du parti en tant que direction révolutionnaire deviennent des axes centraux de sa réflexion politique.

Errements substitutistes et tournant de 1923

Les premières années du pouvoir soviétique (1917-1923) se caractérisent par des restrictions croissantes des libertés démocratiques – même si on est encore loin du système totalitaire stalinien. Tout en se solidarissant avec les bolchéviques, Rosa Luxemburg ne critiquait pas moins dans sa célèbre brochure sur *La révolution russe* (1918) les mesures autoritaires prises par le nouveau régime révolutionnaire : dissolution de l'Assemblée constituante, interdiction des partis et de la presse d'opposition, etc.

Léon Trotsky partage, avec Lénine et ses camarades, la responsabilité pour cette orientation. Elle va même prendre chez lui, entre 1920 et 1922, une forme assez outrancière, caractérisée par un centralisme extrême, dont les propositions de militarisation du travail et d'étatisation des syndicats – d'ailleurs refusées par Lénine et la majorité du parti – sont l'expression la plus évidente. Il va, pour ainsi dire, tenter de mettre lui-même en pratique certaines des thèses sub-

stitutistes dont il avait dénoncé le danger en 1904.

D'une façon générale, Trotsky va développer pendant cette période des idées et des arguments fortement marqués par un autoritarisme d'inspiration « jacobine ». C'est le cas de brochures comme *Terrorisme et Communisme* (1920, une réponse aux critiques de Kautsky) ou *Entre l'impérialisme et la révolution* (1922, une tentative de légitimation de l'invasion soviétique de la Géorgie) mais aussi d'autres interventions dans les débats politiques de l'époque. Par exemple, dans ses discours au X^e Congrès du PCUS (mars 1921), il avance ouvertement la thèse que le parti doit maintenir sa dictature « sans tenir compte des flottements provisoires dans la réaction spontanée des masses, ni même des hésitations momentanées de la classe ouvrière ». Et dans une intervention au deuxième congrès mondial du Komintern (juillet 1920) il développe ce magnifique morceau d'idéologie substitutiste : « Aujourd'hui nous avons reçu une proposition du gouvernement polonais pour faire la paix. Qui décide de ces questions ? Nous avons le Conseil des commissaires du peuple, mais lui aussi doit être sujet à un certain contrôle. Contrôle par qui ? Contrôle par la classe ouvrière comme une masse informe, chaotique ? Non. Le comité central du parti est rassemblé pour discuter la proposition et décider quelle doit être la réponse. Et quand nous devons conduire la guerre, organiser des nouvelles divisions, trouver les meilleurs éléments pour elles – vers qui nous nous tournons ? Vers le parti. Vers le comité central » (14).

Il est vrai que, même pendant cette période, Trotsky avait une attitude beaucoup plus nuancée envers les problèmes qui se posaient à la Troisième Internationale. Sa vision du rapport entre « le parti » et « les masses » en Europe était très différente, sinon contradictoire, de celle qu'il prônait pour l'URSS. Dans un discours à la même époque, il prend soin de souligner, à propos de l'Italie, que « l'idée de remplacer la volonté des masses par la détermination de l'ainsi nommée avant-garde est absolument inadmissible et non marxiste » ; et en novembre 1920, dans une intervention sur l'Allemagne au comité exécutif du Komintern, il défend le principe de la réciprocité dialectique entre les dirigeants et la base du mouvement : « L'éducation des masses et la sélection des dirigeants, le développement de l'action autonome des masses et l'établissement d'un contrôle correspondant sur les dirigeants – ce sont des processus et des phénomènes mutuellement liés et mutuellement conditionnés » (15).

Le grand tournant aura lieu en 1923, quand Trotsky prend conscience de la montée progressive du pouvoir de la bureaucratie au sein du parti et de l'État soviétique. Il va donc dénoncer, dans *Cours nouveau*, la tendance de l'appareil à « opposer (...) les cadres dirigeants au reste de la masse, qui n'est pour eux qu'un objet d'action », ainsi que le danger de « substitutisme » qui surgit quand les méthodes de l'appareil effacent la démocratie vivante et active à l'intérieur du parti, c'est-à-dire quand « la direction par le parti fait place à l'administration par ses organes exécutifs (comité, bureau, secrétaire, etc.) » (16). Il deviendra bientôt le principal adversaire de la bureaucratie stalinienne, et l'on retrouvera dans ses écrits postérieurs – comme par exemple *La Révolution trahie* (1936) – presque mot par mot les plaidoyers pour la démocratie socialiste et le pluralisme de *Nos tâches politiques*.

Peu avant son assassinat, au moment où il rédige sa biographie de Staline, il revient une dernière fois sur cet écrit de jeunesse, qu'il soumet à un jugement nuancé : « Dans une brochure intitulée *Nos tâches politiques, que j'écrivais en 1904 et dont les critiques dirigées contre Lénine manquaient souvent de maturité et de justesse, il y a cependant des pages qui donnent une idée tout à fait juste de la façon de penser des "comitards" de ce temps (...). La lutte que Lénine devait soutenir un an plus tard, au congrès [3^e Congrès, avril 1905], contre les comitards hautains, confirme pleinement cette critique » (17).*

Cela dit, Trotsky écarte comme vide et dépourvue de base historique la thèse selon laquelle « le stalinisme futur était déjà contenu dans la centralisation bolchéviste » ; les racines du stalinisme, il faut les chercher non dans le « principe » abstrait du centralisme, ni dans la hiérarchie clandestine des révolutionnaires professionnels, mais dans les conditions concrètes de la Russie, avant et après 1917. Les purges staliniennes lui semblent paradoxalement apporter la réponse la plus écrasante aux critiques du bolchévisme : Staline n'a pu établir définitivement son pouvoir que par le massacre de toute la vieille garde bolchévique (18).

L'argument est juste, mais on ne peut pas éviter de s'interroger sur le rôle de certaines traditions autoritaires du bolchévisme d'avant 1917, et des pratiques antidémocratiques des années 1918-23 dans l'essor du stalinisme : les révolutionnaires d'octobre n'ont-ils pas, jusqu'à un certain point, contribué – involontairement – à la genèse du Golem bureaucratique qui allait les détruire ? ■

14. Isaac Deutscher, *Trotsky*, op. cit. p. 669 et L. Trotsky, *The first five years of the Communist International*, Pioneer Publishers, New York 1945, vol. 1, pp. 99-100.

15. L. Trotsky, *The first five years...*, op. cit., pp. 301 et 149. (souligné par moi).

16. L. Trotsky, *Cours Nouveau* (1923) in *Les bolchéviques contre Staline (1923-1928)*, IV^e Internationale, Paris 1957, p. 13.

17. L. Trotsky, *Staline*, Grasset, Paris 1948.

18. Ibid.

80^e Anniversaire de la mort de Walter Benjamin (1892-1940)

Dix thèses sur son apport à la Théorie critique

Par
Michael Löwy*

Exilé permanent, marxiste dissident, antifasciste lucide, Walter Benjamin est mort à Port-Bou il y a 80 ans, en septembre 1940, après une tentative de fuite de la France de Vichy vers l'Espagne. Comme des milliers d'autres réfugiés allemands juifs et/ou antifascistes, il fut interné dans un camp à l'été 1939, au début de la Seconde Guerre mondiale, comme « ressortissant d'un pays ennemi ». Ce fut un des chapitres les plus infâmes de l'histoire peu glorieuse de la III^e République. Libéré du camp grâce à l'intervention d'écrivains et intellectuels français, il tentera de « disparaître » à Marseille. Mais après l'armistice, et l'établissement de « l'État français » de Vichy, il se sent pris dans une souricière : les rafles « d'étrangers indésirables » se succèdent, et la Gestapo, sous le doux titre de « Commission de l'Armistice » rôde partout. C'est à ce moment qu'il va frapper à la porte de Lisa Fittko, une réfugiée allemande (juive) antifasciste, qui était en train d'organiser une voie de sortie vers l'Espagne pour les personnes les plus menacées, à travers la « route Lister », un étroit sentier pour traverser les Pyrénées. Avec l'aide de Fittko, Benjamin atteindra, avec beaucoup de difficulté, à cause de son état de

santé, la frontière et le village espagnol de Port-Bou.

Arrêté à Port-Bou par la police (franquiste), qui, sous prétexte de l'absence d'un visa de sortie français, décide de le livrer à la police de Vichy – c'est-à-dire à la Gestapo – il a choisi le suicide. Il était « *minuit dans le siècle* », le Troisième Reich hitlérien avait occupé la moitié de l'Europe, avec la complicité de l'Union soviétique stalinienne. Autant qu'un acte de désespoir, ce fut un dernier acte de protestation et de résistance antifasciste.

En hommage à sa mémoire, quelques brèves notes sur la contribution de Walter Benjamin à la Théorie critique marxiste.

1. Walter Benjamin appartient à la Théorie critique au sens large, c'est-à-dire ce courant de pensée inspiré de Marx qui, à partir ou autour de l'École de Francfort, met en question non seulement le pouvoir de la bourgeoisie, mais aussi les fondements de la rationalité et de la civilisation occidentales. Proche ami de Theodor Adorno et Max Horkheimer, il a sans doute influencé leurs écrits, et surtout l'ouvrage capital qui est la *Dialectique des Lumières*, où l'on trouve nombre de ses idées et même parfois des « citations » sans référence à la source. Il a aussi, à son tour, été sensible aux principaux thèmes de l'École de Francfort, mais il s'en distingue par certains traits qui

lui sont singuliers, et qui constituent son apport spécifique à la Théorie critique.

Benjamin n'a jamais pu trouver un poste universitaire ; le refus de son habilitation – la thèse sur le drame baroque allemand – l'a condamné à une existence précaire d'essayiste, « *homme de lettres* » et journaliste franc-tireur, qui s'est, bien sûr, considérablement dégradée pendant les années de l'exil parisien (1933-40). Exemple idéal-typique de la *freischwebende Intelligenz* (la couche des intellectuels flottant librement) dont parlait Mannheim, il était, au plus haut point, un *Aussenseiter*, un outsider, un marginal. Cette situation existentielle a peut-être contribué à l'acuité subversive de son regard.

2. Benjamin est, dans ce groupe de penseurs, le premier à avoir mis en question l'idéologie du progrès, cette philosophie « *incohérente, imprécise, sans rigueur* », qui ne perçoit dans le processus historique que « *le rythme plus ou moins rapide selon lequel hommes et époques avancent sur la voie du progrès* » (*La vie des étudiants*, 1915). Il a été aussi plus loin que les autres dans la tentative de débarrasser le marxisme, une fois pour toutes, de l'influence des doctrines bourgeoises « *progressistes* » ; ainsi, dans *Le livre des passages*, il se donnait l'objectif suivant : « *On peut considérer aussi comme but méthodologiquement poursuivi dans ce travail la possibilité d'un matérialisme historique qui ait annihilé en lui-même l'idée de progrès. C'est justement en s'opposant aux habitudes de la pensée bourgeoise que le matérialisme historique trouve ses sources* ». Benjamin était convaincu que les illusions « *progressistes* », notamment la conviction de « *nager dans le courant de l'histoire* », et une vision acritique de la technique et du système productif existants ont contribué à la défaite du mouvement ouvrier allemand face au fascisme. Il comptait parmi ces illusions néfastes l'étonnement que le fascisme puisse exister à notre époque, dans



* Voir la présentation de Michael Löwy en p.57.

Marxisme

une Europe si moderne, produit de deux siècles de « *processus de civilisation* » (au sens que donnait Norbert Elias à ce terme) : comme si le Troisième Reich n'était pas, précisément, une manifestation pathologique de cette même modernité civilisée.

3. Si la plupart des penseurs de la Théorie critique partageaient l'objectif d'Adorno de mettre la critique romantique conservatrice de la civilisation bourgeoise au service des objectifs émancipateurs des Lumières, Benjamin est peut-être celui qui a montré le plus grand intérêt pour l'appropriation critique des thèmes et idées du romantisme anticapitaliste. Dans *Le livre des passages* il se réfère à Korsch pour mettre en évidence la dette de Marx, via Hegel, envers les romantiques allemands et français, même les plus contre-révolutionnaires. Il n'a pas hésité à utiliser des arguments de Johannes von Baader, Bachofen ou Nietzsche pour démolir les mythes de la civilisation capitaliste. On trouve chez lui, comme chez tous les romantiques révolutionnaires, une étonnante dialectique entre le passé le plus lointain et l'avenir émancipé ; d'où son intérêt pour la thèse de Bachofen – dont s'inspireront aussi bien Engels que le géographe anarchiste Élisée Reclus – sur l'existence d'une société sans classes, sans pouvoirs autoritaires et sans patriarcat dans l'aurore de l'histoire.

Cette sensibilité a aussi permis à Benjamin de comprendre, bien mieux que ses amis de l'École de Francfort, la signification et la portée d'un mouvement romantique/libertaire comme le surréalisme, auquel il assignait, dans son article de 1929, la tâche de capter les forces de l'ivresse (Rausch) pour la cause de la révolution. Marcuse se rendra compte, lui aussi, de l'importance du surréalisme comme tentative d'associer l'art et la révolution, mais ce sera quarante années plus tard.

4. Comme ses amis de l'École de Francfort, Benjamin était partisan d'une sorte de « *pessimisme critique* », qui prenait, chez lui, une forme révolutionnaire. Dans son article de 1929 sur le surréalisme, il affirme même qu'être révolutionnaire c'est agir pour « *organiser le pessimisme* ». Il manifeste sa méfiance quant au destin de la liberté en Europe et ajoute, dans une conclusion ironique : « *Confiance illimitée seulement dans l'IG Farben et le perfectionnement pacifique de la Luftwaffe* ». Certes, même lui, le pessimiste par excellence, ne pouvait pas prévoir les atrocités que la Luftwaffe allait infliger aux villes et aux populations civiles européennes ; ou que



IG Farben allait, à peine une douzaine d'années plus tard, s'illustrer par la fabrication du gaz Zyklon B, utilisé pour « *rationaliser* » le génocide des Juifs et des Tsiganes. Cependant il fut le seul penseur marxiste de ces années à avoir l'intuition des monstrueux désastres dont pouvait accoucher la civilisation bourgeoise en crise.

5. Plus que les autres penseurs de la Théorie critique, Benjamin a su mobiliser de façon productive, les thèmes du messianisme juif pour le combat révolutionnaire des opprimés. Des motifs messianiques ne sont pas absents de certains textes d'Adorno – notamment *Minima Moralia* – ou Horkheimer, mais c'est chez Benjamin, et notamment dans ses Thèses *Sur le concept d'histoire* que le messianisme devient un vecteur central d'une refondation du matérialisme historique, pour lui éviter le sort d'une poupée automate, tel qu'il était devenu aux mains du marxisme vulgaire (social-démocrate ou stalinien). Il existe chez Benjamin une sorte de **correspondance** (au sens baudelairien du mot) entre l'irruption messianique et la révolution comme interruption de la continuité historique – la continuité de la domination.

Pour le messianisme tel qu'il le comprend – ou plutôt, invente – il ne s'agit pas d'attendre le salut d'un individu exceptionnel, d'un prophète envoyé par les dieux : le « *Messie* » est collectif, puisqu'à chaque génération il a été donné « *une faible force messianique* », qu'il s'agit d'exercer, de la meilleure façon possible.

6. De tous les auteurs de la Théorie critique, Benjamin était le plus attaché à la **lutte de classes** comme principe de compréhension de l'histoire et de transformation du monde. Comme il l'écrivait dans les Thèses de 1940, la lutte des classes « *ne cesse d'être présente à l'historien formé par la pensée de Marx* » ; en effet, elle ne cesse d'être présente dans ses écrits, comme lien

essentiel entre le passé, le présent et l'avenir, et comme lieu de l'unité dialectique entre théorie et pratique. L'histoire n'apparaît pas, pour Benjamin, comme un processus de développement des forces productives, mais plutôt comme un combat à mort entre oppresseurs et opprimés ; refusant la vision évolutionniste du marxisme vulgaire, qui perçoit le mouvement de l'histoire comme accumulation d'« *acquis* », il insiste plutôt sur les victoires catastrophiques des classes régnautes.

Contrairement à la plupart des autres membres de l'École de Francfort, Benjamin a parié, jusqu'à son dernier souffle, sur les classes opprimées comme force émancipatrice de l'humanité. Profondément pessimiste, mais jamais résigné, il ne cesse de voir dans « *la dernière classe asservie* » – le prolétariat – celle qui, « *au nom des générations vaincues, mène à son terme l'œuvre de libération* » (Thèse XII). S'il ne partage nullement l'optimisme myope des partis du mouvement ouvrier sur leur « *base de masse* », il ne voit pas moins dans les classes dominées la seule force capable de renverser le système de domination.

7. Benjamin était aussi le plus obstinément fidèle à l'idée marxienne de révolution. Certes, contre Marx, il la définit non comme « *locomotive de l'histoire* », mais comme interruption de son cours catastrophique, comme l'action salvatrice de l'humanité qui tire les freins d'urgence. Mais la révolution sociale reste l'horizon de sa réflexion, le point de fuite messianique de sa philosophie de l'histoire, la clé de voûte de sa réinterprétation du matérialisme historique.

Malgré les défaites du passé – depuis la révolte des esclaves dirigée par Spartacus dans la Rome ancienne jusqu'au soulèvement du *Spartakusbund* de Rosa Luxemburg en janvier 1919 – « *la révolution telle que l'a conçue Marx* », ce « *saut dialectique* », reste toujours possible (Thèse XIV). Sa dialectique consiste à opérer, grâce à « *un saut de tigre dans le passé* », une irruption dans le présent, dans le « *temps d'aujourd'hui* » (Jetztzeit).

8. Contrairement à ses amis de l'École de Francfort, jaloux de leur indépendance, Benjamin a tenté de se rapprocher du mouvement communiste. Son amour pour l'artiste bolchévique lettonne Asja Lacis a sans doute joué un rôle dans cette tentative... À un moment, vers 1926, il envisage même, comme il l'écrit à son ami Gershom Scholem, d'adhérer au Parti communiste allemand – ce qu'il ne fera pas... En 1928-29 il visite l'Union soviétique : dans son

Ludwig van Beethoven (1770-1827)

Le premier rocker

Par
Angela Klein*

Journal de ce séjour, on trouve des observations critiques, qui suggèrent une certaine sympathie pour l'opposition de gauche. Si, au cours des années 1933-1935, il semble, dans certains de ses écrits, se rapprocher du marxisme soviétique, à partir de 1936 il commence à prendre des distances ; par exemple, dans une lettre de mars 1938, il dénonce « *le compromis, en Espagne, de l'idée révolutionnaire avec le machiavélisme des dirigeants russes* ». Cependant, il croit encore, comme en témoigne sa correspondance, que l'URSS, malgré son caractère despotique, est le seul allié des antifascistes. Cette croyance s'effondre en 1939, avec le pacte Molotov-Ribbentrop : dans ses Thèses *Sur le concept d'histoire* (1940), il dénonce la « *trahison à leur propre cause* » des communistes staliniens.

9. Walter Benjamin n'était pas « *trotskyste* » mais il a manifesté, à plusieurs reprises, un grand intérêt pour les idées du fondateur de l'Armée Rouge. Dans une lettre à Gretel Adorno, du printemps 1932 – une époque où Trotsky était dénoncé comme « *traître* » par les staliniens – il écrit : « *J'ai lu L'histoire de la révolution de février de Trotsky et suis sur le point de finir son Autobiographie. Depuis des années je n'ai rien assimilé avec une pareille tension, à couper le souffle. Vous devez sans hésitation lire les deux livres* ». Et dans une autre lettre à une amie, du 1^{er} mai 1933, il se réjouit de la lecture du second volume de *Histoire de la révolution russe* de Trotsky. Ces deux lettres ont été envoyées de l'île d'Ibiza (Baléares) où Benjamin a séjourné à cette époque. L'écrivain et critique d'art Jean Selz, qui l'a fréquenté à Ibiza en 1932-33, le décrit dans un témoignage postérieur comme partisan « *d'un marxisme ouvertement antistalinien : il manifestait une grande admiration pour Trotsky* ». Ce jugement peut sembler quelque peu exagéré, mais il est conforme à ce que suggèrent ces deux lettres.

10. La pensée de Benjamin est profondément enracinée dans la tradition romantique allemande et dans la culture juive d'Europe centrale ; elle répond à une conjoncture historique précise, qui est celle de l'époque des guerres et des révolutions, entre 1914 et 1940. Et pourtant, les thèmes principaux de sa réflexion, et en particulier ses thèses *Sur le concept d'histoire*, sont d'une étonnante **universalité** : ils nous donnent des outils pour comprendre des réalités culturelles, des phénomènes historiques, des mouvements sociaux dans d'autres contextes, d'autres périodes, d'autres continents. ■

Pourquoi Beethoven ? L'événement et son ambiance de culte autour du 250^e anniversaire de la naissance du premier compositeur moderne est, grâce au Covid-19, à peu près tombé à l'eau. Heureusement, car il aurait plus brouillé que rapproché Beethoven d'un public plus large. Mais celui qui est vraiment un grand compositeur trouve toujours un chemin auprès des gens d'aujourd'hui, et pas seulement auprès d'un petit cercle de spécialistes. Ici je veux parler de ce qui le rend « *moderne* » pour nous.

L'année 1770 a vu naître trois grands esprits dans l'espace germanophone, qui sont encore présents aujourd'hui : Hegel, Hölderlin et Beethoven. C'était une époque de fermentation sociale et politique : la domination de l'Église et de la noblesse était de plus en plus ouvertement remise en question, ce à quoi cette dernière réagissait de différentes manières : la fondation cléricale de Tübingen où Hegel et Hölderlin firent ensemble leurs études était une « *pépinière* » de valets savants, où l'esprit était « *étouffé sous la poussière scolaire la plus dense* », tandis qu'à Bonn, dans les années 1780, un vent plus libéral soufflait qui s'orientait vers la politique autrichienne de réforme sous Joseph II. Quoi qu'il en soit, tout aboutissait à la fin de la société féodale.

L'atmosphère de bouleversement social a marqué Ludwig, et pas seulement sa jeunesse. Pendant 45 ans, il a connu montée, révolution, exportation de la révolution, guerre, restauration. Le jeune Ludwig se tient du côté de la Révolution française. Avec Hegel, Hölderlin, Georg Forster, les Jacobins de Mayence et de Vienne, il partage la soif de liberté. Puis il vécut et subit le tournant de la révolution vers la restauration.

Beethoven prit toujours activement part aux événements politiques et il a su se mouvoir dans les contradictions de l'époque : « *Il a réagi avec souplesse aux développements politiques* », écrit son biographe Jan Caeyers (1). Il admira l'intelligence vive de

Napoléon, son autodiscipline sans précédent et sa volonté de fer ; il apprécia aussi la façon dont celui-ci a promu la musique en France, introduit de nouvelles lois sur les droits d'auteur et amélioré le système de retraite des musiciens d'orchestre. La désillusion est venue lorsque Napoléon a conclu un concordat avec le Vatican en 1801, la saisie de la couronne impériale en 1804 a fait le reste : « *N'est-il lui aussi rien d'autre qu'un homme ordinaire ?* »

Malgré la déception, il lui conserve son soutien. Trois ans avant sa mort, il aurait dit : « *Napoléon... Autrefois je ne pouvais pas le supporter. Maintenant, je pense tout à fait autrement.* »

Obstination

Dans la vie quotidienne, il a dû faire des compromis, mais dans sa musique il était – à une exception près – intransigeant. Perfectionniste, il poussait à la folie les près de 40 éditeurs avec lesquels il a signé des contrats lorsqu'il manquait à plusieurs reprises les délais parce qu'il pensait devoir encore travailler sur une œuvre ; lorsqu'il ne se limitait pas à corriger les erreurs de transcription dans les épreuves, mais recomposait des passages entiers – comme Marx, il avait une écriture de cochon et il fallait un copiste très habile, très familier de sa musique, pour transcrire ses notes de façon à ce qu'elles puissent être imprimées. Ses éditeurs étaient dispersés dans toute l'Allemagne, et avec les moyens de transport de l'époque on peut imaginer les retards et les pertes de revenus que cela signifiait.

Il n'en était pas autrement pour les représentations. On peut probablement

* Angela Klein est rédactrice du mensuel allemand *SoZ Sozialistische Zeitung* et membre de la direction de l'Organisation socialiste internationaliste (Internationale Sozialistische Organisation, ISO), section allemande de la IV^e Internationale.

1. Jan Caeyers, *Beethoven, A Life*, University of California Press 2020. Chef d'orchestre, musicologue et professeur d'université, Jan Caeyers a publié en 2009 à Amsterdam une biographie de Ludwig van Beethoven, traduite en 2012 en allemand et plus tard également en anglais.

Musique

compter sur les dix doigts le nombre de dates de représentation qu'il a tenues à temps. Cela était également dû à ses maladies, qui le clouaient souvent au lit et le rendaient incapable de travailler. Le fait qu'il ait été chargé par l'archiduc Rodolphe, frère de l'empereur, qui l'idolâtrait et le soutenait généreusement, de composer une messe pour sa nomination comme archevêque d'Olomouc [en Bohême] n'y pouvait rien. Il se mit immédiatement au travail, mais le désir d'écrire la messe suivant ses exigences internes de composition, ainsi que des maux de tête persistants, ont fait qu'une fois de plus il n'a pas pu la terminer – tant pis pour le nouvel archevêque. Celui-ci dut chercher un nouveau compositeur à la dernière minute, et lorsque la messe de Beethoven fut terminée elle ne durait pas trois quarts d'heure, mais deux fois plus et ne pouvait donc pas être jouée pendant une messe. La musique était portée par une foi profonde, mais pas par la foi dans l'Église.

Beethoven acceptait de perdre ainsi des revenus, alors que par ailleurs il pouvait être mesquin ou impertinent en matière d'argent : il offrait volontiers ses œuvres à plusieurs mécènes en même temps et tentait de les bernier les uns les autres.

En tant que musicien et compositeur, à la fin de l'Ancien Régime et dans une ville comme Vienne, où il s'installa à l'âge de 21 ans après l'occupation de sa ville natale de Bonn par les troupes françaises, on ne pouvait vivre que si l'on était employé par l'Église ou soutenu par un noble. À cette époque, il n'y avait pas encore de pratique musicale bourgeoise. Dans le cas de Beethoven, cela signifiait une contradiction dans les termes. Car la musique qu'il improvisait ou écrivait ne convenait pas aux oreilles nobles. Elle rompait avec toutes les habitudes d'écoute conventionnelles, et explosa – d'autant plus radicalement qu'il avançait en âge – les formes du style courtois et civilisé, influencé par Haydn et Mozart avec ses rythmes et ses timbres réguliers. Elle était tout simplement choquante à la première écoute. C'était un compagnon sauvage qui s'enfonçait dans les entrailles des pianos des palais nobles. De plus, il ne mâchait pas ses mots mais portait son cœur sur sa langue et dans les notes. Beethoven était connu pour ses soudains accès de rage, dont il s'est souvent senti désolé par la suite.

Mais l'aristocratie (principalement bohémomorave) se réjouit, se pare de l'enfant terrible, et Beethoven célèbre à Vienne des triomphes qui rayonnent bientôt sur Londres, Paris et Saint-Pétersbourg, bien qu'il ne soit jamais allé dans des pays non allemands. À la fin de sa carrière, il trouva

aussi des mécènes parmi les riches marchands et les banquiers.

Il connaissait très bien la musique des « anciens ». Il prit des leçons de composition auprès de Haydn entre autres, et étudia méticuleusement le contrepoint et l'art de la fugue. Le fils de Bach, Carl Philipp Emanuel, fut l'étoile qui a guidé sa conception de musique.

Sa musique est personnelle, immédiate dans son expression émotionnelle, dramatique, riche en contrastes et pleine d'une imagination exubérante. Amener son tempérament débridé dans une forme musicale proche de la quadrature du cercle, c'est exigeant et sophistiqué à l'écoute – on l'a nommée « *musique architecturale* ». Les mélodies de Mozart pouvaient parfois être sifflées dans les rues comme une chanson populaire, pas Beethoven. Sa musique est une lutte intérieure constante.

Mozart et Beethoven

Cela a beaucoup à voir avec ses conditions de vie.

Le jeune Ludwig fut défié très tôt, le contraste avec Mozart ne pourrait guère être plus grand. Papa Leopold Mozart était l'entraîneur parfait pour son fils cadet doué, tant sur le plan musical que pédagogique. Il occupait un poste permanent à la chapelle de la cour de Salzbourg, dirigeait une école de violon prospère, rédigeait un manuel pour l'apprentissage du violon qui devint une référence, et écrivait de nombreuses compositions.

Papa Johann Beethoven, issu d'une famille flamande, était ténor à la chapelle de la cour à Bonn. Il n'a pu enseigner à son fils aîné que les rudiments du piano et du violon – le déjà cité biographe Caeyers lui rend hommage pour avoir très vite laissé l'éducation musicale de son fils à des musiciens plus compétents. Les enseignants qu'il pouvait rencontrer furent laissés au hasard, bien sûr, il n'y avait pas de cours de musique bourgeoise à cette époque.

Alors que Mozart connut un enseignement musical régulier et que ses compétences furent très tôt concentrées sur la composition – il écrivit sa première symphonie à l'âge de neuf ans – le jeune Ludwig devait devenir un pianiste professionnel. Son père n'appréciait pas du tout le goût de son fils à faire des fantaisies sur son piano, il fit tout pour l'en empêcher, la moindre contradiction se traduisait par des gifles et le petit était enfermé dans la cave. L'atmosphère dans le foyer parental est décrite comme marquée par les excès de violence d'un père alcoolique et mentalement instable et la

souffrance silencieuse d'une mère renfermée sur elle-même. Mais comme Ludwig a été assez tôt placé sous la garde d'autres enseignants, il a pu échapper à ces conditions et il a bénéficié de libertés dont le jeune Wolfgang Amadeus ne pouvait que rêver. Rapidement il devint célèbre pour ses improvisations au piano, qui l'ont longtemps soutenu dans sa composition.

Mozart a passé une partie de son enfance à être transféré d'une cour royale européenne à l'autre, Beethoven a très tôt appris à travailler. À l'âge de onze ans et demi, il remplaça son professeur, Neefe, l'organiste de la cour. À 14 ans, il devint deuxième organiste de la cour avec son propre salaire annuel, augmentant ainsi considérablement le revenu familial ; il donnait également des leçons de piano aux enfants des nobles. Lorsque son père fut mis à la retraite anticipée pour cause d'ivresse, la moitié de sa pension fut versée à Ludwig pour qu'il subvienne aux besoins de ses jeunes frères, ce qu'il a fait. Il avait alors 18 ans, travaillait comme musicien de chambre au Théâtre national de Bonn nouvellement fondé et se retrouvait chef de famille.

De ces tâches, le garçon, de nature plutôt timide, a pu tirer une certaine confiance en lui. Beethoven était ambitieux et un bourreau de travail ; le travail sera l'ancrage le plus stable dans sa vie, il pourra toujours s'y réfugier lorsque ses autres projets échoueront.

Mozart n'était son aîné que de 14 ans, mais il y a un monde entre les deux. Mozart a grandi dans le monde de la cour et se considérait appartenant à elle, même quand celle-ci lui donna (littéralement !) un coup de pied. Beethoven ne voyait aucun problème à être promu par la noblesse, mais il gardait toujours rigoureusement son indépendance. Mozart a grandi avec les règles musicales que Haydn avait menées à terme et les a remplies de ses propres idées. Beethoven devait encore trouver une forme pour la musique qui sourdait de lui. L'œuvre d'une vie.

L'homme qui serra la main du tsar et de l'empereur ne vivait pas dans une tour d'ivoire, mais dans une grande simplicité. Dans ses appartements – il déménagea d'innombrables fois –, il y avait souvent le désordre créatif d'un dortoir d'étudiants des années 1970. Il était économe pour lui-même, s'habillait négligemment, au point qu'il fut arrêté une fois comme mendiant – il avait alors 50 ans. Son affirmation qu'il était Beethoven fit enrager les gendarmes : « *Sans blague ? Tu es une canaille, Beethoven n'a pas cette apparence !* » Ses amis ont dû le libérer de la cellule le lendemain matin.

Erratum

Dans *Inprecor* n° 676 de juillet 2020, une erreur de traduction s'est glissée dans l'article de Manuel Kellner « *L'œuvre d'Ernest Mandel : Un héritage important pour le combat révolutionnaire au XXI^e siècle* ».

En page 26, à la fin de la colonne du milieu, au lieu de :

Mais si les salaires montent, les profits baissent... ce qui n'encourage guère les investissements capitalistes, et c'est cette disproportion qui renvoie à « l'anarchie » de la production capitaliste.

Vous auriez dû pouvoir lire :

Mais si les salaires montent, les profits baissent... ce qui n'encourage guère les investissements capitalistes. Les théories de la disproportion entre les différents secteurs de production renvoient pour leur part à « l'anarchie » de la production capitaliste.

Avec toutes nos excuses !

Bien qu'il soit aimé et vénéré, il n'appartenait pas à la société qui le soutenait. Il aurait aimé aller à Londres, faire comme Haendel : grande musique, grand orchestre, grand public, grand revenu. Sa santé ne le lui permettait pas. Ses tentatives de trouver un refuge dans le mariage ont échoué lamentablement, son statut social n'était pas à la hauteur.

Les fléaux

Il fit très tôt connaissance avec les maladies (2). À l'âge de 13-14 ans il tomba malade de la variole, très répandue à son époque, et dès lors les cicatrices ont marqué son visage. À l'âge de 16 ans, il souffrit d'une première poussée d'asthme bronchique, accompagnée d'une dépression. Beethoven écrivit à ce sujet dans une lettre : « *Depuis mon retour à Bonn [de Vienne, où il devait rencontrer Mozart], je n'ai connu que quelques heures de bonheur. Je souffre d'une angine pectorale et j'ai peur que cette maladie ne se transforme en consommation. Je souffre également de mélancolie, qui dans mon cas est presque aussi pénible que la maladie elle-même.* » L'angine s'est transformée en bronchite chronique, et il a toujours craint que ça n'évolue vers une tuberculose, dont sa mère mourut en 1797, et qu'elle ne « coupe le fil de sa vie ».

À 20 ans, il subit sa première crise de coliques – prélude au développement d'un côlon irritable avec alternance de diarrhée, constipation, crampes, faiblesse, dépression, particulièrement lorsqu'il était stressé. Néanmoins, en 1795, il écrit dans son journal : « *Courage. De toutes les vulnérabilités de mon corps, mon esprit prévaudra.* »

À partir de 1796 – il a alors 25 ans – il n'y a guère une année dans sa vie où l'on n'enregistre pas une maladie grave, parmi lesquelles une « fièvre » non précisée, des maux de tête, des otites, des rhumatismes, la goutte. La liste des maladies que le pathologiste de renom Dr Wagner a énumérées

dans son autopsie le matin suivant la mort de Beethoven était longue : inflammation du canal auditif interne (le labyrinthe) liée au nerf, obstruction du canal auditif externe, cirrhose, calculs biliaires, pancréatite chronique, diabète, péritonite... Il devait avoir une constitution de cheval pour supporter tout cela. Certaines de ses maladies étaient causées par une consommation excessive d'alcool ; dans la famille de Beethoven, on a identifié quatre générations successives de buveurs. Il est mort d'hydropisie et d'une insuffisance rénale.

Surdité et premier tournant

C'est sa surdité progressive qui l'a le plus affecté. Selon l'état actuel des recherches, elle a été la conséquence tardive d'un typhus murin (fièvre de la puce du rat) qui l'a frappé en 1796 sur le chemin du retour de Berlin à Vienne. À cette époque, le typhus murin était une maladie endémique en Allemagne. La perte d'audition est apparue pour la première fois en 1798. Il s'est d'abord plaint d'acouphènes, puis son oreille droite s'est détériorée en premier, puis son oreille gauche, il ne pouvait plus percevoir les harmoniques, les bruits de la rue le gênaient. Il ne répondait à aucun traitement. Trois ans plus tard, en 1801, les médecins rendirent le diagnostic « incurable ». Il avait 30 ans.

Cela a déclenché pour lui une véritable crise existentielle. Jusqu'alors Beethoven était surtout pianiste, sa carrière de compositeur était encore devant lui. Étant une personne sociable avec un grand besoin de communiquer, il dut apprendre à partir de la fin de la vingtaine à éviter la compagnie des gens. Le courage qu'il avait évoqué dans son journal intime six ans plus tôt le quitta alors, il voulut se suicider. De la ville thermale de Heiligenstadt, où son médecin l'avait envoyé, il écrivit une lettre à ses deux frères, les désignant comme héritiers de ses biens. Dans ce qui est appelé *Testament de Heiligenstadt*, il écrivit : « *je dois vivre*

comme un exilé, à l'approche de toute société une peur sans pareille m'assaille, parce que je crains d'être mis en danger, de laisser remarquer mon état – c'est ainsi que j'ai vécu les six derniers mois, passés à la campagne sur les conseils avisés de mon médecin pour ménager autant que possible mon ouïe ; il a presque prévenu mes dispositions actuelles, quoique, parfois poussé par un instinct social, je me sois laissé séduire. Mais quelle humiliation lorsque quelqu'un près de moi entendait une flûte au loin et que je n'entendais rien, ou lorsque quelqu'un entendait le berger chanter et que je n'entendais rien non plus ; de tels événements m'ont poussé jusqu'au bord du désespoir, il s'en fallut de peu que je ne misse fin à mes jours. C'est l'art et seulement lui, qui m'a retenu, ah ! il me semblait impossible de quitter le monde avant d'avoir fait naître tout ce pour quoi je me sentais disposé, et c'est ainsi que j'ai mené cette vie misérable (...) – patience, voilà tout, c'est elle seulement que je dois choisir pour guide, je l'ai fait (...) c'est avec joie que je m'empresse vers la mort (...) viens quand tu veux, je vais courageusement vers toi » (3).

La lettre n'a jamais été envoyée.

Cinq ans plus tard, il note en marge d'un quatuor à cordes : « *De même que l'on plonge dans le tourbillon de la société, de même il est possible de composer des œuvres malgré les adversités sociales. Ta surdité ne devrait plus être un secret, même dans l'art.* »

Il s'est engagé dans la lutte – et il s'est dépassé lui-même. Il avait encore quelque chose à donner au monde. À son retour à Vienne, il n'était plus satisfait de ce qu'il avait écrit jusqu'alors, il voulait « *prendre un nouveau chemin* ».

Dans les mois et les années qui suivent, il écrit ses plus célèbres sonates pour piano, un premier oratorio et sa *Symphonie n° 3*, appelée *Eroica* – la première dans laquelle il trouve son propre style. À la fin de la décennie, il aura composé une grande partie des œuvres qui sont les plus jouées aujourd'hui.

« *L'Eroica se distingue de tout ce que la musique symphonique avant elle avait à offrir – ne serait-ce que par sa durée inhabituelle de cinquante minutes* », écrit son biographe Jan Caeyers. Pour combler cette

2. Cf. Peter J. Davies, *Beethoven in person, His Deafness, Illnesses, and Death*, Greenwood Press, Londres 2001. On peut lire en français un article du même auteur, « Ludwig van Beethoven : une surdité auto-immune », *Histoire des sciences médicales*, Tome XXIX, n° 3, 1995 (<https://www.biusante.parisdescartes.fr/sfhm/hsM/HSMx1995x029x003/HSMx1995x029x003x0271.pdf>)

3. https://fr.wikisource.org/wiki/Testament_de_Heiligenstadt

Musique

extension, pour la maintenir, « *il avait besoin d'un nouveau jeu de formes et de matériaux* ». Ce faisant, explique Caeyers, « *il a suivi une loi compositionnelle apparemment paradoxale qu'il avait lui-même découverte : plus la durée du morceau de musique est longue, plus le nombre de thèmes devait être réduit, plus d'autre part le lien entre ces thèmes devait être étroit. Alors que ses pré-décesseurs recherchaient surtout des idées musicales productives permettant de remplir un modèle de forme plus ou moins fixe, Beethoven cherchait des formes qui pouvaient modeler ses idées... Il a lui-même fixé les règles du jeu auquel il voulait jouer. Il a maîtrisé son art et est donc devenu un souverain dans cet art. C'est pourquoi l'Eroica en tant que telle est un exploit de composition. Elle inaugure une nouvelle époque car, en elle, la relation entre l'intention et les moyens est nouvelle – tout comme l'expérience du temps et de l'espace.* »

Il était le premier compositeur à suivre le principe « *la forme suit la fonction* » ou « *l'expression* » – c'était la révolution dans la musique.

Un anarchiste ?

Peut-être est-ce ce moment où il se dépasse lui-même et l'énorme pouvoir qui émane de sa musique qui permet à des jeunes de l'approcher. La chaîne allemande 3sat a présenté certains d'entre eux dans un documentaire intitulé *Beethoven heute* (Beethoven aujourd'hui).

Ainsi Andrés Felipe González. Il vient d'un bidonville de Medellín, en Colombie, où autrefois la mafia de la drogue régnait. Avec Beethoven, il a réussi à s'en sortir. Il fait maintenant du breakdance au son de sa musique, le premier morceau qu'il a entendu est la Symphonie n° 5. Le passé sombre de Beethoven, sa vie difficile, son non-conformisme, son refus de suivre les règles et une musique qui touche les émotions de tout le monde – tout cela permet à Andrés de s'identifier à lui. Et parce qu'il touche tout le monde, il relie les gens entre eux. « *Chaque minute, quelque part dans le monde, un morceau de Beethoven est joué.* »

Moguai, un DJ de Recklinghausen, essaye de sous-tendre d'un rythme Beat l'*Ode à la joie*, le chœur de clôture de la *Symphonie n° 9*, si souvent déformée en hymne d'État. Il trouve cela difficile – peut-être parce que la musique de Beethoven est si souvent elle-même un Beat. « *C'était le premier rockeur* », dit une jeune guitariste, elle capte le son de la *Symphonie n° 5* en duo avec un violon. La guitare lui convient, elle donne le rythme.

Dans les années 1950 un pionnier du rock'n'roll, Chuck Berry, a rendu hommage au vieux maître avec la chanson *Roll over Beethoven*. Au centre de la musique rock se trouve l'immédiat, le physique, l'authentique et individuel. « *Viens, Beethoven* », veut-il dire, « *viens, tu conviens mieux à nous qu'au business pompeux de la musique de l'establishment.* » Avec son immédiateté et son manque de retenue, Beethoven est fait pour une telle revendication. Il s'inscrit bien dans une époque où un public de masse est fouetté par des rythmes récurrents, martelants et bruyants, où un musicien travaillant sa guitare sur la scène de manière à ce que les cordes sautent plonge ses auditeurs dans l'extase.

Tout comme Beethoven. Comme sa surdité grandissait, il frappait le piano avec une telle force que les cordes se brisaient. Il lui importait d'extraire du piano le son d'un orchestre et d'un orchestre un son du monde. Sa musique veut être jouée rapidement, avec de forts contrastes entre le fort et le doux, rythmique, abrupte : constamment un thème est interrompu par un autre, pas seulement une autre mélodie, mais aussi un autre rythme, voire un autre style ; encore et toujours il est repris à nouveau, cherche d'autres voies, échoue ou veut explorer quelque chose de nouveau, recommence. Une tourmente désespérée conduit soudain à un désir sans fin, des passages lyriques sont accompagnés d'un désastre menaçant dans la basse – d'énormes contrastes, un essoufflement, une course contre tout et n'importe quoi et en même temps le plus grand besoin d'amour.

Pa-pa-pa-pamm. « *Combien faut-il être grand pour écrire pareille chose ?* » demande la guitariste.

Beethoven a écrit à une époque où l'ancien ordre se désintégrait et le nouvel ordre était encore en panne de naissance. Ses malheurs personnels semblent s'en faire l'écho. Il a subi de nombreuses défaites dans sa vie mais il ne s'est pas laissé abattre. Jusqu'à la fin il a conservé un sens de l'humour, ce qui lui a permis de garder la tête haute. Après tout, il était également un rhénan. Et malgré toute sa renommée, il était quelqu'un d'accessible et vulnérable. D'où Beethoven.

Le musicien Anselm Hüttenbrenner, qui a accompagné sa mort, raconte le dernier souffle de Beethoven. Nous sommes le 26 mars, il est six heures moins le quart de l'après-midi : « *Depuis quelque temps déjà, des champs de nuages denses assombrissent la ville. Un orage avec des rafales de neige et de grêle éclate, et soudain un éclair, accompagné d'un puissant coup de tonnerre illumine la pièce. Les yeux de Beethoven s'ouv-*

rent grand. Il lève la main droite, ferme le poing et fixe l'air de façon sérieuse et menaçante. Puis sa main s'enfonce sur le lit, ses yeux à moitié fermés... il ne respire plus. » Si c'est vrai, c'était un sacré adieu au goût de Beethoven.

Ou un compositeur d'État ?

La façon dont ses œuvres étaient interprétées lui tenait beaucoup à cœur ; il ne laissait pas aux musiciens la liberté qu'il s'accordait à lui-même. Cela valait particulièrement pour la vitesse à laquelle les pièces étaient jouées. L'intérêt de Beethoven pour les tempos musicaux frise l'obsession. Les termes conventionnels (*allegro*, *adagio*, *andante*, *presto* etc.) étaient trop imprécis pour lui, ils pouvaient difficilement décrire le caractère de ses pièces. Mais c'est précisément ce que Beethoven recherchait.

Lorsqu'il n'a plus été en mesure de diriger ou exécuter lui-même ses œuvres, il voulait dicter aux musiciens comment ils devaient les jouer. Il a donc apprécié que le métronome, un instrument capable de mesurer le tempo, ait été mis au point au début du XIX^e siècle. Il permit de rendre les tempos plus individuels et différenciés. Beethoven en était si enthousiaste qu'il métronomisa rétroactivement beaucoup de ses œuvres. Mais les indications du métronome sont parfois si rapides que les pianistes les considèrent souvent comme injouables – et donc les ignorent tout simplement.

Il y a eu une longue controverse sur le rythme auquel Beethoven devait être joué. En Autriche, il a été joué plus lentement, en Allemagne au début c'était le contraire. Finalement sous l'influence française le style de jeu plus lent a prévalu – avec des conséquences considérables, notamment la distorsion du sens. Les écarts de plus en plus importants par rapport aux graduations de métronome indiquées ont nécessité des interventions dans le texte musical, les articulations et même la signature temporelle ont été modifiées. En 1977 encore, un colloque Beethoven eut lieu à Vienne au cours duquel des experts ont déclaré que le métronome du maître devait être défectueux et qu'il ne l'avait tout simplement pas remarqué.

Cependant, le ralentissement du tempo déforme le caractère des pièces. Elles ont alors un air grave ; là où il y avait lutte auparavant il y a maintenant domination et grandeur. Cela a contribué à le dégrader au statut de compositeur d'État qui a été (et est toujours) mis au service de l'identification nationale. La réception bourgeoise de Beethoven, influencée par le romantisme



tardif et transmise par des chefs d'orchestre tels que Wilhelm Furtwängler jusqu'au milieu du XX^e siècle, a exclu de son œuvre la lutte et la souffrance. Sont restés le pathétique et la grandeur, originaires d'un endroit inexplicable, en cas de doute concernant son « génie ».

Pour prévenir tout malentendu : Beethoven savait écrire aussi bien des pièces pompeuses, qui parlent de domination, ou des pièces lyriques ou rayonnantes – il avait d'innombrables facettes. Après la Bataille des Nations de Leipzig en 1813, que les anciennes puissances féodales avaient gagnée sur la vague d'une frénésie nationale en partie mobilisée par en haut, en partie portée par le bas, les invalides furent honorés à Vienne par un énorme concert de bienfaisance. Pour cette occasion, Beethoven a composé une pièce intitulée *La victoire de Wellington* ou *La bataille de Vitoria*, dans laquelle il n'avait pas honte de citer l'hymne impérialiste anglais *Rule Britannia*. Il s'est plié à la nécessité de ses nobles mécènes de glorifier le dernier triomphe du féodalisme sur le bouleversement social qui s'annonçait. Financièrement, il a pu s'en remettre – au moins cela.

La pratique des représentations historiques qui s'est développée après la fin de la Seconde Guerre mondiale en réaction à la compréhension poussièreuse de la musique en vogue jusque-là a mis fin à ce pathétique

fantôme. Les jeunes musiciens ne voulaient plus accepter le fait que la musique classique serait jetée sur le tas de fumier par des générations futures. Ils ont entrepris de déterrer les anciennes notes et instruments et de recréer le son des originaux. Cela sonnait si différemment de ce qu'on avait entendu auparavant que l'on pouvait parfois penser que l'on avait à faire à des pièces différentes. Dans l'espace germanophone les pionniers dans ce domaine ont été le chef d'orchestre Nikolaus Harnoncourt et le pianiste et compositeur Friedrich Gulda. Depuis, les rythmes plus rapides ont prévalu.

L'Hymne à la joie

L'Hymne à la joie est la pièce maîtresse de la perversion des intentions musicales de Beethoven. Je n'entends même pas par là, en premier lieu, le fait qu'un morceau de deux minutes ait été arraché à un mouvement final d'une symphonie de 24 minutes, coupé pour les besoins d'une réception d'État (Herbert von Karajan a été chargé de cette tâche par le Conseil de l'Europe au début des années 1970). Je parle de sa réinterprétation en un chant de victoire.

Un exemple d'une telle interprétation erronée est la représentation de la Symphonie n° 9 le jour de Noël 1989 au Schauspielhaus de Berlin-Est sous la direction de Leonard Bernstein. Bernstein n'a pas

célébré l'unité allemande, mais le triomphe (politique) de l'idéologie de la liberté civile. En conséquence, il a modifié le texte, l'appelant « *Ode à la liberté* ». L'Orchestre symphonique de la radio bavaroise était complété par des musiciens de Paris, Londres, New York et Leningrad – un parallèle sans équivoque entre la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie et la victoire de l'Ouest sur l'Union soviétique. La pièce elle-même est également modifiée, le refrain avec le premier couplet est fortement sous-tendu par des timbales, de sorte qu'il en résulte un véritable piétinement qui sonne quelque peu martial, tandis que la partie finale proprement dite est considérablement raccourcie.

« *Aucun autre compositeur n'a jamais parlé aussi directement à autant de personnes de toutes les classes, nationalités et origines ethniques* », dit Bernstein. À l'inverse, cela signifie aussi que tous essayent de le tirer de leur côté. Les classes dirigeantes ont tenté à plusieurs reprises de donner à leur prétention au pouvoir une légitimation idéologique en se servant de sa musique – la noblesse autrichienne pas moins que les impérialistes britanniques et les nazis allemands. Mais la gauche aussi satisfait de temps à autre son besoin de culte héroïque en faisant de lui un « héros de la liberté », un « démocrate » ou même un jacobin, et interprète sa musique principalement sous un angle politique. Ce faisant, sa diversité est



sacrifiée – et il est falsifié. On peut reprocher à Beethoven une certaine complaisance, mais ce n'est pas ce que dit sa musique et il n'est pas responsable des représentations.

Beethoven était un maître des équivoques. Mozart place son *Cantique à la Fraternité*, l'air de Sarastro dans la *Flûte enchantée* dans le contexte de la confrérie maçonnique, dont est issue cette nouvelle religion mondiale séculière. Il place l'homme au centre, mais c'est un homme abstrait, un homme tel qu'il devrait être et non tel qu'il est avec tous ses vilains côtés. L'aria a été déplacée à la basse, où elle souligne la sublimité de l'idée. Mais ce faisant elle souligne également le fait qu'on parle ici de confrères – les femmes n'étaient pas admises dans les loges maçonniques.

Schiller aussi a écrit son *Hymne à la joie* pour une loge maçonnique, il oscille entre le toast et la grandeur. Beethoven réorganise le texte, annule les toasts et développe progressivement le verset récurrent d'ouverture en un chant radieux (et non criard !). Mais il n'en reste pas là, à un moment le chant prend le son d'une chorale d'église, le texte dit ici : « *Frères – au-dessus de la voute étoilée doit demeurer un tendre Père. Vous vous prosternez, multitudes ? Monde, pressent-tu le créateur ?* » L'utopie humaine se transforme en un chant de louange à Dieu, l'hybris humaine est mise en échec. Mais le chant ne reste pas non plus sur le ton religieux ; en fin de compte, tout débouche sur une exubérance enfantine.

À la fin de sa vie, le destin le frappe une

fois de plus. Son neveu, fils de son frère préféré décédé, qu'il avait amené sous son aile contre maintes résistances, a tenté de se suicider (le 30 juillet 1826) – Beethoven avec sa pédagogie brutale n'en est pas innocent. La tentative a échoué, mais on ne peut que deviner le choc que cela a pu lui causer. Par la suite, Beethoven écrit un dernier quatuor à cordes (en *fa majeur*). Au début de son dernier mouvement la mort s'avance, mais elle n'a pas le dernier mot, le mouvement est suivi d'un allegro atténué et quelque peu résigné qui se perd... Le *fa majeur* est considéré dans la musique classique comme une tonalité qui exprime la sérénité et la disponibilité à lâcher. Ce tournant positif est typique de Beethoven – il a quelque chose de reconfortant.

C'est aussi cela : pourquoi Beethoven ?

À la recherche de l'harmonie

À l'un de ses premiers et plus fidèles mécènes, le prince Lichnowski, il écrivit un jour : « *Prince, ce que vous êtes, vous l'êtes par les circonstances et la naissance, ce que je suis, je le suis par moi-même. Il y a des milliers de princes et il y en aura toujours, mais il n'y a qu'un seul Beethoven* ».

Cette phrase exprime deux choses : la confiance en soi d'une personne qui doit son succès à son travail, c'est-à-dire qui, dans un certain sens, « se crée » – une fierté que le citoyen partage avec le travailleur. Et la conscience de sa singularité – la base du culte bourgeois du génie.

L'être humain, qui est au centre de la musique de Beethoven, n'est plus un être abstrait, il est très concret. Joie et tristesse, force de volonté et humilité, l'humain et le divin sont souvent très proches. On ne peut le fixer sur un timbre. Sa musique est unique précisément là où elle prend des tournures inattendues. Cela exige beaucoup du public et des interprètes qui aimeraient avoir un timbre simple – qu'il soit romantique, héroïque, anarchique ou intime – et la tentation est grande de « basculer » d'un côté ou de l'autre. Mais la question reste ouverte, il n'y a pas de point final vers lequel son travail aurait pu aller, un point de vue très proche de ce que nous ressentons aujourd'hui. On ne peut même pas mettre l'accent sur l'aspect de la discorde puisqu'à la fin ses pièces trouvent toujours un achèvement et donc une unité.

Beethoven aimait la nature. Comme Goethe et beaucoup de ses contemporains, il voyait dans sa beauté et sa majesté une révélation de Dieu. Le Moi y est intégré, lui est subordonné. Wikipedia le nomme dans la liste des panthéistes. C'est Marx qui dans le sillage de Rousseau fera de l'aliénation de l'homme de la nature le point de départ de sa vision du monde et le thème central de son œuvre. Retrouver cette unité, c'est le plus grand défi de notre temps. Qu'elle est possible, dans le monde et avec le monde, c'est ce que la musique de Beethoven nous transmet. ■

12 septembre 2020